



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

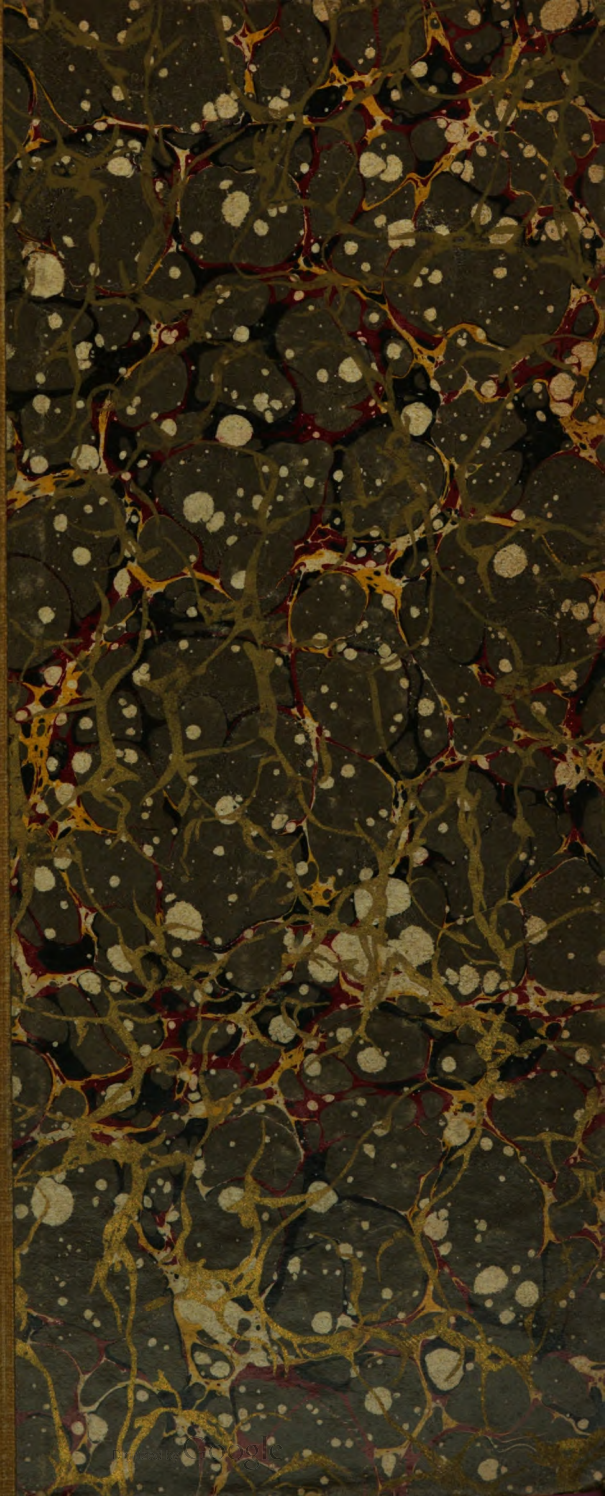
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

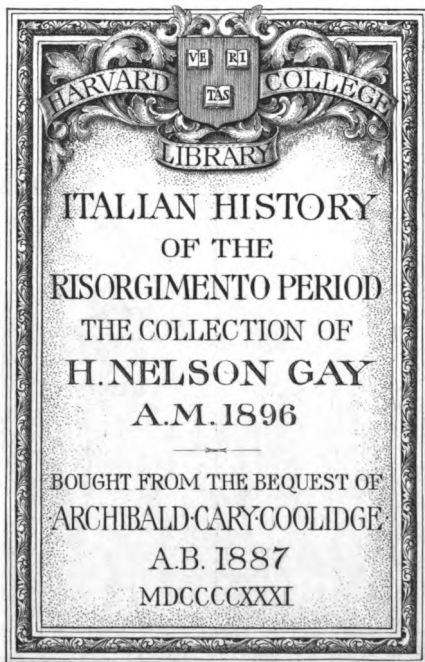
WIDENER LIBRARY



HX 3F81 Y



Ger 2300.51.60



Gariibaldi - France '70

A.-C. DE LA RIVE

Garibaldi 1871

LE CONDOTTIÈRE

GIUSEPPE GARIBALDI

(1870-1871)



Deuxième édition

PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE

ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

12, rue des Pyramides, 12

Tous droits réservés

Digitized by Google

IL CONDOTTIERE
GIUSEPPE GARIBALDI

SAINT-DENIS

IMPRIMERIE H. BOUILLANT
20, RUE DE PARIS, 20

0
A.-C. DE LA RIVE

IL CONDOTTIERE

GIUSEPPE GARIBALDI

(1870-1871)

« Vous'en tirerez vous-même cette conclusion, c'est que si le général Garibaldi avait été un général français, nous aurions été contraints de vous demander que ce rapport et les pièces qui le justifient fussent renvoyés par l'Assemblée au ministre de la Guerre, afin d'examiner si le général Garibaldi ne devait pas être traduit devant un conseil de guerre, pour y répondre de sa conduite, comme ayant abandonné à l'ennemi, de *propos délibéré et sans combat*, des positions qu'il avait reçu mission de défendre; et comme ayant, par là, occasionné la perte d'une armée française et amené un désastre militaire qui n'aura de comparable dans l'Histoire que les désastres de Sedan et de Metz. » (*Rapport de M. Perrot, au nom de la Commission d'Enquête sur les Actes du Gouvernement de la Défense Nationale*, t. II, page 187.)

PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

12, RUE DES PYRAMIDES, 12

1892

Tous droits réservés

Ger 2300.51.60
✓

**HARVARD COLLEGE LIBRARY
H. NELSON GAY
RISORGIMENTO COLLECTION
COOLIDGE FUND
1931**

AVANT-PROPOS

« Garibaldi est venu, en France, accom-
« plir, au profit de ses passions sectaires,
« un acte de cosmopolitisme révolution-
« naire et déclamer contre nos prêtres, plu-
« tôt qu'aider nos soldats. »

Vers la fin du mois d'octobre 1890, certains journaux francs-maçons annoncèrent la formation, à Paris, d'un Comité d'initiative qui devait contribuer à l'érection, dans la vieille capitale de la Bourgogne, d'un monument au *condottiere Giuseppe Garibaldi*. Ces journaux et d'autres feuilles complaisantes reproduisirent la lettre d'appel en vuë de l'organisation d'une souscription dite « *natio-
nale* », adressée, par ce Comité, à toutes les sommités parlementaires, provinciales et municipales républicaines, à tous les *patriotes français* ».

Plusieurs signataires de cette lettre sont morts aujourd'hui. Paix à leurs cendres. Voici la liste de ceux qui survivent :

« V. Schœlcher, président; Jules Simon, Joseph Magnin, Henri Brisson, Challemel-Lacour, E. Spuller, Clémenceau, Clamageran, Ed. Millaud, Tricoche, Peyrat, Meslin, Demôle,

a

Raynal, E. Lockroy, Barodet, Camille Pelletan, A. Proust, Tolain, Peytral, Thévenet, Sarrien, Saint-Romme, Magnier.

« De Balsan, Poincaré, Charles Ferry, Baïhaut, Guichard, Ménard-Dorian, Tony Révillon, Salis, S. Pichon, J. Reinach (le tombeur de l'État-major général !), Letellier, G. Thomson, Goujon, Douville-Maillefeu, Chalamet, Perras, Munier, E. Guyot, Félix Martin, Burdeau, Verninac, Georges Pradal, Journault, Jamais, Bargo, commandant Arène, H. Fouquier, Siegfried, Delmas, Delpech, Bizouart, Deloncle, Pazat, Camille Dreyfus, Leydet, Millerand, Chautemps, Calvinhac, Jacques.

« M. Faure, Cousset, Charles Roux, Guillaumou (ex-trombonne à coulisse des dragons de l'Impératrice), Bérard, Le Myre de Vilers, Maujan, de Lanessan, Hurard, Bartissol, Cornudet, Hubbard, Isambert, L. Berthou, E. Caze, Terrier, Mesureur, Lavertujon, Leygues, Million, Lagnel, Boulard, Venière, Euzières, Montaut, Frogier de Ponlevoy. »

Le groupement de quelques-uns de ces noms paraît vraiment étrange ! Il est, en effet, curieux de voir Jules Simon, ancien membre du Gouvernement de la Défense Nationale, figurer immédiatement au-dessous de Schœlcher, qui, au coup d'État manqué du 31 octobre 1870, avait été désigné, par les précurseurs de la Commune de Paris, pour enlever le pouvoir au dit Jules Simon ; il est triste de voir un officier général, même en retraite, un ancien major de l'artillerie de la garde impériale, le héros de l'affaire de Crest, accolé à quelques-unes des hideuses célébrités de la Commune de Paris ; il est instructif de constater que les *juifs* Ed. Millaud, Raynal, Camille Dreyfus et Joseph Reinach y coudoient Challemel-Lacour, l'ex-proconsul de Lyon, auquel nous emprunterons bientôt quelques documents fort intéressants sur les bandes garibaldiennes.

Dès le 29 octobre, le sénateur Ranc (ci-devant membre

de la Commune), dans son journal *Paris*, organe officieux du ministre Constans, applaudissait à cette initiative et s'y associait. A cette date, un rédacteur du *Paris* allait jusqu'à prétendre que l'heure de la *réparation nationale* n'avait que trop tardé pour Garibaldi.

Francis Magnard et le *Figaro* adhèrent aussi des premiers, ce qui n'a pas lieu de surprendre de la feuille de la rue Drouot et de sa rédaction.

L'*Estafette*, organe du Tonkinois Jules Ferry, vint à la rescousse de ceux qui patronnaient cette entreprise déshonorante et antifranaïaise, et commit la souveraine imprudence, dirons-nous avec M. Auguste Roussel, de parler des « *calomnies posthumes du monde clérical* » à l'endroit de Garibaldi.

Le ministre de la Guerre masqué de la Délégation de Tours et de Bordeaux, M. de Freycinet, qui appartient à la religion dite *Réformée*, a écrit ou signé des dépêches bien sévères et déposé contre Garibaldi, devant la *Commission d'Enquête Parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale*.

Il manquait à l'affaire la haute autorité de Renan : cette regrettable lacune fut bientôt comblée ! Renan, qui se vante de n'avoir pas ouvert les Evangiles pour écrire la *Vie de Jésus*, n'est pas mieux renseigné sur celle de Garibaldi ; peut-être reconnaîtra-t-il à son nouveau collègue de l'Académie française plus de compétence pour apprécier la valeur réelle des prétendus services du *condottiere* ?

Renan est-il bien certain que Garibaldi soit accouru au secours de notre patrie ?

L'aventurier cosmopolite n'est-il pas venu simplement

contribuer au pillage de la France, accompagné d'une bande de forbans internationaux, rebut de tous les peuples, qui se sont rués sur nos provinces en détresse comme des hyènes sur un cadavre ?

Renan parle de patriotisme dans sa lettre d'adhésion ! Est-il compétent en cette matière délicate ?

Son patriotisme ne se manifestait-il pas, durant le Siègne de Paris, par de copieux repas chez Brébant, repas assaisonnés, il est vrai, de considérations sur le sort de la France, ainsi que le rapportent les frères de Goncourt, dans leur *Journal* :

« Ce soir, chez Brébant, on se met à la fenêtre, attiré par les acclamations de la foule sur le passage d'un régiment qui part. Renan s'en retire vite avec un mouvement de mépris et cette parole : « *Dans tout cela, il n'y a pas un homme capable d'un acte de vertu...* »

« Renan, relevant la tête de son assiette :

« Dans toutes les choses que j'ai étudiées, j'ai toujours été frappé de la supériorité de l'intelligence et du travail allemands... Le catholicisme est une crétinisation de l'individu; l'éducation par les Jésuites ou les Frères de l'Ecole chrétienne arrête et comprime toute vertu summative, tandis que le protestantisme la développe.

« Berthelot continue ses révélations désolantes, au bout desquelles je m'écrie : — Alors, tout est fini, il ne nous reste plus qu'à élever une génération pour la vengeance !

« — Non, non, crie Renan, qui s'est levé, la figure toute rouge; non, pas la vengeance. *Périssent la France! Périssent la Patrie!* Il y a au-dessus le royaume du Devoir, de la Raison... »

Après le siège de Paris, le fameux restaurateur reçut une médaille d'honneur, sur laquelle était gravé :

« *Pendant le siège de Paris, quelques personnes, ayant coutume*

de se réunir chez Brébant, tous les quinze jours, ne se sont pas, une seule fois, aperçues qu'elles dinaient dans une ville de deux millions d'âmes, assiégée, 1870-1871. »

Au revers :

A Paul Brébant,

ERNEST RENAN, P. DE SAINT-VICTOR, M. BERTHELOT, CH. BLANC, SCHÉRER, CH. EDMON, THUROT, J. BERTRAND, MOREY, E. DE GONCOURT.

Quelle date et quel souvenir !

« Tel est le répugnant personnage, dit M. Auguste Roussel, qui ose, aujourd'hui, invoquer le patriotisme pour en faire bénéficier, par un de ces tours d'escroquerie qui lui sont familiers en histoire, la mémoire d'un homme qui devrait, au contraire, être mis au ban de tout ce qui a souci de ne point prostituer la gratitude et l'honneur.

« Après tout, peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi. Dans le règne animal, on observe qu'il est des bêtes de proie qui ne se nourrissent que de pourriture. A ce titre, Garibaldi, ennemi de la France, était l'homme désigné aux hommages de ceux dont les actes sectaires visent depuis plusieurs années à détruire pour toujours cette chrétienne et chevaleresque nation qui fut la France. »

Au Conseil municipal de Paris, l'ex-membre de la Commune, Longuet, rapporteur de la Commission chargée d'examiner l'opportunité de l'envoi de 10,000 francs au Comité Schœlcher, tonna contre la Papauté, l'Empire et l'ambassade du Vatican.

En quelques mots, l'honorable conseiller M. Cochin retraça l'histoire du révolutionnaire dont les troupes ont joué un si triste rôle en 1870-1871, et conclut ainsi :

« Élever une statue à Garibaldi, c'est élever une statue

« à l'homme qui a fait l'unité de l'Italie, l'alliée de l'Allemagne, et au général dont les fautes ont assuré la perte de l'armée de Bourbaki. »

Après une discussion de deux heures, Levraud, conseiller radical, proposa de voter la somme sans « débat » ! Ce qui eut lieu, par 55 voix contre 10. Chose surprenante, la plupart des conseillers crurent que ces 10,000 francs étaient affectés à la statue de Nice. Cette erreur donna lieu, plus tard, à des explications provoquées par la presse et le comte de Malaussena, maire de cette dernière ville¹.

Si le chef-lieu des Alpes-Maritimes possède maintenant le bronze du condottiere, l'érection du monument dijonnais paraît encore bien éloignée. La caisse du comité local sonne creux, ce qui prouve qu'en dehors de la franc-maçonnerie et des partisans de la République Universelle, Garibaldi n'a guère d'admirateurs en Bourgogne.

Nous empruntons les lignes suivantes au journal républicain *la Liberté* :

« C'est avec le plus grand étonnement que nous voyons se produire aujourd'hui en France un projet de monument en l'honneur de Garibaldi. Nous n'avons pas à juger ici du mérite de ce patriote italien ; mais, quel qu'il soit, il est imprudent, en rappelant mal à propos les événements de 1870, de réveiller des souvenirs dont l'évocation ne peut qu'augmenter les divisions existantes.

« Le rôle joué par Garibaldi en France, en 1870, n'a pas été brillant ; sans doute, le guérillero héroïque des luttes de la péninsule italique y a mis toute la bonne volonté dont il était capable, mais le succès n'a pas couronné ses efforts et son intervention n'a pas été unanimement appréciée.

¹ Élu, depuis, député pour l'arrondissement de Puget-Théniers.

« Étranger à la France, Garibaldi n'a pas su toujours distinguer exactement où était le pays légal, et ses coquetteries avec le parti du désordre ne sauraient être oubliées. Laissons Garibaldi à l'Italie, pour laquelle il a vécu, et ne faisons pas de notre Panthéon une auberge ouverte aux gloires qui ne nous appartiennent pas. Trop de républicains, en ce qui concerne nos rapports extérieurs, ont à se reprocher d'avoir mis leur main dans celle de notre irréconciliable ennemi M. Crispi ; il est inutile de consacrer la mémoire de ces déconvenues.

« On croit, par cette démonstration, gagner les sympathies de l'irrédentisme italien ; c'est encore une erreur de plus à ajouter à tant d'autres. L'irrédentisme est notre adversaire, car il est prêt à nous réclamer tout ce que son appétit lui fait considérer comme des annexes de la patrie italienne. »

La pensée d'ériger, à Dijon, une statue à Garibaldi, révolta jusqu'aux socialistes de l'*Égalité*, qui s'exprima en ces termes :

« Décidément, ce n'est plus la République athénienne que nous avons, c'est la République du puffisme.

« Après le capitaine Cody, et les plazzas de toros, la statue à Garibaldi : on complète le tableau.

« Nous n'avons pas besoin de dire ce que fut Garibaldi : un homme qui a certainement rendu des services dans son pays, mais qui n'a rien à voir ici.

« Il est venu à notre secours ?

« Allons donc ! Il est venu montrer sa chemise rouge, son chapeau à plumes, et se fabriquer une renommée de *comediant*.

« Qu'on demande aux villes par où il passa en 1870. Tout le monde répondra que Garibaldi et ses hommes ne songèrent qu'à bien vivre, tranchant comme en pays conquis, exigeant bon feu, bon gîte et le reste.

« Quant à ses opérations (!) militaires, — il vaut mieux n'en pas parler : il y aurait trop à dire.

« Mais ce qui dépassait encore chez cet homme l'*orgueil*

d'avoir fait autrefois quelque chose, c'était l'incurable *vanité*, l'infatuation extraordinaire de soi-même.

« A tel point qu'il y eut un catéchisme garibaldien où la personne de ce fumiste était exaltée à l'égal d'un dieu. »

Et l'*Égalité* donne des extraits du catéchisme, où l'on attribue sacrilègement à Garibaldi ce qui est dit de Dieu dans le catéchisme catholique.

Mais s'ils n'ont pas pour eux l'*Égalité*, les garibaldistes ont l'approbation du *Figaro* !

De son côté, M. J. Cornély écrivait :

« Notre gouvernement devrait refréner les penchants, bien naturels d'ailleurs, qu'il éprouve pour la bohème politique internationale, et tâcher de s'entendre plutôt avec les gens arrivés, les souverains par exemple.

« L'idée d'une statue à Garibaldi est donc parfaitement idiote. Au fond d'eux-mêmes, les républicains se moquent autant de Garibaldi, que *Garibaldi se moquait de la France*.

« Elle ne nous attirera aucune espèce de sympathie de personne et mettra dans notre pauvre France une nouvelle note révolutionnaire, parfaitement déplaisante à tout le reste de l'Europe.

« C'est vrai qu'à son idiotisme elle joint un autre avantage : elle embêtera les curés, révoltera les conservateurs.

« Une idée qui a tant de mérites est sûre de faire son chemin, et je ne m'étonne pas qu'ils se soient mis si nombreux à l'avoir, à la soutenir, à la propager. »

Arrêté, par la France, dans sa campagne sacrilège contre la Papauté, Garibaldi fait autre chose que de se moquer de notre patrie :

Au lendemain de l'annexion, à l'Empire français, de la Savoie et de Nice, sa ville natale, il proteste en termes

violents. Le président du Conseil des ministres, Cavour, se voit obligé, à la séance du 12 avril 1860, du Parlement de Turin, de répondre au *condottiere* qui a qualifié d'inconstitutionnel, de contraire au droit des gens et de fatal au pays, le traité de cession faite par la Sardaigne à la France du territoire de Nice (*circondario di Nizza*). Un ordre du jour de confiance dans le Gouvernement, présenté par le député Boggio, est voté à une immense majorité.

A peu près un an plus tard, le 18 avril 1861, élu membre du Parlement italien par le premier collège de Naples, à la suite de son expédition des Deux-Siciles et du renversement de S. M. François II, Garibaldi entre à la Chambre drapé dans un plaid écossais, jeté sur sa chemise rouge, daigne cependant se conformer à la formalité de la prestation du serment, se place tout à l'extrême-gauche et insulte Cavour en disant : « *Puis-je serrer la main de celui qui m'a fait étranger de mon pays* »¹; et ajoute, à l'adresse de nos troupes : « *Ceux qui sont à Rome sont des ennemis... Ceux qui occupent Notre Capitale sont des ennemis !* »

Le 20 avril, Cavour déclare à la Chambre que son but est de compléter le royaume d'Italie, par l'annexion de Rome et de Venise²; « mais, ajoute-t-il, cette question doit se résoudre pacifiquement et d'accord avec la France »³.

¹ En signant le traité de cession de Nice, du 24 mars 1860.

² N'oublions pas que le 27 mars précédent, Cavour avait dit à la tribune : « Quand nous pourrons aller à Rome, sans danger pour l'Etat, après avoir tout bien pesé, le plus tôt sera le meilleur ! »

³ Cavour redoutait des complications qui auraient pu être suscitées par l'Angleterre et surtout par Napoléon III, sur l'ordre formel duquel, en présence des faits accomplis en Italie, le ministre

L'Angleterre a dit positivement qu'elle serait contre celui qui prendrait l'agressive. »

Le 21 avril, le général Cialdini, vieil ami de Garibaldi, écrit à celui-ci :

« Vous n'êtes pas l'homme que je croyais, vous n'êtes pas l'homme que j'aimais. L'affection qui me liait à vous a disparu avec l'enchantement. Je ne suis plus votre ami, et, franchement, ouvertement, je passe dans les rangs de vos adversaires politiques. Vous osez vous mettre au niveau du roi, en parlant avec la familiarité affectée d'un camarade. *Vous entendez vous placer au-dessus des usages, en vous présentant à la Chambre dans un costume étrange; au-dessus du Gouvernement, en appelant traitres les ministres, parce qu'ils ne vous sont pas dévoués; au-dessus du Parlement, en couvrant d'injures les députés; au-dessus du pays, en voulant le pousser où et comme il vous plait*¹. Il y a des hom-

de France avait quitté Turin, le 13 septembre 1860, laissant seulement en cette ville un secrétaire chargé des affaires de la Légation.

Cavour, qui avait menti effrontément à l'Italie en désapprouvant officiellement le débarquement de Garibaldi et de ses Mille, écrivit secrètement, le 28 juillet 1860, à l'amiral Persano :

« ... *Je me réjouis de la victoire remportée à Milazzo. JE VOUS PRIE DE PRÉSENTER AU GÉNÉRAL GARIBALDI MES SINCÈRES ET VIVES FÉLICITATIONS.* . Je ne vois pas comment l'on pourrait empêcher le passage sur le continent. Il aurait mieux valu que les Napolitains eussent eux-mêmes accompli ou du moins commencé l'œuvre régénératrice. *Mais puisqu'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas bouger, LAISSONS FAIRE GARIBALDI. L'ENTREPRISE NE DOIT PAS RESTER A MI-CHEMIN.* »

« Le drapeau national, arboré en Sicile, doit remonter et s'étendre tout le long des côtes de l'Adriatique, jusqu'à ce qu'il couvre de ses plis la reine de cette mer.

« Préparez-vous donc à le planter vous-même, mon cher ami-ral, sur les remparts de Malamocio et de Saint-Marc. »

Jamais l'hypocrisie diplomatique n'avait atteint ce degré ! Elle était admirablement secondée par la complicité coupable du Cabinet britannique.

¹ Garibaldi tint une conduite identique devant l'Assemblée Nationale, réunie à Bordeaux, le 13 février 1871.

mes qui ne sont pas disposés à supporter tout cela, et je suis avec eux. Ennemi de toute tyrannie, je combattrai à outrance même la vôtre...

« ... Vous avez raison de vous vanter de la grande et merveilleuse entreprise que vous avez accomplie avec vos volontaires. Mais vous avez tort en en exagérant les véritables résultats. Lorsque nous arrivâmes, vous étiez sur le Volturne dans de mauvaises conditions. Capoue, Gaëte, Messine, Civitella ne sont pas tombées par votre œuvre. 55,000 bourbonniens ont été battus, dispersés, faits prisonniers, non par vous, mais par nous. Il est donc inexact de dire que le royaume des Deux-Siciles a été tout entier délivré par vos armes¹. Dans votre orgueil légitime n'oubliez pas que notre armée et notre flotte y prirent quelque part, en détruisant beaucoup plus que la moitié de l'armée napolitaine et en prenant quatre forteresses en état complet de défense. Je ne prétends pas vous parler au nom de l'armée. Mais je crois la connaître assez pour être sûr qu'elle partagera le sentiment de dégoût et de douleur que vos intempérances et celles de votre parti ont soulevé dans mon âme. »

A cette lettre, qui nous paraît être un terrible réquisitoire, Garibaldi répondit par de nouvelles pantalonades. Fort de ce qu'il appelait « sa conscience de *soldat-citoyen italien* », il ne se justifiait pas, s'habillerait comme il lui plairait dans un pays libre ; ne paraissait pas blessé du langage de Cialdini et déclarait attendre tranquillement qu'on lui demandât satisfaction des paroles qu'il avait prononcées à la Chambre. Ce ton, on le voit, est bien celui d'un homme vexé, mécontent, désappointé.

Désirant, avant tout, se ménager l'opinion publique, et mû par ces mêmes sentiments de pusillanimité dont furent animés Gambetta et ses collègues de la Délégation de

¹ La légende était donc déjà pleine d'erreurs volontaires et mensongères comme celle de 1870-1871.

Tours-Bordeaux, qui n'osèrent pas se débarrasser de Garibaldi, mais crurent faire œuvre de profonde politique en le conservant en France, Victor-Emmanuel chargea le marquis Trecchi, aide de camp du condottiere, de réconcilier celui-ci avec Cavour et Cialdini.

Cavour et Garibaldi conférèrent donc au Palais-Royal de Turin, et les deux adversaires se quittèrent satisfaits l'un de l'autre. La question romaine les avait mis complètement d'accord. Rome fit oublier facilement Nice. Quand à Cialdini, Garibaldi le rencontra, comme fortuitement, auprès du lit d'un ami commun, le marquis Palavicino. Ils prouvèrent que le baiser Lamourette se donne aussi au delà des Alpes.

Le 6 juin, à sept heures et demie du matin, Cavour expirait. Les dernières paroles qu'il prononça à diverses reprises, furent : « *Italie ! Rome ! Venise ! Napoléon !* »

Cavour avait voulu manger du Pape, il en mourait ; comme en était mort Napoléon I^{er}, comme devait en mourir Victor-Emmanuel, *il Re galantuomo* !

Dès le mois de juillet 1862, Garibaldi veut exécuter enfin le projet de Cavour et le sien, c'est-à-dire s'emparer de Rome. Des manifestations ont lieu. A Naples, la foule hurle : « Rome ou la mort ! Vive Garibaldi ! » C'est alors que Victor-Emmanuel se démasque entièrement et dit, dans sa proclamation du 3 août, datée de Turin :

« *Italiens Gardez-vous des impatiences coupables et des agitations imprudentes.*

« *Lorsque l'heure de l'accomplissement de la grande œuvre sera arrivée, la voix de votre Roi se fera entendre au milieu de vous.* »

Cette heure sonna quand le dernier soldat de notre

corps d'occupation eut quitté le territoire pontifical, en 1870, pour venir défendre le sol national envahi par les soldats du roi de Prusse. M. de Bismarck, qui voulait la guerre, avait réussi à mettre un atout de plus dans son jeu, en amenant la France à la déclarer. Lui aussi a voulu manger du Pape, il n'en est pas encore mort, mais il a cessé de vivre diplomatiquement et politiquement parlant; sa disgrâce est sans exemple dans l'Histoire. Comme Français nous ne devons qu'y applaudir.

— *Qui l'a fait prince ?* pourrait lui dire Guillaume II.

— *Qui l'a fait empereur ?* aurait le droit de répondre l'ex-grand chancelier.

Rentré à Caprera, après son équipée de Bordeaux (février 1871), Garibaldi, nous le verrons, fut vivement peiné de la chute de la Commune, témoigna hautement ses regrets cuisants de s'être trouvé dans l'impossibilité d'aller prendre le commandement suprême du mouvement insurrectionnel, et, depuis ce moment jusqu'à sa mort, ne cessa d'outrager la France et de glorifier l'Allemagne.

Au mois de novembre 1874, il écrit encore à son cher Lavagna, qui fit insérer la lettre dans le *Ravennate* :

« Que Nice était une fatale pomme de discorde qui ne disparaîtrait que lorsque le Var aurait semé de cadavres la Méditerranée. » (*Sin ché il Varo non abbia di cadaveri seminato il Mediterraneo.*)

« Que nier l'italianité de Nice, c'était nier la lumière du Soleil, qu'il croyait bien que la question ne pourrait s'arranger sans des ruisseaux de sang. (*Sara ben difficile l'accomodamento senza rivi di sangue.*)

Enfin ses dernières paroles, à Palerme, ont approuvé le démembrement de la France !

« Quand les républicains tiennent une légende, dit la *Patrie*, ils s'y cramponnent avec énergie, nous dirons même avec cynisme.

« On a beau leur mettre le nez dans les infamies débitées dans la correspondance de ce vieux fantoche que nous a envoyé le pays des fumistes; on a beau leur montrer Garibaldi exaltant l'Allemagne, s'aplatissant, comme autrefois Voltaire, devant le roi de Prusse; les républicains se mettent en fureur dès qu'on touche à leur idole.

« C'est Garibaldi lui-même qui parle. Il n'y a pas lieu à équivoque.

« Nous attendons les démentis.

« Que faut-il de plus ?

« Mais puisque les républicains persistent à faire litière de tout sentiment français, en continuant à encenser ce grotesque fumiste, nous ne cesserons, nous, de protester au nom du patriotisme et de la dignité nationale. »

*
* *

Nous constatons, tout à l'heure, les efforts impuissants du Comité bourguignon, dont les appels réitérés restaient sans résultats, et nous étions, par là-même, amené à conclure que l'enthousiasme était nul.

Nice a devancé Dijon et inauguré, la première, officiellement, la statue de Garibaldi.

Séparatistes, *juifs*, francs-maçons, ennemis de l'Eglise, conseillers timorés, se sont mis à l'œuvre. Une souscription publique produisit, sur 55,000 habitants environ qui composent la population niçoise, la somme de 15,000 fr., somme absolument insuffisante ! Afin de satisfaire les passions surexcitées et de se ménager une certaine catégorie d'électeurs en vue du prochain renouvellement général des assemblées communales, le Conseil municipal

de Nice tira 70,000 francs de la poche des contribuables et, grâce à ce singulier stratagème, que nous recommandons à l'édilité dijonnaise, le monument put enfin être édifié.

Ce monument s'élève au milieu du bassin creusé sur la place Garibaldi. Sa base est un vaste parallépipède de marbre blanc de la Turbie, localité qui avoisine Nice et surplombe la terre classique de la roulette et du trente-et-quarante.

A la partie inférieure de cette base sortent comme par des orifices d'égout des blocs à peu près informes, qui ont la prétention de ressembler à des navires antiques, afin de rappeler que Garibaldi fut marin et même capitaine dans la flotte corsaire du bey de Tunis; afin de rappeler, peut-être aussi, que par ses forfaits, le combat d'Aspromonte, par exemple, livré contre les troupes de Victor-Emmanuel, Garibaldi mérita, au moins, et plus d'une fois les galères.

Au-dessus de ce parallépipède se dresse un piédestal en marbre, également de la Turbie, et devant la face antérieure duquel se trouve un bas-relief en bronze composé de deux femmes, savamment déshabillées, qui entourent un berceau et tiennent des drapeaux au-dessus de la tête de l'enfant assis sur son séant et qui représente le petit Giuseppe. L'une de ces femmes personnifie l'Italie. Elle porte, en effet, un étendard dont la hampe est terminée par la louve légendaire allaitant Romulus et Remus. Faut-il voir là une allusion à la fondation de Rome païenne par les deux célèbres frères et leurs brigands, ou aux bandes cosmopolites avec lesquelles Garibaldi voulait bouleverser tous les États pour proclamer la Répu-

blique universelle ? L'autre virago a le sein gauche à découvert comme une nourrice. C'est, paraît-il, Nice. Soit !

Au-dessous de ce bas-relief est gravée cette inscription : « *A Garibaldi, sa ville natale, 1891 !* » Nous aurions préféré ces mots :

« *A l'ennemi mortel de la France et de la religion, la Franc-Maçonnerie cosmopolite reconnaissante !* »

Sur la face opposée, des femmes et des enfants nus composent un autre bas-relief. Ce sont les Puissances faisant cortège à la Paix. Sur un écusson central on lit : « *Nice, 1807. — Caprera, 1882.* »

A droite et à gauche du piédestal, deux lions rugissent accroupis sur des canons gisant à terre et portant ces dates : 1860, 1870.

Garibaldi est figuré de haute taille. Cela choque autant que si, plus tard, tous les divorcés de France et de Navarre ayant élevé, par souscription, une statue à ce hideux *juif* Naquet, l'artiste avait représenté celui-ci débarrassé de sa gibbosité.

Fièrement campé dans une pose d'opéra-comique, qui n'a rien de l'attitude de Garibaldi, au moins en 1870-1871, le condottiere porte le pied droit en avant, tout le poids de son corps repose sur la jambe gauche restée en arrière. La main droite est fermée, crispée, menaçante ; la main gauche embrasse la garde d'un sabre d'infanterie avec dragonne d'officier général.

Garibaldi, la tête nue, la chevelure longue, encore abondante, tombant jusqu'à la naissance du cou, fixe l'Italie. Il est vêtu d'un pantalon mi-collant, sortant de bottes à l'écuyère. Il a sa légendaire chemise rouge. Un manteau long, large et lourd, jeté sur ses épaules, est repoussé

par le bras droit qui s'en dégage. Au cou, il a une cravate agitée par la brise, nouée négligemment et dont les extrémités sinueuses se dirigent vers l'épaule gauche.

« Partout en France, disait alors M. Emile Ollivier, une statue à Garibaldi est un acte antipatriotique ; à Nice, c'est une insanité ; c'est un appel et un encouragement aux séparatistes, un acte de félonie que le Gouvernement français aurait dû s'interdire. En doutez-vous ? Entendez la réponse que fait l'Italie par l'organe d'un de ses journaux les plus autorisés : la *Gazette de Turin* :

« Nice a été annexée à la suite d'un plébiscite mensonger ; la séparation de Nice fut une erreur et une injustice qui doivent être réparées. »

Il Don Chisciotte disait :

« A Nice, il y a encore un parti irrédentiste important et aucun souvenir ne pouvait remuer les anciens sentiments comme le nom de Garibaldi. »

La statue de Garibaldi à Nice est une approbation implicite du langage tenu par ces deux feuilles.

Dès les premiers jours, une polémique s'éleva au sujet de la participation des radicaux à cette cérémonie. Il avait été décidé que Canzio conduirait la délégation italienne, en qualité de gendre de Garibaldi, et que Cavallotti seul parlerait officiellement au nom de l'extrême-gauche : les journaux italiens les accusèrent d'aller faire, à Nice, une manifestation contre leur pays. Les organes radicaux répondirent que la présence des démocrates italiens à la fête de Nice aurait une signification italienne. *« Elle voudra dire qu'ils aiment d'une affection égale toutes nos villes, celles qui sont réunies à l'État italien, comme celles qui attendent d'y rentrer. »*

Voilà qui caractérise bien la manifestation à laquelle le Gouvernement français s'associait !

Pour donner la note exacte, Benoît Malon, dans une lettre rendue publique, rappelait que Garibaldi éleva, en 1871, la voix en faveur de l'Internationale, et déclarait que, non seulement les patriotes républicains, mais aussi tous les socialistes devaient honorer la mémoire de Garibaldi.

Quant à Menotti Garibaldi, fils aîné du condottiere, il refusa et la croix d'officier de la Légion d'honneur que le Gouvernement français avait eu la faiblesse de lui offrir et l'invitation qui lui avait été adressée de la part du Comité d'érection de la statue de Nice.

S'étant compromis à divers points de vue, n'ayant plus grande autorité, Menotti comptait regagner le terrain perdu en prenant part aux événements que les *Francs-Maçons* et les *reduci* garibaldiens PRÉPARAIENT, en Italie, contre la France !

Les garibaldiens voulaient que la cérémonie de Nice eût lieu le 20 septembre, anniversaire de l'entrée sacrilège des troupes de Victor-Emmanuel à Rome.

C'est ici que la préméditation et la provocation s'établissent péremptoirement. On ne se serait jamais douté qu'il pouvait y avoir telle manière d'inaugurer un monument à Garibaldi qui fût une concession accordée au souverain Pontife. C'est pourtant ce que découvrirent les feuilles italiennes, notamment la *Tribuna*. « Si cette inauguration, disaient-elles, a lieu le 20 septembre, ce sera une satisfaction donnée au parti clérical, sinon ce sera une faveur faite au Vatican. »

La Lanterne, de Paris, organe officiel de la juiverie,

dirigée par le *juif* Mayer (de Cologne), essayait de faire comprendre à ses amis d'outre-monts que « *la crainte de froisser ou de mécontenter le Vatican* » ne serait en aucun cas le mobile de la République (Rouvier l'a bien prouvé dans son pathos de Nice !).

Au surplus, de quelque côté que les choses tournassent, la *Lanterne* devait avoir du plaisir : si la date choisie était celle du 20 septembre, la fine fleur du radicalisme italien se rendrait à Nice, et la joie de la *Lanterne* serait grande ; si l'on désignait une autre date, la *Lanterne* (qui reçoit le mot des Loges), savait que les radicaux de Rome s'en prendraient aux inoffensifs pèlerins ouvriers français, conduits auprès du Saint-Père par Son Eminence le cardinal Langénieux, archevêque de Reims, primat de la Gaule belge¹.

Et où serait le mal ?

« SI LES PÈLERINS, disait la *Lanterne*, SONT QUELQUE PEU MALMENÉS, ILS DEVRONT CONVENIR QU'ILS ONT TROUVÉ CE QU'ILS ÉTAIENT ALLÉS CHERCHER ! » Nous ne relèverons pas cette ineptie.

La *Lanterne*, s'inspirant des résolutions prises au grand convent de Paris, ne pouvait plus formellement exciter les gallophobes contre nos compatriotes. C'était là le point de départ de l'opposition générale au cléricalisme décrétée par les drilles, les kadoschs et autres Frères Trois-Points.

Le Gouvernement républicain adopta la date du 4 octobre, en ayant bien soin d'annoncer, dans les journaux à sa dévotion, que ce jour était l'anniversaire de l'arrivée

¹ L'Eminentissime Cardinal était accompagné de MM. les abbés Compant, vicaire général, et Landrieux, secrétaire particulier.

en vue de Caprera du yacht *la Ville de Paris* qui, en 1870, amena Garibaldi à Marseille.

Les Chemises-Rouges s'empressèrent de témoigner leur mécontentement, les Loges italiennes se réunirent et la *Gazette de Turin* annonça qu'une manifestation serait organisée, le 20 septembre, afin de fournir libre carrière aux radicaux et leur permettre de se livrer à toutes les voies de fait contre les pèlerins français en particulier et tout Français en général.

C'est ainsi que garibaldiens et francs-maçons entendaient remercier le Gouvernement républicain qui avait l'insigne faiblesse de rendre tant d'honneurs à leur idole.

Aussi, lorsque les événements annoncés se produisirent dans toute l'Italie, ils n'excitèrent pas chez nos ministres une bien grande surprise. « *Ces événements étaient attendus* », dit le *Figaro* ! Mais n'anticipons pas !

M. de Freycinet, dont on avait annoncé la présence probable à la fête internationale de Nice, soucieux du guépier où son imprudence allait le jeter, s'apprêta à être malade. Son compère, l'honnête Constans, fut chargé de faire connaître, dans son discours de Cahors, l'état de fatigue du président du Conseil et ministre de la Guerre. Le député des Alpes-Maritimes, Rouvier, eut mission de remplacer le chef du Cabinet ; à ce moment la République gratifiait l'Italie de *deux millions*¹ en l'exonérant du

¹ Nous lisions dans le *Rappel* :

« Au point de vue diplomatique. C'est d'une haute diplomatie, si haute qu'elle échappe aux yeux vulgaires, de combler d'amabilités un gouvernement qui vous les rend comme on sait. Un ministre français fait aux Italiens cette grande avance d'aller prononcer à Nice cette parole décisive : « *Rome capitale* » ; le lendemain, et les jours suivants, on n'entend plus d'un bout à l'autre

droit de timbre sur le papier nouveau dont chaque titre de mauvaise rente italienne circulant à l'étranger doit être revêtu. (*L'Allemagne a refusé cette exonération à son alliée !*)

Le 4 octobre, Rouvier prenait part à l'assaut de platitudes de Nice, oubliait à dessein Masséna et osait qualifier Garibaldi du titre *de plus glorieux enfant de Nice*. Voilà comment les républicains entendent l'Histoire. « Enfin, dit le *Gaulois*, Rouvier a brièvement retracé le rôle joué par Garibaldi :

« L'ITALIE UNIFIÉE, ROME CAPITALE, en marquant les points culminants. »

Cette phrase, à l'adresse directe du souverain Pontife, souleva naturellement les applaudissements unanimes des assistants.

Ranc, représentant la presse républicaine de Paris, prétend que le Gênois Gambetta avait pour Garibaldi une

de l'Italie que ce cri : *A bas la France !* Et c'est le ministre qui a prononcé cette parole et a obtenu cette réponse, c'est ce même ministre qui prend deux millions dans notre poche pour les donner à nos insulteurs. »

MM. Ribot et Rouvier ont oublié l'article 59 de la loi du 22 frimaire an VII. Rappelons-le leur :

— « Aucune autorité publique ne peut accorder de remise ou de modération des droits établis par la présente loi, ni en suspendre le recouvrement, *sans en devenir personnellement responsable.* »

Le ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances ont fait plus que de suspendre le recouvrement des droits de timbre dus par le gouvernement de Victor-Emmanuel (*sic*), ils ont fait plus que les modérer, ils ont fait pleine et entière remise. MM. Ribot et Rouvier tombent donc sous le coup de l'article 59. Ils sont donc personnellement responsables des deux millions qu'il leur a plu de donner à un gouvernement ami de l'Allemagne, qui les emploiera à fabriquer des canons contre nous. *Si la Chambre avait quelque vitalité, la loi serait appliquée.*

affection profonde. Nos lecteurs seront bientôt à même d'en juger.

L'ex-communard ajouta :

« Ne vous préoccupez pas des manifestations bruyantes et vaines qui ont autant d'importance que les trains de plaisir organisés à destination de Montmartre. C'est ici, auprès de cette statue, qu'est le véritable pèlerinage français ! »

Pèlerinage français ! Quel mensonge !

Pèlerinage maçonnique, socialiste ! Oui !

Ainsi, voilà Garibaldi transformé en marabout, fétiche, peu importe ! Cela concorde du reste avec la demande faite par un journal niçois et concernant la création d'un musée, où l'on réunirait les *reliques* (sic) *du premier citoyen de la République Cosmopolite*.

Il n'y a plus qu'à rendre un décret ordonnant de l'adorer !

Ranc se connaît mieux que personne en fait de pèlerinage laïque. En 1878-1879, nous assistâmes, pendant notre séjour à Bruxelles, à celui dont il était l'objet : réfugié en Belgique, après sa participation à la Commune de Paris et sa condamnation à mort, par contumace, Ranc venait, presque tous les soirs, se restaurer et rédiger, avec ostentation, sa correspondance pour la *République Française*, dans un café des nouveaux boulevards. Les curieux, les étrangers et les désœuvrés, mis en appétit par le *Panopticon Castan* (Musée Grévin bruxellois); situé alors près du Théâtre de la Monnaie, achevaient leur journée par la contemplation de Ranc, et ce, moyennant la modeste consommation d'une *brune*, d'un *faro*, voire même d'une *bavière* ou d'un *pilsen* et autre produit

cher à Gambrinus. C'est très vraisemblablement ainsi que Ranc entend le pèlerinage à la statue de Nice.

M. le comte de Malaussena, maire de Nice, trompé par cette œuvre perfide et partielle de M. de Freycinet, *La Guerre en Province, pendant le siège de Paris*, dit : « *La brigade Ricciotti se signala par sa valeur et s'empara d'un drapeau, le seul qui ait été conquis pendant la guerre !* »

Nous établirons, dans le cours de notre étude, que cet honneur revient non à la brigade garibaldienne, mais à l'un des mobilisés du général français Pellissier, ce qui est bien différent.

Et dire que les généraux Peting de Vaulgrenant, gouverneur de Nice, des Garets et Robillard avaient l'ordre d'assister à cette cérémonie, pour y entendre l'apothéose mensongère et odieuse du *condottiere*, tandis que le Gouvernement de la République avait montré tant de mauvaise volonté à se faire représenter, le même jour, à Meaux, à l'inauguration de la statue du général Raoult, l'une des héroïques victimes de la guerre franco-allemande ! Devant Nice, l'escadre des amiraux Puech et Burge évoluait, avec les couleurs nationales flottant à l'extrémité des grands mâts.

Des officiers généraux, des soldats avaient été commandés pour rehausser, par leur présence, cette cérémonie en l'honneur de l'homme qui fut constamment le contempteur et le calomniateur de notre chère et brave armée.

Écrit à l'aide de notes personnelles, prises en 1870-1871, étayé sur des documents officiels, notre livre, nous l'espérons, rendra pleine et entière justice aux vrais

Français, aux mobilisés de Saône-et-Loire¹, aux mobiles auxquels Gambetta et son délégué infligèrent la honte imméritée de servir sous les ordres de l'*Italien* Garibaldi ; enfin, il constituera un nouveau monument, élevé contre la légende forgée par les Bordone, Marais, Ranc, Spuller frères, Larousse (*Dictionnaire du XIX^e siècle*), etc.

Nous avons consigné le refus de Menotti Garibaldi, qui s'abstint de venir à Nice. Un certain Sbarbaro, qui jouit de quelque notoriété parmi les radicaux italiens, lui écrivit aussitôt pour le féliciter de cette attitude vis-à-vis « *des jésuites politiques français* » qui conspiraient avec le Vatican contre l'Italie et *ont eu l'infamie de conclure alliance avec la Russie, méritant ainsi d'être mis au ban de la civilisation universelle!*

L'exposé magistral de la situation faite à l'Église en France, et la magnifique déclaration des Eminentissimes Cardinaux Desprès, archevêque de Toulouse ; Langénieux, archevêque de Reims ; Place, archevêque de Rennes ; Richard, archevêque de Paris ; Foulon, archevêque de Lyon, répondent à cette insanité, en établissant, au contraire, les empiétements successifs et odieux de la République sur le terrain catholique.

Quant à l'alliance de la France et de la Russie, tout vrai patriote, à quelque parti qu'il appartienne, doit, loyalement, féliciter M. Sadi Carnot qui a su la conclure et ajouter cet important coefficient au problème, si délicat, de la sécurité nationale et européenne.

Seuls les *Sans-Patrie*, c'est-à-dire les *juifs cosmopo-*

¹ Que les garibaldiens bien payés, bien armés, bien équipés, bien nourris, appelaient par dérision : « *Mendiants de Saône-et-Loire!* »

lites, répudiant ouvertement cette alliance, contractée malgré eux, continuent systématiquement et avec cette persévérance qui les caractérise, à *faire*, à l'aide des moyens dont ils disposent, *le jeu de l'Allemagne*. Et ces gens-là osent prétendre qu'ils sont... *citoyens français*!

Au moment où Rouvier et ses acolytes n'avaient pas assez de souplesse dans l'échine pour se courber, aux applaudissements de la franc-maçonnerie, devant la statue de Garibaldi, Menotti ne craignait pas d'ameuter les *reduci* garibaldiens, au Panthéon profané de Rome, et cherchait à baver sur le Pape et sur les Français, comme si de semblables immondices pouvaient les flétrir. Il s'écriait : « *Sus aux étrangers français !... J'applaudis Rome et sa généreuse population qui a su comment refouler l'insulte dans la gorge de l'étranger* ».

Et d'un bout à l'autre de l'Italie des injures éclataient contre la papauté, et des cris de haine étaient proférés contre nos nationaux : « *A bas la France ! Vive Sedan ! A mort les Français !* »

Qu'était-il donc arrivé ?

Le complot ourdi par les francs-maçons et les garibaldiens avaient réussi.

Les pèlerins ouvriers s'étaient montrés invulnérables, une dépêche maçonnique adressée, à Naples, disait en substance : « *Il n'y a rien à faire avec les ouvriers français !* » N'est-ce pas là le plus grand éloge que l'on pouvait désirer pour ces braves gens et leurs dignes conducteurs ?

Les radicaux avaient essayé de tromper le peuple à l'égard de nos vénérables prêtres : des agents de police habillés en ecclésiastiques français s'étaient fait conduire

sur la place Colonna, cherchant à entraîner des courtisanes avec eux. La mêche avait été aussitôt éventée.

Depuis le 20 septembre, les radicaux s'appliquaient à faire naître la manifestation ordonnée, dont le caractère antireligieux et antifrançais leur permettraient de réclamer l'abrogation des lois des garanties et d'exprimer publiquement leurs sentiments hostiles à la France.

La *Riforma*, organe radical, la *Tribuna*, journal ministériel, l'*Italia*, feuille du polygame Crispi, étaient obligées d'enregistrer le nombre et les sentiments de la foule qui se pressait pieusement aux pieds de Sa Sainteté Léon XIII. On juge de la rage qui animait ces sectaires en présence des témoignages de respect et de dévouement de tout un peuple, de la mutuelle sympathie qui s'établissait, à Rome, entre les pèlerins ouvriers et la population honnête. La Papauté et la France ne pouvaient que bénéficier de ce courant populaire.

Selon l'expression d'un libéral italien, rapportée par le correspondant romain du *Corriere di Torino*, il fallait « ROMPRE LE CHARME ».

Les chefs de la franc-maçonnerie italienne discutèrent, alors, s'il ne convenait pas d'organiser à Saint-Pierre, le jour de la Messe Pontificale du 25 septembre, une manifestation bruyante. Ils réfléchirent que cette provocation, trop apparente, compromettrait le résultat qu'ils voulaient atteindre, et résolurent de patienter jusqu'au 2 octobre, espérant que, parmi les adolescents du pèlerinage de la jeunesse catholique, quelques-uns, entraînés par les ardeurs et les vivacités de l'âge, pourraient, pendant cette journée anniversaire du plébiscite de 1870, commettre des actes de légèreté, prononcer des paroles

imprudentes ou écrire des mots déplacés, irrespectueux, sur le registre du Panthéon, où les personnes qui visitent le tombeau de Victor-Emmanuel sont invitées à inscrire leur nom.

Afin de provoquer la contradiction, les journaux libéraux eurent l'infamie de prétendre que ces signatures étaient des preuves de reconnaissance, par les catholiques étrangers, des faits accomplis contre le pouvoir temporel, en Italie.

La *Fanfulla* publiait, le 30 septembre, la note suivante :

I pellegrini al Pantheon.
Pare un colmo, ma è proprio vero.

I pellegrini che si diceva fossero venuti nella nostra capitale per significare una specie di protesta vivente contro l'acquisto di Roma all'Italia, vanno al Pantheon, e fin qui non ci sarebbe da farne le meraviglie, perchè è quello il più completo dei monumenti della antica *Urbs*. Ma quel che illustra curiosamente il pellegrinaggio è che molti pellegrini visitano la tomba di Vittorio-Emanuelle e si sottoscrivono sul registro.

Les pèlerins au Panthéon.

Cela semble un comble, et cependant c'est vrai ! Les pèlerins, qui soi-disant étaient venus dans notre capitale pour protester contre la prise de possession de Rome par l'Italie, vont au Panthéon, et jusqu'à présent il n'y a pas à s'en étonner, car c'est le plus ancien monument de l'antique *Urbs*. Mais, ce qui illustre superbement ce pèlerinage c'est que, beaucoup de pèlerins visitent la tombe de Victor-Emmanuel et s'inscrivent sur le registre.

L'idée émise, on attendit les résultats. Une commission de surveillance fut établie autour du registre du Panthéon. L'un des vétérans qui le gardaient habituellement, qui avait combattu à côté des soldats français à Palestro et à Solférino, fut remplacé par un garibaldien, blessé au siège de Rome, en 1849, et bien connu pour ses sentiments gallophobes.

Il y avait donc, le 2 octobre, selon la *Riforma* « des

poudres déjà toutes prêtes, sur lesquelles il a suffi qu'une simple allumette se mît à brûler pour qu'elles prissent feu. »

Vers midi, un avocat sans causes, Jules Tazzoni, directeur du feuilleton anonyme *la Chemise Rouge*, et un autre individu, Giuseppe Astuto, officier de marine, avisèrent le vétéran Vincent Melacotta, que l'un des trois Français qu'ils désignaient, appartenant au pèlerinage de la Jeunesse Catholique, venait de tracer sur le registre des choses outrageantes pour le fondateur de la dynastie italienne et du royaume italien.

Nos lecteurs savent le reste et comment, avec quelle brutalité, l'auteur présumé de cet acte fut conduit à la questure.

En même temps, comme après un signal donné et attendu, les bandes se forment, accourant de tous les quartiers de Rome. Des camelots commencent à profusion la distribution des feuilles volantes de tout format, de toutes couleurs, contenant les plus odieuses calomnies, les plus violents appels à la vengeance. Cette distribution témoigne elle-même, par la rapidité avec laquelle elle eut lieu, que tout était bien prêt à l'avance ; malheureusement pour ceux qui ont prémédité ces incidents, les placards en question ne fournissent pas l'indication du lieu où la faute aurait été commise, ce qui prouve bien que l'impression avait été exécutée à l'avance ¹.

« LA PROVOCATION DES FRANÇAIS ! INSULTE A L'ITALIE !
OUTRAGES AU ROI ! » hurlaient les distributeurs.

¹ Le *Mot d'ordre*, qu'on ne peut suspecter de tendresse pour les pèlerins catholiques, n'a pas déguisé ce qu'il savait, et il a dit : « Tout était prêt pour la manifestation. La mine était chargée ; la mèche en place. Le coup est parti, et heureusement il a fait plus de bruit que de mal ».

Et « tout cela était rédigé en termes exhalant une haine « féroce contre la France et l'Église, s'adressait aux plus « basses passions de la populace, provoquait la foule aux « plus odieux excès, et commentait, avec autant de fureur « que de perfidie, l'inscription attribuée aux jeunes gens ; « elle se détachait en gros caractère et portait que l'on « avait inscrit sur le registre ces propos :

« MORT A HUMBERT ! A BAS VICTOR-EMMANUEL ! A BAS L'ITALIE ! »

Les manifestants se dirigent vers les hôtels et les établissements occupés par les Français, les entourent, profèrent des menaces, lancent des pierres et poussent ces cris : « *A bas la France ! A bas le Pape ! Vive Sedan !* »

Le séminaire français est assailli, on cherche à enfoncer ses portes, on tire des coups de revolver contre les fenêtres, et cela dure une heure sans qu'un seul carabinier apparaisse pour dégager la Santa-Chiara et secourir nos compatriotes en danger.

Le pèlerinage ouvrier de Rennes arrive sur ces entre-faites : les voitures qui le transportaient au Vatican ou aux hôtels sont arrêtées, les pèlerins sont insultés, frappés, et comme si aucun outrage ne devait leur être épargné, *des juifs, d'ignobles juifs* leur crachent au visage.

Or le texte exact de l'inscription se bornait à ses mots :

« *Vive le Pape !* »

Aucun pèlerin n'avait craché sur une tombe ! Aucun pèlerin n'avait outragé l'Italie ! Aucun pèlerin n'avait insulté le roi Victor-Emmanuel ! Aucun pèlerin n'avait menacé le roi Humbert !

« Sur le registre déposé dans une église catholique, consacrée au culte, au pied d'un monument contenant les

b.

cendres d'un prince qui, en dehors de la question du pouvoir temporel, se proclamait *le fils dévot de l'Église*, on avait simplement écrit : « *Vive le Pape!* » Cette inscription, dans la situation actuelle, constituait peut-être un acte puéril et une manifestation déplacée, mais ne constituait ni un outrage, ni une provocation.

Ces mots : « *Vive le Pape!* » on les retrouve inscrits sur le registre, à toutes les époques, depuis dix ans, et par des pèlerins de toute nationalité; bien des fois on a dû déchirer des pages du registre, non seulement à cause des inscriptions favorables à la Papauté, mais encore et surtout à cause de celles dont les socialistes et les irrédentistes couvrent le registre.

« *Vive le Pape!* » n'a jamais été considéré par la population comme une provocation, et par le gouvernement comme un délit.

Au point de vue italien, le cri de « *Vive le Pape* » ou même « *Vive le Pape-Roi* » n'est pas anticonstitutionnel et factieux, puisque ce sont les Italiens eux-mêmes, qui, dans leur statut constitutionnel et la loi des garanties, proclament *la religion catholique, religion de l'État*, et déclarent que le Pape jouit à Rome des attributs de ses souverainetés.

La population et le gouvernement italien l'ont si bien compris que jamais on n'a songé à considérer ce cri comme un acte de provocation, et que, dans l'incident actuel, la magistrature romaine a dû renoncer à trouver un caractère délictueux dans la simple inscription de « *Vive le Pape* » sur le registre du Panthéon.

Ce qui achèverait de le démontrer, c'est la façon dont l'incident du Panthéon s'est subitement transformé.

Tout récemment, un Italien n'avait-il pas écrit sur la tombe de Pie IX, à l'église San Lorenzo : « *Vive Victor-Emmanuel!* »

Il savait bien, ce *brave*, que les Capucins qui gardent le tombeau du Pape ne l'assommeraient pas et que les catholiques ne troubleraient point ses coreligionnaires.

Les autorités italiennes n'ont rien fait pour protéger nos compatriotes, pour empêcher ces défilés menaçants d'une tourbe vociférant des cris de mort, poursuivant des pèlerins sans défense, poussant des clameurs sauvages sur les places de la Minerve, de Monte-Citorio, Colonna, etc. « Il n'a pas dépendu des autorités que tous les Français ne fussent égorgés, les hôtels mis à sac et les plus effroyables excès commis. »

Les choses en arrivèrent à un tel point que le ministre de la guerre, le général Pelloux, qui paraît-il, ne se sentait pas prêt pour une entrée en campagne immédiate, reprocha à la questure romaine de le mettre dans une situation difficile, si par hasard la France exigeait une juste réparation. L'inquiétude du chef de l'armée italienne cessa quand on eut placé sous ses yeux la dépêche du ministre des affaires étrangères de la République, exprimant sa reconnaissance envers le gouvernement italien pour la protection dont il avait entouré l'ambassadeur de France, auprès de Quirinal.

Bien plus, M. Billot reçut l'ordre d'aller remercier les ministres italiens des mesures qu'ils avaient prises dans l'intérêt des Français qui se trouvaient en Italie.

Cette dernière platitude n'a rien qui doive surprendre!

Pendant trois jours, une ville de 350,000 habitants fut abandonnée au hasard des événements, aux caprices de

la foule. Ce qu'a été Rome, la *Riforma* l'a dit, le 4 octobre, sans embages, le Cabinet de Paris aurait dû en faire son profit :

La città fu completamente abbandonata a se stessa; assente il Governo nelle persone del presidente del Consiglio e del ministro dell'interno, partito tranquillamente al mattino per Napoli; presenti, ma muti ed inerti, altri che avrebbero dovuto parlare ed agire — mentre è noto che, nei casi di eccitamento popolare, un ordine dato a tempo e opportunamente, una parola felice bastano per evitare spesso gravi inconvenienti, sempre possibili, anche quando la ispirazione della folla sia delle più generose.

La cité est complètement abandonnée à elle-même; le Gouvernement est absent, président du Conseil, ministre de l'Intérieur sont absents, partis tranquillement le matin pour Naples. Les présents sont muets et inertes, eux qui auraient dû parler et agir. En face d'une agitation populaire, un ordre donné à temps et opportunément, une bonne parole, suffisent pour éviter souvent de graves inconvenients, toujours possibles, même quand l'imagination de la foule est des plus généreuses.

Si les *Vépres Romaines* n'ont pas sonné, les Français ne le doivent qu'à la Divine Providence et non au gouvernement italien, qui a tout autorisé, tout toléré, et qui, ayant été incapable de rien prévoir — à moins qu'il n'ait été complice, — n'a rien pu réprimer!

Le 3 octobre, les *Reduci* garibaldiens convoquaient leurs adhérents à la *Posta Vecchia*, au centre de Rome, et indiquaient en ces termes le but et le caractère de la réunion :

« Ebbene, non bastava loro la nostra troppo longanime tolleranza, non bastava loro in buffonesco vociare; bisognava loro addirittura mettere alla più dura prova il nostro ultimo resto di pazienza. »

« Eh bien, il ne suffisait pas à notre trop longanime tolérance, il ne suffisait pas de supporter leurs acclamations bouffonnes, il fallait mettre à sa dernière et plus dure épreuve notre dernier reste de patience. »

Le 4, Menotti Garibaldi en tête, les *Reduci*, jetant un

défi au pouvoir défaillant, dont « l'incohérent questeur de Rome est le représentant », prennent possession du Panthéon, comme ils s'emparaient, en 1870, des églises d'Autun pour les profaner et les souiller dans toute l'acception de ce terme !

« Là, pendant deux heures, une foule grossissante et furibonde déversa contre le Pape et contre la France les plus sanglants outrages ; elle ne se lassa de blasphémer et d'invectiver, que lorsqu'elle eut juré de ne considérer la victoire comme définitive que le jour où la Papauté serait détruite et la France écrasée. On se sépara aux cris de : « A BAS DIEU ! A BAS LA FRANCE ! »

L'infernal plan des Loges avait entièrement réussi !

Le mouvement antifrçais s'étendit rapidement partout où l'on croyait apercevoir l'ombre d'un Français, où l'on croyait que passerait un train de pèlerins.

Les jeunes gens arrêtés au Panthéon, le 2 octobre, furent mis en liberté, sans que la justice italienne ait pu établir leur culpabilité.

Ces événements ont prouvé que Rome, si elle n'est pas au Pape, est à la Révolution, et qu'avant peu le Saint-Père sera chassé du Vatican ou Rome interdite aux catholiques. C'est ce que Cavour appelait : « L'ÉGLISE LIBRE DANS L'ÉTAT LIBRE ! »

Déjà, notre Épiscopat doit solliciter la permission du Gouvernement, pour aller auprès du Pape ; la fameuse lettre du ministre des Cultes, inspirée par la Franc-Maçonnerie, le lui prescrit formellement ¹. Or, si nous sommes bien

¹ L'un de nos évêques, S. G. Mgr Billard, ayant refusé de se soumettre à cette obligation, a été privé de son traitement pendant tout le temps que Sa Grandeur est restée à Rome. Fallières l'a

informé, cette lettre aurait été rédigée et revêtue de la signature de Fallières, *en l'absence de celui-ci* ! Le ministre en eut connaissance lorsque les journaux la publièrent, il dut alors en accepter la paternité !

Comme suite à cette injonction singulière, Son Eminence le Cardinal Langénieux envoyait, de Rome, au ministre des Cultes, une réponse dictée par la plus exquise noblesse, jointe au plus ardent patriotisme. Nous en reproduisons ici les deux plus importants paragraphes :

« Oui, monsieur le Ministre, je connais pour en avoir été témoin, *les regrettables incidents qui viennent de se produire*, et j'aime à penser que vous ne les connaissiez que très imparfaitement lorsque vous avez pris la résolution d'envoyer à NN. SS. les Evêques de France la lettre qui me parvient ici.

Autrement, vous auriez su que le *pèlerinage « dit des ouvriers français »* n'a jamais perdu son caractère religieux, et que, s'il a été victime des manifestations violentes de la populace, il n'a fourni aucun prétexte à la malveillance vigilante des agitateurs italiens; vous auriez su que tout a été préparé et dirigé moins contre les pèlerins que contre la France. Aussi, ce qui nous tient le plus à cœur, ce ne sont ni les injures, ni les outrages, ni les mauvais traitements dont les membres du pèlerinage ont été l'objet : c'est d'avoir entendu, pendant de longues heures, retentir dans toute la ville de Rome ces deux cris sans cesse répétés : « *A bas le Pape ! A bas la France !* »

Nous terminerons cet avant-propos en protestant encore contre l'érection de cette statue à Garibaldi, dont les bandes ne sont venues en France que pour mettre notre pays en coupe réglée et, d'accord avec la Franc-Maçonnerie

traité comme un simple fonctionnaire. Si l'Etat se plaît à ramener à cette catégorie le clergé, pourquoi ne l'admet-il pas à bénéficier de la retraite après le temps de service ou l'arrivée à la limite d'âge prescrits par la loi ?

rie, combattre, non les Prussiens, mais l'idée religieuse.

« Nous voudrions, dirons-nous enfin, avec la *Patrie*, que tous les caudataires du légendaire « fumiste » eussent pu suivre de près les actes privés et militaires de ce qu'on appelait l'armée de Garibaldi.

« Malgré leur esprit de secte, il serait impossible, s'il leur reste au cœur quelque sentiment d'amour pour leur pays, qu'ils ne criassent pas avec nous qu'une statue de Garibaldi, à Nice (comme à Dijon), inaugurée sous le patronage du Gouvernement français, est un acte honteux, un crime de lèse-Patrie! »

Septembre 1892.

IL CONDOTTIERE

GIUSEPPE GARIBALDI

CHAPITRE PREMIER

GIUSEPPE GARIBALDI

« Le seul bruit de mon nom renverse les murailles,
« Défait les escadrons et gagne les batailles.
« Mon courage invaincu contre les empereurs
« N'arme que la moitié de ses moindres fureurs.

(Matamore. *Illusion comique*, de P. Corneille,
acte II, scène II, vers 233-236).

Nous étudierons tout d'abord Garibaldi sous trois aspects : *l'homme privé*, *l'homme politique* et *l'homme de guerre*.

L'homme privé. — Garibaldi se souciait autant de la morale et des bonnes mœurs que le premier chimpanzé venu. M. Jacques de Fontenelle publiait naguère, dans la *Patrie*, cet édifiant tableau généalogique, qui lui était inspiré par le projet d'élever un monument, à Dijon, au *condottiere* :

« Menotti Garibaldi et Ricciotti Garibaldi, disait-il, sont fils du « héros », mais seulement selon la nature; ils portent son nom au Parlement, mais ils n'ont pas le droit de le porter,

leur mère, Annita, ayant un légitime époux à l'époque de leur naissance.

« La marquise *Raimondi* est légalement la veuve de Garibaldi; elle figure comme sa femme dans les actes de l'état civil.

« En réalité, elle n'a jamais été son épouse. Son fils, qui n'est pas le fils de Garibaldi, est le seul qui, légalement, ait le droit de porter le nom du condottiere.

« L'ex-nourrice du petit Canzio, la *Francesca*, est la femme de Garibaldi, en réalité, et même en vertu de la *Gazette officielle* par suite de l'acte criminel de bigamie réédité par le signor Placentini.

« Mais, également, elle ne peut être son épouse légitime, puisqu'elle était déjà mariée et que son époux légitime vivait encore, lorsqu'elle a rencontré Garibaldi.

« Elle a eu de Garibaldi quatre enfants :

« 1° Clélia, âgée de vingt-trois ans aujourd'hui, mariée à seize ans à M. Vittorio Grazzadei, professeur à Florence ;

« 2° Rosa, née pendant la guerre de 1870, morte à dix-huit mois ;

« 3° Fortunato, né en 1872 ; son père l'a ainsi dénommé parce qu'il eut la chance de mourir en naissant ;

« 4° Enfin, Manlio, le plus jeune, le Benjamin de la famille.

« Tous ces enfants de Garibaldi ne pouvaient légalement porter le nom de Garibaldi, puisqu'ils ne pouvaient légalement être reconnus comme enfants du susdit, qui était marié avec la marquise Raimondi.

« En résumé, le client de M. Jules Simon, philosophe austère, avait :

« Deux femmes vivantes : il était bigame ;

« Des enfants naturels, avant son mariage avec la marquise ;

« Un fils « *légitime* » qui n'était pas le sien ;

« Quatre *bâtards*, qui sont de lui, mais légalement ne peuvent pas être de lui ;

« Deux *bâtards* qui sont de lui, mais qu'il n'avait pas le droit de reconnaître, puisque leur père légal vivait quand ils sont nés.

« En cherchant un peu, de côté et d'autre, on trouverait peut-être encore quelques petits rameaux garibaldiens : mais c'est assez pour un canevas qui doit tenter la plume si fine du moraliste dont le nom figure en tête de la souscription au monument de Garibaldi ¹. »

MM. Jules Simon et F. Magnard ont-ils assez justement mérité cette sévère leçon ! Le *Figaro*, il y a quelques années, publiait le compte rendu de voyage de l'un de ses reporters à Frohsdorf et à Caprera, compte rendu dans lequel ce journaliste racontait avoir, avec la même émotion, appuyé ses lèvres sur l'extrémité fine et délicate des doigts aristocratiques de Son Altesse royale M^{me} la comtesse de Chambord et ensuite sur la main de la *Franca*, qui n'avait certainement rien de commun avec son homonyme de Rimini !

Le 2 mai 1891, le *Figaro* revenant à la charge, pour écrire l'histoire à sa façon, publiait un article de M. Armand Dayot, l'un des admirateurs passionnés de Garibaldi, qui racontait sa visite à l'ancien marin de Rio-Grande et à M^{me} Garibaldi (lire la *Francesca*).

Garibaldi résidait alors (c'était en 1876) à la villa Cassalini, située en dehors de la porte Pie, à une lieue de Rome.

« Pendant que j'écoutais avec recueillement cette voix douce comme une musique, la porte de la pièce où nous causions s'ouvrit avec bruit. M^{me} Garibaldi, tenant dans sa main d'énormes tartines, entra en riant, belle comme la Charlotte de

¹ Au mois de juin 1879, Garibaldi demanda l'annulation de son mariage religieux (consacré en 1860), avec M^{lle} Raimondi, sur les bords du lac Majeur, afin de légitimer, dit Vapereau (DICTIONNAIRE DES CONTEMPORAINS, édition de 1880, p. 775, 2^e col.) deux enfants qu'il avait eus à Caprera ; cette demande fut rejetée par la cour de Rome, le 17 juillet de la même année.

Goethe, et suivie par quatre ou cinq bambins qui s'accrochaient à ses jupons en chantant.

« — Voilà mon petit Manlio, mon dernier fils, me dit Garibaldi, en me présentant un adorable enfant de sept à huit ans, tout rose des courses qu'il venait de faire dans les jardins et dont les grands yeux bleus luisaient de joie sous les boucles vagabondes de sa chevelure d'or.

« — C'est un fameux gamin, ajouta le général en lui tapant doucement sur la joue. Un de mes derniers rêves est de l'emmener avec moi à Paris et de le faire bénir par Victor Hugo, l'immortel grand-père, que je crains de ne plus voir, ajouta-t-il mélancoliquement en me montrant ses béquilles. »

Garibaldi avait raison, le dernier de ses bâtards pouvait être, de droit, *béni par Victor Hugo*. Nous voudrions voir anéantir l'histoire de cette « amie » qui partageait le foyer du poète avec les petits-enfants de celui-ci. C'était en effet une singulière manière de pratiquer : *l'art d'être grand-père !*

Dans sa lettre du 18 décembre 1874 au directeur de la *Patrie*, M. le capitaine de vaisseau Pradier, qui exerça, pendant la guerre, les fonctions de général commandant les départements de l'Ain et de Saône-et-Loire, raconte sa visite à Garibaldi, le 13 décembre, à Autun, et s'exprime ainsi :

« ... Nous fûmes introduits près du général par deux fort « *jolies femmes vêtues en officiers : une capitainesse et une lieu-* « *tenante*. Garibaldi, coiffé de son chapeau calabrais et couvert « de son puncho, était assis dans un large fauteuil, d'où il ne « se leva même pas pour nous rendre notre salut, se conten- « tant d'effleurer son chapeau de la main. Sa figure blafarde, « ses traits tirés, sa barbe rousse, rare et sale, composaient « un ensemble des plus désagréables à voir : ses yeux seuls « portaient la trace de quelque animation.

« ... Et comme il me regardait bien en face et d'un air fort

« irrité, j'avoue que je lui rendais regard pour regard, sans
« baisser le moins du monde les yeux devant ce vieux char-
« latan pour lequel je n'éprouvais qu'un souverain mé-
« pris. »

Un souverain mépris ! Voilà le sentiment exact que tout bon et vrai Français doit avoir pour le héros de Mentana, etc. Nous comprenons le haut-le-corps du capitaine de vaisseau Pradier se retrouvant, dans de semblables circonstances, en présence de l'ancien corsaire au service du bey de Tunis, de l'aventurier qu'il avait si bien connu à Montevideo, capitale de l'Uruguay ¹.

Retiré dans ses appartements, enfoui dans ses couvertures, semblable à ces animaux paresseux des montagnes des Alpes qui demeurent couchés et engourdis par le froid pendant de longs mois, il languissait tout le jour, oisif, indolent, l'intelligence obscurcie ², presque éteinte, et ne sortait de sa stupeur, ne retrouvait une étincelle de vie, que pour applaudir aux abominations de ses officiers et soldats, pour vomir une insulte nouvelle contre la religion et les meilleurs citoyens ³.

L'ingénieur Gauckler, l'ami intime de M. de Freycinet, bombardé colonel et sous-chef d'état-major de l'armée dite des *Vosges*, probablement parce qu'elle ne mit jamais

¹ Le *Petit Breton* (numéro du 27 mai 1890) insérait une lettre curieuse établissant que Garibaldi avait été *marchand de bois d'ébène* ou de *chair humaine*. Alors qu'il était *négrier*, il fit plusieurs traversées des côtes d'Afrique aux Antilles. Le métier n'étant pas assez rémunérateur, Garibaldi transforma la *Lésina* en *bâtiment pirate*; il exerça cette profession pendant dix-huit à vingt mois. Le témoin qui déposa de la sorte était inscrit sur le rôle d'équipage de Garibaldi sous le nom de Jem Hog. Il vit encore à Elven, canton de Questembert, près de Vannes (Morbihan).

² Perrot. *Rapport sur les Actes du gouvernement de la Défense Nationale*, t. II, p. 629, dépêche n° 7128.

³ G. Theyras. *Garibaldi en France, Dôle, Autun, Dijon*, p. 95, un vol. in-8°. Autun, Dejussieu père et fils, éditeurs, 1888.

les pieds dans cette région, télégraphiait, le 4 janvier 1871, à Gambetta :

« Confirme dépêches antérieures. Général perdu initiative, cherche prétexte pour inaction, intelligence obscurcie... Faudra finir par donner à Cremer ou autre capable commandement de armée des Vosges. Cela est triste. »

Nous sommes de l'avis de M. Gauckler, c'était triste de voir la défense de la France confiée aux mains d'un pareil fantoche !

M. Gauckler insiste, le 6 février :

« ... Garibaldi a eu une attaque de rhumatismes goutteux qui a mis sa vie en danger : il ne peut plus marcher, ses facultés semblent affaissées, initiative disparue... Le mieux serait que Garibaldi renonçât à une partie que son état le rend incapable de jouer, ou qu'un commissaire muni de pouvoirs suffisants vienne nettoyer armée et veiller à ordre. »

Quels aveux de la part de l'*alter ego* de M. de Freycinet !

Et les journaux républicains annonçaient que Garibaldi avait bondi sur son cheval, à Autun, à Dijon !! Et le public ajoutait créance à ces racontars mensongers.

Garibaldi a toujours été impotent durant son séjour parmi nous.

Quatre hommes et un caporal le hissaient péniblement dans une victoria traînée par des chevaux magnifiques, ceux de M. le baron Thénard, croyons-nous.

« Coiffé d'un chapeau tyrolien, dit M. Theyras, recouvert d'un manteau brésilien gris sous lequel se détache la chemise rouge, sans insignes, sans galons, il cachait sous les fourrures ses jambes et ses mains torturées par la goutte. La figure est caractéristique : les yeux, très vifs, brillent au milieu du visage allongé, amaigri,

« encadré de longs cheveux blancs et d'une barbe soigneusement peignée (Garibaldi allait passer, en voiture, devant le front de ses troupes, à Autun ; il avait fait un peu de toilette ce jour-là, aussi le tableau diffère-t-il sensiblement de celui que nous devons au capitaine de vaisseau Pradier qui l'avait surpris, en *catimini* avec ses officières. — *Réflexion de l'auteur.*) Son air de *Fra Diavolo* lui sied ; au fond il semble bonhomme. En le considérant attentivement, on est surpris des abominations, des attentats qu'il laisse commettre. Sur son passage, tous les Italiens qui ne font pas partie de la revue s'agenouillent et tendent les bras vers lui ; à l'entrée des Platanes, un groupe de chemises rouges, fusils en bandouillère, se précipite, lève les mains et chante, *con pazzione*, le refrain de l'hymne garibaldien :

« *O Garibaldi,*
« *O padre mio.*
« *Dammi fucile*
« *Che voglio partire* ¹. »

« — *Salute, ragazzi!* leur répond Garibaldi. *Viva la Repubblica universale! abasso Pio nono!* Bonjour mes enfants. Vive la République universelle ! à bas Pie IX !

Après la voiture, voici venir la chaise à porteurs Louis XV, vert et or. C'est dans cet équipage qu'il se rendit, le 3 janvier 1871, de la sous-préfecture d'Autun à la gare, pour effectuer son voyage aller et retour de cette ville à Dijon.

La première fois qu'il nous fut permis de considérer, de près, le blessé d'Aspromonte, ce fut à Chalon-sur-Saône, le 12 décembre 1870, lors du conseil de guerre

¹ O Garibaldi, ô mon père, donne-moi un fusil, parce que je veux partir.

tenu par les généraux français Bressoles, commandant la 8^e division militaire (à Lyon), Cremer, Pellissier et Garibaldi, conduit par son *barnum* Bordone. Nous relaterons ailleurs, sous la date du 12 décembre, les péripéties funambulesques qui signalèrent l'issue de ce conseil ; nous nous bornerons à constater maintenant que Garibaldi nous produisit l'effet d'un homme arrivé à peu près au *maximum du gâtisme* ! Nous en appelons au témoignage de tous les spectateurs, de tous nos compagnons d'armes.

Que l'on ne nous accuse pas de manquer ici de respect à la vieillesse. Pour être respectée la vieillesse doit être respectable. Or ce n'est pas le fait de celle de Garibaldi.

Autant nous sommes saisi d'admiration pour ces vieillards que l'âge rend vénérables, sans leur ôter la vigueur de l'esprit, dont le flambeau n'a pas été éteint par les dérèglements de tous genres, pour ces vieillards dont les visages empreints de bienveillance et graves reflètent une sagesse douce et tranquille, pour ces vieillards auxquels la longue expérience et une vie consacrée à la vertu donnent de grandes vues sur toutes choses, autant nous avons de répugnance invincible pour ceux qui sont moins courbés sous le fardeau des ans que par le joug des passions. Leur carnaval achevé, que reste-t-il à ces hommes-là ? Un corps fatigué et un esprit vide ! Garibaldi n'était-il pas une preuve vivante, irrécusable de ce que nous avançons ?

L'*homme politique* vaut-il mieux que l'homme privé ?

Non ! nous allons le démontrer :

Le politique est un rêveur qui s'abandonne à tous les écarts d'une imagination dérégulée et met au service de son *idée* une ardeur et un dévouement dignes d'une meilleure cause.

Deux passions le dominant :

1° L'avènement de la République universelle ;

2° *L'anéantissement du catholicisme*, conception aussi insensée que monstrueuse.

Dans son livre : *Garibaldi et ses opérations à l'armée des Vosges*, M. Robert Middleton apprécie comme suit les théories du *guérillero* cosmopolite :

« Le programme politique de l'homme de Caprera nous semble se résumer ainsi :

« 1° Émanciper l'humanité, la ravir à l'influence tyrannique des classes privilégiées ;

« 2° Lui faire secouer le joug pesant dont se sert la caste sacerdotale pour l'opprimer.

« Ce programme est un pur sophisme, dont les conséquences sont tout à fait contraires aux idées républicaines.

« La Providence a soumis l'homme à des lois immuables ; elle l'a créé pour commander, obéir et lui rendre hommage ; elle l'a condamné, dès le berceau, à un travail pénible ; elle lui a donné les moyens de s'élever par lui-même en le faisant naître, comme dit le philosophe, nu sur la terre nue : voulant, par là, que la richesse, la prospérité, la puissance fussent le fruit de ses laborieux efforts ; elle lui a donné la mémoire afin qu'il pût recueillir l'héritage de la science de ses ancêtres, la confiance pour qu'il s'unit à ses semblables et que par l'association il devînt fort, l'esprit de soumission et de commandement pour que l'homme régnât dans la société, et pour mettre le comble à son bonheur. Dieu a déposé dans le cœur de l'homme le sentiment religieux par lequel il se révèle à lui ; il n'a donné à personne le droit de compromettre les résultats obtenus par l'industrie, le travail et la prière...

« En voulant émanciper l'homme, Garibaldi lui a préparé le désespoir, car il s'est toujours efforcé d'arracher des cœurs cette espérance lointaine d'une vie meilleure, qui soutient l'âme : il a nui au bien-être des classes pauvres en développant dans l'esprit des travailleurs l'esprit d'insubordination. Par

« là, il a porté atteinte au travail et a préparé une vie de misère
« à ceux qu'il voulait rendre heureux.

« Ses maximes démocratiques ont allumé la guerre contre
« l'épargne et le capital, car elles ont pour effet de présenter
« aux déshérités de ce monde la bourgeoisie et la classe riche
« comme leurs plus cruelles ennemies, tandis que cette même
« bourgeoisie est le passé et l'avenir du travailleur.

« En effet, cette bourgeoisie que Garibaldi et les siens ont
« toujours combattue, ne puise-t-elle pas ses éléments dans
« le peuple, et ses rangs ne sont-ils pas toujours ouverts à la
« persévérance honnête ?

« Garibaldi, qui a colporté partout, même au delà de l'O-
« céan, ses belles maximes républicaines, me semble ne pas
« avoir des idées bien arrêtées sur la liberté. Je vois, avec
« peine, qu'il comprend la liberté à la façon des républicains
« vulgaires, lui que tant de gens proclament le *grand apôtre*
« de la chose publique.

« Il me semble à moi, simple profane, que la liberté doit
« être comme un beau soleil dorant de ses rayons aussi bien
« le faste du riche que les haillons du pauvre ; mais lui, le
« grand homme, accorde ses rayons aux uns et les refuse aux
« autres. Les hommes, toujours selon lui, ne doivent point
« vivre à leur guise. S'il plaît à un affligé de demander le
« repos à l'asile d'un cloître, cet homme est à ses yeux
« maudit, et ses *vaillants* soldats à camisole rouge violent l'asile
« béni.

« Les rois, qu'il nomme tyrans, font des concessions, pro-
« mettent à la presse libérale de publier ses propres maximes,
« mais lui et ses disciples font violence à quiconque ose leur
« dire la vérité.

« Ainsi ce *contre-sens* vivant combat la liberté de conscience
« et celle de la presse ¹. »

¹ La proclamation adressée, à la fin du mois de janvier 1864, par les électeurs libéraux du premier collège de Naples, rendait hommage à Garibaldi, prétendu libérateur des Napolitains, mais ajoutait déjà :

« *Garibaldi n'est pas un homme politique. Garibaldi n'a que bien*

Le général Ambert écrit, dans son *Histoire de la Guerre 1870-1871* :

« Que du 12 au 22 juillet 1870, M. le comte d'Arnim, ministre de Prusse près le Saint Siège quitta son poste pour se rendre à Caprera. Son absence n'aurait pas été de longue durée. Il se serait embarqué, à Livourne, à bord d'un navire prussien. Ce fait, d'une haute importance a été répété sans être démenti. »

Ce voyage avait-il rapport à la chute du pouvoir temporel du Pape, à laquelle M. de Bismarck prit une large part ? Avait-il rapport à la future proclamation de la république en France et à l'anarchie dans laquelle notre malheureuse patrie allait être plongée, anarchie dont les Allemands ne devaient que trop tirer parti ? Quoi qu'il en soit la justice divine semble s'être déjà appesantie lourdement ici-bas sur le comte d'Arnim. Aucun de nous n'a oublié le fameux procès et la fin misérable de ce diplomate !

La visite du comte d'Arnim avait-elle décidé Garibaldi en faveur de la Prusse ?

La lettre suivante publiée par le *Movimento* et la *Gazette de Cambrai*¹, porterait à le faire admettre :

« rarement assisté aux séances du parlement et sa vie parlementaire se résume en ces deux faits : Il entra au parlement en insultant le comte de Cavour, il en sortait en insultant le Parlement. »

« Garibaldi représente, à ce moment, non plus l'état actuel des choses faites par lui, les aspirations et les espérances de la nation, mais les aspirations et les espérances d'un parti que répudie l'Italie monarchique »

On constatait aussi que Garibaldi était abandonné par les Bixio, Médici, Consenz et autres héros italiens.

¹ Septembre 1870.

Caprera, 7 septembre 1870.

« A mes amis,

« Hier, je vous disais : « Guerre à outrance à Bonaparte. »
« Je vous dis aujourd'hui : « Il faut secourir la république
« française par tous les moyens possibles. »

« Invalide moi-même, je me suis offert au gouvernement
« provisoire de Paris, et j'espère qu'il ne me sera pas impos-
« sible de remplir un devoir. Oui, mes concitoyens, nous de-
« vons regarder comme un devoir sacré de secourir nos frères
« de France.

« *Notre mission ne consistera certainement pas à combattre les*
« *frères de l'Allemagne, qui, étant le bras de la Providence, ont*
« *renversé dans la poussière le germe de la tyrannie qui pesait*
« *sur le monde; mais nous irons soutenir l'unique système qui*
« *puisse assurer la paix et la prospérité entre les nations.*

« Je le répète : soutenir, par toutes les voies possibles la ré-
« publique française, qui, rendue à la sagesse par les leçons
« du passé, sera toujours l'une des meilleures colonnes de la
« régénération humaine.

« G. GARIBALDI. »

Ce programme, Garibaldi l'a exécuté à la lettre.

Arrivé à Tours, il voit lui échapper la *Dictature*, qu'il avait rêvée, et se contente forcément du simple commandement de l'armée des Vosges.

Pour le consoler, M. Rouvier, actuellement ministre des finances, lui conduit une députation cosmopolite et lit cette adresse :

« Les Républicains de Tours, unis aux Républicains d'Es-
« pagne, représentés par quelques-uns de leurs députés,
« viennent saluer en vous l'homme qui a été le libérateur de
« l'Italie, le grand citoyen de la République universelle qui a
« le plus contribué à l'affranchissement de la pensée hu-
« maine, en *préparant la chute du pouvoir temporel des prêtres.*
« Entre la démocratie française et la démocratie italienne,

« s'interposait cette chose infâme qui fut l'Empire. Aujourd'hui, « vous venez apporter à notre jeune République l'appui de « votre grand nom et de vos vaillants compagnons d'armes. « Lorsque, républicains français, italiens, espagnols, nous « aurons vaincu l'ennemi commun, nous aurons jeté les fondements de cette grande fédération humaine à laquelle viendront s'associer les démocrates allemands, et qui formera les « Etats-Unis d'Europe. Vive Garibaldi, vive l'Italie, vive la République universelle ! »

Autant crier : « Vive l'Allemagne ! »

Et la France ? A quel plan la reléguaient donc tous ces farceurs !!

Les vaillants compagnons d'armes de Garibaldi ! Lorsque les miliciens du « *Grand Pape de la République Universelle* » quittèrent l'Italie pour le rejoindre en France, un député de Florence s'écria : « *Que n'abolit-on la gendarmerie, maintenant qu'ils s'en vont !* »

Ces paroles expriment les sentiments que ces « concitoyens » inspiraient de l'autre côté des Alpes. Ces sentiments, la France honnête, qui les a vus opérer, les éprouve encore aujourd'hui et se révolte en pensant qu'une statue a déjà été élevée en l'honneur du chef de pareils individus.

Garibaldi prend possession de son commandement à Dôle, il s'empresse de seconder les desseins de l'Allemagne, en ne secourant pas le docteur Lavalle que les Prussiens battent à Talmay et à Jancigny, le 25 octobre 1870 (le docteur Lavalle s'était improvisé lui-même colonel) ; en ne venant pas au secours de Dijon attaqué le 30 octobre et occupé le 31. Il est vrai qu'il faisait la guerre aux R. Pères Jésuites, à de dignes prêtres et aux bons citoyens. Plus tard, le 28 décembre, il attire les Allemands sur Autun, après être allé les chercher jusque sous les murs de Dijon, où tout autre capitaine que lui aurait

pu et su entrer ce jour-là. Le 1^{er} décembre, Autun est menacé par les Allemands, Garibaldi prend toutes ses mesures pour suivre la débâcle de ses *vaillants compagnons d'armes*, qui s'enfuient au premier coup de canon, Seuls, mobiles et mobilisés, mal armés, mal équipés, font face à l'ennemi, qui se replie. Le lendemain, 2 décembre, Garibaldi ne juge pas à propos de soutenir l'attaque dirigée par Cremer, à Châteauneuf, contre la colonne allemande qui d'Autun revenait à Dijon. Le 18 décembre, Garibaldi laisse Cremer lutter seul à Nuits. Enfin, il se fait jouer par Manteuffel, sous Dijon, du 11 au 20 janvier, et recommande même à Riciotti d'éviter tout contact avec l'ennemi. Après les batailles des 21, 22 et 23 janvier, dont tout l'honneur revient aux mobiles et mobilisés, il reste dans une inaction absolue et devient responsable du désastre de l'armée de l'Est.

La déposition de M. de Serres, commissaire du gouvernement près cette armée, est singulièrement instructive. En voici un passage :

M. de Serres. — Descendre vers Dôle, venir se mettre sur nos derrières ayant à droite *près de quarante mille hommes à Dijon*, et sur sa gauche un effectif presque double du sien, c'était, de la part de Manteuffel une imprudence presque sans exemple dans l'histoire de la stratégie.

M. Chaper, membre de la commission d'enquête. — C'est pour cela que le rôle de Garibaldi est inexplicable et que je vous ai demandé tout à l'heure quel était son effectif. Il a été question très sérieusement de 40.000 hommes et si je ne me trompe M. de Freycinet donne ce chiffre de quarante mille...

M. de Serres. — Oui, il pouvait y avoir *quarante mille hommes* au moment de la descente de Manteuffel.

M. Chaper. — Garibaldi ayant des troupes suffisantes pour sortir de Dijon, l'entreprise de Manteuffel était *extravagante* !

M. de Serres. — Oui, cela ne peut se qualifier autrement, à moins qu'il n'eût la certitude que Garibaldi ne bougerait pas, et cette certitude il ne pouvait pas l'avoir.

Pendant ce temps, Bourbaki, abandonné, était peu à peu cerné, et Garibaldi ne bougeait pas ; quand il parla d'essayer une diversion, c'est à l'instant où l'armée de l'Est dut passer la frontière. En voici la preuve, d'après le général Clinchant :

« Peut-être une diversion du corps d'armée qui se trouvait à Dijon aurait-elle réussi à contrarier les mouvements du général de Manteuffel ; il ne m'appartient pas de me prononcer sur cette possibilité. Tout ce que je puis dire, c'est que le 1^{er} février, au moment où une partie de mon armée avait déjà passé la frontière, je reçus du général Garibaldi la dépêche suivante : « *Je me propose de faire une démonstration sur les derrières de l'ennemi. Tenez-moi informé.* »

Tout en nous occupant incidemment de choses militaires nous devons faire remarquer que nous étudions toujours *l'homme politique* ; bientôt nous considérerons l'homme de guerre.

Garibaldi ne livre-t-il pas le fond de sa pensée, sur son pseudo dévouement à la cause française, dans cette lettre publiée, le 3 décembre 1872, par le journal italien *La Riforma* :

« *Lorsqu'en 1870 je me rangeais sous le drapeau républicain de la France, j'obéissais à mes sentiments démocratiques, MAIS AVEC LA DOULEUR DANS L'ÂME, DEVANT COMBATTRE LE NOBLE PEUPLE ALLEMAND* ».

Puisque les républicains persistent à vouloir faire passer Garibaldi pour un ami de notre pays, il nous paraît juste de citer encore un passage de la lettre qu'il écrivait de Caprera, le 17 août 1875, à son « très cher Villani » :

« Vous m'avez fait un portrait de Bismarck empreint d'une grandeur et d'une vérité sans pareilles. Vous avez véritablement compris cet ILLUSTRE GRAND HOMME ».

Garibaldi reconnaît enfin avoir désiré le triomphe des armes prussiennes :

Caprera, 6 septembre 1874.

« A Monsieur Schone, à Stockholm.

« Français, Scandinaves, Allemands, tous sont mes frères.
« SI J'AI DÉSIRÉ LE TRIOMPHE DES ARMES PRUSSIENNES, mon désir
« ardent a été de voir la chute du plus exécrable tyran des
« temps modernes ».

(*Journal de Bordeaux*, 22 septembre 1874).

N'oublions pas, qu'en 1866, tous les journaux de la gauche étaient exclusivement sympathiques à la Prusse. Louis Jourdan écrivait, dans le *Siècle*, ces lignes très significatives :

« Qu'on le sache bien : être pour la Prusse et pour l'Italie,
« c'est vouloir le triomphe de la plus juste des causes, celle
« des nationalités, celle de la liberté et du suffrage universel.
« C'est rester fidèle au drapeau de la démocratie.

« La cause de l'Autriche est celle de la réaction.

« Et maintenant, que les adversaires de l'Italie disent franchement s'ils sont pour ou contre la démocratie et la Révolution. (Le *Siècle*, cité par la *Nation* du 20 février 1877). »

Il ne s'agissait plus de Napoléon III, lorsque Garibaldi mit au service de la République française sa coliche-marde rouillée et incapable de sortir désormais du fourreau, mais la délégation de Tours avait eu le bon sens de lui refuser cette *dictature* qu'il avait ambitionnée. *Inde iræ!* Il est évident qu'il n'était plus possible pour Garibaldi, commandant en chef l'armée des Vosges, de

plonger la France dans le désordre et l'anarchie, comme il eût pu le faire devenu dictateur. Dieu a daigné épargner à la fille aînée de l'Église, malgré toute sa culpabilité, cette suprême humiliation !

Dès lors, le vieux révolutionnaire n'eut pas d'autre plan que de conserver, aussi intactes que possible, les bandes des aventuriers accourus de toutes les parties du monde pour se jeter comme des vampires sur la France agonisante, de les conserver pour en faire plus tard les soldats de la Commune, d'où, croyait-il, sortirait nécessairement la République universelle.

« *La Commune*, a dit le général Cluseret, l'un de ses « chefs les plus fameux, *ne pouvait triompher qu'avec* « L'APPUI MATÉRIEL DE M. DE BISMARCK, QUI NOUS « L'AVAIT PROMIS. »

« *Le traité conclu entre la Prusse et la Révolution*, « lisons-nous dans l'œuvre vibrante et si patriotique du « général Ambert, *reçut sa première exécution le 4 sep-* « *tembre 1870 : la seconde vint à l'heure de la Commune,* « *lorsque les Prussiens, maîtres de Saint-Denis firent* « *renverser la colonne de la Grande Armée*¹, *assassiner* « *les prêtres catholiques, et promener le pétrole sur nos* « *palais, nos maisons. Le lendemain, ils délivrèrent des* « *saufs-conduits aux chefs des assassins et des incen-* « *diaires qu'ils avaient eu l'infamie d'accepter pour com-* « *plices. Les événements ont donc été conduits par la* « *Prusse avec une haine sans exemple, une infernale* « *cruauté et une sourde persévérance.* »

Le général Pellissier, si bien placé, en raison de la si-

¹ Glais-Bizoin, l'ancien membre de la Délégation de Tours, assistait au renversement de la colonne Vendôme, agitant joyeusement son légendaire chapeau gris, tandis que les Prussiens, prévenus, considérèrent ce spectacle des hauteurs qu'ils occupaient autour de Paris.

tuation qu'il occupait à côté de l'état-major garibaldien, et dont les paroles ont d'autant plus de poids qu'elles sont celles d'un républicain convaincu, a écrit, dans son ouvrage sur les *Mobilisés de Saône-et-Loire en 1870*, une page que nous reproduisons. Elle démontre clairement le rôle de Garibaldi et de ses acolytes, de Bordone, l'âme damnée de Garibaldi :

« *L'état-major de l'armée des Vosges n'y regardait pas de très près ; se créer une armée malgré le gouvernement et peut-être même contre lui : tel était son but, et pour y arriver, nul moyen, quelque déloyal qu'il fut, ne lui répugnait. Nous le verrons bientôt, à Dijon, employer les délations, les calomnies, et s'efforcer de désorganiser tout commandement qui ne lui appartenait pas. Quelles étaient les intentions du général Bordone en agissant de cette manière ? Assurément, je n'ai pas été mis dans la confiance, mais j'ai tout lieu de supposer que la défense du pays contre les Prussiens n'était pas son unique objectif, et ce qu'il voulait organiser, c'était l'armée de la future Commune, avec laquelle il se proposait de peser sur les événements ultérieurs. La conduite des Garibaldiens, lors du licenciement, démontre que cette supposition n'est pas gratuite.* »

Dans l'*Epilogue* au dernier chapitre de cet ouvrage, nous verrons Garibaldi acclamé *général en chef de la Commune ! !*

Si Garibaldi ne put prendre possession de son commandement, c'est qu'il était à Caprera et que le gouvernement de Versailles ne lui eût évidemment pas permis de remettre les pieds en France, dont il n'avait que trop souillé le sol, pendant le séjour qu'il y fit, depuis le 7 octobre 1870, jusqu'au 14 février 1871.

Il n'en fut pas moins aussi coupable, puisqu'il s'associa de tout cœur aux horreurs de cette insurrection ; voici, en effet, ce qu'il écrivait à l'un des communards qu'il avait

entraînés à sa suite et qui, restés en France, après son départ, s'employèrent à fusiller dans les rues de Paris les braves soldats de l'armée du maréchal de Mac-Mahon.

Caprera, 21 mars 1872.

« *Cher Ferrero Golo, merci des «* EPISODES DE LA COMMUNE DE PARIS *», je les ai lus avec beaucoup d'intérêt. JE REGRETTE «* DE N'AVOIR PAS ÉTÉ VOTRE COMPAGNON DE LA GLORIEUSE DÉFENSE DE PARIS. *»*

Et cette lettre :

Caprera, 22 juin 1873.

« *Très cher, LA CHUTE DE LA COMMUNE DE PARIS A ÉTÉ UN MAL-HEUR POUR L'UNIVERS ENTIER (sventura mondiale). Elle nous a laissé le funeste héritage des armées permanentes qui servent d'appui à toutes les tyrannies. LA DÉFAITE A JAMAIS LAMENTABLE DE LA COMMUNE DE PARIS est due à une engeance malsaine qui se mêle aux hommes honnêtes travaillant au bien-être du peuple et qui en paralyse les sacrifices. Cette engeance peut être le produit de l'ignorance ou de la vénalité; mais en tout cas, c'est une engeance fâcheuse. Flourens, Delescluze, Dombrowski, à la tête du peuple armé de Paris, auraient écrasé sous le talon de leurs bottes la réaction naissante de Versailles, mais ils déplaçaient aux doctrinaires bavards des clubs, des comités et des com-missions...*

« G. GARIBALDI. »

Garibaldi, pendant qu'il vivait aux dépens de la France, avait aussi à obéir à la *Franc-Maçonnerie* :

« Il n'a donc jamais cessé d'être l'ennemi acharné de notre pays, dit M. Theyras; il y est venu pour organiser l'armée du désordre, enrôler les coquins, les conduire au pillage, au sac de la France, et compléter l'œuvre de l'Allemagne; soit qu'une convention expresse le liât à M. de Bismarck, soit

« plutôt qu'il se contentât d'agir pour le compte de l'Internationale et de la Franc-Maçonnerie cosmopolite, qui depuis Frédéric-le-Grand reçoit son mot d'ordre de Berlin... Aussi bien, l'homme de Cavour, celui qui a offert ses services à Pie IX, celui qui est mort pensionné princièrement par le gouvernement de Victor-Emmanuel¹, devait d'autant plus facilement s'entendre avec le chancelier allemand qu'il y trouvait son intérêt, que le programme prussien consistait tout entier dans l'abaissement de la France catholique, au profit de la Prusse protestante et de l'Italie sectaire. »

Nommé grand-maître de la Franc-Maçonnerie italienne, le rôle qu'il devait poursuivre lui était tracé avec une franchise qui montre à quel point les hauts directeurs de la secte comptaient sur l'entier concours d'un homme qui partageait si bien leurs haines et leurs projets².

Ces instructions, qu'il faut lire, dit la *Croix* (de Paris), se terminaient ainsi :

« Frère, voici le terme de ton instruction comme chef de la Franc-Maçonnerie.

« Dis maintenant avec nous notre serment suprême :

« *Je jure de n'avoir d'autre patrie que la patrie universelle.*

« Je jure de combattre à outrance, toujours et partout, les bornes-frontières des nations, les bornes-frontières des champs, des maisons et des ateliers, et les bornes-frontières de la famille.

« Je jure de renverser, en y sacrifiant ma vie, la borne-frontière où les humanicides ont tracé avec du sang et avec de la boue le nom de Dieu.

« Je jure de vouer mon existence tout entière au triomphe indéfini du progrès et de l'unité universelle, et je déclare professer la négation de Dieu et de l'âme. »

¹ Garibaldi accepta, en 1875, du roi Victor Emmanuel, une dotation annuelle de 100,000 francs.

² *L'Ennemie Sociale*, par M. Rosen.

« Et maintenant, frère, que la nation, la religion et la famille sont disparues à tout jamais pour toi dans l'immensité de l'œuvre de la Franc-Maçonnerie, viens dans nos bras, très puissant, très illustre et très cher frère, partager avec nous l'autorité sans limites et la puissance sans bornes que nous exerçons sur l'humanité. »

Faire disparaître la nationalité, faire disparaître la famille, tel est le but désigné à celui qu'allaient aider, dans la conquête de l'Italie méridionale, les complaisances de l'Angleterre, le concours avoué de l'escadre piémontaise, les trahisons préparées d'avance dans la marine et l'armée napolitaine.

Il y a trente ans que ce plan de campagne a été écrit et les nations de l'Europe sont minées dans leur existence par les coalitions internationales. Elles s'attaquent non seulement aux monarchies ayant oublié Dieu et n'ayant pas su défendre ses droits, ainsi qu'à celles qui, pour assouvir leurs ambitions précaires, se sont souvent appuyées sur ce pouvoir souterrain, leur terreur aujourd'hui, mais encore elles vont jusqu'à ébranler les républiques lorsque, une fois établies et effrayées de la marche de l'anarchie grandissante, elles veulent s'opposer à ses progrès.

Comme Garibaldi, la plupart des membres de la Commune étaient affiliés à l'*Internationale*; plusieurs d'entre eux étaient célèbres par la guerre acharnée qu'ils avaient faite à l'Empire. Delescluze, Courbet et Ferré, y représentaient le parti jacobin, qui voulait ressusciter la Convention; Tridon et Rigault, le parti des hébertistes ou enragés; Longuet et Vermorel, le parti socialiste. Singulier amalgame que retenait un lien commun : *la haine de la société*. Cette haine était bien aussi celle qui animait Garibaldi, lorsqu'il traçait ces lignes :

Caprera, 22 juin 1873.

« Très cher.... J'appartiens à l'Internationale. Je déclare
« avec orgueil que si je voyais surgir UNE SOCIÉTÉ DU DÉMON ayant
« pour but de combattre les souverains et les prêtres, j'irais m'en-
« rôler dans ses rangs. — Votre.... GIUSEPPE GARIBALDI. »

Admirablement secondé, dans sa rage infernale, par son digne lieutenant et chef d'état-major Bordone, Garibaldi, nous le verrons plus d'une fois au cours de cette étude, cherchait à greffer sa République Universelle, avec le concours des révolutionnaires allemands, sur les ruines du catholicisme; aussi, les prêtres et le Pape Pie IX furent-ils les objets constants de sa... *sollicitude* en 1870-1871.

La plupart de ses allocutions, de ses proclamations excitaient le peuple contre le clergé et contre le Vicaire de Jésus-Christ. Garibaldi oubliait que, le 20 octobre 1847, il s'était précipité aux genoux du Souverain-Pontife et lui « offrit son humble appui, fut-ce au prix de tout son sang, pour l'œuvre de délivrance entreprise par Pie IX. »

Peu de temps après l'élection de Pie IX sur le trône des successeurs de saint Pierre, Garibaldi et Angani, son ami, écrivaient au nonce apostolique de Rio de Janeiro, où ils se trouvaient :

« Si nos bras, non inaccoutumés à la guerre, peuvent être
« agréables à Sa Sainteté, nous les offrons volontiers à celui
« qui sait si bien comment on peut servir à la fois l'Église et
« notre patrie. Pourvu que ce soit pour le progrès de l'œuvre
« de rédemption commencée par Pie IX, nous nous considé-
« rerons même comme privilégiés en scellant notre dévoue-
« ment de notre sang (*Histoire de la guerre d'Italie*, par
« Charles Paya, p. 12, col. 1). »

En tant qu'homme politique, il nous reste encore à envisager Garibaldi dans la conduite qu'il tint vis-à-vis du gouvernement de Tours et de Bordeaux. Constamment et toujours afin d'amener Gambetta, le *juif* Crémieux et M. de Freycinet, à condescendre à ses plus infimes volontés, constamment il les menaça de se mettre à la tête de la *Ligue du Midi*, dont les tendances séparatistes, si elles avaient triomphé, auraient fait perdre à la France plusieurs départements et préparaient la Commune de Marseille.

Frapcelli (ancien ministre de la guerre de Victor-Emmanuel) et de Baillehache, que Bordone parvint à faire renvoyer de l'armée des Vosges, donnant ainsi satisfaction à ses ressentiments personnels et à la plus basse des jalousies, furent chargés, le premier d'organiser une « *Armée de l'Étoile* », ayant pour quartier-général Valence, et le second de réunir des corps francs près de Lyon. La délégation gouvernementale espérait élever ainsi une double barrière entre la *Ligue du Midi* et Garibaldi¹.

¹ De Baillehache s'est rendu célèbre aussi depuis cette époque en faisant partie de ces fournisseurs avec lesquels M. Magnin, ministre du Commerce, puis des Finances et présentement Gouverneur de la Banque de France, passa ces marchés scandaleux, sur le compte desquels M. de Saint-Victor, rapporteur de la *Commission parlementaire* chargée de leur examen, s'exprima ainsi à la séance de l'Assemblée Nationale du 26 juillet 1871 :

« *Votre commission a cru nécessaire de vous présenter ensemble ces quatre affaires (Baillehache-Renault ; Chavannes et Fréard), qui ne pouvaient être séparées les unes des autres et dans lesquelles elle a trouvé à un haut degré les caractères que nous avons pour mission de flétrir (Journal Officiel, n° 208, p. 2239 et suiv. — Annexe, n° 424 du Journal Officiel, n° 245, p. 3180, 1871).* »

D'après M. de Saint-Victor, M. Magnin ignorait le chiffre total des engagements pris par lui (86.561.827 francs !!!) et c'est par la Commission d'enquête qu'il apprit à quelle somme énorme se montaient ces engagements.

Au fournisseur Fréard était associée cette Blanche Costar, dont

On sait comment Frapolli et Baillehache virent leurs efforts paralysés entièrement par l'influence et les agissements occultes de Bordone, comme aussi par les menaces arrogantes de cet aventurier, devant lequel la Délégation, ou mieux Gambetta lui-même, fut contraint de s'incliner, à la fin de décembre 1870 : « *Ou eux ou moi qu'on choisisse,* » avait fait télégraphier Garibaldi, sur le conseil de Bordone. Quel despotisme ! mais aussi quelle faiblesse de la part de nos gouvernants, qui avaient seulement de l'énergie pour accumuler mensonges sur mensonges, infamies sur infamies, quand il s'agissait d'officiers ou de citoyens français !

L'homme de guerre rachètera-t-il, au moins, les défauts ou les vices de l'homme privé et de l'homme politique ?

Non !

« Dans ses mémoires autobiographiques publiés à Florence, dit M. Theyras, Garibaldi prétend que la grande faute de la France, après le 4 Septembre, fut de ne pas avoir institué une *dictature militaire*. Il est sous-entendu que le « *Grand soldat de la Démocratie* » aurait été revêtu de cette charge, à l'exclusion des généraux français, tous « *incapables ou traîtres.* »

« *Incapables ou traîtres !* »

Que répondront à cela les anciens officiers, Tricoche¹ et Cie, fourvoyés dans le Comité d'initiative ?

Examinons donc soigneusement les qualités militaires de l'ancien *déserteur* de la marine Sarde :

« Il ne savait même pas ce que c'était qu'une carte d'état-major. Il n'a jamais pu comprendre ni les altitudes, ni rien il fut encore question dans les scandaleuses affaires Limousin et Wilson.

Nos lecteurs pourront vérifier à *l'Officiel* tout ce que nous avançons ici.

¹ Le général de division en retraite Tricoche, député de Saint-

« sur la carte, dit le capitaine de vaisseau César Pradier. Il
 « n'y avait qu'un moyen de me faire comprendre de lui;
 « j'aperçus une boîte d'épingles qui appartenait à ces dames,

Dié, depuis le 6 juillet 1890, écrivait, en ces termes, le 30 juin de la même année, au journal de Saint-Dié et parlait ainsi de son compétiteur l'honorable commandant Picot :

« *Le candidat au nom duquel vous m'attaquez tous les jours avec tant de violence et d'injustice, n'a-t-il pas lui-même fusillé les Français qui défendaient la Commune et dont la plupart étaient hélas de pauvres et honnêtes ouvriers.* »

Garibaldi a sans nul doute tressailli dans le trou où il s'est fait en...fouir civilement et franc-maçoniquement!

La réponse du *Journal de Saint-Dié* fut logique et parfaitement conçue :

« *M. Tricoche affecte d'assimiler le rôle qu'a rempli l'armée, en 1871, pendant la Commune, à celui qu'elle accomplit au lendemain du Coup d'État.*

« *Il n'y a pas de comparaison possible.*

« *L'armée de 1871 était au service de la loi contre Paris révolté!*

« *La légalité, le droit, la justice étaient du côté de l'armée de Versailles, combattant sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, sous la direction de M. Thiers et de l'Assemblée Nationale, élue par le suffrage universel.*

« *L'illégalité était du côté de la Commune et de Paris en révolte.*

« *Tandis qu'en 1851, le droit était du côté de l'insurrection et l'illégalité du côté du Pouvoir et des soldats placés sous ses ordres.* »

M. Tricoche était un de ces soldats là. Il fut nommé Chevalier de la Légion d'honneur, le 2 janvier 1852, par décret impérial, avec cette mention : « *s'est distingué à l'affaire de Crest.* » Plus tard, il devint major de l'artillerie de la Garde Impériale. En 1852, il n'était que lieutenant d'artillerie et avait opéré contre les républicains de la Drôme, comme il opéra, en 1849, contre les garibaldiens au siège de Rome. Il s'était embarqué pour aller défendre le Saint-Père, sans en avoir reçu l'ordre de ses chefs, et ce qu'il y a de plus piquant, c'est que M. Tricoche appartient au protestantisme, c'est-à-dire à la religion prétendue réformée!!! Et le *Temps*, l'organe officiel des protestants français, constate que c'est la seule fois qu'il ait désobéi à ses supérieurs! Une fois n'est pas coutume, heureusement, cependant nous ne pouvons oublier que dans un banquet, à la suite des grandes manœuvres, il se laissait porter un toast : « *au futur ministre de la guerre* » et que dans ses discours ou professions de foi pour les Vosgiens, il a prétendu qu'il était destiné à remplacer M. de Freycinet qui ne devait pas habiter longtemps encore l'hôtel du boulevard Saint-Germain et rester au ministère de la guerre

« car il y en avait là en costumes de capitaines, qui nous
 « avaient introduits. Je pris cette boîte et lui montrai les
 « altitudes; je lui signalai notamment les deux points que la
 « nature a pour ainsi dire créés d'une manière admirable pour
 « la défense d'Autun..... »

(Ces dames sont les capitainesse et lieutenant, dont nous avons parlé déjà plus haut.)

Il ignorait le premier mot du service des armées en campagne, il ne connaissait pas plus l'école du soldat, que celle de section, de compagnie, de bataillon ou de régiment. Toute sa science militaire passée se bornait à savoir conduire une petite troupe de partisans et à accomplir avec elle des coups de mains hardis; nous avons trop souci de la vérité pour ne pas en convenir; mais c'était insuffisant, absolument insuffisant pour tenir tête à des troupes disciplinées et commandées comme celles des Allemands. Déjà, en 1870, il ne s'agissait plus de courage individuel, la tactique seule disposait du sort d'une bataille, et la tactique allemande avait encore à son actif la supériorité écrasante du nombre.

civil. « J'avais été grièvement blessé au siège de Rome, écrit-il dans son autobiographie, et proposé pour la croix d'Honneur par le général Thiry. » Pie IX, afin d'adoucir les douleurs occasionnées par la blessure provenant des armes *garibaldiennes*, conféra au *protestant* Tricoche l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand! *Quantum mutatus ab illo!* Où est donc aussi cette époque mémorable, pendant laquelle, dans les salons de M. Migneret, préfet impérial de Strasbourg, il affichait, à tout instant, souvent, le plus souvent même, hors de propos, ses opinions bonapartistes.

Est-ce assez *fin de siècle*, un dignitaire de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le Grand, un ancien défenseur de Pie IX, faisant chorus aujourd'hui avec les *garibaldistes*!

M. Tricoche prétend qu'il sera ministre de la guerre, lorsque Jules Ferry reviendra au pouvoir!

Les événements de la Dôme et l'intervention énergique du lieutenant Tricoche sont consignés dans *La Province au Deux-Décembre 1851*, par E. Tenot, ancien député républicain des Hautes-Pyrénées, page 287 et suivantes.

L'étoile de Garibaldi *fla*, en 1866. Les 40,000 volontaires qu'il commanda dans le Tyrol ont été constamment battus par les 16,000 hommes du général autrichien Kuhn, qui fut ensuite ministre de la guerre et nommé feldzeugmeister. Nos lecteurs trouveront ces faits consignés dans l'ouvrage du chef de bataillon du génie Marga, ancien professeur à l'École d'application de Fontainebleau : GÉOGRAPHIE MILITAIRE, 2^e partie : *Les principaux États de l'Europe* (Autriche et Italie), 3 vol. gr. in-8° avec atlas in-4°. Berger-Levrault et C^{ie}, 1885.

Jamais les troupes garibaldiennes ne se sont gardées.

Lorsque Garibaldi se décide à faire un mouvement du côté de l'ennemi, il se borne à en prévenir simplement les généraux ses voisins, mais n'opère jamais de concert avec eux. Cela n'empêche pas le fameux *Dictionnaire de Larousse* de déclarer que : « *Garibaldi combattit successivement sous les ordres des généraux Cambriels, Michel et Bourbaki.* »

« Incapable de prévoyance, ne sachant ni régler une
« marche, ni comment on s'éclaire, ni dans quelle mesure il
« convient de se hâter ou de temporiser. Il achève, dit
« M. Theyras, de perdre, par son infatuation, les faibles moyens
« que lui laissaient son impotence et le sens commun. »

Ses hommes n'étaient ni exercés à la marche, ni au tir à la cible ; leur subsistance n'était même pas assurée régulièrement à l'avance.

L'ordre du jour suivant mérite de passer à la postérité :

« A dater de ce jour (19 novembre 1870), tous les corps de
« l'armée des Vosges doivent toujours être prêts à marcher et à
« combattre. La responsabilité retombera sur les chefs de corps où
« cet ordre sera transgressé. L'excuse du manque de pain ne sera

« pas valable; on en aura là où il sera possible de s'en procurer.
 « A défaut, tous les corps délègueront un officier, s'ils n'ont déjà un
 « commissaire, qui se procurera des bœufs en nombre nécessaire
 « pour la subsistance des troupes, et ces bœufs patront dans le voi-
 « sinage de la brigade ou des corps détachés en cantonnement, et
 « suivront les colonnes en marche¹. A cet effet, l'officier ou le com-
 « missaire s'adjoindra des hommes pour les soins à donner aux
 « animaux, et les bouchers nécessaires pour l'abattage et le débit
 « des viandes. M'adressant à des hommes de cœur comme ceux dont
 « je m'honore d'être le chef, je crois superflu d'expliquer les motifs
 « qui m'obligent à donner les dispositions sus-énoncées. La Répu-
 « blique saura bientôt que nous savons vivre au camp comme dans
 « les villes. — Signé : G. GARIBALDI. »

« Cette manière de nourrir une armée, avec des paroles
 « creuses, est simple, mais peu réconfortante, fait justement
 « remarquer M. Theyras. Par cet ordre, le général se déchar-
 « geait du soin de fournir des vivres aux troupes et les rédui-
 « sait à la famine. Il est clair que du 19 au 21 novembre au
 « matin (jour où l'armée des Vosges quitta Autun pour remon-
 « ter la vallée de l'Ouche), des officiers étrangers au pays
 « n'avaient pas le temps d'organiser un pareil service et de se
 « procurer les bœufs nécessaires à l'alimentation de quinze
 « mille hommes pendant huit jours. Aussi les troupes s'en
 « passèrent-elles et « l'armée vécut au camp comme dans les
 « villes », où tout était pour les garibaldiens et où les autres
 « manquaient de tout. »

« A défaut de vivres, on se contenta de faire payer à chacun
 « sa solde, et ceux qui arrivaient dans des localités épuisées
 « mouraient de faim. Si l'on entraît dans un pays offrant
 « quelques ressources, les chemises rouges commençaient par
 « se servir et les autres avaient leurs restes, s'il y en avait.

¹ Garibaldi avait pratiqué ce système, en 1849, pendant sa cam-
 pagne de Rome : « Lorsque ses hommes n'avaient pu se procurer
 « des provisions dans les villages voisins, trois ou quatre colonels
 « et majors se jetaient à poil sur leurs chevaux, et armés de leurs
 « long *lazzos*, couraient rapidement à travers les champs, à la
 « recherche des bœufs et des moutons. » Garibaldi avait à ce mo-
 ment sous ses ordres une poignée de volontaires.

« L'inégalité la plus révoltante existait en toutes choses à
« l'armée des Vosges, où les garibaldiens avaient le pas sur
« tous, comme s'ils se fussent ingéniés à faire une amère
« ironie de la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité.* »

Après les paniques de Dijon (26 novembre 1870-31 janvier 1871) et celle d'Autun (1^{er} décembre 1870), nous avons vu les garibaldiens débandés s'enfuir au plus vite du côté opposé à l'ennemi, prendre même les voies ferrées pour se dérober plus rapidement. Garibaldi n'a jamais songé à rétablir l'ordre parmi ses troupes ; lui-même dans son empressement à mettre une certaine distance entre sa personne et les Allemands, se fit conduire précipitamment d'Épinac à Autun, dans un wagon à charbon appartenant à la Compagnie des mines d'Épinac, en ayant soin de faire piloter ce train « *spécial* » par M. Blanchet, ingénieur en chef et directeur de ces houillères. Ce voyage à toute vapeur et rétrograde fut effectué le 30 novembre, dans la matinée. A Épinac, Garibaldi et ses officiers d'état-major n'avaient pas trouvé de train, « de sorte que le pauvre goutteux a fait tout le
« trajet en wagon découvert, assis sur une chaise, drapé
« dans son grand manteau gris et faisant contre fortune
« bon cœur, en disant fièrement *qu'il n'était pas l'Em-
« pereur, pour voyager dans un wagon-salon.* »

Lorsque, par la force des choses, les troupes de Garibaldi sont obligées de combattre « *c'est le chaos : nul ordre, nulle com-
« binaison, on marche au hasard, on fonce droit devant soi, on tire
« des coups de fusil, on va à la baïonnette, l'on ne fait rien ou
« l'on s'en va, selon qu'il plaît à chacun ; c'est un péle-mêle
« incroyable, surtout parmi les corps francs. Sous prétexte qu'on
« est franc-tireur et qu'on ne doit pas figurer en ligne quand la
« bataille s'engage, on s'esquive* ». »

¹ *Enquête parlementaire*, t. III. Déposition du général Pellissier.

« Durant les combats des 21, 22 et 23 janvier 1871, à Dijon :
« les portes et les abords de la ville, du côté sud, sont dégarnis de
« postes et d'avant-postes, et les plus simples précautions militaires
« sont négligées, tandis que les rues et les cafés sont remplis de
« soldats désarmés et flanant ¹. »

Malgré la légion des cavaliers galonnés, mâles et femelles, qui l'entourait, Garibaldi n'a jamais été exactement renseigné sur les forces, la marche et les positions de l'ennemi.

Quant aux travaux qui peuvent défendre ou couvrir les différentes villes où il a établi son quartier-général, il n'en a cure ! Où aurait-il appris l'art de la fortification, même de la fortification passagère ? Les succès qu'il remporta dans les Deux-Siciles et en Italie ne furent jamais les résultats de sa stratégie, mais du courage individuel que lui et ses partisans montrèrent alors.

« Comme nous revenions de faire notre reconnaissance et en
« montant la rue rapide de Saint-Pantaléon (à Autun), dit le capi-
« taine de vaisseau Pradier, nous aperçûmes des soldats garibal-
« diens et des manœuvres occupés à barrer cette rue au moyen d'une
« sorte de barricade dont la construction appela sur nos lèvres un
« sourire involontaire. Il était difficile, en effet, de tenir son sé-
« rieux en présence de ce travail de défense exécuté à la hâte et avec
« un grand zèle et qui se composait de tonneaux pleins de pierres
« et d'un revêtement extérieur en terre gazonnée ormant un talus
« dont la base n'avait pas un mètre d'épaisseur ».

C'était le 13 décembre. Ce formidable ouvrage, uniquement dangereux pour ceux qui auraient été appelés à le défendre, était dû à la conception du *major du génie* garibaldien Sartorio, en état perpétuel d'ébriété la plus complète, et que Garibaldi avait nommé commandant de

¹ *Enquête parlementaire*, t. IV, p. 104.

place d'Autun ¹. Après tout, cette barricade valait bien le *sac-pare-à-balles* ², le *fusil curviligne* et le *camp roulant* acceptés par Ferrouillat, alors chargé de la défense de Lyon et tout récemment ministre de la justice !

A Autun, comme à Dijon, le général de la *Franc-maçonnerie cosmopolite*, dont les instructions secrètes étaient la ruine de la France, eut soin de ménager ses troupes. Au premier coup de canon tiré par les Prussiens, sur Autun, le 1^{er} décembre, Garibaldi se fait mettre en voiture et conduire, à Couhard, avec ses bagages, c'est-à-dire bien en arrière du champ de bataille et s'y tînt prêt à se replier, en cas de mouvement trop offensif de la part des Allemands. Cette conduite n'a pas lieu de surprendre de la part du chef de l'armée des Vosges. « *Il avait, d'a-*
« *près le colonel Gauckler, perdu toute initiative et cher-*
« *chait des prétextes pour ne pas agir. Ses facultés af-*
« *faissées, son intelligence obscurcie, le rendaient inca-*
« *pable de faire la guerre aux Prussiens* ». Indépendamment de cette situation mentale, qui lui valait une place dans un asile d'aliénés, tandis que le *fou furieux* et le gouvernement de la démente républicaine accumulaient sur la France des désastres sans précédents, par leur impéritie et leur guerre à outrance, alors que cette guerre était impossible et insensée, indépendamment de cette situation mentale, Garibaldi avait soin de ménager les futurs héros de la Commune de Paris et de Marseille. Aussi, tandis que mobiles et mobilisés faisaient face aux soldats badois du général Keller, compatriotes des frères

¹ Ajoutons que dans un but absolument vexatoire on avait troué les murs de certaines propriétés particulières, non pas pour y percer uniquement des meurtrières, mais surtout pour les ébranler et en amener la ruine prochaine.

² Le sac-pare-à-balles était une invention B. S. G. D. G. du prétendu général polonais Mierolawski. Voir le *Moniteur Universel* du 22 septembre 1870.

Spuller ¹, huit mille Garibaldiens, suivant l'exemple de

¹ Le régime républicain a permis aux deux frères Spuller (nés à Seurre (Côte-d'Or), d'un père boucher *Badois*, le premier en 1829 et le second en 1835) d'arriver aux plus belles charges de l'Etat.

L'aîné, notaire à Langres fut nommé, après la Révolution du 4 septembre, préfet de la Haute-Marne et, ce département ayant été promptement occupé par l'ennemi, Spuller *major* fut investi des fonctions d'*inspecteur des camps*. C'est à ce titre que nous le retrouvons à l'armée de Garibaldi. Après la guerre, il passa dans plusieurs préfectures; puis, il fut, comme tant d'autres personnages qui n'y ont aucun droit, bombardé trésorier-général du Gard, aux appointements modestes de 36,900 francs. Il vient d'être envoyé à la Recette générale de la Côte-d'Or, ce qui porte son traitement à 49,000 francs environ, sans augmenter son cautionnement, qui est de 227,000 francs et lui permet de profiter du manoir de Sombernon, construit récemment par Spuller *junior*. M. Constans n'est pas le seul auquel Marianne a donné la faculté d'inscrire sur la grille d'un château : « *Hoc erat in votis* » qu'il ne faut pas confondre avec le proverbe : « *Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée* ! »

Auguste Spuller signala sa courte présence à la préfecture de la Haute-Marne en expulsant, pendant un mois, de leurs domiciles, MM. Hippolyte Chauchard, ancien député, De Tricornot, Magnien, Ronot, De Saulles, Tonnet et Chambaud, qui lui déplaisaient. « *C'était*, disait Spuller dans sa lettre au général Arbillot (ENQUÊTE « PARLEMENTAIRE, *Déposition des Témoins*, t. IV bis, 2^e partie, p. 132 « et suiv.), *la mesure la plus douce de toutes celles qu'il était appelé à prendre dans le département.* »

Ses victimes firent des démarches auprès du gouvernement. Spuller se vit contraint de rapporter des arrêtés aussi arbitraires et illégaux.

Le second Spuller, avocat, se contenta, en 1870-1871, d'être chef de cabinet de Gambetta. Plus tard, devenu député, il fut plusieurs fois ministre. On lui confia même le portefeuille des Affaires Étrangères, qu'il aurait dû avoir la pudeur de refuser en raison de son origine. En effet, les journaux réactionnaires, sans avoir jamais pu obtenir de réponse, ont souvent mis en demeure les frères Spuller d'avoir à s'expliquer au sujet de leur état-civil. On retrouverait ces questions réitérées, notamment en compulsant les collections des journaux de la Côte-d'Or et de Dijon, en particulier.

Dans son numéro du 15 octobre 1885, la *France Nouvelle* publiait l'entrefilet suivant, emprunté à l'*Express* de Lyon et auquel il avait été adressé par un habitant de Seurre :

« Il résulte des recherches qui viennent d'être faites dans les registres de l'état-civil de notre ville que M. Spuller (Eugène), candidat opportuniste au scrutin de ballottage, n'a pas rempli les

leur commandant en chef, prenaient la fuite. Quelques-uns d'entre eux descendirent jusqu'à Saint-Etienne, dans le département de la Loire. Nous avons toujours cru qu'ils avaient eu pour mission d'y fomentier des troubles et d'y préparer le mouvement insurrectionnel couronné par l'assassinat du préfet de l'Espée, qui refusait de signer la proclamation de la Commune, le 24 mars 1871. Deux autres personnes furent tuées à ses côtés.

Garibaldi évacue Dijon, le 31 janvier 1871, dès qu'il apprend la marche du général Han de Weyhern. « *Un autre que Garibaldi, écrit le général Ambert, eût facilement arrêté l'ennemi pendant quelques jours en attendant l'armistice dans cette région. Dijon eût échappé peut-être à une longue et douloureuse occupation* ».

Garibaldi disposait d'environ cinquante mille hommes, tandis que Han de Weyhern n'en avait que quinze mille.

Par deux fois, Garibaldi avait reçu l'ordre d'envoyer le gros de son armée à Dôle, afin de se relier aux quinze mille mobilisés du général Crouzat, cantonnés dans le Jura, et de ne laisser à Dijon qu'environ huit à dix mille hommes. Cette combinaison eut singulièrement gêné les mouvements de Manteuffel et de ses lieutenants. Garibaldi préféra mettre une centaine de kilomètres entre lui et les Allemands. Il se replia jusqu'à Châlon-sur-Saône!! C'était une désobéissance de plus ! Qu'importait !

Le chef d'armée, qui avait fait condamner à mort, par

« obligations auxquelles la loi soumet tout citoyen français au point de vue du service militaire. M. Spuller, né à Seurre (Côte-d'Or), de père étranger, n'a pas été enregistré pour la conscription et n'a pas tiré au sort. Cela ne l'empêchera pas, sans doute, de réclamer, à grands cris le service de trois ans obligatoire pour tous. »

Héroïque de dévouement, M. Spuller, junior, a posé, encore une fois, sa candidature sénatoriale dans la Côte-d'Or, toujours « prêt, » dit-il, à consacrer à la démocratie républicaine, comme au premier jour, tout ce qu'il a de force et de vie ! » Et il a été réélu, le 24 avril dernier, par 716 voix sur 1,047 votants et 1,054 inscrits!!

sa cour martiale, le colonel Chenet, pour avoir abandonné Saint-Martin *sur l'ordre de Bordone*, évacuait la Côte-d'Or et ne se portait pas à Dôle *contrairement aux ordres du délégué à la guerre!*

La retraite des troupes de Garibaldi, que l'ennemi n'inquiéta pas une seconde, fut effectuée dans des conditions déplorables. Ce fut un *saute-qui-peut* général. C'est ainsi que l'on parvient à Autun, à Chagny et à Châlon-sur-Saône. Bordone s'extasie :

« Elle opérait (l'armée des Vosges) avec un ordre admirable, une retraite qui n'est pas son moindre titre de gloire, et qui conservait à la République une armée de cinquante mille hommes, dit-il, dans son ouvrage : *Garibaldi et l'armée des Vosges, troisième partie* ».

Nous avons assisté à cette débâcle, mais notre témoignage, trop humble, pourrait être révoqué en doute, nous invoquons donc celui du général Pellissier :

« Au milieu des ténèbres les plus épaisses, les hommes se cou-
« doient, marchent à tâtons en troupeau de moutons ; si l'un vient
« à butter contre un tas de pierres et à tomber, toute la file s'aplatit
« comme un château de cartes ; les fusils partent, les juréments, les
« gémissements de ceux qui cherchent à se relever augmentent la
« confusion. Les cavaliers, les batteries, les chariots, les fourgons
« s'ouvrent à grand peine un sillon dans cette masse humaine qui,
« refoulée, s'accumule, s'amoncelle sur les accotements de la route,
« tombe dans les fossés pleins d'eau, au milieu d'un feu croisé
« d'imprécations retentissantes, échangées dans toutes les langues.
« Parfois l'éclair d'une détonation illumine au loin les encombre-
« ments de la route ; quelques-uns croient à une attaque des Prus-
« siens, une panique s'en suit ; c'est un affolement d'aveugles mar-
« chant au hasard : on se croirait dans la Babel infernale. Les
« localités traversées sont encombrées de soldats de toutes armes ;
« on ne peut rien s'y procurer même au poids de l'or et l'on re-
« prend péniblement sa marche, s'abandonnant au flot humain
« qui se précipite et vous porte en avant. Les remous produits par

« les trainards, par les plus pressés qui se hâtent, par les cavaliers, par les voitures, mélangent tous les corps dans une inextricable bigarrure : telle compagnie se compose d'un lieutenant et de sept hommes ».

Si le département de Saône-et-Loire n'avait pas été compris dans l'armistice, dirons-nous avec M. Theyras, les Prussiens auraient eu beau jeu au milieu de cette débandade.

Toutes les remarques que nous venons de faire, Dandolo, un panégyriste des Garibaldiens, cité par Larousse, les avait, depuis longtemps, resumées ainsi : « Ils semblent s'enorgueillir de leur dédain des règles prescrites aux troupes régulières. »

Avons-nous suffisamment établi l'incapacité absolue de l'homme de guerre et de ses officiers en 1870-71 ? Nous le croyons. Nous aurons, du reste, plusieurs fois, occasion de revenir sur ce sujet dans les chapitres suivants.

Voici, à l'appui de notre thèse, ce que télégraphiait, à Garibaldi, M. de Freycinet, à la date du 19 janvier 1871 :

« Je ne comprends pas les incessantes questions que vous me posez pour savoir qui commande, non plus que les difficultés qui surgissent toujours au moment où vous devriez agir. Vous êtes le seul qui invoquiez sans cesse des difficultés et des conflits, pour justifier sans doute votre inaction. »

« Je ne vous cache pas que le gouvernement est fort peu satisfait de ce qui vient de se passer. Vous n'avez donné à l'armée de Bourbaki aucun appui : votre présence à Dijon a été absolument sans résultat pour la marche de l'ennemi de l'ouest à l'est. En résumé, moins d'explications et plus d'actes : voilà ce qu'on vous demande ».

Des actes ! il mettra le comble à ses exploits en France, l'homme de Caprera, en ordonnant à son fils Menotti, auquel il abandonnait le commandement de l'armée des

Vosges, le 10 février 1871, au château de Corcelles-lez-Châlon (propriété appartenant alors à M. Lemoine-Montigny, directeur du Gymnase), « DE MANŒVRER POUR ÉVITER LES COMBATS AUTANT QUE POSSIBLE » si l'armistice était rompu. Garibaldi se rendait à Bordeaux, d'où il partait enfin, le 14, pour son île, Bordone n'ayant pas pu « *balayer* » l'Assemblée et « la jeter à la Garonne ! »

On conçoit qu'il devait être dur, très dur pour Garibaldi de voir s'évanouir ses dernières espérances de dictature et d'être contraint de renoncer à sa grasse prébende.

« *O Bordone, Respublica nobis hæc otia fecit !* »

Si Garibaldi fut impuissant, le 13 février 1871, à susciter un mouvement populaire à Bordeaux, où le *bravi* jouait une manche suprême, ses bandits prirent leur revanche à Paris et à Marseille.

La rage qu'il éprouva, jusqu'à sa mort, de n'avoir pu implanter sa dictature en France, de n'avoir pu continuer à y enrichir ses compagnons, se manifeste dans tous les documents postérieurs à sa rentrée à Caprera.

« *Mon cher Gægg, écrit-il de cette île, le 3 septembre 1872, « ce qui est le comble du scandale, c'est que le pays qui fournit « LES TRAÎNEURS DE SABRE (il fomite des traîneurs de sabre), soit « précisément la République française, et ce qu'il y a de plus « scandaleux, c'est que ce minuscule petit tyran, — ce protégé, qui, « aujourd'hui même à Trouville, menace l'Océan à coups de canon, « ce caméléon encore souillé de sang, soit, comme l'homme de Sedan, « dévoré du désir de faire la guerre, au point de jeter la perturbation dans le monde entier et d'obliger les nations à s'armer « jusqu'aux dents. C'est là une chose renversante ! Et tout cela « prouve que notre prétendu siècle de progrès ne sait encore que « se payer de mots creux. Thiers, comme Bonaparte, mène la « France par le mot de gloire. Il la ruine par des armements*

« exorbitants. Il oblige le monde à se tenir sur la défense; il arrache les peuples au travail; il est, en un mot, le véritable fléau de l'humanité. Il a fait de la France le foyer du jésuitisme... Ce monde sera donc éternellement condamné à être foulé par de LACHES et VILS FRIPONS? La plante humaine (la pianta uomo) serait-elle donc toujours affamée de ce FUMIER, qui pourtant la fait dépérir?... »

« Votre G. GARIBALDI. »

De même que M. de Bismarck, Garibaldi se révoltait à la pensée que la France se réorganisait.

Nos lecteurs veulent-ils connaître l'appréciation du général en chef honoraire de la Commune sur le gouvernement de la Défense nationale dont faisaient partie MM. Jules Simon, Joseph Magnin, l'homme des marchés scandaleux ¹, qui n'en fut pas moins placé à la tête des finances publiques et gouverne aujourd'hui la Banque de France.

« Il n'est pas, écrivait Garibaldi vers la même époque à Bordone, une période dans toute l'histoire militaire de la France qui soit marquée par tant d'ABJECTION et d'IMBÉCILLITÉ que celle qui commença en 1870 et qui s'est continuée malheureusement aujourd'hui, sans qu'on puisse prévoir où elle aura fin ². »

Garibaldi oublie que pendant cette période il ruina, lui-même, toute la fameuse légende échafaudée autour de son nom !

Le *condottiere* parlant de nos officiers au général Pradier, en décembre 1870, disait : « C'est un tas de brutes ! »

Reproduisons encore cette lettre, du 9 mars 1882, datée de Naples, adressée à M. Gabriel Jogand.

¹ Voir la note page 23.

² M. Theyras.

« Mon très cher Léo Taxil,

« C'est fini, votre République à calotte ne trompera plus
« personne. L'amour et la vénération que j'avais pour elle SE
« SONT CHANGÉES EN MÉPRIS.

« VOTRE GUERRE TUNISIENNE EST UNE HONTE.

« Si le gouvernement italien commettait la bassesse de
« reconnaître le fait accompli, il serait bien méprisable, de
« même que lâche serait la nation qui tolérerait un gouver-
« nement pareil.

« VOS FAMEUX GÉNÉRAUX, QUI SE SONT LAISSÉ METTRE EN GAGE
« PAR LES PRUSSIENS, DANS LES WAGONS A BESTIAUX ET EMMENER
« AINSI EN ALLEMAGNE, APRÈS AVOIR ABANDONNÉ A L'ENNEMI UN
« DEMI-MILLION DE VAILLANTS SOLDATS, FONT AUJOURD'HUI LES RO-
« DOMONTS contre les faibles et innocentes populations de la
« Tunisie, qui ne leur doivent rien et qui ne les ont offensés
« en aucune manière.

« Vous connaissez les dépêches qui annoncent : le général
« en chef a livré bataille ; le « tel » général un tel a fait une
« brillante razzia ; il a détruit trois villages, abattu mille
« dattiers, volé deux cents bœufs, séquestré deux mille
« poules, etc., etc. Si l'on avait l'imprudence d'insérer ces
« télégrammes dans la belle histoire de France, il faudrait
« les en balayer avec un *balai de cuisine trempé dans la*
« *fange*.

« G. GARIBALDI ».

Nous livrons cette nouvelle infamie à l'appréciation des anciens officiers, Tricoche et Maujan. Nous la vouons à la réprobation de tous les vrais Français, de tous ceux qui aiment notre armée, comme elle mérite, si justement, de l'être.

Pour calmer leur légitime indignation, nous emprunterons au *Vocabulaire de la langue parlée dans les*

Pays Barbaresques, coordonné avec le Koran ¹, ces deux proverbes orientaux :

« Les rayons du soleil ne reçoivent point d'atteinte, ni de l'obscurité des nuages, ni de la fange d'un bournier. »

*
* :

« La lune jette sa lumière et le chien aboie ; mais l'aboiement du chien ne fait point de tort à la lumière de la lune. »

« On jette les balayures d'une maison dans l'eau courante d'un fleuve, et ces ordures nagent sur la surface de l'eau sans qu'elles puissent ni l'arrêter, ni la troubler. »

D'autre part, l'*Avenir militaire* signalait, l'an dernier, aux ministres de la guerre et de l'intérieur, le langage du premier adjoint au maire de Vierzon qui disait, en pleine séance du conseil municipal : « L'armée n'est qu'un ramassis de fainéants, de paresseux et de voleurs. »

Une députation d'officiers de réserve et de l'armée territoriale se rendit auprès du préfet du Cher ; elle fut reçue avec courtoisie et apaisée par ces belles promesses, qui généralement restent sans effet.

Nous comprenons l'indignation de l'*Avenir militaire* ; mais MM. Constans et de Freycinet pouvaient-ils sévir après avoir laissé organiser ce comité, composé même d'officiers généraux, et dont tous les efforts tendent à l'érection d'un deuxième monument à ce Garibaldi qui n'a cessé d'insulter notre armée.

Il ne s'agit pas ici de simples moines ou de droits d'accroissement, par conséquent le gouvernement n'a aucune sévérité à exercer, puisque c'est ainsi qu'il pratique la justice.

¹ *Paris-Limoges*. H. Charles Lavauzelle, éditeur, 1890, p. 496 et 500.

Le *Courrier du Jura* raconta, quelque temps après la guerre, l'anecdote que voici :

« A l'époque où l'armée de Bourbaki était jetée en « Suisse, le général Manteuffel se trouvait à Frasmes « (Jura). Le général logeait à la cure et donna à ses « officiers un grand dîner. Après le repas, il se rendit « auprès du curé et s'excusa d'avoir choisi sa demeure « pour ce festin dans un pareil moment. Puis le général « allemand ajouta :

« *Mais si je suis ici, si vos soldats ne peuvent échapper à une ca-*
« *tastrophe, faites-en remonter hardiment LA RESPONSABILITÉ à*
« *Garibaldi. Je lui ai envoyé quelques bataillons pour l'amuser*
« *devant Dijon : il a cru se battre sérieusement pendant quarante-*
« *huit heures contre des masses ennemies. J'ai mis à profit sa*
« *distraktion, et lui laissant Dijon dont je n'ai que faire, je me*
« *suis jeté dans le Jura et le Doubs et j'ai consommé la DESTRUC-*
« *TION DE VOTRE DERNIÈRE ARMÉE.* »

Celui que l'on appelait « *le vieux renard* » était tombé involontairement, ou de propos délibéré, dans le piège allemand.

Nous avons réservé à dessein, pour la fin de ce chapitre, ce témoignage d'un général prussien, nos lecteurs comprendront pourquoi : Nous éprouvons une répugnance sincère à employer les armes que peuvent nous fournir les officiers de l'état-major allemand.

M. Middleton, dans le livre mentionné précédemment, s'accorde avec le général de Manteuffel :

« *Prévenu, dès le 9 janvier, comme cela est péremptoirement prouvé,*
« *de la marche des corps prussiens, y lisons-nous, Garibaldi*
« *pouvait, avec un corps de 20,000 hommes (pris parmi les*
« *35,000 qu'il avoue lui-même avoir à cette époque sous son com-*
« *mandement dans la Côte-d'Or), écraser successivement, tous, ou*

« une grande partie des détachements prussiens; en tous cas, IL EST
« CERTAIN qu'il pouvait arrêter au moins huit à dix jours la
« marche de Manteuffel, et cet arrêt, c'était le salut de l'armée
« du brave Bourbaki ou tout au moins, une retraite honorable
« vers Lyon, par la vallée du Jura, au lieu de l'épouvantable dé-
« sastre qui fut la CONSÉQUENCE DES FAUTES DE GARIBALDI. »

Avec l'intendant de l'armée de l'Est, M. Friant, nous pouvons nous écrier : « *Comment confiait-on de ces missions à un général aussi nul ?* »

« *Le Don Quichotte de la Révolution* », pour nous servir des termes employés dans l'Enquête parlementaire du 18 mars 1871, n'a donc, militairement parlant, rendu aucun service à la France. Il a dépensé des millions, ses légions ont pesé lourdement sur nos contrées comme un véritable fléau. Elles et lui nous ont apporté un nouvel élément de discorde et de désordre. Elles ont profané nos églises catholiques, insulté et persécuté notre beau, digne et patriote clergé, les honnêtes gens, et vilipendé l'armée française, de même qu'elles ont bafoué la magistrature, les autorités administratives, municipales et tous les agents des finances.

Comme conclusion, nous dirons avec le général Pradier :

« *Les hommes qui n'ont pas craint d'appeler, non au secours de la France, mais à celui de leur République, et avec la tacite approbation de Bismarck, le misérable qui s'était vanté d'avoir trempé son épée dans le sang français en Italie, croyaient évidemment trouver dans ce pontife de la République universelle, un homme d'action encore capable de quelque énergie. Leur illusion ne dut pas être de longue durée, en présence du vieillard cacochyme; mais il était trop tard : la marchandise était livrée, la facture payée, et à tout prix il fallait écouler le rossignol.*

« *De là toute cette honteuse comédie, ces dépêches fallacieuses du général pharmacien Jean Bourdon, devenu Giovanni Bordone et*

« du sieur Gauckler. On ne voulait pas avouer qu'on avait été
« trompé sur la qualité de la livraison; et comme, en fin de compte,
« la place était bonne et rapportait gros aux comparses de la comé-
« die, on s'ingénia à créer des ennemis imaginaires au vieux char-
«latan cosmopolite, pour faire croire aux radicaux indignés (car
« personne autre ne s'y trompait), que c'étaient les intrigues de ses
« ennemis qui paralysaient la bravoure du héros et le rendaient
« malade¹. »

¹ Lettre du capitaine de vaisseau César Pradier, au directeur de la *Patrie*, 18 décembre 1874.

CHAPITRE II

GARIBALDI ET SES GRANDS PREMIERS RÔLES

« C'est un bravache, on en plaisante ;
« il n'a plus de quoi être un héros. »

LA BRUYÈRE, XII.

Continuons l'esquisse de l'odyssée garibaldienne.

Si l'homme de Caprera était le Don Quichotte de la Révolution, il avait pour *Sancho Pansa* l'ex-pharmacien Jean Bourdon, dit *Giovanni Bordone*.

Bordone était un nom italianisé. Pour une raison ou pour une autre, il avait dépouillé son nom de Bourdon « et s'affublait de ce nom de guerre de Bordone, qui avait « un parfum calabrais et pouvait au besoin dérouter les « huissiers et les juges. Ex chirurgien de deuxième « classe selon les uns, ex-pharmacien selon les autres, « sur la frégate l'*Ulloa*, il avait quitté ce service dans des « circonstances qui n'ont jamais été bien élucidées ; on « a affirmé qu'il y avait été contraint par des faits graves « d'indélicatesse. Quoiqu'il en soit, il commença, à partir « de ce moment, une vie aventureuse qui aboutit à plusieurs condamnations en police correctionnelle. » Nous citerons en particulier sa condamnation du 24 juillet 1860,

par la Cour de Paris, à deux mois de prison et cinquante francs d'amende pour « escroquerie. » D'après Cluseret, il aurait, en outre, encouru une autre peine de trois années de prison, prononcée par le tribunal de Cherbourg, pour escroquerie également¹.

A la suite de ces hauts faits, Jean Bourdon passa en Italie et fit, avec Garibaldi, la campagne des Deux-Siciles, comme colonel. Son dossier aurait été soumis au gouvernement pontifical avec demande d'extradition ; le ministère des affaires étrangères de France aurait renvoyé au parquet ce dossier ainsi annoté : « *Par ordre supérieur, suspendre les poursuites.* »

Le général Cluseret s'exprime ainsi sur le compte du chef d'état-major de Garibaldi : *Bordone est un escroc doublé d'un mouchard, avec l'aplomb des deux réunis.* »

Un pareil langage méritait une explication ; nous la demandâmes à l'ancien ministre de la guerre de la Commune et ancien général en chef de la Ligue du Midi, qui voulut bien nous la donner, dans sa lettre du 30 mars 1891, et par laquelle il appert que : *les renseignements établissant les condamnations de Bordone et le rôle qu'il a joué auprès de Garibaldi comme agent de Napoléon III et de Victor-Emmanuel, ont été trouvés par le général Cluseret dans les circonstances suivantes :*

« En 1871, du 23 mars au 1^{er} avril, ne voulant pas se
« décider à prendre en main la direction de la défense de
« Paris contre les Versaillais — parce que sur 70 mem-
« bres environ de la Commune, le général Cluseret en
« connaissait tout au plus une demi-douzaine, — il habi-
« tait, *par économie*, la *Préfecture de Police* et passait
« son temps à compulser les dossiers. C'est en faisant
« ces recherches qu'il rencontra le dossier Bordone.

¹ Theyras, *op. cit.*, p. 25.

« Certains bruits avaient couru sur le compte de ce dernier. Le général Cluseret avait même été chargé de s'enquérir en France, mais naturellement n'avait rien trouvé alors. Du dossier, il fit trois copies, dont il adressa la première à Garibaldi, la seconde à Meurice¹, qui ne voulut pas la publier; la troisième copie fut reproduite par la presse et intercalée dans les *Mémoires du général Cluseret*. »

Tel est l'homme qui a écrit la vie de Garibaldi (1807-1882)!!

Une rivalité avait éclaté entre Frapolli et Bordone, dès les premiers jours de l'arrivée de Garibaldi à Dôle. Tous deux voulaient être chef d'état-major de l'armée des Vosges. Frapolli, moins en cour auprès de Garibaldi, alla conter ses chagrins à Gambetta.

Ce dernier, exaspéré par les révélations de l'ancien ministre de la guerre de Victor-Emmanuel, écrivit, le 15 novembre, cet ordre qui lui ferait le plus grand hon-

¹ A toutes les époques, les révolutionnaires ont eu des préférences et des adulations pour la Prusse protestante. Voltaire qu'aiment tant fêter ensemble les républicains et les libres-penseurs, avait donné l'exemple des ces belles flatteries adressées à l'étranger qui nous avait vaincus. Voltaire à ce point de vue, eut toujours chez eux des imitateurs.

Quand, en 1844, MM. Paul Meurice et Auguste Vacquerie traduisaient l'*Antigone de Sophocle*, représentée à l'Odéon, le 24 mai de la même année, ces farouches puritains de la République ne trouvaient rien de mieux que cette dédicace :

A sa Majesté
FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV

ROI DE PRUSSE

Ses très humbles et très obéissants serviteurs,

PAUL MEURICE, AUGUSTE VACQUERIE.

(Édition publiée par Furne)

Le Suffrage Universel, sa puissance et sa faiblesse, par Félix Sordet, 1879, p. 44.

neur, s'il avait exigé son exécution et n'avait pas fini par baisser pavillon devant Bordone :

« Le membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'intérieur et de la guerre, confirme itérativement M. le colonel Frapolli dans les fonctions de chef d'état-major du corps du général Garibaldi, qui avaient été déterminées par décision du gouvernement. C'est à lui seul que je reconnais ce titre et les pouvoirs qu'il comporte. Il va donc prendre immédiatement son poste auprès du général Garibaldi et PROCÉDERA à l'élimination du sieur Bordone, dont les antécédents judiciaires et la conduite ne sauraient se concilier avec le caractère de représentant du gouvernement français. Si besoin est, M. le général Crouzat est par moi invité à assurer par la force régulière l'exécution de mes ordres. — Tours, le 15 novembre 1870. — Signé : LÉON GAMBETTA. »

En fait d'élimination, Bordone, très fort en algèbre, paraît-il, prouva par $A \neq B$, à Garibaldi, qu'il lui était indispensable, et Garibaldi menaçant de retourner en Italie, si on le privait de son cher Bordone, l'homme aux « services inarrivables (sic), » Gambetta s'inclina.

Voici encore un édifiant dialogue télégraphique entre Challemel-Lacour (du Comité d'érection de la statue de Garibaldi) et le Dictateur :

Lyon, 5 décembre 1870.

« La conduite de Bordone, à Autun, est l'objet des plaintes de tous, une cause de découragement, un péril très grave. ELLE MÉRITERAIT UN CONSEIL DE GUERRE... Vous devez en savoir plus que moi ; mais ce que je sais m'oblige à dire que le maintien d'un tel chef d'état-major est un scandale. Garibaldi est aveugle ; vous ne pouvez pas l'être. N'y a-t-il pas moyen d'éloigner Bordone sans blesser Garibaldi ? En tout cas, tout doit céder à l'intérêt public¹. »

¹ Perrot. Rapport, t. II, p. 487, dépêche n° 987.

Gambetta répondait, le 6, à Challemel-Lacour :

« Tout ce que vous me dites sur Bordone m'est connu; mais je ne puis l'enlever à Garibaldi, qui veut le garder. C'est sur Garibaldi directement qu'il faut agir ¹. »

On voit, en lisant la dépêche expédiée par Gambetta à Gent, préfet de Marseille, que les choses n'allaient pas mieux, le 25 décembre :

« Les affaires de Garibaldi et de Frapolli nous causeraient beaucoup d'ennuis si nous n'arrivions pas à tirer au clair toute cette situation. Vous savez sans doute que Garibaldi a pour chef d'état-major Bordone, qui est, à ce qu'il paraît, très difficile à vivre, car il y a de nombreuses démissions dans le corps de Garibaldi, provoquées par ses procédés, ses allures omnipotentes, son insupportable hauteur, SANS PRÉJUDICE D'UNE FOULE D'AUTRES CAUSES DONT JE NE VEUX RIEN DIRE ICI. Vous comprenez admirablement que rien N'EST POSSIBLE au sujet de Bordone CONTRE LA VOLONTÉ de Garibaldi; et il paraît qu'il n'y a pas moyen de lui faire entendre raison. Si vous pouviez à votre tour user de votre influence sur lui, ce serait nous rendre un grand service. »

« Le malheur de la situation est que les dissidents qui abandonnent Garibaldi veulent se reformer sous les ordres du général Frapolli. Il y a par conséquent une sorte de rivalité qui irrite au plus haut point Garibaldi et surtout Bordone. L'affaire du comité de Marseille est un épisode de cette lutte. Frapolli reçoit tout le monde et grâce à Bordone tout le monde s'en va. Je pense donc que dans l'affaire des cent mille francs votés par le Conseil municipal de votre ville (Gent était proconsul de Marseille), il faut avant tout savoir ce qu'il y a au fond de cette question, et je vous serai obligé si vous voulez bien vous en expliquer avec Garibaldi personnellement. Mais faites bien attention que tout passe par Bordone et que l'on ne reçoit jamais de réponse que de lui. Le plus fâcheux, c'est qu'à tout propos et hors de propos, Garibaldi parle de donner sa démission, ce qu'il ne faudrait à aucun

¹ Perrot. *Idem*, t. II, p. 490, dépêche n° 5374.

« *prix, et il est temps de trancher cette situation, si on ne peut la dénouer.* »

Nous ne croyons pas qu'Alexandre Gent, pardon, qu'Alphonse Gent, ait été capable de dénouer ce nœud gordien ou de le trancher.

La discorde était grande au camp d'Agramant, puisqu'elle est restée proverbiale, elle n'était cependant rien auprès de celle que firent naître parmi les garibaldiens les Bordone, Lobbia, Frapolli et *tutti quanti*.

« *Tous les jours, dit M. Castilhon, qui prenait ses repas à Autun avec les officiers de l'état-major de l'armée des Vosges, nous avions des rapports avec l'état-major français, et nous entendions formuler des récriminations contre Lobbia; d'un autre côté, j'ai entendu un officier italien me dire toute espèce d'horreurs de Bordone; ils dévoilaient mutuellement leurs faits et gestes*¹. »

Certains officiers italiens allaient encore plus loin, lisons-nous dans l'admirable livre de M. Theyras, ils accusaient hautement M. Bordone de trahison : d'après eux, « il se serait abouché pendant la retraite avec les Prussiens (il s'agit ici de la retraite du 26 novembre, après la première affaire de Dijon), dont la marche sur Autun n'aurait été décidée qu'après avoir reçu de lui l'assurance formelle que la ville ne serait pas défendue. » Ces bruits étaient répandus partout, dans l'armée, à la ville, à la campagne. Un paquet de dépêches allemandes, perdu sur la route d'Arnay, par la colonne du général Keller, pendant sa retraite, tomba en la possession d'une famille qui refusa de les remettre au chef d'état-major, soupçonné par elle de trahison, et ne con-

¹ M. Castilhon était juge suppléant au tribunal civil d'Autun et chargé du service du parquet.

sentit à s'en dessaisir qu'entre les mains de Garibaldi ¹.

Comme le fait observer fort judicieusement M. Theyras, les haines de parti étaient étrangères à ces appréciations, elles émanaient même d'hommes connus par leurs opinions républicaines devant la commission d'enquête parlementaire, M. Middleton a accusé Bordone de connivence avec l'ennemi.

Écoutons Marais, le légendaire sous-préfet d'Autun, l'un des plus fidèles champions et panégyristes de Garibaldi :

« *Le combat terminé (1^{er} décembre 1870), les récriminations contre l'armée s'élevèrent avec la plus grande violence, et, un dimanche, quoiqu'il m'en coûtât, je dus prendre sur moi de pré-*
« *venir le général. Je n'avais aucun souci de ce que disaient cer-*
« *tains gens, mais il y en avait d'autres qui avaient fait leur*
« *devoir et j'écrivis au général (Garibaldi) : J'ACCUSAI QUELQU'UN,*
« *BORDONE, EN TERMES NETS ET FORMELS. Le général me dit : Êtes-*
« *vous bien sûr que Bordone soit le coupable ?* » Je répondis :
« *Votre question même m'oblige à réfléchir, je n'ai plus rien à*
« *dire.* » Il ajouta : « *Tenez-vous à ce que je réponde à votre*
« *lettre ? — Non, mon général. — Alors jetez-la au feu !* » Il me
« *dit alors : Sans rancune !* » C'est à vous, répondis-je, que je
« *dois demander si vous me gardez rancune* ². »

L'affaire fut ainsi enterrée entre Marais et Garibaldi, mais l'opinion publique persista dans ses accusations.

A la fin de décembre 1870, Bordone quitta Autun, comme toujours par *train spécial*, pour aller dans le Midi, à Avignon, à Marseille, en compagnie de l'une de ses maîtresses. Il rapporta de ce voyage les cent mille francs votés par le Conseil municipal du chef-lieu des

¹ M. Theyras, p. 302; *Progrès de Saône-et-Loire*, janvier 1887, articles signés : UN VIEUX RÉPUBLICAIN.

² *Affaire Bordone*, p. 91.

Bouches-du-Rhône. Chaque train spécial, et le cornac de Garibaldi en était prodigue, coûtait à l'Etat environ quinze cents francs.

Nos lecteurs doivent se souvenir qu'à cette époque, une loterie fut organisée à Marseille, en faveur de l'armée des Vosges, que des comités furent créés dans cette ville, de même qu'à Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nîmes, Toulouse, et chargés de recueillir de l'argent pour les garibaldiens, comme aussi de faire progresser les théories révolutionnaires. Léo Taxil n'hésite pas à accuser Bordone d'avoir mis dans sa poche tout ou la plus grande partie des sommes obtenues. Le rapport de M. de Ségur conclut aussi dans ce sens, et M. Middleton a déposé ainsi devant la Commission d'Enquête :

« J'ai le relevé de toutes ces sommes que je pourrai remettre à la Commission... Qu'a-t-on fait de tout cet argent? Je n'ai pas les renseignements nécessaires pour répondre à cette question; mais un fait parfaitement établi c'est que X..., qui était à la tête de l'armée des Vosges, était, avant la guerre, dans un état de gêne notoire qui touchait à la misère, et que depuis il étale... un luxe écrasant. Il a des chevaux magnifiques et ne sort jamais sans être suivi d'un domestique; lui qui avant la guerre n'aurait pas trouvé un fournisseur qui voulut lui faire crédit de vingt francs, il vit de ses rentes et a souscrit pour 4,000 francs à l'emprunt municipal de Marseille..... »

In cauda venenum! M. Middleton termine ainsi sa déposition :

« Lorsque l'armée fut licenciée, Bordone envoya à tous les préfets et sous-préfets une dépêche ainsi conçue : « RENVOYEZ A AVIGNON LE MONTANT DES SOUSCRIPTIONS FAITES JUSQU'A CE JOUR, LES RELIQUATS DE COMPTE, etc... » Je répète que le gouvernement payait tous les frais de guerre. Ces messieurs diront peut-être que cet argent a servi à payer l'organisation des corps de volontaires. Cependant

« dans les villes où s'organisaient ces corps on faisait des quêtes au
 « moyen desquelles on achetait les habillements nécessaires. Ce n'est
 « que quand ils étaient parfaitement équipés qu'on les mettait à la
 « disposition du gouvernement. Ces messieurs qui étaient à l'armée
 « des Vosges n'avaient nullement à s'occuper de ces détails... Je ne
 « saurais trop insister sur le fait des souscriptions permanentes
 « dont le produit a passé entre les mains de gens qui n'en ont
 « jamais rendu compte... Delpech avait eu l'idée d'une collecte
 « populaire à dix centimes qui a dû produire un assez joli chiffre,
 « car tout le monde donnait. QUE SONT DEVENUES TOUTES CES
 « SOMMES QUI ONT DU, A LA FIN, EN FAIRE UNE TRÈS GROSSE ¹ ? »

Léo Taxil² accuse aussi Bordone d'avoir touché, pour son propre compte, le traitement de Garibaldi; qui prétendit que ni lui, ni ses fils et gendre n'avaient jamais reçu un centime du gouvernement de la Défense nationale. Il ne fallut pas moins que la copie certifiée des états de solde de Garibaldi, placée sous les yeux de l'ex-commandant en chef de l'armée des Vosges, par l'un de nos diplomates accrédités à Rome, pour établir la fausseté de cette allégation, dit M. Theyras, qui ajoute : « Et la
 « légende invincible raconte depuis cette époque que le
 « chef d'état-major Bordone a signé pour son général et
 « s'est approprié son traitement ! » M. Theyras, après avoir emprunté cette phrase aux *Confessions* de Léo Taxil, s'exprime ainsi : « Pour admettre une semblable
 « monstruosité, il faudrait d'autres preuves que la signa-
 « ture de M. Bordone sur les états de solde de Garibaldi.
 « Chacun sait que le chef d'état-major était le factotum
 « de son général, que ce dernier, par suite des rhuma-

¹ *Enquête parlementaire*, dépositions des témoins, t. IV. Déposition de M. Middleton. — *Rapport* de M. de Ségur.

² Nous avouons franchement que nous aurions voulu emprunter ces détails à un homme autre que Léo Taxil. Sa conversion à grand orchestre n'a pas encore eu le don de modifier nos sentiments antérieurs.

« *tismes goutteux dont il était atteint, se trouvait souvent*
 « *dans l'impossibilité de signer et de s'occuper de ses*
 « *affaires particulières, abandonnées aux soins de M. Bor-*
 « *done. Cette signature ne prouve donc que l'impotence*
 « *du chef de l'armée des Vosges. Quant à la déclaration*
 « *de Garibaldi, elle ne suffit pas pour établir à la charge*
 « *de M. Bordone un crime aussi odieux.* » Garibaldi, en fait de mensonges, rendrait certainement des points à Bordone, même à M. Jules Ferry, ce qui n'est pas peu dire. Glissons, mortels, n'appuyons pas ! Pourquoi Bordone n'aurait-il pas été très versé dans les fables de La Fontaine ? Pourquoi n'aurait-il pas mis en action celle de Bertrand et Raton ?

Pas plus que Garibaldi, Bordone ne tenait à marcher en avant, aussi prétendait-il, dans une dépêche à M. de Freycinet, que l'armée des Vosges ne devait pas défendre Dijon ; par conséquent, rester à Autun, alors que la capitale de la Bourgogne était évacuée par les Prussiens et occupée par Cremer et Pellissier, depuis le 28 décembre.

Après quinze jours de négociations, M. de Freycinet obtint enfin que l'armée des Vosges se transporterait d'Autun à Dijon. « *Il adresse alors des compliments hyper-*
 « *boliques à Bordone, parce qu'il était revenu d'Avignon*
 « *et avait repris ses fonctions, l'assurant de sa confiance,*
 « *s'abaissant jusqu'à solliciter avec instance la coopéra-*
 « *tion de ce personnage en révolte avec le gouverne-*
 « *ment*¹. »

Il fait plus ! le 13 janvier 1871, il élève Bordone au grade de général de brigade !

« *On espérait, à l'aide de cette faveur si peu justifiée, obtenir*
 « *le concours de M. Bordone, continue M. Perrot, dans son RAP-*
 « *PORT SUR LES ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,*

¹ Perrot. *Rapport*, t. II, p. 643, dépêche n° 7859.

« p. 136, 137, 138; on tâchait de s'en faire un titre pour s'assurer
 « de sa bonne volonté. Nous allons voir que ni l'un ni l'autre de ces
 « deux buts ne fut atteint. Mais nous ne pouvons nous dispenser de
 « faire remarquer, comme un des symptômes de l'esprit qui régnait
 « alors, que M. de Freycinet, le même M. de Freycinet qui faisait
 « signer à M. Gambetta cet étrange brevet, s'était posé, dans une
 « autre circonstance, COMME LE DÉFENSEUR DE L'HONNEUR DE
 « L'ARMÉE, ET AVAIT OSÉ REPROCHER A M. GAMBETTA, comme une
 « concession au fétichisme militaire, LA CONFIANCE qu'il montrait
 « au général Bourbaki.

« Malgré les graves préoccupations qui assiégeaient alors tous
 « les esprits, cette nomination de Bordone révolta l'opinion. A Bor-
 « deaux, la presse réclama énergiquement contre ce qu'elle appelait
 « un attentat à l'honneur national. Eh quoi! disait-on, peut-on ré-
 « compenser cet homme, QUI DEPUIS TROIS MOIS NE CESSE D'INSULTER
 « NOS LOIS, NOS MŒURS, NOS SENTIMENTS RELIGIEUX? *Était-ce pour*
 « *avoir* EXPULSÉ LES JÉSUITES DE DÔLE et ENVAHI L'ÉVÊCHÉ
 « D'AUTUN, que Bordone était promu au grade de général¹? »

« Par une étrange ironie des événements, le jour même où
 « s'accomplissait cet acte si justement critiqué, le général de
 « Manteuffel se mettait en mouvement pour franchir les pas-
 « sages que Bordone, avec l'armée garibaldienne, aurait dû
 « défendre, et qu'il ne chercha même pas à disputer à l'en-
 « nemi. Voilà comment le nouveau général inaugurerait ses
 « galons. »

M. Perrot se trompe, le général Bordone fit grande-
 ment les choses : « *Il arrosa ses galons d'une façon*
 « *princièrre*, dit M. Middleton ; *le dessert seul du dîner*
 « *qu'il donna coûta mille francs...* »

Comme le moment était bien choisi pour banqueter?

Oui, cette nomination indigna tous les honnêtes gens

¹ Dix ans plus tard, les généraux Billot, Guyon-Vernier, au siège de l'abbaye de Frigolet; Andrieux préfet de police, chez les Jésuites de la rue du Bac, à Paris, etc.; tous les crocheteurs civils et militaires de Constans renouvelèrent les exploits de Bordone, de ses hordes, et reçurent ensuite de l'avancement.

exaspérés de voir, un repris de justice porter les étoiles d'officier général, même à titre auxiliaire. Cette mesure augmenta le mépris, déjà si profond, dans lequel on tenait Bordone. A l'appui de notre dire, nous exhumons un souvenir personnel :

« Au commencement de février 1871, après avoir abandonné Dijon, Garibaldi avait établi son quartier-général au château de Corcelles, situé à deux kilomètres à peine de Châlon-sur-Saône, ce qui permettait à ses officiers de faire continuellement la navette entre cette résidence et Châlon, où étaient restés Canzio, Menotti, Ricciotti et leurs états-majors.

« Un dimanche, entre trois et quatre heures de l'après-midi, Jean Bourdon ou Giovanni Bordone, étincelant dans son costume tout flambant neuf de général. (Qu'il portait, nous devons le reconnaître, avec la rare élégance de Rocambole endossant, si gracieusement, la tenue militaire dans ses différentes résurrections), paraissait, à Châlon, sur le quai des Messagories, au milieu d'une foule attirée par les uniformes garibaldiens, comme à une première de *Fra Diavolo*, le célèbre brigand des Abruzzes, mais que ce spectacle vraiment pittoresque n'émouvait pas au delà d'un banal sentiment de curiosité. Bordone, accompagné de deux ou trois aides-de-camp, imitait depuis un moment le geai de La Fontaine, lorsqu'il s'aperçut que des officiers appartenant à l'artillerie, ainsi que l'indiquaient leurs costumes analogues à ceux de l'armée française active, oublièrent, comme à dessein, de saluer, sinon l'homme, au moins les étoiles et le képi à broderie d'or.

« Faisant brusquement volte face et s'adressant au plus élevé en grade : « *Depuis quand ne salue-t-on plus les officiers généraux, capitaine ?* dit-il, avec un véritable ton de matamore.

« — Des généraux auxiliaires comme vous, ça ne se
« *salue pas!* répartit, en scandant, l'officier.

« *Je vous ferai passer devant la Cour martiale* ¹ ! rugit
« Bordone, en tirant un calepin de son dolman.

« *J'y passerai avec mes officiers qui sont là à mes côtés*
« *et avec toute ma batterie!* riposta, lentement et digne-
« ment, le capitaine.

« Bordone n'insista pas davantage ; il remit en poche
« son calepin et rentra en ville par la rue du Port-Vil-
« liers.

« Cet incident nous avait tellement surpris que nous
« nous renseignâmes. Les officiers que Bordone avait cru
« certainement faire partie de l'artillerie de ligne, compo-
« saient l'état-major d'une batterie d'artillerie de garde
« nationale ; c'étaient d'honnêtes et braves ouvriers que
« leurs hommes, pris au dépourvu, avaient élus pour
« chefs, parce qu'ils étaient parvenus au grade de sous
« officiers pendant leur congé. Chose bien rare, à l'é-

¹ Un décret du 2 octobre 1870, inspiré par le *juif* Crémieux, ins-
titua les Cours martiales. La pensée des auteurs de ce décret fut
semblable à celle du législateur de 1863, lorsqu'il établit une pro-
cédure particulière pour les flagrants délits. Ils n'enlevèrent à la
juridiction ordinaire et normale des Conseils de guerre que les
crimes militaires flagrants.

La composition des Cours martiales devait être la même que
celle des Conseils de guerre.

Il fallait être Français ou *naturalisé* Français et avoir vingt-cinq
ans accomplis.

Bordone jugea inutile de se conformer à cet article, lorsqu'il
chercha, avec Delpech et l'état-major garibaldien, à se... débarrasser
du colonel Chenet, dont nos lecteurs trouveront plus loin la triste
odyssée, terminée, heureusement, par le triomphe éclatant de cet
héroïque officier ; en effet, sur sept membres de la Cour martiale
d'Autun, quatre au moins, y compris le président Bossack, étaient
de nationalité étrangère : anglaise, hongroise, italienne, polo-
naise ..

Des étrangers ne pouvaient juger et condamner des Français au
nom de la Patrie envahie, car ce n'était pas leur patrie qu'ils dé-
fendaient, ou mieux, faisaient semblant de défendre!!

« poque, où tout le monde croyait que le simple fait
 « d'avoir une tunique ou un dolman, un képi galonnés,
 « vous infusait la science militaire, ces consciencieux of-
 « ficiers d'artillerie avaient souci de la responsabilité
 « qu'ils avaient acceptée de conduire leurs subordonnés
 « au feu. Le cas nous a paru assez inaccoutumé pour mé-
 « riter d'être signalé ici. »

La promotion de l'ex-apothicaire au généralat fut dé-
 férée à l'Assemblée Nationale, dans la séance du 22 avril
 1871. Nous extrayons du compte rendu officiel les pas-
 sages suivants :

CORPS LÉGISLATIF

(Séance du 22 avril 1871¹)

L'ordre du jour appelle les rapports des pétitions.

La parole est à M. Adnet.

M. Adnet, premier rapporteur. — Le sieur Bonadoue, à Avi-
 gnon, proteste contre la nomination et le maintien du général
 Bordone, en raison de ses antécédents judiciaires.

Vous savez, Messieurs, qu'un décret du 14 janvier dernier,
 publié par le *Moniteur* du 15, a élevé M. Bordone au grade de
 général de Brigade dans l'armée auxiliaire. Les trois condam-
 nations signalées par le pétitionnaire contre M. Bordone sont
 exactes. Il résulte des renseignements recueillis par votre com-
 mission que M. Bordone a été condamné correctionnellement trois
 fois : le 13 mars 1857, par le tribunal de La Châtre, à 10 francs
 d'amende pour coups et blessures ; le 2 juillet 1858, par le même
 tribunal, à 50 francs d'amende pour détournements d'objets saisis
 (exclamations) ; et le 24 juillet 1860, à deux mois de prison et
 50 francs d'amende, par la Cour d'appel de Paris, pour escro-
 querie.

M. Bordone a été rendu à la vie civile par l'arrêté du 7 mars.
 Votre commission a pensé qu'elle ne pouvait pas mieux faire

¹ *Journal Officiel*, 1871, n° 112, p. 721 et suiv.

que de renvoyer la pétition à M. le Ministre de la guerre, en s'en remettant à lui du soin de maintenir en dehors de notre armée, demeurée si pure dans son malheur, un officier qui a les antécédents judiciaires qui nous sont signalés dans la pétition. (Très bien ! — Appuyé.)

Après une discussion qu'il est inutile de rappeler ici, les conclusions de la commission furent adoptées.

Il faut avouer que MM. de Freycinet et Gambetta n'avaient pas fait un choix heureux, bien que dans la séance de l'Assemblée rapportée plus haut, un député, M. de la Rochetulon, ait prétendu « *qu'ils avaient trié dans l'entourage de Garibaldi* ».

Devant la Commission d'enquête, M. de Freycinet, tenant à se laver les mains de cette scandaleuse nomination, fit une déposition qui éclaire d'un jour tout particulier l'aventure garibaldienne.

« *Garibaldi, a-t-il déclaré, à cause de sa personnalité, échappait à la hiérarchie... C'était un corps très difficile à manier. Le gouvernement se bornait très humblement à le prier de vouloir bien prendre part aux opérations actives; M. de Serres était chargé d'obtenir de lui qu'il daignât faire quelque chose. On laissait entrevoir qu'on s'apercevait, en réalité, qu'il ne faisait rien. mais c'était avec des ménagements infinis. Ménagez Garibaldi, disait-on, nous avons absolument besoin de lui. C'est au milieu de tout cela, comme le dit M. de Freycinet, qu'on a nommé Bordone général pour donner une certaine satisfaction d'amour-propre à Garibaldi, si sensible à tout ce qui touchait à son chef d'état-major. On espérait que celui-ci allait enfin participer à l'action et qu'il entraînerait son chef, dont il avait toute la confiance. On fut trompé....¹. »*

On fut trompé ! Comment aurait-il pu en être autre-

¹ *Enquête parlementaire, déposition des témoins, t. III, p. 22. Déposition de M. de Freycinet. — Voir aussi Enquête parlementaire, Rapport Perrot, t. II, p. 168.*

ment étant donné le sujet dans lequel le gouvernement de la Défense nationale plaçait sa confiance, alors qu'il traitait, comme tout le monde s'en souvient encore, les officiers et généraux français !

Bien que redoutant de s'aliéner les loges maçonniques et les radicaux en dévoilant ouvertement sa pensée, M. de Freycinet dût encore déposer en ces termes :

« Il y eut une période, avoua-t-il, pendant laquelle, il faut
« bien le dire, le corps de Garibaldi n'a pas atteint le but qui
« lui était assigné ; il avait ordre de garder Dijon, ce qu'il a fait ;
« mais il avait aussi ordre d'empêcher, dans la mesure du possible, les passages de troupes qui s'effectueraient au-dessus
« de Dijon.... Les détachements prussiens traversèrent le
« pays au-dessus de Dijon ; Garibaldi, averti par nous, ne crut
« qu'à une menace vers Dijon ; il se contenta de se fortifier
« dans cette ville. Il y eut, en effet une attaque à laquelle il
« résista. *Mais il y avait une autre mission qu'il ne remplit pas*
« *et qui consistait à empêcher les détachements Prussiens de passer*
« *au-dessus de Dijon. Cette faute fut préjudiciable à l'armée de Bour-*
« *baki, ce général était inquiet de voir sa gauche si mal gardée par*
« *Garibaldi ! »*

Le *nostrâ culpâ* de M. de Freycinet ne pourra jamais effacer la faute comise et qui comptera toujours parmi les actes les plus honteux du gouvernement du 4 septembre, représenté par la délégation de Tours et de Bordeaux.

« On fut trompé ! » Il ne fallait pas huit jours pour s'en apercevoir. M. de Freycinet télégraphiait, nous l'avons vu, le 14 janvier, à Garibaldi, pour lui annoncer la promotion de Bordone et, le 21 janvier, M. de Freycinet se trouvait dans la nécessité d'expédier, au général Bordone, ce télégramme :

« *Vos dépêches ne répondent nullement aux miennes. Je ne vous*

« demande aucunement de quitter Dijon et de laisser les pièces de
« position sans canonnières. Je vous ai seulement demandé, tout en
« conservant votre quartier général à Dijon, avec les éléments suf-
« fisants, de diriger de fortes expéditions en travers de l'ennemi
« pour inquiéter et peut-être rompre ses longues mais minces co-
« lonnes. C'EST CE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS VOULU COMPRENDRE
« POUR VOUS DISPENSER SANS DOUTE DE LE FAIRE. En ce moment
« même vous pourriez faire d'utiles diversions sur votre gauche et
« vous ne bougez pas, vous bornant à m'annoncer, avec persis-
« tance, la présence du prince Charles, lequel est notoirement au
« Mans. Cela prouve que vos éclaireurs n'éclairent pas et vous en
« font accroire.

« SI CELA DOIT CONTINUER, JE DÉCLINERAI, QUANT A MOI, DEVANT
« LE GOUVERNEMENT, TOUTE RESPONSABILITÉ DE VOTRE COOPÉRA-
« TION ET LE GOUVERNEMENT AVISERA.

« J'AVOUE QUE J'ATTENDAIS AUTRE CHOSE DE VOUS DANS CETTE
« CAMPAGNE; JE REGRETTE D'AVOIR SI CHAUDEMENT PRIS VOTRE
« PARTI DANS L'ESPOIR OU J'ÉTAIS QUE CELA VOUS DÉCIDERAIT A
« UNE ACTION PATRIOTIQUE QUI EUT FAIT TOUT OUBLIER.

« Signé : DE FREYCINET ¹. »

M. Middleton a vu, comme nous, dans la prison de Châlon-sur-Saône, au mois de février 1871, des officiers français, des sous-officiers français et des gendarmes français, incarcérés par l'ordre de Bordone. On ne les interrogea jamais, malgré leurs réclamations au procureur de la République, le *juif* Schmoll. Ils furent remis en liberté sans avoir subi de jugement, après quinze jours, vingt jours, un mois et même deux mois de prison préventive. Deux gendarmes, le maréchal des logis Cudel et Bourdon (de la résidence de Châlon-sur-Saône) n'avaient pas voulu exécuter un ordre du chef d'état-major de l'armée des Vosges, parce que le mandat d'arrêt n'était

¹ Dépêche n° 7962, 21 janvier 1871, 2 h. 15 soir. — Perrot. *Rapport*, t. II, p. 714.

point en règle. Bordone les fit jeter au cachot et ils n'en furent tirés que par leur capitaine, qui se rendit tout exprès à Lyon, auprès du général commandant la division. Les noms de toutes ces victimes de Bordone peuvent se retrouver sur les actes d'écrou de la maison d'arrêt de Châlon, dont le gardien-chef devait être alors, si nos souvenirs sont exacts, M. Marillier. (Voir ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, DÉPOSITION DES TÉMOINS, t. IV, p. 153 ; Dépos. de M. Middleton.)

Au cours de cette même déposition, M. Middleton dit encore (p. 150, col. 2) :

« Bordone avait des relations avec une femme qu'il emmena
« avec lui. Elle avait une boutique de confiserie. Il fit trans-
« porter ses marchandises aux frais de l'État. Le chef de gare
« d'Autun voulut s'y opposer, mais il céda devant les me-
« naces de Bordone, qui était alors tout puissant et qui aurait
« pu lui faire un mauvais parti. *Il a fait fusiller sous divers*
« *prétextes plusieurs individus qui lui avaient résisté. La presse*
« *même n'a pas osé en parler.* »

(Bordone aurait donc agi comme Cremer; nous ne voulons point parler ici de l'assassinat du malheureux Arbinet, *mais d'autres affaires que l'on connaîtrait mieux si les murs de la prison de Beaune n'étaient pas muets.*)

D'après la déposition de M. Castilhon, la compagnie des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée fut, à la fin, payée. (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE; DÉPOSITION DES TÉMOINS, t. IV, p. 89.)

Ajoutons encore un mot, au sujet du chef d'état-major de Garibaldi. Il eût voulu céder la Corse aux Prussiens. Il écrivit à ses amis de Lyon :

« Merci et bravo. — Après Sedan proposais cession de la

« Corse aux Prussiens. Aujourd'hui propose Morbihan, Charente contre Alsace-Lorraine. Vive la République ! (*Union de Vaucluse* ; — *Le Suffrage universel, sa puissance et sa faiblesse*, par FÉLIX SORDET, 1879, p. 53). »

Bordone est mort le 1^{er} mars dernier. Le lendemain, *le Figaro* lui consacra, sans vergogne, les lignes suivantes : « ... Dès que Garibaldi vint en France, se souvenant qu'il avait fait partie des Mille, il se joignit à son ancien chef, QUI LE BOMBARDA GÉNÉRAL. »

Première erreur ! Bordone fut nommé par M. de Freycinet ; c'est indiscutable.

Le Figaro continue : « ... Bordone était, au demeurant, un brave homme. »

On n'est pas difficile, rue Drouot, numéro 26 !

Enfin, ce journal dit encore : « IL EUT UNE BELLE PART DANS LES COMBATS LIVRÉS EN BOURGOGNE APRÈS L'ARMISTICE... »

Deuxième erreur ! Nous mettons le *Masque de fer* au défi de nous citer le nom d'un seul combat livré en Bourgogne après l'armistice, et pour cause ! Et ce serait à ces batailles, inventées par *le Figaro*, que Bordone aurait eu une belle part ! ! Voilà comment, au *Figaro*, on connaît et écrit l'histoire d'hier ! !

Bordone, Garibaldi et consorts n'avaient aucun intérêt à risquer leur vie sur un champ de bataille. Ils n'avaient au contraire d'autre but que de voir se prolonger la guerre, afin de pouvoir le plus longtemps possible continuer à dire :

« *Mangiamo bene,*
« *Beviamo bene,*
« *La Francia paga bene*
« *E tutto andra bene.*

*
* * *

« *Nous mangeons bien,*
« *Nous buvons bien,*
« *La France paie bien*
« *Et tout va bien.* »

Du général chef de l'état-major garibaldien, passons au sous-chef de l'état-major.

Quel est donc cet individu en chemise de soie écarlate, coiffure polonaise, cimeterre oriental, etc. ? C'est le colonel Lobbia, sous-chef italien de l'état-major, tandis que l'ingénieur en chef du Bas-Rhin, Gauckler, protestant comme l'un de ses patrons et ami d'enfance, M. de Freycinet, était sous-chef français de ce même état-major ¹.

De même que Bordone, Lobbia n'était pas au mieux avec la justice de son pays et prouvait l'excellence du proverbe : « *Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es.* »

¹ Dès le 10 octobre, un sieur Engelhard, alsacien, préfet de Maine-et-Loire, adressait au gouvernement de Tours cette dépêche :

« Vous supplie d'envoyer général Garibaldi dans les Vosges pour
« attaquer par les montagnes la ligne d'opérations de l'ennemi. Si
« les chemins de fer coupés, tunnels et viaducs sautés, la panique
« se mettra dans l'armée d'invasion. Je répète ce que vous ai
« télégraphié plusieurs fois de Schlestadt, véritable défense de
« Paris est dans les Vosges. Adjoignez à Garibaldi mon ami Gauc-
« kler, ingénieur des travaux du Rhin, actuellement à Belfort. C'est
« l'homme qui connaît le mieux la topographie et les ressources
« du pays. Consultez plan de campagne que j'ai remis à M. Gent.
« Cordiales félicitations à Gambetta, dont la proclamation est admi-
« rable. Voulez-vous que je la traduise en allemand? — Dép. n° 395.
« Perrot. Rapport, t. II, p. 417. »

Du plan de campagne et de la proposition de traduction en allemand du boniment gambettiste, on ne tint aucun compte, mais Gauckler fut expédié à l'armée des Vosges.

Lobbia ne le cédait en rien à ses compagnons et collègues, au point de vue de l'immoralité. Nous exceptons ici M. Gauckler, bien entendu, fourvoyé dans un repaire de brigands. M. Castilbon, par la voix du *Télégraphe*, de Lyon, nous a fait connaître la vie privée de Lobbia, notre respect du lecteur nous oblige à ne pas insister davantage.

C'était un « *viveur* » dans toute l'acception du mot.

M. Theyras qui, sergent des mobilisés d'Autun, avant d'occuper un siège dans la magistrature, a mieux été placé que nous, en 1870-1871, pour apprécier Lobbia, a tracé sur lui les lignes suivantes :

« Coucher sur la dure, supporter le froid, manger le brouet
« noir, se priver de plaisirs, tout cela était fort bon à Lacédé-
« mone, écrit-il. A Autun, ce régime était réservé aux soldats
« français ; les chemises rouges préféraient renouveler les ex-
« ploits de Sardanapale.

« Leur chef, le colonel Lobbia, s'était arrangé à la sous-
« préfecture un charmant petit nid bien chaud, bien par-
« fumé, d'où il narguait la rigueur de la saison. De moelleux
« tapis assourdisaient le bruit des pas, des fauteuils capi-
« tonnés ouvraient leurs bras à de beaux officiers coquette-
« ment frisés, aux mains blanches ornées de bagues précieuses,
« à la taille souple prise dans des casaques écarlates, rehaus-
« sées de brillantes dorures ; des gerbes de fleurs fraîches
« venues de Nice s'épalaient sur la cheminée dans de grands
« vases de porcelaine de Sèvres, et donnaient l'illusion du
« printemps ; une riche pendule complétait la décoration.

« Parmi cette élégante jeunesse, un lieutenant était l'objet
« des égards de l'assistance. Petit, imberbe, d'apparence juvé-
« nile, remarquablement beau, il présentait quelque chose de
« singulier dans toute sa personne. Il y avait des rondeurs
« de mollets, de jambes, de hanches, de poitrine, qui don-
« naient à rêver ; les pieds étaient ceux d'un enfant, les
« mains potelées embrassaient à peine la poignée du sabre ;

« tout cela se mouvait d'une manière féline, inaccoutumée, « inexprimable. On regardait, on regardait encore, et la voix « flûtée, harmonieuse, jurait avec l'opulence des chairs, avec « cet attirail guerrier ! des doutes traversaient l'esprit. Bientôt « la vérité se faisait jour ; le plantureux lieutenant était assis « sur les genoux du signor il Maggior. »

Il paraît que c'était une *contessina*. Comtesse de naissance, de fait ou de contrebande, elle n'en grossissait pas moins l'escadron des drôlesses qui suivaient l'armée des Vosges et faisaient même partie du corps des officiers. Nous aurons occasion de nous occuper plus loin de toutes ces ribaudes éhontées.

La principale source de revenu pour Lobbia était la vente des grades, à la condition qu'on lui abandonnât moitié de l'« *entrée en campagne* ». Au mois de janvier 1871, les officiers français, faisant partie de cet état-major, étaient décidés à se retirer, tant ils étaient écœurés de tout ce qu'ils voyaient autour d'eux et révoltés par l'introduction dans leurs cadres d'individus de la pire espèce. A propos de l'entrée en campagne du grade, disons que dans l'armée des Vosges : « au lieu de ne donner à « l'officier que la différence du grade supérieur au grade « inférieur précédemment payé, on le gratifiait de l'indemnité complète et entière à chaque nouveau grade. » Et souvent il fallait à peine quelques heures pour arriver du grade de sous-lieutenant à celui de commandant !

Tous ces vols s'accomplissaient au préjudice de la France à laquelle on remettait soigneusement « la note d'apothicaire » à payer. « Lobbia tenait boutique ouverte et publique de brevets sur parchemin pour tous « les grades ¹. »

¹ Perrot. *Rapport*, t. II, p. 638 ; dépêche n°7220 et le *Télégraphe* de Lyon.

L'anecdote suivante, empruntée au *Carnet d'un garde national* ou *cahier de notes prises au jour le jour par un Autunois*, nous montre le foudre de guerre Lobbia se rendant coupable de grivellerie et de filouterie d'aliments à main armée et appuyé par une bande de ses gens :

« Lobbia est parti, le 2 janvier, avec plusieurs officiers et
« des guides d'état-major pour reconnaître les mouvements
« de l'ennemi, qu'on disait s'avancer par Saulieu. La petite
« colonne se met en marche et après avoir dépassé Lucenay-
« l'Evêque aperçoit au loin un gros de cavaliers qu'elle
« prend pour des uhlans. Immédiatement et malgré la dis-
« tance, nos braves estafiers déchargent leurs revolvers sur
« l'ennemi et... se replient au grand galop, activés dans
« leur retraite par les uhlans supposés qui, au lieu de fuir,
« accourent à eux *a fondo di cavallo*. Arrivé près de Lucenay,
« Lobbia se hasarde à tourner la tête aux cris poussés par les
« soi-disant Prussiens, et il reconnaît.... des officiers du corps
« de Ricciotti, envoyés par lui pour porter des dépêches à son
« père. Alors on s'embrasse avec effusion, et amis et ennemis,
« tout le monde se rend à l'auberge où l'on commande un co-
« pieux repas largement arrosé. L'hôtelier n'ayant point de vins
« assez fins et délicats pour les gosiers de ses convives ga-
« lonnés, va en acheter chez les propriétaires voisins ; et la
« bande festine gaiement jusqu'à onze heures du soir. Quand
« l'aubergiste voit les officiers boucler leurs ceinturons et faire
« amener leurs chevaux pour le départ, il se présente timide-
« ment, sa note à la main, devant le colonel Lobbia.

« — Arrière, drôle ! les défenseurs de ta patrie ne paient
« pas leur dîner ; tu es déjà trop heureux de nous avoir
« traités. »

« Et comme il insistait :

« Pas un mot de plus, ou nous t'emmenons à Autun où tu
« seras fusillé demain matin. »

« Puis la bande joyeuse et avinée est rentrée en ville. »

Le 1^{er} décembre, Lobbia menace de faire fusiller comme

traîtres toutes les personnes qui annoncent l'arrivée des Prussiens sous Autun.

Nous le retrouvons, le 15 janvier 1871, à Avot, avec 1,500 Garibaldiens. Après avoir remis à Riciotti les ordres de Garibaldi, qui lui recommandait de ne pas rester davantage dans le voisinage des troupes allemandes, Lobbia se dirigea sur Fontaine-Française, partageant les idées de son général en chef et gagnant le large, abandonnant à l'ennemi, comme Riciotti du reste, tous les passages vers la vallée de la Saône.

Faisaient partie de l'état-major :

Stefano Canzio ¹, gendre de Garibaldi, dont il avait épousé la fille Teresita, le 26 mai 1861. Il eut le commandement de la 1^{re} brigade de l'armée des Vosges après la mort du polonais Bossack-Hauké) ; — le major Basso, secrétaire (Descendait-il de ce Campo-Basso que certains historiens accusent d'avoir assassiné Charles-le-Téméraire pendant le siège de Nancy, en 1477 ?) ; — le capitaine Fra Pantaleo, moine apostat ; — Foulc Denis, un avocat méridional ; — Bordone fils, petit éphèbe blondin, qui avait des billets de banque jusque dans les revers de ses bottes et dont l'avancement fut proportionnel à celui de l'auteur de ses jours ; — les adjudants-majors Fontana,

¹ Canzio a été élu député italien aux élections législatives de 1890. En sa qualité de président de la Société des *Reduci* garibaldiens, il adressa de Gênes, à M. Marchand, alors maire de Dijon, et à l'occasion de l'anniversaire des journées des 21, 22 et 23 janvier 1871, le télégramme suivant :

« Les *Reduci* garibaldiens, soldats dans les Vosges, réunis pour commémorer les batailles qui portent le nom de votre ville, vous expriment les vœux immuables de solidarité et d'amitié que les combattants de ces journées affirmèrent avec le sang. »

La liste des garibaldiens qui ont trouvé la mort durant ces trois affaires est bien courte, il en est de même de celle des blessés ; aussi la solidarité et l'amitié ne nous paraissent pas bien fortement cimentées, surtout après les récentes affaires de Rome.

Galeozzi, Gatterno, Niochi, Orense, Pasqua, Tironi, etc ; ces gens là n'avaient jamais été militaires auparavant. Ajoutons à cette liste, le capitaine Georges Tcharénitch, un grec, qui, lui, avait combattu pour l'indépendance du Monténégro. Calme, paisible, aux manières recherchées, Tcharénitch était venu en France sous prétexte de lutter en faveur de la *République Ouniverselle*, mais certainement dans l'unique but de se familiariser avec notre langue. Vingt ans se sont écoulées et nous conservons toujours de lui le meilleur souvenir. Puissent ces lignes tomber sous ses yeux, elles lui prouveront que le professeur improvisé n'a pas oublié son élève de 1870 ! Chose étrange, Tcharénitch n'eut jamais une tenue militaire et conserva toujours des vêtements bourgeois !

« Canzio, dit Marais, l'un des chroniqueurs garibal-
« distes, de taille moyenne, mais parfaitement prise,
« physionomie excessivement fine, est à la fois modèle de
« distinction et un type de bravoure intelligente. » Le rap-
« port Perrot, auquel nous ajoutons entièrement foi, peint
« l' « *enfant chéri... des Dames* » sous un autre jour :
« *Aussi novice à la guerre et aussi ami du plaisir que son*
« *beau-frère Ricciotti, il ne se signala jamais que par l'ar-*
« *deur de ses sentiments révolutionnaires et par des « tur-*
« *pitudes » qui, d'après le colonel Gauckler, démoralis-*
« *saient l'armée* ¹. »

Commis-voyageur, avant d'être général commandant la troisième brigade de l'armée des Vosges, Menotti Garibaldi, fils adultérin de Garibaldi et d'Annita (comme Ricciotti, du reste), avait une trentaine d'années, et de même que M. Grévy, de ladre mémoire, la passion du billard. Gardant presque toujours un mutisme absolu, il semblait gêné dans le rôle qu'on lui avait fait endosser et n'a laissé

¹ M. Theyras. *Op. cit.*, p. 34 et 35.

ni bon ni mauvais souvenir. Personne n'eut deviné en lui le futur sectaire qui devait, au mois d'octobre 1891, exciter la canaille italienne contre les Français.

Ricciotti n'avait que vingt-trois ans. « *C'était, dit M. Castilhon, un élégant jeune homme, ayant tout le luxe et la dépravation d'un petit crevé de boulevard, passant son temps dans les intrigues, plus fait pour l'anti-chambre d'un boudoir que pour commander une armée... Ardent et passionné pour le plaisir, il était très aimé des soldats, dont il flattait les basses passions.* »

Plus disposé à servir Vénus que Mars, il a laissé un peu partout, dans la Côte-d'Or et Saône-et-Loire, de nombreux souvenirs de ses exploits sur le beau sexe. Il était placé à la tête de la quatrième brigade de l'armée des Vosges.

La première brigade était sous les ordres de Bossack-Hauké, qui avait rencontré Garibaldi au *Congrès Révolutionnaire de Genève*. Il est mort à l'ennemi, paix à ses cendres et à sa mémoire.

Delpéch, qui avait été homme de peine dans une brasserie, lampiste, teneur de livres, qui s'était fait remarquer, au 4 septembre, par ses harangues incendiaires, puis était devenu sous-préfet d'Aix en Provence, préfet de Marseille, colonel de la fameuse garde civique de cette ville ¹, se vit confier, par Garibaldi, la deuxième brigade de l'armée des Vosges. C'était « *un pur !* »

« Cigares exquis, château-lafitte, château-margaux, dragées, sirops, bombes glacées, punch, gâteaux, perdreaux, grives, becs-fins, lièvres, poulardes, truffes, etc., etc. ; sans compter les frais personnels de blanchissage de linge, de bottes à l'écuyère, d'étoffes pour robes, de paires

¹ M. Theyras, *op. cit.*, p. 34.

« de gants, de chemises, de femmes de... charge et même
« de bouquets, etc. ; il se payait tout cela de sa propre au-
« torité, avec l'argent du public détourné de sa destina-
« tion, tandis que son journal l'*Egalité* parlait de dé-
« vouement au peuple, d'amour de la patrie, d'immola-
« tion de sacrifice, et prêchait la guerre contre les ri-
« ches, les religieux et les jouisseurs ¹. »

Delpech, que les électeurs de Vaucluse ont envoyé à la Chambre des Députés, il n'y a pas longtemps, s'est fait remarquer à la séance du 20 janvier 1892, dite *séance du giffilage général*.

Depuis quelques jours, Henri Rochefort racontait, dans l'*Intransigeant* des traits fort peu édifiants de la vie de Constans. D'après ces accusations, en dehors des affaires Puig y Puig, Richaud, de la ceinture de Norodom, du jeu des Trente-six bêtes, etc., etc. Constans serait co-propriétaire, à Toulouse, d'un café dont la cagnotte d'un jeu de hasard constituerait le revenu le plus clair. De plus, Constans ayant figuré comme témoin, lorsqu'il était attaché au Parquet de Toulouse, dans une sale affaire de mœurs, le président lui aurait dit : « Votre place devrait être sur le banc des accusés. »

Constans n'a pas voulu poursuivre, ayant pour principe de laisser tout dire à la presse ; cette poursuite eut cependant porté le débat, là, où il avait sa place. Le ministre de l'intérieur s'est contenté de faire saisir les numéros de l'*Intransigeant* ; chose qui paraît bien arbitraire et rappelle les procédés des régimes antérieurs, si conspués par les républicains, avant leur prise de possession du pouvoir !

Un député, Laur, voulut porter la question à la tribune. Au moment où il en descendait, le ministre Constans s'é-

¹ De Mornay, *Rapport de la Commission des marchés*, ch. iv.

lançait sur lui et lui donnait deux soufflets peu parlementaires.

En même temps, Delpech, qui s'était écrié quelques minutes auparavant : « Il faut renvoyer cela à l'égout ! » alors que M. de Freycinet montait à la tribune pour défendre son collègue de l'intérieur ; Delpech, disons-nous, envoie un ou deux coups de poing au député du Nord, Castelin.

« *Vive la Pologne, Monsieur,* ¹ » s'est aussitôt couvert et la séance a été suspendue.

Pour rendre hommage à la vérité nous devons constater qu'à la séance du 12 décembre 1891, Delpech, quoique

¹ Le président Floquet, qui doit sa célébrité à l'insulte dont il se rendit coupable envers le Czar, hôte de la France, en 1867, après l'attentat de Bézérowski, a cru devoir commettre une nouvelle ineptie, ces temps derniers, pour se concilier encore la faveur populaire. Au mépris du règlement « *Vive la Pologne, Monsieur* » intervenant dans un débat, a déclaré, en appuyant sa calomnie sur l'autorité de .. Larousse!! que Pie IX avait appartenu à la Franc-Maçonnerie. Nous avons été fort étonné que la Chambre n'ait pas ordonné immédiatement l'affichage de ce mensonge dans toutes les communes de France. C'eût été le digne pendant de la réponse de M. de Freycinet sur les *Menées du Vatican*.

Menées..., comme le mot est bien choisi pour parler d'une puissance auprès de laquelle la République a encore un ambassadeur spécial!

Lorsque M. de Freycinet fut reçu à l'Académie française, le 10 décembre 1891, le *fonctionnaire* Gréard, choisi peut-être à dessein par les immortels, afin que la flatterie soit poussée aux dernières limites du grotesque, ne craignit pas de dire : « Pour affermir et étendre les ressources de votre plume, au fur et à mesure que s'étendait le domaine de vos études, « *vous lisiez assidûment, trois années durant, le Dictionnaire de l'Académie? C'était là, certes, une première et originale façon de vous désigner à nos suffrages. Pour-« vions-nous ne pas associer au travail du Dictionnaire un des trois « ou quatre lecteurs qu'il ait peut-être jamais eus.* »

Il paraît que l'élève de Freycinet n'a pas toujours lu aussi assidûment le mot *Menée*! Mais il ne s'agit que du Pape, le pion Gréard ne lui infligera pas de pensum ; il lui donnera, au contraire, un *satisfecit*! et continuera à prétendre que l'ex-président du Conseil est : « *Circonspect à force de lucidité!* »

franc-maçon, a voté contre la séparation des Églises et de l'État.

La nomination au grade de général des fils et gendre de Garibaldi prouve, dirons-nous, avec M. Theyras, que le grand révolutionnaire égalitaire avait horreur des distinctions sociales et du népotisme quand il n'en profitait pas.

C'était la mise en pratique de l'axiome de M. Ordinaire, de l'état-major Garibaldien (côté Français) :

« *Prenez des généraux dans les rangs des simples soldats, dans la jeunesse surtout.* »

Tels étaient les chefs qui devaient avoir à se mesurer avec les Allemands. On comprend que ces généraux de contrebande aient évité autant qu'il était en leur pouvoir un engagement quelconque avec les officiers de Guillaume et du maréchal de Moltke ; mais ce que l'on ne comprendra jamais, c'est la faiblesse du gouvernement du 4 septembre, qui sanctionnait et légitimait de pareils choix, au milieu de circonstances aussi solennelles.

En 1874, M. Ordinaire, dans le *Constitutionnel*, décernait un brevet d'honorabilité à ses anciens compagnons et affirmait qu'il n'avait trouvé parmi eux que *cinq officiers honnêtes*, encore se comprenait-il probablement ainsi que M. Gauckler dans ce nombre, ce qui réduisait ces officiers à trois.

CHAPITRE III

LES COMPARSES

« Et par lesdites guerres se sont levez
« quelques avanturiers, gens vagabonds,
« oiseux, perdus méchants, flagitieux,
« abandonnez à tous les vices, larrons,
« meurtriers, blasphémateurs et renieurs
« de Dieu, ... qui font le vice vertu
« loups ravissans faict pour nuire à
« chacun et qui ne veulent et savent nul
« bien ne service faire, etc. »

FRANÇOIS 1^{er} (*Ordonnance de 1523*).

Du chef de la troupe, des coryphées, passons aux comparses.

Les ambulanciers, qui n'avaient d'ambulanciers que le nom d'emprunt, semblaient s'être entendus avec les Prussiens pour aider la mort dans son œuvre destructrice. Le nombre de leurs victimes fut en raison directe de leur incapacité. Prostituées, garçons de café, gens à professions inavouables, se trouvèrent réunis dans le service médical des garibaldiens, dirigé par le docteur Riboli, qui seul avait quelques notions dans l'art d'Esculape. Il lui fut impossible d'inspirer à ses aides le plus léger respect de la mort. Les fièvres, la petite vérole, même la petite vérole noire exercèrent de terribles ravages principalement sur les troupes françaises incorporées dans

l'armée des Vosges, précisément parce que nos compatriotes étaient abominablement traités sous tous les rapports.

Garibaldi vit accourir autour de sa bannière ce que le monde renfermait d'aventuriers, américains, espagnols, français, grecs, italiens, polonais, etc., pour qui la France allait devenir une nouvelle Californie et qui partout, sauf à Châlon-sur-Saône, se livrèrent à des actes inqualifiables¹.

Mobiles et mobilisés se trouvaient dans le dénuement, tandis que les garibaldiens étaient somptueusement vêtus. Aux premiers les corvées, le service, les dangers de la guerre, les souliers à semelles de carton, les sabots, les fusils à piston, etc., aux seconds, la vie joyeuse, le bien-être, les honneurs, les récompenses militaires, un équipement de première classe, des armes à tir rapide, etc., une solde particulière! Aussi comme ils étaient empanachés, emplumés, galonnés, les garibaldiens!

M. Blavoyer, membre de la Commission d'Enquête, a relevé les faits suivants :

« Que trouve-t-on dans le département du Rhône? Un
« commandant Geneste qui disparaît après avoir conclu des
« marchés de fournitures; un sieur Malicki, commandant les
« Vengeurs, qui, après avoir reçu directement de l'État une
« somme considérable pour l'équipement de son corps, a été
« condamné à vingt ans de travaux forcés; un autre chef,
« Moulinier, commandant des *Chasseurs Volontaires*², qui est
« actuellement au bagne; des officiers garibaldiens qui se sont
« fait livrer de riches vêtements sans les payer; un lieutenant
« Ferrand qui paraît s'entendre avec un fournisseur pour

¹ F. Sordet. *Une page d'Histoire*. p. 235. Châlon-sur-Saône, 1873.

² Une dépêche du général Loverdo, attaché au Ministère de la Guerre et datée de Bordeaux, avait déjà prévenu en 1870-71 le général commandant Lyon que ce Moulinier était un repris de justice.

« faire accepter des objets dont l'armée n'a nullement
« besoin... »

« Si nous comparons l'équipement des Garibaldiens à celui
« qui a été donné à notre armée, nous ne pouvons que con-
« damner énergiquement la conduite de ceux qui se sont
« montrés si prodigues pour les étrangers, si parcimonieux
« pour nos soldats.

« Les chemises rouges coûtent 20 francs; les pantalons
« 30 francs; les vestons 58, 65, 70, 80 et 90 francs; d'autres,
« de 100 à 190 francs, etc. »

Citons, ici, M. Challemel-Lacour, qui télégraphiait, à
Gambetta, le 11 novembre 1870 :

« J'ai payé jusqu'à présent trois cent mille francs pour l'ar-
mée des Vosges; il y a bien des désordres et bien des aventures
autour de Garibaldi. Épurez-moi cela, je ne paierai plus rien
jusqu'à nouvel ordre. »

Il télégraphiait, de nouveau, le 16 novembre :

« Veuillez donner ordre à tous les prétendus Garibaldiens
qui sont ici d'aller s'organiser ailleurs. *Il faut à tout prix que
Lyon soit purifié de cette engeance.* »

Le général Cluseret n'a-t-il pas dit :

« *Les Garibaldiens donnaient aux populations scandalisées le
« spectacle de la débauche poussée jusqu'à l'orgie, alors que la
« France agonisait.* »

Cluseret a beaucoup contribué, avec les Communards,
à cette agonie! Son appréciation n'en est pas moins signi-
ficative.

Parmi les officiers, on en comptait un dixième qui avait
déjà servi !

« Pas de femmes, pas de femmes, c'est le mot d'ordre
« du colonel! Pas de femmes! Pas de femmes! chante-
« t-on dans le *Petit Duc.* »

A l'armée des Vosges, les femmes jouaient un grand rôle, voir même celui d'officières d'état-major, d'infanterie, hors cadres, etc. Sachant très bien qu'une existence pareille à la leur ne durerait pas toujours, les garibaldiens voulaient se saturer des jouissances les plus raffinées et en épuiser les secrets empruntés à tous les vices. « Les femmes portaient un galon de plus que leurs favoris (*La Guerre en France*, par A. DE MAZADE, de l'Académie française, p. 477). »

« J'arrivai à Autun, lisons-nous dans la déposition du capitaine de vaisseau César Pradier, en pleine orgie garibaldienne. C'était ce soir-là (12 décembre), que Riciotti Garibaldi « fêtait son ruban de la Légion d'honneur, à l'hôtel de la « Poste. Cet hôtel était rempli d'officiers garibaldiens et de « femmes garibaldiennes, les unes en uniformes, les autres « habillées en femmes, mêlées avec des filles du plus bas « étage de la ville d'Autun. J'entendais, là, des chansons « obscènes que je n'avais entendues en Italie que dans la « bouche du plus bas peuple. »

Et toutes ces misérables et infâmes créatures étaient payées aux frais de la France ! Elles touchaient une solde selon le grade dont elles étaient revêtues ! C'est ainsi que déjà, dans le corps d'armée de Garibaldi, on entendait la moralité. On devançait la Commune, qui, le 14 avril 1871, ordonna aux délégués aux mairies « de ne faire aucune « distinction entre les femmes légitimes et les femmes « dites illégitimes vivant maritalement, quant à l'indemnité allouée à la garde nationale. »

A Autun, ainsi qu'à Dôle, les Garibaldiens osèrent même violer le secret des lettres et avoir un *Cabinet noir* !

Nous avons parlé, ailleurs, des effectifs inexacts, nous ne reviendrons pas sur ce chapitre.

Le gaspillage de fonds, réglementé par les bons que Garibaldi était autorisé à signer ou à faire signer fut

effroyable; les agents du Trésor n'avaient qu'à s'incliner et à donner les sommes demandées.

Avec un pareil système et la vente des grades, comment s'étonner qu'un échappé du bagne de Rome, Castellagi, devenu capitaine d'état-major, ait pu confier, à l'honorable M. de Grancey, environ cent mille francs dans la crainte que cette somme ne tombât entre les mains des Allemands, ainsi que son porteur !

Il faut retrouver, au rapport Perrot, les dépositions du commissaire de police d'Autun, le courageux M. Debuschère, pour ne pas douter du banditisme des garibaldiens, qui transformaient cette ville, ainsi que les pays où ils séjournaient, en véritable forêt de Bondy. Il n'est pas jusqu'à la chaise à porteurs Louis XV, vert et or, de Garibaldi, qui n'ait été.... *réquisitionnée*, dans un château de l'Autunois.

Des orgies diurnes et nocturnes, nous ne pouvons trop en aborder, ici, le délicat sujet.

Si les garibaldiens ne paraissaient pas aux postes périlleux, ils prenaient d'assaut les confiseries et les pâtisseries, dont les filles de boutique étaient accortes. A Châlon, à Autun, les magasins de cette sorte ne désemplissaient pas.

De temps à autre, pour s'entretenir la main, probablement, les Italiens jouaient du couteau et assassinaient un français.

Le 10 novembre 1870, M. Challemel-Lacour écrit que les Italiens qui errent à Lyon depuis six semaines, sous prétexte de former l'armée de Garibaldi, « se livrent à
« tous les désordres. Ils viennent d'assassiner deux
« hommes dans la même nuit... Je demande qu'on m'en
« débarrasse. »

A Lyon, à Chambéry, les garibaldiens mettent à sac leurs casernements.

Le pillage, à main armée, dans les campagnes, était une de leurs occupations favorites. Ils y allaient par bandes de douze, quinze, trente individus.

« L'assassinat en pleine rue ne faisait pas reculer les francs-tireurs et les volontaires de Garibaldi... Dans les villes, ces francs-tireurs s'observaient un peu ; mais dans les fermes ils entraient en maîtres et disaient au fermier : « *Tu vas nous donner telle chose où nous allons brûler ta baraque !* » Ils faisaient des réquisitions. Ainsi, une nuit, lorsque je commandais à Chagny, il vint une compagnie qui enfonça un cabaret et menaça le commandant de place qui voulait s'opposer à leurs déprédations... En avant de Dijon, la compagnie des Ours Nantais fit de telles déprédations, continue le général Pellissier, que je fus obligé de la faire revenir, de la licencier, de la désarmer et de traduire le capitaine et plusieurs autres en cour martiale ¹.

« Tous les jours, je recevais des plaintes de la part des maires de ces communes rurales, contre les exactions que se permettaient les compagnies de francs-tireurs. Assurément, me disait un jour l'un d'eux, les Prussiens, s'ils étaient chez nous, ne nous feraient pas tant de mal ».

Tout était de bonne prise pour les Garibaldiens, fourrages, vivres, tabac, liqueurs, vins. Malheur à celui qui aurait essayé de leur opposer quelque résistance ; il l'eut payé de la vie ainsi que cela est arrivé à deux généraux. A Dôle, les Garibaldiens dévalisent la maison des R. P. Jésuites, après avoir chassé ceux-ci. A Ruages, ils pillent le presbytère. A Autun, le grand séminaire, le couvent des R. P. Oblats, l'évêché, les églises ont à subir leur brutalité, etc.

Au nombre des victimes des Garibaldiens, nous citerons

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Déposition des témoins*, t. III, p. 510 ; déposition du général Pellissier. Voir aussi son ouvrage : *les Mobilisés de Saône-et-Loire*.

les prêtres que Garibaldi ne cessait de dénoncer à la haine de ses hommes.

« On les mettait en joue, on leur crachait à la figure, on « leur jetait des ordures, on les maltraitait, on les arrêtait, « on proférait devant eux ces sales propos, ces plaisanteries « aussi écœurantes qu'obscènes dont la canaille a le secret, « dit M. Jules Onnée (*Faits et Gestes de la Légion bretonne*, « p. 260, etc.) »

Ceux des Garibaldiens qui étaient signalés à leurs chefs comme coupables de tous ces actes étaient non pas punis, mais élevés en grade !

Le 11 novembre, M. l'abbé Lacreuze, curé de Curgy, est conduit en prison, parce qu'il a dit leur fait aux bandits cantonnés dans sa paroisse. Son frère va trouver Garibaldi qui donne l'ordre de le rendre à la liberté.

Le lendemain, les Garibaldiens d'Autun s'attaquaient à Mgr de Marguerye, de vénérée mémoire et que ses diocésains, de même que ses prêtres, aimaient comme un père.

Mgr de Marguerye, se réservant un modeste appartement pour lui et les personnes de sa maison, avait abandonné la plus grande partie de l'Évêché pour y loger quatre à cinq cents garibaldiens. Le 12 novembre, vers minuit, une bande de ces gens pénétra de vive force dans la chambre du prélat. Voici comment le fait est rapporté par M. Robert Middleton :

« UN OFFICIER, frappant la porte du pommeau de son épée.
« — Au nom *della* patrie envahie, *aprite* (ouvrez).

« UNE VOIX DE L'INTÉRIEUR. — Qui frappe à cette heure ?

« L'OFFICIER. — Ouvrez, *per Dio* !

« LA VOIX. — Que veut-on ?

« L'OFFICIER. — *Sacramento* ! Si on tarde à ouvrir, nous « *sprofondons* (enfonçons) la porte au nom de la loi, du peuple
« souverain, *della* patrie envahie, *aprite*, *per Baccho* ! »

La porte s'entr'ouvre, la bande envahit la demeure épiscopale et, sans autre forme de procès, pénètre dans la chambre où l'évêque dormait et se met à faire une perquisition minutieuse.

« L'ÉVÊQUE indigné. — Si vous n'avez pas de respect pour
« mon caractère, respectez au moins le citoyen. Qui vous
« donne le droit de violer mon domicile?

« L'OFFICIER. — Vous êtes accusé de *nascondere* (cacher) des
« armes, des Prussiens même : la *Repubblica* en danger veut
« s'en *assicurer* (assurer). »

Sur ce, officier et soldats explorent minutieusement l'appartement de l'évêque.

D'un autre côté, dans le rapport qu'il adressa à l'autorité militaire, Mgr de Marguerye signalait les faits suivants :

« Une douzaine d'hommes, dont plusieurs tenaient à la
« main leur sabre dégainé, ont pénétré dans ma chambre, ne
« me donnant pas même le temps de sortir de mon lit, ont
« cherché partout, jusque dans mes rideaux... le prétexte était
« de découvrir un Prussien qui s'était, dit-on, introduit dans
« l'évêché et dont on voulait faire bonne justice... Toutes les
« pièces, absolument toutes, sans exception, ont été, sous le
« même prétexte, fouillées minutieusement de la cave au
« grenier... Arrivés à la cave, plusieurs n'ont plus parlé de
« Prussien, mais d'armes qui étaient cachées à l'évêché...

« On n'a pas trouvé de Prussien ; on n'a pas trouvé d'armes ;
« mais dans ma chambre on a trouvé ma montre en or et on me
« l'a prise ; dans ma chapelle, on a trouvé une croix d'or et on l'a
« prise, ainsi que d'autres objets, dont la disparition se constate
« peu à peu, et qui ont été enlevés, comme depuis plusieurs jours
« on enlevait le bois de mon bûcher. Un homme est allé jusqu'à
« menacer mon jardinier, s'il ne déclarait pas où il y avait de
« l'argent caché... L'idée d'armes était par eux abandonnée...

« Ce qu'il y a de piquant, c'est qu'on a employé pour cette
« perquisition une partie des hommes auxquels je donne l'hos-
« pitalité depuis trois jours... Je dois déclarer que le capitaine

« a exprimé la peine qu'il éprouvait de remplir semblable mission ».

Dans l'église de Saint-Jean, les Garibaldiens, après avoir dévasté les armoires de la sacristie, organisaient de monstrueuses processions, auxquelles ils prenaient part, hommes et femmes, après s'être revêtus des ornements sacerdotaux.

On coupait des quartiers de viande sur le maître-autel transformé en étal de boucher. La chaire, les confessionnaux et les fonds baptismaux servaient à la satisfaction des besoins de ces scélérats.

Ils continuaient la campagne qu'ils avaient si bien commencée, contre le clergé, dès leur arrivée en Franche-Comté.

Les propos tenus par les Garibaldiens vis-à-vis de la société étaient une véritable déclaration de guerre au genre humain : *L'établissement de la République en France n'exigeait que l'exécution capitale de quelques milliers de bons citoyens!* N'entendions nous pas tenir tout récemment ce langage exécrationnel : « *En cas d'une nouvelle guerre, il faudra faire conduire la guillotine à l'armée et décapiter sur-le-champ tous les traîtres!* » Les Garibaldiens applaudiraient à une semblable théorie.

Les dépêches, nos 95 et 104, consignées dans le Rapport de M. Perrot (tome II, p. 418 et 472), prouvent que, de l'aveu même de Bordone « les procédés arbitraires furent à l'ordre du jour dans l'armée garibaldienne comparable « aux écuries d'Augias ».

Le *Télégraphe*, de Lyon, a révélé l'emploi scandaleux et abusif que faisaient les Garibaldiens des trains spéciaux, dans lesquels s'embarquaient hommes et femmes. Il fallait un wagon-salon pour Garibaldi.

Le rapport Perrot (t. II, p. 315) et une *Note sur le*

transport de l'armée du général Bourbaki et sur les services requis par Garibaldi (Paris, 7 octobre 1872), établissent que du 7 au 11 janvier, c'est-à-dire au moment où les encombrements résultant du transport des troupes de l'armée de l'Est étaient à leur comble, la Compagnie du chemin de fer de Paris à la Méditerranée, fut contrainte d'exécuter dix-huit trains spéciaux d'Autun à Dijon pour le service de l'armée garibaldienne!! Alors que les troupes de ce corps auraient parfaitement pu faire ce voyage par étapes.

Le fameux Bordone menaçait de faire occuper militairement les gares d'Autun et d'Étang et d'arrêter les trains si la Compagnie ne se rendait pas à ses volontés.

Et le *Télégraphe* nous apprend que le même Bordone, pendant son séjour à Avignon, où il était allé faire admirer ses galons, alors que M. de Freycinet ordonnait infructueusement la marche sur Dijon des Garibaldiens, intimait l'ordre au chef du train spécial qui l'avait conduit de Saône-et-Loire dans Vaucluse, de tenir la machine toujours sous pression, *s'amusant à jouer au souverain et cette comédie dura huit jours*.

Les vols au préjudice de la France qui se perpétrèrent tous les jours dans l'armée des Vosges, ont été signalés et flétris par le général Ambert, par l'Enquête parlementaire, les vols au préjudice des citoyens étaient aussi fréquents. « Bordone faisait même payer des « avances que l'on ne rendait pas davantage¹. » C'était partout le vol universel sous toutes ses faces, sous toutes ses formes, sous tous ses aspects.

Et Garibaldi avait assez peu de vergogne pour prétendre, dans ses proclamations qu'il commandait : « *A l'élite de tous les peuples !* »

¹ De Ségur. *Rapport sur l'armée des Vosges*.

Nous voudrions bien savoir, enfin, pourquoi les officiers garibaldiens ont accepté le dîner que leur offrirent, à Autun, les officiers prussiens saisis à Chatillon-sur-Seine ? Les égards dus aux prisonniers de guerre ne vont pas jusqu'à festoyer avec eux, à sabler du champagne et à fumer ensemble pour vingt-cinq francs de cigares tout aussi exquis, probablement, que ceux de Gambetta ou de Delpech ¹.

Et ces aventuriers, qui banquettaient avec l'ennemi qu'ils avaient été chargés de combattre, n'avaient pas assez de mépris et d'outrages à l'égard des soldats français ! Généraux, troupes de ligne, mobiles, mobilisés, gardes nationales, tous étaient englobés ! Rappelons encore que ces bravaches ne cessaient d'accuser les chefs de trahison et les hommes de lâcheté. Les lettres que Menotti Garibaldi écrivit à différentes reprises pour donner satisfaction aux légitimes plaintes des officiers français et de leurs troupes n'eurent aucun résultat, nous les reproduisons plus loin, à leurs dates.

Le capitaine Ordinaire (devenu député de Lyon), ne craignit pas de se faire le propagateur des infamies débitées sur ses compatriotes par les garibaldiens. *Scripta manent !* Nous pourrions faire de nombreux emprunts aux journaux républicains de 1870-1871, dont il était le correspondant, à ceux de Lyon principalement ². Tel

¹ Ce dîner resterait encore à payer ! d'après la déposition de M. Debuschère devant la Commission d'enquête parlementaire (*Déposition des témoins*, t. IV, p. 101. col. 1).

² Tandis que nos soldats et nos officiers tombaient héroïquement pour le pays, Ordinaire, capitaine garibaldien, formulait ce singulier programme :

Autun, 16 novembre 1870.

• • • • •
« Oui, nous le disons hautement, nous sommes les soldats de
« la Révolution, et j'ajoute-ai, non seulement de la Révolution

était l'aveuglement à cette funeste et lamentable époque.

Tous ces incidents quotidiens, joints à l'état déplorable dans lequel étaient laissées nos troupes nationales, aux manières superbes des garibaldiens, etc., étaient de nature à envenimer le conflit, qui avait atteint la période la plus aiguë au moment où l'armistice fut signé.

Exhumons la fameuse affiche d'Arnay-le-Duc, dans laquelle Garibaldi avait osé écrire, le 29 novembre, après son échec mérité sous Dijon, que les « *mobiles avaient lâchement pris la fuite* ».

C'était à croire que cet homme n'était payé que pour insulter et calomnier nos compatriotes aussi bien que le faisait jadis Voltaire, le plat valet du roi de Prusse, Frédéric! Voltaire n'était-il pas un fétiche pour Garibaldi et toute sa séquelle? L'exemple de ce contempteur à gages, de toutes nos gloires nationales devait être imité par Garibaldi; le vieux bonze de la République universelle eut bonne mémoire sous ce rapport, ses coups de tam-tam ou de gong eurent assez de retentissement, et les mensonges qui les accompagnèrent trouvent encore trop de crédits pour que nous ne les flétrissions pas ici énergiquement et au nom du patriotisme justement indigné!

Causant avec un garibaldien et remarquant qu'il portait une balafre au visage, nous lui demandâmes d'où elle provenait :

— De Mentana.

« française, mais de la Révolution cosmopolite. Italiens, Espagnols, Polonais, Hongrois, en venant se ranger sous la bannière de la France, ont compris qu'ils défendaient la RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE... »

« Il nous faut aujourd'hui des Danton, des Robespierre, des Conventionnels! Allons, messieurs, faites place à la Révolution, elle seule peut nous sauver. Dans les grandes crises, il faut les grands moyens. »

(*Le Suffrage Universel, sa puissance et sa faiblesse*, par Félix Sordet, 1879, p. 53. *Gazette de France*, du 24 novembre 1871).

— Et vous venez aujourd'hui vous battre pour la France!

— Nous ne nous battons pas pour la France, répondit le garibaldien; nous nous battons pour la *République Universalle*!

Au moment du licenciement de l'armée des Vosges, que les garibaldiens apprirent avec un mécontentement non équivoque, puisque la campagne était, pour beaucoup d'entre eux, une position sociale assez lucrative et fort peu périlleuse, un autre garibaldien, vouant à l'exécration la France, qui allait cesser de le payer grassement, et témoignant de l'inquiétude sur son sort personnel, répondit en notre présence, à l'un de nos amis, qui lui faisait comprendre qu'il devait retourner dans son pays, où il lui serait facile de se créer des ressources :

— Rentrer en Italie!... Cinq ans de fer m'y sont réservés! Je ne veux pas y retourner!

CORPS FRANCS GARIBALDIENS

« La discipline est l'âme de l'état militaire; si elle n'est établie avec sagesse et maintenue avec fermeté, sans distinction de rang et de naissance, on ne saurait compter sur les troupes. »

MARÉCHAL DE SAXE.

Après nos premiers revers, on eut l'illusion de croire que des détachements improvisés de francs-tireurs pourraient lutter avec avantage contre les armées régulières qui envahissaient le pays. Les administrations qui avaient saisi le pouvoir sur les divers points de la France, encou-

ragèrent la formation de corps francs, dans lesquels s'enrôlaient le plus souvent les hommes qui, aux travaux de l'armée régulière, préféraient les hasards d'une vie sans discipline, à des officiers réguliers des chefs de leur choix.

Le gouvernement de Tours favorisa cet engouement, et par un décret du 28 septembre 1870, risqua de tarir le recrutement si nécessaire de notre armée, en allouant à ceux qui s'enrôlèrent dans les compagnies de corps francs, et non dans l'armée, une solde de un franc par jour pour les soldats et de un franc cinquante pour les sous-officiers. On créait, en outre, pour les corps, un service de réquisitions, de rations et de vivres.

Ce décret était digne de Glais-Bizoin, du *juif* Crémieux et C^{ie} !

A peine au pouvoir, le gouvernement de la Défense nationale s'était vu forcé d'envoyer en province une Délégation, pour expédier les affaires et le représenter. C'est en cette qualité que, le 8 septembre 1870, le *juif* Crémieux et Glais-Bizoin s'installèrent à Tours. Le 20 septembre ces « deux ruines » s'adjoignirent le vice-amiral Fourichon, qui s'attribua les fonctions de ministre de la guerre et, d'accord avec les deux compères précités, signa le décret du 28 sur les corps francs. Ajoutons que ce même *juif* Crémieux, profitant de son passage au pouvoir, décréta une nouvelle organisation de l'Algérie, déclara citoyens français les *Juifs* de cette colonie. Une telle mesure excita le juste mécontentement de la population arabe et fut la cause déterminante de la vaste insurrection de 1870-1871. Crémieux faisait ainsi le jeu des Allemands, puisqu'il fallut amoindrir la défense de la mère-patrie et renforcer les troupes d'Afrique pour tenir tête aux rebelles.

Revenons à notre sujet.

Sauf quelques cavaliers, fort bien montés, distingués sous le nom de « *guides garibaldiens* » et un escadron de « *dragons garibaldiens* ? » (Peut-être devait-on les désigner ainsi parce qu'ils avaient accroché une espèce de crinière à leur couvre-chefs écarlates, crinière qui se tremoussait d'une façon singulière entre l'occiput, la nuque et les reins), l'armée des Vosges ne possédait pas de cavalerie. Les « *lanciers polonais* » furent formés à Dijon, le jeudi 19 janvier 1871, seulement. Tous ces cavaliers étaient sous les ordres du lieutenant-colonel italien Bossi.

Par contre, l'infanterie était un composé hétérogène de corps francs¹, dans lequel on remarquait : le bataillon Nicolaï ;

Les chasseurs d'Alexandrie ; — les chasseurs des Alpes², qui montrèrent assez de crânerie sous Dijon, le 26 novembre ; — les chasseurs du Havre ; — les chasseurs du Mont-Blanc³, auxquels nous devons le même éloge ; les chasseurs républicains de la Loire ;

La compagnie *Patastrac*, qui fut cernée par les Allemands le 21 janvier, près de Chaumont (première affaire de Dijon). Un soldat déchira le gigantesque drapeau en soie rouge avec franges d'or de la compagnie, sur lequel apparaissait, en gros caractères, ce mot : PA-TA-TRAC, le cacha sous ses vêtements et prit la fuite. Cette compagnie était formée d'étudiants ?? italiens ;

Les Éclaireurs du Jura ; — l'Égalité, de Marseille. (Cette légion, sous les ordres de Delpech, occupa le couvent des R. P. Oblats, du Sacré-Cœur, à Autun (Saint-Martin). Les hommes menacèrent de fusiller un religieux, puis le

¹ Sauf des exceptions, dont l'énumération est glorieuse mais trop courte, on vit accourir sous ce nom, des bandes de pillards. (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. I. (Rapport de M. de la Rochetulon) p. 390.

² Commandant Michard

³ Commandant Tappaz.

supérieur, le T. R. P. Rambert, qui refusaient de continuer de leur donner à boire. Delpech emporta en ville le mobilier qui se trouvait dans sa chambre, pièce destinée à recevoir les évêques de passage, et le garda fort longtemps.

Le T. R. P. Rambert prit enfin un camion, se rendit au domicile de Delpech, gardé par douze à quinze Marseillais, auxquels il s'adressa en patois provençal, mit les rieurs de son côté et leur fit charger sur le camion les meubles enlevés par leur chef. Nous empruntons ce récit à la déposition de M. Castilhon, devant la *Commission d'Enquête parlementaire (Déposition des témoins, t. IV, p. 78)*; — les Enfants-Perdus de Paris, commandés par Delorme, recrutés de tous côtés, échappés des maisons centrales et des bagnes. (Ces Enfants-Perdus de Paris eurent, pendant quelque temps, pour sergent-major un homme de cœur, attaché à la personne de S. A. R. Mgr le comte d'Eu, qui, par affection pour la famille d'Orléans et par dévouement, avait quitté le Brésil et les siens, avec ce prince, pour venir servir la France. M. L*** consentit à se fourvoyer au milieu de ces chenapans, afin d'être mieux à portée de se rendre compte des sentiments du peuple en faveur d'une restauration orléaniste. Le hasard nous fit rencontrer cet excellent homme, père de famille et qui était alors affreusement défiguré par la petite vérole noire, qu'il avait contractée à Autun. Se sentant auprès d'un adversaire de la République, il s'ouvrit à nous et nous raconta ses aventures. Plusieurs années après, nous eûmes le plaisir de le revoir, à l'un des voyages en France de S. A. R. Mgr le comte d'Eu; l'ex-sergent-major avait, à l'aide d'un baume indien, fait disparaître toutes les traces dont son visage était labouré);

La Guérilla Egyptienne ; — la Guérilla Espagnole (capitaine Canoveole. Ces forcenés logèrent à Autun, dans le

couvent des R. P. Oblats de Marie (Saint-Jean); ils mirent le monastère à sac, pillèrent la chapelle, etc., coupèrent la tête d'une statue de la Vierge et la déposèrent sur un tas d'ordures, affirma M. Castilhon devant la Commission d'enquête parlementaire; comme on peut le vérifier dans les *dépositions des témoins*, t. IV, p. 78); — La Guérilla Grecque; — la Guérilla Hongroise; — la Guérilla d'Orient (colonel Chenet, sur le compte duquel nous aurons à revenir).

Les Franks-Tireurs :

D'Alger, capitaine Héritier; — de l'Allier; — de l'Aveyron; — de la Croix de Nice; — du Doubs; — de Grenoble; — de l'Hérault, commandant Deodato Rey de Bellonet, ancien combattant des Deux-Siciles, qui se faisait payer dix-sept francs par jour; — de Marseille; — de la Mort, dont le drapeau était agrémenté d'un crâne et de tibias entrecroisés; — d'Oran; — du Rhône; — des Vosges;

La Légion Ravelli, dont le colonel italien s'appropriait plusieurs centaines de mille francs en falsifiant les situations de ses troupes ¹;

Les Ours de Nantes, affublés grotesquement de peaux des bêtes dont ils portaient le nom. Accusés de faire des réquisitions illégales, ils furent désarmés sur l'ordre du général Pellissier, et deux de leurs officiers furent arrêtés pour être traduits devant une cour martiale. Nous les vîmes, au mois de février 1871, dans la prison de Châlon-sur-Saône et leurs noms figurent sur le registre d'érou : les événements qui se précipitèrent, les firent remettre en liberté, sans jugement, croyons-nous ².

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 80; déposition de M. Castilhon; voir aussi, au même volume, celle de M. Debuschère.

² ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. III, p. 514;

Des Volontaires Lyonnais :

Le 12 janvier, les Enfants perdus de la Montagne, équipés et armés à Vienne, formant un bataillon de 500 hommes, vinrent se mettre, à Dijon, sous les ordres de Garibaldi.

*
**

Les troupes françaises détachées à l'armée des Vosges, étaient :

Les Mobiles :

Des Alpes-Maritimes ; — de l'Aveyron ; — des Basses-Alpes ; — des Basses-Pyrénées ; — des Pyrénées-Orientales ; — les Mobilisés de l'Isère et de Saône-et-Loire. Les Mobilisés de la Loire arrivèrent à Dijon, le samedi 14 janvier 1871 ; ceux de l'Ain et de Vaucluse, le dimanche 15 janvier.

L'armée des Vosges possédait peu d'artillerie de campagne, sauf quelques pièces de 4 de montagne, confiées aux corps francs et des mitrailleuses fantaisistes de tous systèmes, de tous calibres. Elle ne pouvait, avant son arrivée à Dijon, compter que sur les Artilleurs mobiles de la Charente-Inférieure. Ces artilleurs firent superbement leur devoir, le 1^{er} décembre 1870, lors de l'affaire d'Autun.

déposition du général Pellissier ; son ouvrage les *Mobilisés de Saône-et-Loire, en 1870-1871*.

ENTRE FRÈRES ET AMIS

« Ἡ πολις εβούλεθ' ἡ νομῶν οὔδεν μελεῖ ¹ »

ANAXIMANDRIDE.

A la faveur des triomphes de l'invasion, des hommes renversèrent un pouvoir légalement établi, puis de leur propre autorité, ils poursuivirent la guerre, rejetèrent, en octobre 1870, un armistice, déclinerent, en décembre, des ouvertures de paix, pour aboutir à la déroute et à la mutilation de la France. Comme on l'a fait observer, « il n'y a pas d'exemple dans notre histoire qu'un groupe de particuliers, sans mandat, aient usurpé sur leur pays une autorité aussi illimitée pour la précipiter dans une ruine aussi profonde. » D'autre part, on ne peut oublier ni leur avidité, ni leur incapacité, ni leurs audaces dictatoriales, ni les concessions qu'ils firent à la démagogie, concessions qui préparèrent la voie à la Commune, ce grand forfait des temps modernes !... Ces hommes répondront devant la postérité des malheurs qu'ils ont déchaînés sur la France.

Parler du patriotisme des hommes du 4 septembre, c'est dire qu'il ne s'est jamais étendu au delà des calculs étroits de leur ambition ou de leur haine.

Écoutons l'un d'entre eux, Ernest Picard, dire dans l'*Électeur libre* :

« *La chute de l'Empire n'est pas achetée trop cher par la perte de DEUX PROVINCES* ».

La seule affaire principale c'est leur accession au

¹ L'état qui ne se soucie aucunement des lois a commandé.

pouvoir. Que sont à côté de cela la honte et le démembrement de la France ? Qu'importent les malheurs de la patrie ? Eux, ils sont arrivés.

Que dire de leur désintéressement ?... Ils se jettent sur les honneurs, sur les places, s'accommodent parfaitement des traitements qu'ils trouvaient scandaleux sous l'Empire.

« *Faisons un pacte avec la victoire ou avec la mort* », s'écriait Gambetta !

Le dictateur et ses amis n'ont pas plus remporté de victoires qu'ils ne sont morts pour la patrie !

Et ces hommes prétendent qu'ils sont républicains !

Cependant pour être républicain, il faut avoir du patriotisme et du désintéressement !

« Sedan, dit le général Ambert, devait servir de prétexte à une faction pour renverser l'Empire et mettre la France au pillage. D'un grand malheur ils ont voulu faire une grande honte ; ils n'ont pas craint d'avilir nos pauvres soldats, de flétrir nos drapeaux ensanglantés... La France allait être livrée à une démagogie effrénée qui devait faire couler inutilement des torrents de sang et gaspiller toutes les ressources du pays pour aboutir à une paix honteuse. »

« Il sortit des bas-fonds de la société une nuée de pauvres diables, les uns, fripons en rupture de ban, les autres parents ou complaisants des envahisseurs de la veille. Tout ce monde, plus ou moins incapable ou indigne, se précipite sur les emplois, cherchant des jouissances, des broderies, des traitements, sans se préoccuper le moins du monde des austères devoirs de l'homme chargé des affaires de son pays. On improvise ainsi des ministres, des directeurs généraux, des conseillers d'Etat, des ambassadeurs, des préfets, etc... Le désordre est partout, les archives disparaissent et les caisses se vident. »

La proclamation de la République nous aliéna tout d'a-

bord les sympathies de l'Europe monarchique, à qui cette forme de gouvernement n'inspire qu'une légitime répulsion Elle isolait la France et la privait d'une intervention qui n'aurait point été refusée à tout autre régime ¹.

Qu'ont-ils fait ces hommes qui se présentaient à nous comme ayant dans les mains des trésors de savoir politique et militaire, des remèdes pour tous les maux, et qui devaient nous donner, avec la liberté, la joie, le bonheur et la prospérité...

Ce qu'ils ont fait ? Leurs affaires, tandis que leur avènement a coûté à la France une dizaine de milliards, la ruine de trente départements et la perte de deux provinces !

Pour achever de brouiller la France avec l'Europe monarchique, Jules Favre, avant de se laisser enfermer, avec son portefeuille, dans Paris assiégé, alors que le corps diplomatique s'installait à Tours, Jules Favre eut encore le temps de commettre deux insignes maladroites :

¹ Les citoyens qui s'étaient installés à l'Hôtel de Ville de Paris, où ils avaient proclamé la République et s'étaient constitués membres d'un gouvernement provisoire, se partagèrent les emplois et les dignités qu'ils répartirent comme suit :

<i>Présidence du gouvernement</i>	Général TROCHU
<i>Vice-présidence et Affaires Étrangères</i>	Jules FAVRE.
<i>Intérieur</i>	LÉON GAMBETTA.
<i>Guerre</i>	LE FLO.
<i>Marine</i>	Vice-amiral FOURICHON.
<i>Justice</i>	CRÉMIEUX.
<i>Finances</i>	ERNEST PICARD.
<i>Instruction publique et cultes</i>	Jules SIMON.
<i>Travaux publics</i>	DORIAN.
<i>Agriculture et Commerce</i>	MAGNIN.
<i>Direction des Télégraphes</i>	STEENACKERS.
<i>Préfet de Police</i>	DE KÉRATRY

Etienne ARAGO fut nommé *maire de Paris* avec FLOQUET et BRISSON pour *adjoints*.

Jules FERRY, le futur *Tonkinois*, fut délégué à l'administration du département de la Seine.

l'envoi de M. Sénart comme ambassadeur à Florence, et la demande adressée au gouvernement italien de nous envoyer Garibaldi! L'un, compromettait les intérêts et l'honneur de notre Patrie, en félicitant, de son propre chef, Victor-Emmanuel d'avoir déchiré les conventions portant la signature de la France, en s'emparant des États pontificaux et de Rome; l'autre, nous aliénait complètement les cours européennes et nous préparait l'état-major de la Commune!

A peine au pouvoir, le nouveau gouvernement fut mis dans la nécessité d'envoyer en province une délégation pour expédier les affaires et le représenter.

Le 8 septembre, le *juif* Crémieux et Glais-Bizoin arrivèrent à Tours. Le même jour, le Comité de salut public de Lyon faisait des ouvertures auprès de Garibaldi. Il en était de même à Marseille. Bordone fut chargé d'aller chercher le *condottiere*; il se rendit à Tours, où Crémieux se serait empressé de lui dire :

« Oh ! ce cher Garibaldi, que j'aurais de plaisir à le voir ! Ah !
« si nous pouvions le faire entrer à Paris, quel effet cela produi-
« rait ! Dût-on sacrifier du monde pour cela, nous l'y ferons entrer.
« Oui, allez-nous le chercher, et dès que vous serez arrivés en
« France, venez directement à Tours, sans vous arrêter à Marseille
« et surtout sans passer par Lyon. (Bordone, Garibaldi et l'armée
« des Vosges, 1^{re} partie, Dôle.) »

Avisé par dépêche, expédiée de Bonifacio, que Garibaldi avait quitté Caprera sans aucune difficulté, Crémieux, si nous en croyons toujours Bordone, aurait dit :

« Oh ! mon Dieu, il arrive, il ne nous manquait plus
« que cela ! »

Il ne nous manquait plus que cela ! Non, il nous manquait encore l'ancien pilier du café Procope, le Gênois Gambetta.

Le désespoir du *juif* n'est-il pas significatif ? Le pouvoir qu'il croyait devoir lui être ravi par Garibaldi, allait lui être enlevé par Gambetta !

Cette dépêche, du 7 octobre, dénote combien Crémieux redoutait l'arrivée de Garibaldi ; il ne s'agit plus de l'amener à Tours, par les voies les plus rapides, mais de le garder à bonne distance :

« Recevez (télégraphie-t-il au préfet de Valence) Garibaldi
« comme je le recevrais moi-même. Si vous pouvez le retenir à
« Valence, vous ferez acte de grande utilité pour le gouvernement.
« Je fais partir Auguste Bartholdi, chef de bataillon de la garde
« nationale, qui le recevra à son arrivée à Valence et aura pour
« vous des instructions particulières. Je lui donnerai aussi une
« lettre pour Garibaldi qu'il faut absolument retenir à Valence.
« Amitié. — AD. CRÉMIEUX ¹. »

L'amiral Fourichon avait démissionné, le 6 octobre, par suite d'une mesure des plus regrettables : Crémieux ayant investi des pouvoirs civils et militaires, Challemel-Lacour, préfet de Lyon, celui-ci en profita pour faire arrêter le général Mazure, qui ne voulant pas se prêter à ses fantaisies, fut par lui qualifié de « *chef rebelle à la République.* » En présence d'un tel acte, l'amiral refusa de conserver plus longtemps l'administration de la guerre. Du reste, il n'entendait pas donner son assentiment au projet de subordonner l'autorité militaire à l'autorité civile, projet que dans les circonstances actuelles, il regardait comme funeste aux intérêts du pays et que la délégation de Tours se disposait à mettre à exécution. Déjà, à Paris, le général Ambert avait été destitué brusquement ; quelques jours avant, à Grenoble, le général

¹ Perrot. *Rapport*, t. II, p. 417, dépêche du 7 octobre 1870, 8 heures 35 soir, n° 5390. Il s'agit ici du célèbre statuaire, né à Colmar, en 1834.

Monnet avait dû résigner ses pouvoirs et le général Kersalunc avait été incarcéré à Auxerre. L'amiral Fourichon redevint ministre de la marine après l'arrivée de Gambetta.

Le *juif* Crémieux prit, sans hésiter, le portefeuille de la guerre et les affaires allèrent, bien entendu, de mal en pis.

George Sand écrivait à la date du 8 octobre :

« *L'invasion se répand, rien ne semble préparé pour la recevoir. Nous tombons dans l'inconnu, nous entrons dans la phase des jours sans lendemain : nous faisons l'effet de condamnés à mort qui attendent du hasard le jour de l'exécution, et qui sont pressés d'en finir...* »

« *Garibaldi arrive au secours de la France avec dix mille volontaires !* »

Telle était la dépêche que reproduisaient tous les journaux, quoique peu faite pour enthousiasmer les vrais Français.

À Marseille, le *condottiere* reçut des honneurs royaux, le canon des forts tonna au moment de son débarquement dans le port.

Le même jour, on apprenait la descente de ballon de Gambetta, aux environs de Montdidier, d'où il se dirigea en toute hâte, vers Tours, par Amiens, Rouen et le Mans.

La France allait courir de nouvelles aventures, subir de nouveaux et irréparables désastres dus à l'incapacité et à la présomption des deux Garibaldi : « Garibaldi politique, c'est-à-dire Gambetta, selon l'*Aben-Post*, de Vienne, et Garibaldi le *condottiere*. »

Gênois et Niçois se trouvèrent donc, à Tours, le 12 octobre 1870. Le *guérillero*, nous l'avons dit, et la chasse aux généraux français était de nature à confirmer son espoir, voulait tout simplement la dictature militaire ; le

Génois, plus malin, lui proposa d'abord le commandement des volontaires italiens amenés par Riciotti.

Garibaldi et Bordone, exaspérés d'un pareil sans-gêne et par une semblable mais juste déconvenue, menacèrent la délégation. C'était cependant le seul rôle qui aurait pu être confié au vaincu de Kuhn (campagne du Tyrol, 1866).

La nuit porta conseil et ce conseil amena la défaillance de Gambetta, qui, le lendemain, confia à Garibaldi le commandement de tous les corps francs épars dans l'Est et de mobiles en nombre suffisant pour former une brigade.

Garibaldi se déclara satisfait et partit le 13 octobre de Tours pour Dôle, afin de gagner le théâtre de ses exploits. On lui avait imposé, pour chef d'état-major, le colonel Frapolli, ancien ministre de la guerre de Victor-Emmanuel, avec lequel il avait fait la campagne de 1859 et était entré triomphalement à Parme le 23 août de cette même année. Ce choix était excellent¹, mais on avait compté sans Jean Bourdon, dit Giovanni Bordone, l'ex-apothicaire d'Avignon, qui devait finir par brouiller Garibaldi et Frapolli et devenir, lui Bordone, le *Deus ex machina* des milices garibaldiennes.

Donnons ici, à titre purement documentaire, la composition de la délégation de Tours :

Intérieur et guerre, GAMBETTA (Léon).

Justice, CRÉMIEUX.

Marine, FOURICHON.

Conseil (de qui, de quoi ?), GLAIS-BIZOIN.

Les citoyens qui devaient aider Gambetta à ruiner la France étaient :

Laurier, chargé des finances et des fournitures de l'armée.

Spuller, chef de cabinet de Gambetta.

¹ Au point de vue militaire seulement ; Frapolli était aussi l'un des hauts dignitaires des loges maçonniques italiennes.

Cavalier, dit *Pipe-en-Bois*, secrétaire de Gambetta, condamné, ensuite, pour participation à la Commune à la détention dans une enceinte fortifiée.

Ranc (exilé à la suite du complot de l'Opéra-Comique en 1854; plus tard membre de la Commune de Paris et condamné à mort, par contumace, par le 3^e conseil de guerre séant à Versailles), nommé en 1870-1871, directeur de la sûreté générale; aujourd'hui directeur politique du *Parti* et sénateur de la Seine.

Loverdo, représentant aussi le pouvoir militaire, remplacé, plus tard, par le général *Haca*.

Enfin, une quantité de secrétaires « presque tous jeunes gens », qui trouvèrent fort commode et agréable de passer le temps de cette meurtrière campagne auprès d'un bon feu, autour d'une bonne table et à l'abri des balles.

L'exemple des défections venait de haut. Que n'a-t-on pas dit sur la prudence de ce fils de M. Jules Simon, demandant et obtenant de ne pas partir avec la classe 1870. Un sursis de trois mois lui est accordé, le 3 novembre 1870, par le ministre de la guerre. Le 3 février 1871, il oublie de rejoindre son régiment, évitant ainsi les dangers de la prise d'armes contre la Commune. Poursuivi comme déserteur, après le triomphe de l'armée française, il obtient un nouveau sursis de trois mois, le 19 juillet 1871. On l'incorpore enfin, le 20 septembre 1871, au 96^e de ligne, où il se fait remplacer à bon compte, le remplacement étant en voie d'être aboli et les remplaçants étant devenus nombreux.

Des personnes dignes de foi prétendent que le départ de Gambetta pour la province fut provoqué par des tiraillements survenus entre les membres du gouvernement du 4 Septembre. Gambetta aurait voulu que l'on mit la main sur la Banque de France. Emmanuel Arago et Ernest Picard s'y opposèrent énergiquement, prétendant que l'on pouvait être à la fois républicain et hon-

nête ; cela s'est vu, il y a en toutes choses des exceptions. Médusé, Gambetta monta dans la nacelle de l'*Armand Barbès* pour faire fortune autrement.

Le 8 août 1870, promu officier de la Légion d'honneur, M. l'ingénieur des mines de Freycinet, recevait cette décoration de la main de l'impératrice Eugénie. Il avait été candidat officiel de l'Empire. (M. Paul de Cassagnac a rappelé ces faits à la séance de la Chambre des députés du 23 avril 1888. *Journal Officiel* 1888, p. 1305, col. 3.)

Écoutons encore le thuriféraire Gréard, narrant l'histoire à sa manière et disant à M. de Freycinet : « Du fond du « Midi, où vous aviez accepté l'administration d'un départe-
« ment (M. de Freycinet s'était fait nommer tout simple-
« ment préfet de Tarn-et-Garonne, dès le 5 septembre ;
« — Note de l'auteur), vous accourez (à Tours où vient
« d'arriver Gambetta. — *Id.*), offrant les ressources de
« votre expérience technique et l'ardeur de votre dévoue-
« ment. On s'étonne d'abord, on hésite (il y avait de
« quoi ! — *Id.*). On vous entend, et la netteté de vos
« vues frappe, émeut, convainc ! »

Pas tout le monde, cependant, ainsi que l'établit cette dépêche confidentielle et chiffrée adressée, le 11 octobre, à la Délégation de Tours, par le préfet républicain de la Gironde, Amédée Larrieu :

« J'apprends que M. de Freycinet est chargé du poste de
« directeur général au Ministère de la Guerre. Je crois ce
« choix malheureux et je vous le signale confidentiellement,
« avec prière de parler immédiatement au Ministre de la
« Guerre. (Dép. n° 5,220.) »

Le soir même, le Directeur général des Télégraphes lui répondit :

« Gambetta me charge de vous dire que M. de Freycinet

« est attaché seulement au travail de son cabinet *et ne fait rien sans le consulter.* (Dép. n° 5,739.) »

D'un côté, le vice-recteur Gréard nous montre M. de Freycinet accourant à Tours, du fond du Midi ; de l'autre, ce dernier prenant un ton de sycophante, écrit dans la préface de sa *Guerre en Province* : « Amené par les circonstances à prendre dans cette guerre une part plus grande que je n'aurais voulu, etc. » Est-ce assez modeste, surtout quand on a su provoquer les circonstances en question.

Nous nous demandons comment le récepteur Gréard et le récipiendaire de Freycinet ont fait pour ne pas s'esclaffer de rire mutuellement en se regardant pendant la séance académique du 10 décembre 1891.

M. de Freycinet ne devait pas longtemps consulter Gambetta avant de faire quelque chose, puisque son panégyriste Gréard prétend que la Délégation de Tours avait commis au délégué à la guerre le soin d'organiser la résistance. Un Carnot numéro deux, avec l'avantage incontestable de ne point avoir été d'abord comme Carnot numéro un, l'Organisateur de la Guillotine, selon l'expression, si juste, dont s'est servi, au Sénat, M. de l'Angle Beaumanoir.

Gambetta avait placé à la tête de son cabinet militaire, le citoyen Byse, *sujet suisse*, qui fut naturalisé français durant la guerre, ainsi que cela se trouve consigné dans l'Enquête parlementaire.

« M. Crémieux, dit un écrivain, profitait du temps qu'il avait à posséder sa place, pour mettre dans les plus beaux emplois, ses coreligionnaires, et croyait que l'on ne s'apercevait pas qu'il transformait la France en une nouvelle Jérusalem ¹. »

¹ C'est ainsi qu'il fit promulger le décret, du 24 octobre 1870,

« M. l'amiral Fourichon n'était pas très satisfait de sa position, à cause de la compagnie, mais il se cramponnait au portefeuille de la marine dans la crainte qu'un autre de la bande ne s'en saisît et ne désorganisât pour longtemps la marine française, comme on avait désorganisé les cadres de l'armée de terre.

« M. Glais-Bizoin se prélassait dans sa sinécure, et opinait du bonnet à toutes les mesures décidées sans lui. »

Quant à Gambetta, il va à l'armée, il passe des revues ; il pérore et décrète ; en un mot, il joue au général et au dictateur.

Bientôt, hélas ! on verra comment nos armées se consumeront en vains efforts et comment nos millions s'écouleront *« en farines avariées, en alcools frelatés, en vareuses de toile d'araignée et en souliers de carton. »*

La dictature de Gambetta fut une extravagance ; en quelques mois, elle engloutit les ressources de la France et dissipa ses armées.

Dans une brochure qui a pour titre : *Le Salut*, nous lisons :

« Sous le prétexte de réparer les fautes de l'Empire, MM. Jules Favre et Gambetta ont quadruplé nos malheurs.

Un journal a dit : *« La France a été perdue non par Sedan mais après Sedan. »*

C'est là une vérité incontestable, que l'histoire proclamera, en se montrant justement sévère envers les hommes qui, profitant des malheurs de la patrie, se sont arrogé le pouvoir et ont précipité la France dans une abîme de désastres.

déclarant citoyens français tous les juifs indigènes de l'Algérie, ce qui fut une des causes de l'insurrection Arabe de 1871 ; les juifs le reconnaissent eux-mêmes.

Nous allons continuer notre travail en groupant les événements par dates, mais cet ordre n'entravera pas chez nous l'esprit de critique, qui est l'âme de l'histoire; il nous permettra, en outre, d'utiliser les notes personnelles que nous avons eu l'heureuse pensée de consigner, jour par jour, et dont la lecture, fait passer devant nos yeux tous les tableaux que nous avons vus en 1870-1871, assister comme dans un mirage, à toutes les scènes dont nous avons été témoin et revivre tous les personnages qui se mouvaient alors autour de nous.

CHAPITRE IV

OCTOBRE 1870

« Organisés militairement, ces flibus-
« tiers se montraient plus terribles encore
« aux bourgeois que la bande de Cice-
« ruacchio. Ils commettaient dans la ville
« et les campagnes des actes de vanda-
« lisme et d'obscénité qu'on ne peut pas
« dire, des actes abjects révoltant la mo-
« rale. »

HISTOIRE DE PIE IX, par Maréchal de
Bussy, 2^e édition, tome II, p. 172. —
Avignon, 1857.

Dimanche 1^{er}. — Ricciotti Garibaldi passe la frontière franco-italienne avec 450 volontaires. Une dépêche du préfet de Chambéry (n° 5,882), annonce cette nouvelle au gouvernement.

Samedi 7. — Stephano Canzio télégraphie de Gênes que Garibaldi a débarqué en Corse, d'où il va partir pour Marseille.

Le colonel Frapolli, député italien, qui lève déjà des troupes à Chambéry, apprenant l'arrivée de son ancien compagnon d'armes de 1859, envoie ce télégramme au *juif* Leven, pour le ministre Crémieux, à Tours :

« Garibaldi arrivé inopinément produira mouvement im-

« mense. — Profitez-en, au nom du ciel, pour l'union et un
« coup de collier. — Chassons Guillaume. — Vive la Répu-
« blique française ! — A vous toujours. (Dép. n° 5,940.) »

Cette dépêche est une preuve authentique des bons sentiments qui animaient le colonel Frapolli envers Garibaldi. Bordone devait se charger promptement de les modifier.

Peigné-Crémieux, préfet de la Drôme, mande au préfet de Marseille de dire à Garibaldi, dès qu'il débarquera, qu'à Valence il sera reçu par lui, Peigné, gendre de Crémieux, l'ancien hôte de Menotti, à Paris.

Le *condottiere* arrive à Marseille, puis se rend à Valence, à Tours et prend la direction de l'Est....

Jeudi 13. — Garibaldi s'installe à Dôle, avec sa bande, pour y faire le plus de mal possible. Les compétitions de Bordone, Frapolli et Baillehache s'y épanouissent de leur mieux, ce qui n'empêche pas la guerre aux R. P. Jésuites, au clergé séculier et aux honnêtes gens.

Vendredi 14. — Le général Cambriels, dont Garibaldi convoite le commandement, est obligé d'abandonner la ligne des Vosges. Une proclamation de l'Administrateur provisoire du département de la Côte-d'Or annonce, à tort, que Garibaldi est chargé de l'organisation et de la défense de tous les départements de l'Est, tandis que le pouvoir du *guerrillero* est limité à l'armée des Vosges, ou mieux à tous les corps qui vont la composer.

Dimanche 16. — Les mobiles de l'Isère, les francs-tireurs d'Oran et des francs-tireurs américains débarquent à Dijon.

Mardi 18. — Garibaldi avait demandé la disgrâce de Cambriels, dont il était jaloux et qui le gênait par son voisinage ; il ne put obtenir de Gambetta une chose aussi inique ; mais le Dictateur, venu dans l'Est pour calmer

les populations que les brigandages de l'armée des Vosges commençaient déjà à exaspérer, le dédommagea en lui donnant non seulement le droit de conférer des grades selon son bon plaisir, mais encore de réquisitionner à sa guise :

« *Le ministre de l'intérieur et de la guerre autorise le général Garibaldi, personnellement, à signer les réquisitions relatives à l'exécution de la mission dont il a été chargé et qu'il a acceptée. Ces réquisitions devront toujours porter la signature du général Garibaldi.*

« *Fait à Besançon, le 18 octobre 1870.*

« *Signé : L. GAMBETTA.* »

A ceux qui prétendraient que le voyage de Gambetta dans l'Est n'a pas été déjà provoqué par les agissements des garibaldiens, nous répondrons en les renvoyant à la dépêche de son Éminence le cardinal-archevêque de Besançon¹ et à la dépêche ci-dessous :

Urgence. — Besançon de Tours, 21 octobre 1870.

« *Guerre à général Cambrtels, à Besançon. — J'ai reçu votre dépêche confidentielle contenant la lettre des conseillers généraux de la Haute-Saône SUR LES FAITS RELATIFS AU GÉNÉRAL GARIBALDI. Je vous prie de ne pas perdre de vue que je ne puis accueillir qu'avec une extrême réserve les appréciations qui sont produites sur le général Garibaldi, et les faits et gestes de son corps d'armée. Vous en comprenez la raison. Elle tient tout entière à l'indivisibilité si tranchée du général Garibaldi. Je suis, pour mon compte, disposé à ne point me laisser influencer par les renseignements que je ne puis contrôler. Je vous prie de vouloir imiter ma circonspection à cet égard. Pour ce qui est de l'incident de la caisse du receveur particulier, il faut que vous sachiez que j'ai donné au général Garibaldi un droit de réquisition personnel et*

¹ Voir ici, plus haut, sous la date du vendredi 11 novembre 1870.

« que j'ai autorisé les préfets et agents administratifs à requérir
« pour son compte. Ce n'est pas légèrement que j'ai accordé ce
« droit, c'est parce que je me crois en mesure de pouvoir toujours
« répondre des actes de réquisition du général, quand il les aura
« ordonné lui-même. C'est une question de mesure. Je vous
« remercie néanmoins de votre dépêche.

« LÉON GAMBETTA ¹. »

Ainsi, Gambetta méprise les avis des conseillers généraux, élus par le suffrage universel ; ainsi, l'individualité de Garibaldi met ce citoyen au-dessus de toute attaque, de tout contrôle ; ainsi, les agents des finances n'ont qu'à laisser dévaliser leurs caisses et à les remplir de bons portant la signature du ... général. Et quand Garibaldi n'aura pas ordonné lui-même les actes de réquisition ? Gambetta en répondra toujours et tout de même. Le dictateur remercie néanmoins le général Cambriels. Nous en verrons bien d'autres, d'ici à peu de temps.

Samedi 22. — Les Allemands sont à Pesmes et en forces. Le docteur dijonnais Lavallo devenu colonel *subito presto*, et cantonné à Montmançon avec les mobiles de l'Isère, armés de fusils à piston modèle 1848, les mobilisés de la Côte-d'Or, vêtus de blouses et de pantalons de toile bleue, armés de fusils à tabatière qui fonctionnent mal (*dépêche du capitaine Perchet au comité de Défense de la Côte-d'Or*) envoie à Garibaldi ce télégramme :

« Les Prussiens ont quitté Gray, se dirigeant sur Pesmes. La
« ville n'a été occupée que par cent à cent cinquante uhlands. L'in-
« fanterie, forte de 3,000 hommes avec une batterie d'artillerie, a
« contourné la ville au galop, sans y entrer. Prussiens ont coupé
« à Gray la voie de Besançon à Labarre. »

¹ Rapport Perrot, t. II, p. 423, dépêche n° 5,228.

L'infanterie a contourné la ville au galop ! Pauvre docteur, son beau bicorne à plumes ne suffisait pas pour lui insuffler un peu de science militaire, même au point de vue de la rédaction des dépêches !

Lavalle était président du comité de la défense de Dijon, composé d'un avoué et d'un baigneur, Collot, dit M. de Grancey, dans sa déposition devant la Commission d'enquête parlementaire.

Mardi 25 octobre. — Garibaldi interrompt, sans motifs légitimes, la circulation des trains entre Dijon et Dôle, Besançon, Pontarlier, Lons-le-Saulnier et la Suisse. M. Audibert, directeur de l'exploitation, adresse, de Clermont-Ferrand, une dépêche au gouvernement de Tours pour lui exposer la situation et lui signaler cette perturbation dans le service (*Rapport Perrot*, t. II, p. 434, dépêche n° 5,420).

Mercredi 26. — Les Allemands occupent Gray.

Jeudi 27. — L'ennemi s'avance, sur la Côte-d'Or, de trois côtés différents : la première colonne par Autrey-Fontaine-Française, dans l'espoir de tourner les troupes du colonel Deflandre ; — la deuxième par Essertenne-Talmay ; — la troisième par la route de Pesmes, afin de couper la retraite sur Auxonne.

Le docteur Lavalle, prévenu, télégraphie de Ponttailler à Garibaldi et lui demande ce qu'il faut faire ? il est mort, il y a quelques années, attendant toujours la réponse de Garibaldi ou de son état-major ! Inutile de dire que le docteur fut battu ! Les Allemands, tant à Talmay qu'à Jancigny, firent 430 prisonniers. Les mobilisés, ne sachant plus à qui obéir, se débandèrent de toutes parts. Il en vint jusqu'à Châlon-sur-Saône, dans des bateaux attachés à un remorqueur de la compagnie des mines de Blanzly ! Ils arrivèrent dans un état pitoyable. Le docteur Lavalle, qui avait repris ses vête-

ments civils et quitté définitivement la flamberge pour la lancette, qu'il eut le tort d'abandonner, s'étant aussi replié à Châlon-sur-Saône, fut reconnu par quelques-uns de ses hommes. Ces derniers lui eussent fait un mauvais parti sans l'intervention des artilleurs de la garde nationale. Ceux-ci, dociles aux exhortations du citoyen Boysset, petit proconsul chalonnais, avocat sans cause avant la guerre et dont nous reparlerons bientôt, parvinrent à faire entrer à la gendarmerie ce *quidam* inconnu, mais dont Boysset, grimpé sur une borne, répondait comme de lui-même. Il était grand temps de le secourir, les mobilisés avaient déjà mis la main à leurs baïonnettes et la rue Basse-de-l'Obélisque, où est située la gendarmerie, n'est pas éloignée de la Saône !

Le docteur Laval se cacha chez Boysset, puis se rendit à Lyon, où il fut traduit devant un conseil de guerre : « *prévenu par son inexpérience d'avoir causé la fuite d'une partie des troupes parties en débandade.* » Il fut acquitté parce que le conseil reconnut « *que les faits qui lui étaient imputés ne pouvaient être attribués qu'à son inexpérience.* »

Vendredi 28. — L'ennemi marche sur Dijon. Un conseil de guerre y est tenu à neuf heures du soir sous la présidence du colonel Fauconnet, qui, la séance levée, télégraphiait :

Dijon, 28 octobre 1870, 11 h. soir.

« Colonel chef des corps, à Dijon, au général [Cambriels,
« Besançon.

« En présence [de forces considérables, rallié mes troupes à
« Dijon.

« Deux colonnes prussiennes, 20,000 hommes, 25 canons,
« 4,800 chevaux marchent sur Dijon.

« Conseil municipal n'a fait aucun travail de défense promis.

« Je n'ai ni canon ni chevaux ; beaucoup d'armes en mauvais

« état, un bataillon sans chaussures, tous sans tentes-abris, des
« bataillons qui n'ont pas encore tiré un coup de fusil et ne savent
« charger leurs armes.

« Le conseil municipal et la ville se refusent à l'établissement de
« barricades. Pour éviter un désastre inévitable, je me mets en
« retraite sur Beaune.

« Je referai des compagnies et bataillons actifs en prenant les
« éléments rigoureux et pourrai aller à Dôle. Sept bataillons à
« faire. Je n'avais que 18 cartouches par homme. 28 octobre 1870.

« P. S. — Assemblé conseil de guerre. Avis unanime résistance
« impossible en présence d'une artillerie formidable. »

Composaient ce conseil de guerre : le colonel Fauconnet, président ; — Regad, chef d'escadron de gendarmerie, faisant fonctions de chef d'état-major ; — Deflandre, colonel de gendarmerie ; — Bordier, chef de bataillon des mobiles de la Lozère ; — d'Apat, chef de bataillon des Basses-Pyrénées ; — Vial, chef du premier bataillon des mobiles de l'Isère ; — Barré, commandant le deuxième bataillon des mobiles de l'Yonne ; — le sous-lieutenant commandant les quatre compagnies de dépôt du 90^e de ligne ; — Martin, capitaine commandant les trois compagnies de dépôt du 71^e de ligne ; — Demetz, lieutenant du 6^e bataillon de chasseurs à pied.

Le conseil municipal de Dijon et l'état-major de la garde nationale de Dijon, assemblés à minuit, décident que la résolution du conseil de guerre rendant toute défense impossible, on désarmera la garde nationale afin de sauver ses armes.

Pendant le reste de la nuit Dijon est évacué ; les poudres sont noyées dans le canal de Bourgogne ; les munitions de guerre, effets d'habillements, etc., mis en sûreté.

Vendredi 29. — A l'aurore, il n'y a plus un soldat, un mobile, un gendarme, dans la capitale de la Bourgogne.

Un officier d'état-major prussien, en tenue bourgeoise, entre à Dijon, se promène en ville et ne voyant aucun uniforme va rendre compte à ses chefs.

Les autorités administratives et municipales, sous la pression de la foule, se préparent à la résistance.

Le docteur Lavalley, sortant de l'*Hôtel du Chevreuil*, à Beaune, où il venait de déjeuner avec le colonel Fauconnet, est entouré, menacé, frappé et traîné en prison par des mobiles exaspérés. Le procureur de la République de Beaune, M. Guigot, qui l'accompagnait, empêche certainement un assassinat. Après trente-six heures de détention, à Beaune, Lavalley est dirigé sur Chagny, puis sur Châlon-sur-Saône, où sa vie, en danger pour la seconde fois, fut sauvée, ainsi que nous l'avons dit, par Charles Boysset.

Ce même jour, Garibaldi adressait à ses troupes une proclamation, où il était dit :

« Miliciens de l'armée des Vosges,

« Le noyau cosmopolite que la République française rallie dans son sein, composé d'hommes choisis dans l'élite des nations, « représente l'avenir humanitaire, et sur la bannière de ce noble « groupe, vous pouvez lire l'empreinte d'un peuple libre qui sera « bientôt le motto de la machine humaine. Tous pour un, un pour tous!

« Quelle noble mission est donc la vôtre, fils de la liberté, élite « de tous les peuples ! Oh ! certes, je ne changerais pas mon titre de « milicien de la République pour une couronne ! ¹ »

L'*avenir humanitaire*, le *motto* de la machine humaine, tout cela devait se noyer dans le sang et les flots de pétrole enflammés de la Commune !

¹ LA GUERRE DE FRANCE, par Charles de Mazade, de l'Académie Française, p. 477. — Rapport Boreau-Lajanadie, p. 100. ENQUÊTE PARLEMENTAIRE.

Dimanche 30. — Les Allemands approchent de Dijon, sous les ordres du lieutenant-général de Beyer, du prince Guillaume de Bade et du général Keller.

En vue de Varois, à huit kilomètres environ de Dijon, on fait quitter le rang aux hommes de la première brigade (prince de Bade), qui connaissent suffisamment la ville et ses environs pour servir de guides; *il s'en trouve à peu près cinq cents*. Avis aux personnes qui, malgré cet exemple frappant, continuent, depuis la guerre, à employer des Allemands !

Cent quatre-vingts chasseurs à pied arrivent d'Auxonne, avec le lieutenant Demetz et vont se placer en avant de Dijon, sur la route de Mirebeau. D'autres corps français prennent position. La garde nationale est réarmée et reçoit des cartouches.

A dix heures du matin, le canon allemand tonne du côté de Varois; les chasseurs à pied se replient sur le village de Saint-Apollinaire. Des détachements de ligne (71^e et 90^e), débarquent à la gare; harassés de fatigue, sans nourriture, sans cartouche. On leur donne à manger, on leur distribue des munitions et ils partent au combat !

La garde nationale se rassemble et des groupes isolés vont se déployer en tirailleurs aux approches de la ville.

Les mobiles de la Lozère, de l'Yonne, les mobilisés de la Côte-d'Or (compagnies Rollet et Claudel), les francs-tireurs du Rhône, sont amenés par le chemin de fer.

A midi 15 minutes, l'administrateur de la Côte-d'Or télégraphie à Garibaldi, à Cambriels, au commandant de place d'Auxonne, aux maires de Genlis, de Collonges et de Magny, pour annoncer que l'on se bat près de Dijon et demander des secours.

A cet appel suprême, Collonges, Saint-Seine-l'Abbaye, Seurre, envoient des gardes nationaux, qui arrivèrent trop

tard. Quant à Garibaldi, il était trop occupé à faire destituer le général Cambriels. Bossack et sa brigade exécutèrent une marche militaire de Dôle à Auxonne, c'est-à-dire s'avancèrent jusqu'à vingt-cinq kilomètres de Dijon !!

A une heure, les tirailleurs sont obligés de battre en retraite.

Le colonel Fauconnet prend le commandement des troupes qui défendent la route de Gray. Il a son cheval blessé sous lui. Un éclaireur, M. Bresson, lui donne le sien. Sur la demande du colonel, le cheval blessé est abattu, d'un coup de feu, par un garde national.

Les Allemands se rapprochent toujours.

A une heure et demie, on dispute l'entrée de Dijon.

A deux heures, les Allemands occupent les hauteurs qui dominent la ville à l'est.

Des barricades sont construites, à la hâte, rue Sainte-Marguerite et rue de Montmuzard. A la première barricade, un mobile de la Lozère y est blessé « *et, dit un auteur républicain¹, auquel nous sommes heureux de faire cet emprunt, reçoit les secours de M. l'abbé Perron (vicaire de la paroisse de Notre-Dame de Dijon), qui, jusqu'à la fin du combat, va de cette barricade à celle de la rue de Montmuzard, et fait preuve d'un grand courage.* »

A deux heures et demie, le colonel Fauconnet tombe. Une balle l'a frappé au ventre. Des gardes nationaux font un brancard avec deux fusils et l'emportent à l'ambulance de la caserne des Capucins, située tout près. Le colonel est examiné par le docteur Laguesse, chef de

¹ *Journal de la guerre de 1870-1871 à Dijon et dans le département de la Côte-d'Or*, par Clément Janin, 2 vol. L'auteur, homme de lettres, marié à une nièce de Jules Janin, appartient, à la fin de sa vie, à la presse républicaine dijonnaise. Il fut rédacteur au *Progrès de la Côte-d'Or*, organe de la coterie opportuniste et au *Petit Bourguignon*, acheté par l'illustre Wilson. Lorsqu'il mourut, M. Clément, était conseiller général républicain du canton d'Is-sur-Tille.

l'ambulance. La blessure est mortelle, le brave officier n'en doute pas un seul instant, cherche un peu de repos, n'en trouve pas, fait écrire ses adieux à sa famille par l'abbé Drouhin, auquel il dit ensuite :

« *Toute résistance est inutile ; on ne pourra empêcher l'ennemi d'entrer ; prévenez les autorités municipales.* »

Le docteur Laguesse écrit aussitôt ce billet :

« *Le colonel Fauconnet, grièvement blessé à l'hôpital des Capucins, juge la défense inutile et vient de le déclarer à l'aumônier ; il prie de transmettre cet avis aux autorités de la ville et conseille de parlementer.* — D^r LAGUESSE.

« *P. S. — Nous avons une quarantaine de blessés au moins, un mort, etc.*

« *L'ambulance est très exposée au feu de l'ennemi ; les obus éclatent dans la cour.* »

L'abbé Drouhin porte ce billet à l'Hôtel de Ville, où il arrive à quatre heures.

Partout la lutte redouble d'intensité. Trente-six pièces allemandes vomissent du fer sur Dijon, sans respecter les bâtiments au sommet desquels flotte le drapeau de la Convention de Genève. Quarante obus tombent sur l'ambulance des Capucins ; quelques-uns éclatent dans les chambrées où gisent les blessés et les mourants. Soixante obus sont dirigés sur les bâtiments de la brasserie Perreau-Pingaud, transformés en ambulance et abrités par des drapeaux blancs à croix rouge. Les Allemands emploient des balles explosibles, contrairement à la convention de Genève ¹.

¹ Les soldats Jean-Justin, du 90^e et Charles Louchard du 71^e furent atteints par des balles explosibles. Plusieurs Dijonnais ont encore de ces projectiles prohibés, dont les Badois firent usage le 30 octobre.

Sœur Saint-Vincent (de la paroisse Saint-Michel), qui se tient près de la barricade de la porte Neuve, vers la *Recette Générale*, dit toujours notre auteur républicain, *a les bras rougis « jusqu'aux coudes du sang des morts et « des blessés, prodiguant ses soins avec un dévouement « admirable. »*

Vers quatre heures, les troupes de ligne se replient, la garde nationale seule lutte contre l'ennemi.

A cinq heures, Sa Grandeur Mgr Rivet, « accompagné de M. l'abbé Lebœuf, l'un de ses grands-vicaires » et une délégation du Conseil municipal, se dirigent, pour parler, dans la rue de Montmuzard, au milieu des balles et des obus qui les contraignent à renoncer à leur projet.

A six heures, le combat a cessé partout, mais il faut lutter contre les incendies allumés par le pétrole des Allemands, des Badois.

A sept heures, l'ennemi se concentre à Saint-Apollinaire, Quéigny et Varois.

A dix heures, le colonel Fauconnet rend le dernier soupir. Une dépêche arrivée de Tours, quelques instants auparavant, lui avait apporté la nouvelle de sa promotion au grade de général de brigade!!

Nous perdîmes six cent deux hommes à cette journée, tant tués (160) que blessés (341) et prisonniers (101); les Allemands eurent de quinze à seize cents hommes hors de combat.

Une rue de Dijon porte maintenant le nom du général Fauconnet. Mais puisqu'il s'agit d'ériger une statue, sur la place de la République (ci-devant Saint-Nicolas), au milieu du quartier que le général Fauconnet a défendu et à la défense duquel il a trouvé une mort glorieuse, pourquoi ne pas élever ce monument à la mémoire du chef français et non à celle du vieux farceur, qui ne fit rien

pour secourir Dijon le 30 octobre ? Ce fut la seconde de toutes les fautes, dont Garibaldi se rendit coupable au point de vue militaire. Le gouvernement devait cependant croire à une intervention de la part du *condottiere*, qui avait télégraphié de Dôle, le 21 octobre, dès huit heures du matin, à *Spuller, ministre guerre, Tours* :

« *Rappelez au ministre ce que lui ai dit de Gray et ligne de l'Ognon. Dites-lui aussi qu'avec poignée d'hommes COUVRIRONS DIJON ET BARRERONS PASSAGE* ¹. »

Et le lendemain, il confirmait mensongèrement cette fanfaronnade en avisant ainsi le ministre :

« ... NOUS SOMMES EN LIGNE..... ² »

Pour faire oublier qu'il a laissé le docteur Lavalley réduit à ses seules ressources, le 27, Garibaldi s'en prend au brave colonel Fauconnet, dont il critique implicitement la conduite en ces termes :

N° 5623.

Dôle, 28 octobre 1870, 11 heures 55 soir.

« *État-major général armée des Vosges, à Guerre, Tours.*

« Nous apprenons indirectement aujourd'hui que le colonel Fauconnet a occupé Pontallier avec 3,000 hommes et de l'artillerie. UNE DÉMONSTRATION FAITE HIER, EN TEMPS OPPORTUN, AURAIT ÉPARGNÉ L'ÉCHEC SUBI A TALMAY ET SUR LA RIVE GAUCHE DE SAÔNE PAR GARDE NATIONALE MOBILISÉE ET TROUPE DU COLONEL LAVALLEY DE DIJON. En ce moment des dépêches contradictoires nous annoncent que l'ennemi se retire sur Gray, et d'autre part qu'il s'avance sur Dijon, au nombre de 17,000. JE NE CROIS PAS UN DANGER SÉRIEUX POUR DIJON, PAS PLUS QU'A L'IMPORTANCE DU CHIFFRE... »

¹ *Rapport Perrot*, t. II, p. 421-422. *Dépêche* n° 518.

² *Idem*, t. II, p. 425. *Dépêche* n° 102.

Il ne crut pas davantage, les événements le prouvent, à la circulaire de l'administrateur de la Côte-d'Or, expédiée de Dijon, le 29 octobre, à 6 h. 40 du soir.

« Onze uhlands ont eu l'audace de se présenter à deux kilomètres de Dijon, on les a reçus à coups de fusils. On annonce seulement 1,200 hommes à Binges; rien signalé d'ailleurs..... Nous résisterons, j'espère, d'après ce que j'ai vu de l'élan de la population, MAIS VENEZ A NOTRE SECOURS VITE ! »

Quels étaient donc les graves motifs de cette étrange tactique ?

Garibaldi était occupé à se débarrasser de tous les chefs français, ses voisins, qui lui portaient ombrage ou se pliaient difficilement à recevoir ses ordres. Les différents qu'il eut avec Cambriels, avec le commandant de la Légion Bretonne, avec le colonel Keller, dont les héroïques troupes furent citées quatre fois à l'ordre du jour, devaient, en effet, le distraire de toute pensée belliqueuse.

Gambetta intervenait entre Garibaldi et M. Keller.

N° 5299.

Urgence. — Tours, le 22 octobre 1870, 11 h. 30.

« Intérieur et Guerre à commandant Keller, à Wesserling.

« Je vous ai expliqué à Besançon la nature du commandement du général Garibaldi. Je maintiens mon interprétation, mais votre patriotisme saura bien éviter les discordes et servir à l'œuvre commune. — LÉON GAMBETTA. »

On conçoit combien il devait en coûter au catholique député alsacien d'obéir à un homme tel que Garibaldi. Gambetta en faisant vibrer la corde du patriotisme savait bien que c'était le seul moyen de vaincre les répugnances et de mettre un terme aux dégoûts de M. Keller¹.

¹ Le commandant Bourras, M. Domalain, chef de la Légion Bre-

Que c'était-il encore passé du 22 au 27 octobre ? Cette fois Gambetta n'hésite pas à donner raison à Garibaldi, ce qui ne nous surprend nullement.

N° 5152.

Tours, le 27 octobre, 1870. 12 heures 15 soir.

« *A général Cambriels, Besançon (Doubs).*

« *Tous volontaires dans votre région sont placés sous les ordres*
« *du général Garibaldi. Dites à M. Keller que cette règle s'applique*
« *à lui et à ses soldats, et que le patriotisme lui fait un devoir d'y*
« *obéir. S'IL Y REFUSAIT, JE ME VERRAIS DANS LA NÉCESSITÉ DE LUI*
« *DEMANDER DE SE RETIRER. »*

En cette circonstance, comme dans toutes les autres, Gambetta cherchait d'abord à ménager Garibaldi, c'est ainsi qu'il *conjurait*, le 22 octobre, l'intendant de Besançon, *d'éviter « tout ce qui pourrait ressembler à un « conflit avec Garibaldi¹. »*

Ces discussions n'empêchaient pas la danse des écus ; en voici la preuve :

N° 5233.

Lons-le-Saulnier, 31 octobre 1870.

« *Le trésorier-payeur général des Finances, intérimaire, à*
« *M. le Ministre des Finances, Tours.*

« Il a été payé, sur réquisitions du sous-préfet de Dôle, pendant la troisième dizaine d'octobre, au général Garibaldi, « fr. 90,698,55, savoir :

« Fr. 50,000, remis en numéraire sur simple quittance.

« Fr. 40,698,55, remis à divers pour fournitures de vivres. « chevaux, voitures, etc.. etc., et justifiés par des quittances.

« Aucun crédit n'ayant été notifié, prière de faire connaître, « en cas de nouvelles demandes, la somme à mettre à la dis-

tonne et M. Keller refusèrent de servir sous les ordres de Garibaldi ; ils eurent de nombreux imitateurs ainsi que nous le consignons dans cet ouvrage.

¹ *Rapport Perrot, t. II, p. 427, Dépêches n° 5349.*

« position du général Garibaldi, ou s'il dispose d'un crédit illimité ! Je reçois à l'instant, pour demain, demande nouvelle de 60,000 francs. Dois-je payer ? — BERNARD. »

Par sa dépêche du 18 novembre (datée à tort du 18 octobre et intercalée parmi les télégrammes d'octobre, dans le *Rapport* Perrot, p. 418), Bordone dit lui-même que pendant le séjour des Garibaldiens à Dôle ce fut « *un déluge de procédés arbitraires.* »

« On menait joyeuse vie dans les murs de Dôle, dit le général Ambert. Chaque garibaldien s'armait et s'équipait aux dépens des citoyens. Les réquisitions militaires allaient vite : chevaux, voitures, selles d'hommes et de femmes passaient aux défenseurs de la République qui se souciaient autant de la Prusse que de la France. »

De toutes parts des plaintes s'élevaient déjà contre les garibaldiens.

Ce même jour, 30 octobre, Bordone, accompagné d'un brillant état-major, mais ignorant les mots d'ordre et de ralliement, cherche à franchir les lignes françaises, près du village d'Authume. Le chef de grand'garde, M. D. Clotz, habitant aujourd'hui, rue Monge, 12, à Mézières (Ardennes), voulant faire respecter la consigne, se voit obligé d'ordonner à ses hommes d'apprêter leurs armes. A ce moment seulement, Bordone consentit à tourner bride pour reprendre la direction de Dôle.

Lundi 31. Les Prussiens occupent Dijon.

La ville est calme, les magasins sont fermés. A une heure, l'avant-garde allemande et l'état-major arrivent, ainsi que le général de Beyer. A deux heures, à trois heures, à quatre heures, nouveaux arrivages. Ces troupes sont rassemblées sur la place d'Armes, en face de l'Hôtel de Ville. Lorsque les sous-officiers ont achevé de désigner

les logements à la craie sur les devantures des magasins, les soldats envahissent les maisons et pillent les bureaux de tabac. Des patrouilles de cavalerie sillonnent la ville dont toutes les issues sont gardées. Il est impossible d'entrer ou de sortir.

Tandis que tous ces événements s'accomplissaient dans la Côte-d'Or, Cambriels, *plus souffrant de la blessure qu'il avait reçue à la tête peu de temps auparavant*, remettait le commandement supérieur de la région de l'Est au général Michel. Voilà du moins l'explication plausible qui fut donnée au public et dont il dut se contenter.

Aujourd'hui, il nous est permis d'expliquer cet éloignement de Cambriels à l'aide des dépêches suivantes :

N° 5586.

Besançon de Tours, le 20 octobre 1870, 10 h. 50.

« *Guerre à général Cambriels, Besançon. — Urgence.*

« Veuillez me faire connaître en détail et avec précision, par
« dépêche chiffrée, les mesures que vous avez prises ou comp-
« tez prendre... ainsi que le plan général de campagne que vous
« avez le dessein de suivre..... Dorénavant, vous me tiendrez
« parfaitement au courant, par des dépêches multipliées, de
« tous vos mouvements et de ceux de l'ennemi. JE VEUX CON-
« NAÎTRE TOUS VOS MOUVEMENTS ET LES DIRIGER AU BESOIN. FOUR-
« nissez donc détails précis et continuels.....

« C. DE FREYCINET¹. »

M. de Freycinet nous a donné, en effet, en 1870-1871, des preuves indéniables de sa haute incapacité militaire, qui n'a pas lieu de surprendre de la part d'un ingénieur ! Mais alors *on ne dirige pas, on n'a pas la fatuité de diriger des mouvements*, on laisse ce soin et cette responsabilité aux hommes de guerre.

Et cette dépêche, plus significative encore, adressée le

¹ *Rapport Perrot*, t. II, p. 421.

22 octobre, à Gambetta, de Freycinet et C^{ie}, par le sieur Engelhard, préfet de Maine-et-Loire :

« Reçois lettre de Gauckler, ingénieur détaché Garibaldi sur
« MA DEMANDE : « *Faut destituer Cambriels qui a livré les Vosges.* »
« De Lyon on m'écrit : « Beaucoup de troupes entre Lyon et
« Toulon ; fait rien. Faites-les avancer pour protéger Dijon. »
« Nommez Gauckler commissaire civil avec pleins pouvoirs, est
« énergique et capable. Ayez pleine confiance ¹. »

Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre. L'ex-ingénieur Gauckler ne se contentait plus de ses tor-sades de colonel sous-chef d'état-major de Garibaldi, il voulait un poste plus élevé. Celui qu'occupait son ami de Freycinet et auquel Gauckler avait autant de droit que ledit Freycinet lui portait ombrage ! On l'avait mis en appétit, ce pauvre Gauckler ! ! Aussi, pour satisfaire cet appétit, s'empressait-il d'accuser Cambriels de trahison ! C'était à la mode !

¹ *Dépêche* n° 73, *Rapport* Perrot, t. II, p. 424 et 425. Voir, ici la note de la page 62.

CHAPITRE V

NOVEMBRE 1870

« La date du 19 novembre est à noter, car à partir de ce moment, M. de Freycinet, ne se contentant plus de proposer des plans ou de donner des avis, au nom du Ministre, va être chargé de diriger ses opérations conçues en dehors du général en chef, et ce sera, hélas ! pour le malheur de nos armées. »

(Enquête parlementaire sur les Actes du Gouvernement de la Défense nationale. Rapports, t. VI, p. 99).

Mardi 1^{er}. — Laissant les Allemands s'installer tranquillement à Dijon et dans sa banlieue, Garibaldi se plaint à Steenackers et à Gambetta des conflits d'autorité qui surgissent chaque jour. Ainsi, à Dôle, sur le terrain de l'armée des Vosges, un capitaine du génie, sans en informer l'état-major, était venu pour faire sauter les ponts ! « Si on ne veut pas de nos services, concluait Garibaldi, qu'on le dise, nous ne supporterons pas plus longtemps pareille situation ! »

Mercredi 2. — Garibaldi exhale encore des doléances ; il ne peut croire que la télégraphie privée et officielle soit suspendue à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône ; il révoque en doute un ordre pareil et suppose que c'est le

résultat d'une manœuvre prussienne ! Il ajoute : « D'après « des rapports authentiques, le directeur de la Compagnie « Erlanger, à Marseille, est prussien. »

Ce même jour, Gambetta, toujours aux petits soins envers Garibaldi, prie Gauckler de lui dire exactement dans quel état se trouve l'armée des Vosges, au triple point de vue de l'équipement, de l'habillement et de l'état sanitaire, afin de mettre M. Sénard, ambassadeur à Florence, en mesure de démentir les bruits accueillis par les journaux hostiles à l'action de Garibaldi en France.

A Dijon, avait lieu l'enterrement des soldats, mobiles et gardes nationaux tués le 30 octobre. Le service religieux fut célébré en l'église cathédrale de Saint-Bénigne. Les officiers de la garde nationale y assistèrent en tenue, sabre au côté; les gardes nationaux en tenue, mais sans armes. Les Allemands rendirent les honneurs militaires à la dépouille mortelle du général Fauconnet.

Jeudi 3. — Garibaldi demande au général Douai de permettre aux francs-tireurs de Montévidéo de se rendre à l'armée des Vosges. Le commandant de ces troupes était alors à Tours.

Vendredi 4. — Gambetta télégraphie au préfet du Jura :

*« Je n'ai pas autorisé l'état-major de Garibaldi à prendre con-
« naissance de toutes les dépêches qui vous sont adressées, mais
« j'attache un intérêt très grand que vous compreniez certai-
« nement, à ce que vous viviez en parfait accord avec le gé-
« néral et ses officiers, et si pouvez le voir en personne, les
« choses n'en iront que mieux. Répondez-moi, s'il vous plaît,
« sur ce dernier point. »*

Le lendemain, le ministre de l'intérieur et de la guerre était fixé. M. Trouillebert lui signalait la difficulté d'avoir des relations suivies avec Garibaldi, dont le quartier

général était à l'extrémité du département. Il terminait ainsi :

« Je l'ai vu deux fois, entente parfaite, *mais il n'est pas seul, et quelques difficultés se manifestent.* Écrivez-lui, je le verrai quand il le voudra, qu'il me donne rendez-vous..... »

La texture de cette fin de dépêche tend à faire croire que les rapports n'étaient pas des meilleurs entre Garibaldi, son état-major et le préfet du Jura, ce qui ne nous surprend pas le moins du monde. M. Trouillebert ne devait guère être satisfait des garibaldiens qui se permettaient, entre autres choses, de... dépouiller sa correspondance officielle.

Bordone attaque la *Légion bretonne* : « *qui ne sert ici qu'à désorganiser, elle a reçu depuis quatre à cinq jours une batterie de campagne de six pièces et deux obusiers de montagne.* » Il somme Gambetta de lui fournir des explications sur ces faits incompréhensibles.

Les Bretons se battaient, c'était bien naturel de leur fournir des armes ; les garibaldiens entendaient la guerre d'une autre manière, ils n'avaient donc pas besoin de ces engins.

Bartholdi, qui était à Tours, demande à Garibaldi « *un mot d'appel chaleureux du général aux francs-tireurs montévidéens, afin de les amener à Dôle !* »

Cette dépêche de Bartholdi nous laisse rêveur. Faut-il en conclure que ces américains-là ne se souciaient guère de servir sous les ordres de Garibaldi, dont la légende commence presque dans leur pays ? Il n'y aurait donc pas laissé d'excellents souvenirs ? L'attitude des montévidéens est à rapprocher du mépris du capitaine de vaisseau César Pradier qui, lui aussi, avait connu Garibaldi pendant son séjour dans la capitale de l'Uruguay !

Le général Arbillo, commandant Langres, est appelé

à un autre poste, Gambetta voulant éviter toutes difficultés ultérieures entre cet officier et Auguste Spuller.

Samedi 5. — Trois colonnes allemandes, avec deux canons chacune, sortent de Dijon, vers sept heures du matin. L'une prend la route de Lyon, la seconde celle d'Auxonne, la troisième celle de Saint-Jean-de-Losne.

Nous empruntons le récit suivant à M. Clément-Janin, grand admirateur de Garibaldi et républicain militant, qui puisait à des sources absolument sûres tous ses documents :

« Une des colonnes allemandes arrive à Nuits à midi.
« Tous les villages sont réquisitionnés. Dans la soirée,
« cette colonne rentre à Dijon avec son butin. »

*
* *

« A midi, Brazey est envahi par 500 hommes du 2^e grenadiers, avec cavalerie et deux canons de la batterie Porbek. Toutes les issues sont gardées. »

Deux habitants réussissent cependant à sortir et à donner l'alarme à Saint-Jean-de-Losne, occupé par : « les « francs-tireurs de Vaucluse, commandants Fabry et « Eyraud ; les éclaireurs du Rhône, capitaine Clémencey ; « la 1^{re} compagnie des volontaires d'Oran, capitaine Cru- « chy ; en tout 280 hommes. Ils arrivent au pas de course, « ayant à leur tête le commandant Lhoste, et s'établissent au pont de la Viranne, à 800 mètres des dernières « maisons d'Ennevant.

« Il était une heure et demie. La colonne allemande « veut continuer sa marche sur Saint-Jean-de-Losne. Ses « éclaireurs sont accueillis à coups de fusils par les tirailleurs embusqués derrière le pont, la maison éclusière « et les peupliers. Le combat s'engage aussitôt. Le lieutenant Hochweber met ses deux pièces en batterie sans

« faire plier les francs-tireurs. Un lieutenant allemand, « Quilling, tombe frappé à la tête ; plusieurs soldats sont « tués ou blessés à ses côtés. L'artillerie s'avance à l'ex- « trémité d'Ennevant, mais les chevaux sont atteints par « les balles, et elle reprend sa position première.

« Le major Saint-Ange se porte alors avec une partie « de ses troupes entre Brazey et Montot, pour tourner les « garibaldiens. Aux premiers coups de feu, ses soldats « hésitent. Il se met à leur tête, et à 150 mètres, une « balle le tue. L'ennemi bat en retraite sur Dijon.

« Les défenseurs de la France perdent : « 2 tués et « 12 blessés¹ ».

*
* *

« La troisième colonne allemande avait laissé à Genlis « les 10^e et 11^e compagnies du bataillon de fusillers, « 5^e régiment, plus un détachement de dragons. Ces « troupes étaient commandées par le capitaine Schmidt, « et le lieutenant de Lorme.

« Le bataillon des francs-tireurs de l'Égalité (de Mar- « seille), commandants Gauthier et Raymond, arrive à « Tréclun à 7 heures du soir. Peu après, il se dirige sur « Genlis. A 9 heures, les postes de la gare et de la mai- « son de garde sont surpris et massacrés. La garnison « du bourg essaie un instant de résister, puis elle fuit « en désordre sur Dijon.

« Les francs-tireurs laissent 2 morts et 1 blessé mortel- « lement : Caire (François), sergent ; Gébelin (Théophile) « et Terron (Marius).

« A une heure du matin, les Allemands reviennent en « force enlever leurs morts et leurs blessés. »

Somme toute, les affaires de Brazey et de Genlis se

¹ Clément-Janin, *op. cit.*, t. II, p. 21.

bornèrent à des escarmouches, cependant Bordone prévint, en ces termes, le gouvernement :

N° 5818.

Dôle, 6 novembre 1870, 12 h. soir (midi).

« *État-major général à ministre Guerre, Tours.*

« Avons eu *engagement sérieux* sur route de Saint-Jean-
« de-Losne à Auxonne, au-dessus de Brazey, ennemi avait
« canons *et mitrailleuses*, malgré cela, à 7 heures du soir, il
« n'a pu gagner un pouce de terrain et cependant n'avons ni
« canons, ni *mitrailleuses*..... Ah ! si vous nous aidiez, comme
« nous vous rendrions des services ; au nom de la République,
« faites-le. *Si Auxonne n'a pas été attaqué, vous nous le devez...* »

La journée du 5 coûte aux corps placés sous les ordres de Garibaldi, 5 morts et 12 blessés ! Voilà ce que Bordone appelle un engagement sérieux ! Et il ose prétendre qu'il a sauvé Auxonne et que les Allemands avaient des mitrailleuses ! Tout cela pour leurrer Gambetta, qui s'empresse de répondre :

N° 5245.

Tours, le 6 novembre 1870, 5 h. 30 soir.

« *Recevez mes remerciements et mes félicitations.* »

Dimanche 6. — Le mouvement de l'ennemi qui paraît se rapprocher ou vouloir se rapprocher de Dôle fait prendre à Garibaldi une résolution héroïque ! D'accord avec Sourdeaux, sorte de commissaire du gouvernement ou inspecteur auprès des armées, qui a un plan, tout comme Trochu, Garibaldi et son état-major, après dépêches échangées entre Dôle et Tours, se décident à évacuer Dôle et à se... replier sur Autun, alors que le même jour, à midi, Bordone rassurait le gouvernement en lui télégraphiant : « *Toutes nos positions sur Ognon et sur Saône sont gardées et ne seront pas violées !* » Certes elles ne seront pas violées, *mais abandonnées aux Allemands !*

Dès l'instant que Garibaldi manifeste le désir de lâcher pied, Gambetta et de Freycinet, si... autoritaires envers les généraux français, ne peuvent que s'empresse de donner leur assentiment :

N° 5256.

Urgence. — Tours, le 6 novembre, 7 h. 30 soir.

« *Guerre à général Garibaldi, Dôle.*

« Nous nous décidons à abandonner la *ligne* du Jura, en
« laissant des garnisons à Besançon et à Auxonne. L'ennemi
« paraît vouloir se porter par diverses routes sur le Morvan et
« tâcherait peut-être de gagner Nevers, en évitant Chagny. Je
« pense que ce qui serait le plus avantageux, *c'est qu'avec vos*
« *vaillantes troupes vous alliez défendre les défilés du Morvan, si*
« *propices pour vos mouvements et vos hardis coups de main.....*

« C. DE FREYCINET. »

Nous nous demandons en quelle circonstance les troupes garibaldiennes avaient mérité d'être qualifiées de *vaillantes*? Le *hardi coup de main* de Genlis eut pour résultat : l'arrestation du maire, M. Guillemain, par les Prussiens, l'imposition d'une amende de 2,000 francs et la menace de mettre le feu au village ! Avec quelle incomparable souplesse d'échine le délégué à la guerre s'inclinait devant le *condottiere* ! Et pourtant il s'en défiait assez puisque, outre l'*ami* Gauckler, le commissaire du Gouvernement, Sourdeaux, était encore chargé de le surveiller !

Cette repliade livrait tout simplement l'Est aux Allemands, mais elle éloignait d'eux l'homme de la *République universale* et lui permettait de rester dans l'inertie.

Dimanche 6. — Bordone continue sa campagne contre la Légion bretonne, ainsi que le témoigne ce télégramme qu'il adresse à un troisième délégué du Gouvernement

près l'armée des Vosges, Bartholdi, qui se trouvait à Tours :

N° 5825.

Dôle, le 6 novembre, 8 h. soir.

« Quartier général à Bartholdi, délégué Gouvernement près armée des Vosges.

*« Bretons sont des brouillons et peut-être ne sont que cela ;
« dites-nous si la nomination de leur chef, comme colonel, vient de
« Tours ou non. Malgré nos ordres précis, il se dérobaît toujours.
« Ne voulons pas supporter ici de l'indiscipline! »*

Quel superbe langage pour un Bordone, que nous retrouverons bientôt complètement en désaccord avec cette discipline, dont il paraît le plus fidèle observateur, quand il s'agit des autres.

Lundi 7. — Garibaldi prévient le ministre de la guerre que « le mouvement ordonné sera exécuté au plus tôt. » Mouvement ordonné, voilà qui vaut son pesant d'or ! Garibaldi obéit quand il s'agit de détalier, et reste sourd lorsqu'on cherche à le faire marcher à l'ennemi. C'est ainsi qu'il entend, de son côté, la discipline ! Et Bordone ne se voile pas la face !

Et M. de Fréycinet qui a toujours pour consigne de ménager Garibaldi, recommande au colonel Bonnet, qui est à la tête des troupes à Chagny, de *« tâcher de bien
« marcher d'accord avec le chef de l'armée des Vosges.
« (Dép. n° 5724.) »*

Garibaldi, contrairement à ses prévisions et à celles de son entourage, n'avait pas eu la succession de Cambriels donnée au général Michel, c'est donc à ce dernier que l'on va s'en prendre. L'ex-bâtonnier de l'ordre des avocats de Strasbourg, le citoyen Engelhard, toujours préfet de Maine-et-Loire, va essayer de venir à la rescousse des garibaldiens et télégraphie à Gambetta :

Dép. n° 647.

Saumur, 7 novembre 1870, 7 h. 15 matin.

« Je reçois de Dôle, du colonel Gauckler, la dépêche suivante :

« *Général Michel n'exécute pas les ordres du ministre. Ne donne
« ni deux bataillons mobiles, ni artillerie.* LA TRAHISON CONTINUE.
« *Avisez.* »

Crois pas à trahison (ajoute Engelhard ; c'est vraiment bien heureux et cela prouve qu'il a plus d'esprit que son ami Gauckler). Mais à mollesse et incapacité. Général Michel a commandé Saumur. C'est un soldat, mais n'est pas capable de commander une armée. Vous prie transmettre ordre d'urgence, la position Garibaldi compromise. N'oubliez pas circulaire aux préfets pour réquisition (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépêches officielles*, t. I, p. 437).

Les avocats Gambetta, Engelhard¹, Spuller, les ingénieurs comme des Freycinet, des Gauckler, tous les étrangers qui pullulent autour du Gouvernement, sont seuls capables de commander une armée ; quant aux généraux ils sont tout au plus bons pour servir en qualité de simples troupiers.

Que ne faisait-on comparaître le général Michel devant le comité de défense de Louhans (Saône-et-Loire), dont les membres, devant les assassinats de la Commune, écrivaient à Gambetta pour se plaindre de ce que *l'on ne fusillait pas assez de généraux* (Voir ce télégramme aux *Dépêches officielles* de l'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE) !

On remplaça le général Michel par le général Crouzat, et M. de Freycinet (*Guerre en province*, p. 107) explique habilement ce changement. « Il n'avait pas été possible

¹ Engelhard aurait dû se contenter de guerroyer *plus légalement*, contre l'Union Bretonne et M. de Cumont, cela lui aurait évité de payer les frais d'un procès retentissant,

« de conserver le général Michel, dont la bravoure s'ac-
« commodait mieux de la conduite d'une division de ca-
« valerie, où il excellait, que de la patiente organisation
« d'un corps d'armée. »

Mardi 8. — Le voyage des garibaldiens de Dôle à Autun commence. Afin de ne pas les fatiguer, en leur imposant de faire la route par étapes, comme cela a lieu pour les troupes françaises, on les embarque dans des trains spéciaux qui, de deux heures en deux heures ¹, les conduisent à Autun. Il est juste de reconnaître que ce moyen de transport convient mieux aux garibaldiennes ! Laruelle, grands premiers rôles, *prima donna*, comparses, en un mot toute la troupe nécessita huit trains spéciaux, à 1,500 francs environ chacun, coût 12,000 francs ! Comme cette somme eut été mieux employée, par exemple, à donner des souliers aux mobilisés chaussés de sabots, etc..., les places ne manquaient pas !

Et M. de Freycinet, prévenu par dépêche de Bordone, ne proteste pas et laisse faire ? Mieux encore, il remerciera et félicitera Garibaldi !

Deux dragons allemands, du 3^e régiment, sont faits prisonniers, près de Brazey.

L'armée des Vosges avait, à Chambéry, une sorte de bureau de recrutement, dont s'occupait Frapolli et Bailhache, porteurs de pouvoirs réguliers du quartier général de Garibaldi. Ces pouvoirs sont annulés par la signature de Bordone ; le préfet ne sachant plus que penser s'adresse à Gambetta : « Organisation ici en suspens
« et péril, lui mande-t-il, trouble et anarchie déplorables,
« effet produit détestable. »

Mercredi 9. — Si Bordone ne quittait pas Dôle, chargé

¹ *Dépêche* de Bordone à Guerre, Tours, 8 novembre 1870, 4 heures 30 soir, n° 5915.

des dépouilles opimes, il traînait à sa suite un prêtre ju-rassien, ainsi que l'annonce, par cette dépêche, le préfet de ce département :

N° 1047. Lons-le-Saulnier, 9 novembre 1870, 1 h. 2 matin.

« *Administrateur à Intérieur et Guerre, Tours.*

« J'ai reçu ce soir, du colonel Bordone, la dépêche suivante :
« *Le curé de Cernans, près Salins, a dit en chaire et a avoué de-*
« *vant moi avoir excité la population contre Garibaldi et avoir mis*
« *sa tête à prix. Nous l'emmenons avec les prisonniers qui doivent*
« *passer devant la Cour martiale.* » Vous savez que le colonel
« Bordone part; je ne sais si je pourrai le voir, je vous signale
« le fait. En ce qui me concerne, j'avais déjà pris des mesures
« sur un rapport qui me signalait le même fait en lui donnant
« moins de gravité. »

Voici la réponse de Gambetta :

N° 5457 Urgence. — Lons-le-Saulnier de Tours, le 10 novembre 1870, 12 h. 19 (minuit 19).

« Ignorant où se trouve le colonel Bordone, je vous prie de
« lui faire savoir qu'il ait à délivrer immédiatement le curé de
« Cernans qui doit en être quitte pour la peur.

« Je vous prie personnellement de le mander quand il sera
« de retour dans sa cure et de lui rappeler les articles du
« Code pénal 281 et suivants, relatifs aux critiques, mesures
« ou provocations dirigées contre les actes de *l'autorité pu-*
« *blique* dans un discours pastoral prononcé publiquement, et
« faites que cet exemple serve à tous les prêtres de votre dé-
« partement, mais point de cours martiales.

« Faites diligence pour que cet avis parvienne au colonel
« Bordone. »

M. le Curé de Cernans ne devait avoir aucune peur, n'en déplaise au dictateur. Comme tout prêtre catholique, il avait fait son devoir, en dénonçant les agissements des

garibaldiens à ses paroissiens. Bordone ment sciemment lorsqu'il parle de la mise à prix de la tête de Garibaldi et le préfet, tout républicain qu'il était, avoue avoir reçu un rapport bien moins grave contre l'honorable ecclésiastique.

Gambetta emploie, à dessein, l'expression *autorité publique*, alors que ni Garibaldi ni les vauriens qui l'entouraient ne pouvaient, en quoi que ce soit, prétendre à être compris dans cette autorité.

L'attente de Bordone fut déçue. Il espérait, grâce au concours dévoué de la cour martiale, qu'il présidait (singulier retour des choses d'ici-bas !) sinon obtenir pour le curé de Cernans, comme il l'obtint contre le colonel Chenet, une condamnation à mort, commuée par Garibaldi en travaux forcés à perpétuité (Garibaldi se concédait ainsi des droits souverains), tout au moins quelques bons mois de prison.

M. le curé de Cernans fut néanmoins conduit à Autun, les menottes aux poignets. Son Eminence le cardinal-archevêque de Besançon n'avait donc pas à tort attiré l'attention du gouvernement sur les scélératesses des acolytes de Garibaldi ¹.

Garibaldi prévient de son arrivée dans Saône-et-Loire :

N° 55.

Autun, le 9 novembre 1870, 2 h. 10 matin.

« *Général Garibaldi à Guerre, Tours.*

« Je suis ici avec mille hommes, le reste des six-mille suit
« le mouvement. GARIBALDI. »

M. de Freycinet ne perd pas l'occasion de flatter l'amour-propre sénile du chef de partisans :

¹ Voir cette dépêche, plus haut, sous la date du vendredi 11 novembre 1870.

N° 5148.

Urgence. — Autun de Tours, le 9 novembre 1870,
10 heures 55 matin.« *Guerre à général Garibaldi, Autun.*« Je vous remercie de la *promptitude* et de la *précision* de
« *votre mouvement. On reconnaît là le général Garibaldi.*« *J'espère que gardé par vous, le Morvan sera bien gardé. Je*
« *télégraphie à Crouzat de vous envoyer de l'artillerie et de la*
« *cavalerie.* »

Féliciter Garibaldi de la promptitude et de la précision d'un mouvement effectué en chemin de fer, en trains spéciaux, voilà bien de l'opportunisme.

« On reconnaît là le général Garibaldi ! » Certes oui, et M. de Freycinet n'avait besoin ni de le confier au télégraphe, ni de le faire imprimer dans sa *Guerre en province* (page 107) en y ajoutant : « que nos armées n'ont pas toujours assez pratiqué cette promptitude et ce secret ! »

Garibaldi garde le Morvan, le délégué à la guerre peut dormir sur ses deux oreilles, la région sera bien gardée, aussi longtemps que les Allemands n'auront pas l'idée de venir s'y promener, comme nous le verrons prochainement. Télégraphiant au général Crouzat, M. de Freycinet réédite le fameux cliché : « *Maintenez-vous en*
« *bonne harmonie avec le général Garibaldi, qui PEUT*
« *vous aider et que nous avons tout intérêt à mé-*
« *nager* ¹. »

« *Qui peut vous aider !* » Pourquoi ne pas avoir dit :
« *Qui doit vous aider !* » Parce que M. de Freycinet de même que Gambetta craignait de froisser Garibaldi en ayant l'air de lui intimer des ordres. Il eût été même juste d'écrire : « *Qui daignera peut-être vous aider !* »

¹ *Dépêche* n 5136, 9 novembre 1870, 11 heures soir.

Ajoutons qu'en quittant Dôle et en passant à Lons-le-Saulnier, Garibaldi avait poussé la duplicité jusqu'à affirmer au préfet, M. Trouillebert : « *Qu'il abandonnait avec regret la ligne de l'Ognon* ¹ ! » Des larmes de vieux crocodile !

Jeudi 10. — Parmi les documents du gouvernement qui furent recueillis par la Commission d'enquête parlementaire, nous trouvons cette singulière dépêche :

N° 5831. Urgence. — Autun de Tours, le 10 novembre 1870,
11 h. 15 soir.

« *Guerre à général Garibaldi, Autun.*

« *Jaroslaïff Dombrowski sera demandé à Paris par le prochain pigeon.*

« *Puisse-t-il arriver par le prochain ballon ! Tout est extraordinaire dans cette guerre... Salut fraternel.*

« LÉON GAMBETTA. »

Oui, tout était extraordinaire dans cette guerre, depuis l'avocat et l'ingénieur qui en dirigeaient les opérations, jusqu'à Garibaldi réclamant Jaroslaïff Dombrowski. Cet individu, nos lecteurs n'ont pas dû l'oublier, était en prison au moment de la Révolution du 4 septembre ; il avait été compromis dans la fabrication de faux billets de la Banque de Russie. La Commune le compte parmi ses plus habiles généraux ! Et Gambetta, pour complaire à Garibaldi, aurait consenti au voyage en ballon de ce gredin ² ! Après les trains spéciaux, les aérostats ! Ga-

¹ *Dépêche n° 5409, 9 novembre 1870 (sans indication d'heure).*

² Déposant devant la *Commission d'Enquête parlementaire sur l'Insurrection du 18 mars* (t II, p. 315), l'amiral Saisset a dit :

« Dombrowski était le chef de l'Internationale Russe et un agent Prussien. C'est lui qui consentit à ouvrir à l'armée du maréchal de Mac-Mahon, les portes du Point-du-Jour, d'Auteuil, de l'Impératrice, enfin toutes celles placées sous son commandement et ce,

ribaldi désirait-il le voir à côté de Bordone dans son état-major ? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, les balcons de la défense nationale devaient servir à autre chose qu'à transporter un Dombrowski.

Bordone fait placarder à Lyon :

Lyon, le 10 novembre 1870.

« Au nom du général et par son ordre les soi-disant corps
« de l'intendance, organisés à Lyon et à Chambéry par
« M. Baillehache, sont dissous... »

« Toutes commissions provisoires ou non, signées par le
« même M. Baillehache, sont nulles de plein droit. Le capi-
« taine d'état-major Foulc remplira jusqu'à nouvel ordre les
« fonctions d'intendant général de l'armée des Vosges. »

Au même moment, Challemel-Lacour, le proconsul de Lyon, s'adressait à Gambetta :

« Les Italiens, lui disait-il, qui errent à Lyon depuis six
« semaines, sous prétexte de former l'armée de Garibaldi, se
« livrent à tous les désordres. Ils viennent d'assassiner deux
« hommes dans la même nuit. Je demande qu'on m'en débar-
« rasse. »

aux conditions suivantes : M. de Rothschild lui donnerait un chèque d'un million payable à Bruxelles, une contre-lettre si l'affaire n'était pas faite et en outre trois millions devaient être remis à des personnes désignées par l'Internationale Russe. Dombrowski avait commencé l'exécution de ce qu'il avait promis, quand il fut mortellement blessé par ceux qui croyaient qu'il avait déjà reçu des acomptes sérieux. Il n'en est pas moins vrai que M. Ducatel, conducteur des ponts et chaussées, trouva la porte du Point-du-Jour abandonnée et y fit pénétrer deux compagnies du 37^e de ligne. Ces troupes furent l'avant-garde de l'armée de Versailles.

Dombrowski avait été arrêté, pendant le premier siège, sur l'ordre de Trochu, en raison de ses allées et venues entre Paris et les avant-postes Prussiens.

Le même jour, il renouvelle ses plaintes :

« *Il faut à tout prix que Lyon soit purifié de cette engeance.* »

Dans un but de vexation facile à comprendre, les garibaldiens occupent les églises, l'évêché, les séminaires et les couvents d'Autun.

Vendredi 11. — Complétant ses exploits, Bordone expédie, de Lyon, cette dépêche à Gambetta :

N° 104.

Lyon, 11 novembre 1870, 7 h. matin.

« *Bordone à ministre guerre, Tours, urgent.*

« Écuries Augias nettoyées ; pars pour Autun. Disposez de Baillehache, sans finir rien avant qu'il nous ait rendu compte de conduite, marchés, réquisitions qui ont compromis situation de Garibaldi vis-à-vis ministre des finances. Si vous donnez désormais grades ou commissions nouvelles à officiers sous nos ordres, informez-nous, ou mieux attendez nos propositions.

« *Chasse aux galons prend ici proportions énormes* et désorganise corps... Frapolli n'est plus chef d'état-major ; il est malade à Chambéry ; défiez-vous des mensonges de l'association Baillehache et compagnie. »

Les mensonges de l'association Baillehache et C^{ie} ne devaient pas être plus éhontés que ceux de l'association Bordone et C^{ie}, *ejusdem farinae*. Baillehache était une créature du juif Crémieux, qui en avait doté Garibaldi. Arrestation de M. le curé de Curgy par les garibaldiens. Deux trains spéciaux amènent à Autun de l'artillerie et des chevaux. Auxonne est investi. Les Prussiens évacuent Dijon, emportant 500,000 francs de cautionnement.

Tandis que l'armée des Vosges quittait Dôle pour aller infester Autun et cette partie du Morvan, S. E. le cardinal-archevêque de Besançon, ignorant ce mouvement,

mais mis au courant des agissements des garibaldiens vis-à-vis de son clergé, télégraphiait à Tours :

« Garibaldi arrive et menace de fusiller les curés du « Doubs, du Jura, de la Haute-Saône. Effroi général, défense « compromise. Réprimez. Éloignez. »

Samedi 12. — La Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon à la Méditerranée, fournit deux trains spéciaux ; l'un pour amener de Lyon à Autun, Bordone ; l'autre pour le général Bossack-Haucké.

Les garibaldiens pillent, pendant la nuit, l'Évêché, ainsi que nous l'avons rapporté dans le chapitre consacré aux *Comparses*¹.

Le corps d'armée, qui couvrait Besançon, arrive à Chagny (Saône-et-Loire), sous les ordres du général Crouzat.

Dimanche 13. — *Un train spécial* amène de Nolay à Autun... l'officier d'ordonnance du général Bossack.

Lundi 14. — Trains spéciaux : l'un d'Autun à Nolay, pour Garibaldi ; l'autre pour conduire la brigade Bossack, de Nolay à Epinac. (Il faut remarquer ici que la distance de Nolay à Epinac est de 13 kilomètres !) L'armée des Vosges reçoit, toujours par trains spéciaux, de l'artillerie et des

¹ Parmi les crocheteurs et voleurs garibaldiens se trouvaient : Paget, capitaine à la guérilla de Marseille (condamné deux fois à la prison, 26 avril 1866–10 décembre 1867), le capitaine Mick (condamné deux fois à six mois de prison (28 septembre 1867–1^{er} mai 1866), le lieutenant Lécusson (condamné à trois mois d'emprisonnement, vol et vagabondage), sergent-major Aufan (condamné à deux mois de prison pour vol, 14 mai 1868), fourrier Richard (condamné à six jours de prison, 1^{er} avril 1870), clairon Giraud (condamné à trois mois de prison, 14 décembre 1860, à trois ans de prison, 23 juillet 1861, à quatre mois de prison, 6 août 1861, pour vols. *L'Écho de Saône-et-Loire*, du 9 juillet 1874, publia le compte rendu du conseil de guerre de Bourges, devant lequel furent traduits la plupart des héros de l'affaire de l'Évêché d'Autun.

troupes d'infanterie. La division Bonnet (corps d'armée du général Crouzat) se porte de Chagny à Nolay, sans prendre le chemin de fer bien entendu; ce luxe seul est réservé aux garibaldiens.

Le général allemand, de Werder, entre à Dijon avec 7,000 hommes et de l'artillerie. Il loge à *l'Hôtel de la Cloche*.

« La brigade Keller s'avance de nouveau sur Saint-Jean-de-Losne, dit M. Clément-Janin.

« Un éclaireur ayant été accueilli par le feu de la garde nationale enbusquée derrière les talus de la gare d'eau, le bataillon de Röder, deux détachements de l'escadron de Reck, du 3^e dragons et une batterie lourde s'établissent près du cimetière, hors de la portée des fusils français. Là, les canons sont mis en batterie, et le général Keller fait lancer sur la ville, pendant trois quarts d'heure, des grenades incendiaires. Quarante-sept maisons sont att. intes; deux sont brûlées.

« Le curé, M. Vitteau; une jeune fille, M^{lle} Liblin, vont spontanément au camp allemand en parlementaires..... A six heures, les Allemands font leur entrée en triomphe à Saint-Jean-de-Losne. Ils arrêtent quatre conseillers municipaux; mais ils les relâchent dans la soirée et imposent à la ville une contribution de 12,000 francs, avec des réquisitions écrasantes. »

Un officier du génie allemand. Léopold von Froben, est tué sur le pont de Lamarche par des chasseurs de la garnison d'Auxonne. Plusieurs maisons de Lamarche-sur-Saône sont incendiées par représailles.

Escarmouche à Villers-les-Pots, entre allemands et des chasseurs d'Auxonne.

Que font pendant ce temps les garibaldiens? Frédéric Morin, le proconsul de Mâcon, va nous répondre, par sa dépêche à Gambetta, n° 5138..... *Le grave à Autun vient*

des désordres militaires, volontaires ivres (lire : garibaldiens ivres), vols commis, substitut et commissaire frappés. Sous-préfet a pris arrêté contre cabaretiers qui enivrent, commandant de place (le célèbre ivrogne Sartorio) veut casser arrêté.....

Mardi 15. — L'armée allemande, qui occupe Dijon et sa banlieue, est forte de 16,500 hommes et 2,000 chevaux.

Les 1^{re} et 2^e compagnies des francs-tireurs de Colmar sont à Pont-de-Pany; le commandant Eudeline est à Sombornon.

Escarmouche à Gilly-les-Citeaux, entre francs-tireurs et un détachement du 3^e dragons allemands, prince Charles.

Engagement à Quincey entre francs-tireurs et 50 éclaireurs du 2^e dragons, margrave Maximilien. Plusieurs dragons sont démontés; ils perdent un officier.

Le général Crouzat quitte Chagny et se dirige sur Nevers devant rejoindre l'armée de la Loire.

Abandonnons un moment la Bourgogne et rendons-nous à Tours. Deux hommes s'y sont réfugiés auprès de Gambetta, ce sont Frapolli et Baillehache. La présence de Frapolli à Tours, le 15 novembre, permet bien de révoquer en doute la grave maladie qui, selon Bordone, le retenait au lit, à Chambéry, le 11!

Nous assistons à l'entrevue de Frapolli et du dictateur :
« Là, écrit Frapolli, M. Gambetta commença par me déclarer qu'il était dans l'intention de mettre tout le monde à la frontière, à commencer par Garibaldi, et continua dans le ton du plus fort courroux. Je me taisais et je laissais crier... Il prit la plume et écrivit debout devant un pupitre, sous mes yeux, l'ordre du 15 novembre :

« Le membre du Gouvernement de la Défense nationale, ministre

« de l'intérieur et de la guerre, confirme itérativement M. le colonel
« Frapolli dans les fonctions de chef d'état-major du corps du gé-
« néral Garibaldi, qui avaient été déterminées par décision du
« Gouvernement. C'est à lui seul que je reconnais ce titre et les
« pouvoirs qu'il comporte. Il ira donc prendre immédiatement son
« poste auprès du général Garibaldi et procédera à l'élimination du
« sieur Bordone, DONT LES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES et la conduite
« ne sauraient se concilier avec le caractère de représentant du
« Gouvernement français. Si besoin est, M. le général Crouzat est
« par moi invité à assurer par la force régulière l'exécution de
« mes ordres. — Tours, le 15 novembre 1870. »

Bartholdi fut désigné pour prévenir Garibaldi et faire exécuter l'ordre de Gambetta. Il était même porteur du casier judiciaire de Bordone qu'il communiqua à Garibaldi. Tout fut inutile, Garibaldi menaça de quitter la France si on lui enlevait son Bordone. Ce dernier raconte ainsi l'épilogue de l'affaire dans son livre *Garibaldi et l'armée des Vosges* :

« Le général Garibaldi écouta la requête et prit con-
« naissance de la pièce délivrée par le ministre de la
« guerre; il ne voulut pas même recevoir celui qu'elle
« concernait et fit au messager la réponse qu'il avait déjà
« faite à M. Sourdeaux : « *Le colonel Bordone me rend*
« *des services INARRIVABLES; il est mon chef d'état-major;*
« *je n'ai rien à faire avec M. Frapolli, qui n'a qu'à se*
« *retirer.* »

Quels camoufflets pour Gambetta et pour l'ex-ministre de la guerre de Victor-Emmanuel ? Bordone nous parlera-t-il encore de discipline ?

Disons, en toute vérité, que Gambetta n'insista pas, dans la crainte de voir Garibaldi et Bordone mécontents se mettre à la tête de la *Ligue séparatiste du Midi*, autre épée de Damoclès !

Mercredi 16. — M. de Freycinet prévient le général

commandant Lyon qu'il pourra avoir *l'ennemi sous les murs de cette ville dans huit jours*. Alors pourquoi avoir fait évacuer Dôle par les garibaldiens, l'Est, et ensuite Chagny par le général Crouzat ?

Les Allemands quittent Saint-Jean-de Losne.

Bien que tous les service du chemin de fer soient suspendus pour effectuer le transport de l'armée du général Crouzat sur Gien, la Compagnie est contrainte de faire, ce même jour, un train spécial pour conduire d'Autun à Épinac 600 hommes de l'Armée des Vosges.

« Après cela, continue M. de la Taille, inspecteur à Autun pendant la guerre (dans la note qui lui fut demandée par le directeur de cette Compagnie, sur les mouvements de l'armée garibaldienne), l'état-major fut prévenu que, par ordre du ministre, les deux lignes (d'Étang à Chagny) étaient exclusivement affectées au transport de l'armée du général Crouzat, et que, par conséquent, nous ne pouvions plus effectuer aucun transport pour l'armée des Vosges. Cependant, *l'état-major nous demande des trains à plusieurs reprises et, pour faire cesser les menaces, nous sommes obligés d'avoir recours au chef d'état-major du général Crouzat, une première fois; au général Bonnet, une seconde fois, et de faire confirmer par eux, à l'état-major de l'armée des Vosges, les ordres du ministre.* »

« Je cite une des réquisitions du colonel Bordone qui suspend, de sa propre autorité, toutes les combinaisons du ministre :

*« Malgré l'absence de M. de la Taille, la gare d'Autun fera pré-
parer immédiatement, et TOUTE AUTRE COMBINAISON SUSPENDUE,
un convoi spécial sur Chagny. »*

« Il est bien entendu que l'on ne donne pas suite à cette réquisition. »

« Nous rencontrerons plusieurs fois ces prétentions de l'armée des Vosges, de se soustraire même aux ordres de la délégation de Tours. »

« Ainsi le colonel Lobbia, chef d'état-major, m'a répondu, lorsque je lui disais qu'il ne pouvait avoir de matériel, toutes les ressources étant réquisitionnées pour l'armée de l'Est, par le ministre : « *Le ministre n'a pas le droit d'empêcher un transport commandé par Garibaldi.* »

« Pendant les transports de l'armée du général Crouzat, nous recevons encore à Epinac un train de troupes venant du Midi pour l'armée des Vosges. »

Jeudi 17. — Bordone, qui a triomphé de Frapolli, ne garde plus aucune mesure avec le Gouvernement et a l'arrogance de télégraphier :

N° 233.

Autun, 17 novembre 1870, 7 h. 30 soir.

« *Chef d'état-major à de Freycinet, délégué du ministre Guerre, à Tours.*

« Prière de télégraphier à Lyon et à Chambéry, que fonctions de de Baillehache *destitué par Garibaldi*, de ses fonctions d'intendant de notre armée, ont cessé de fait et de droit, ainsi que celles de Frapolli, comme chef d'état-major.

« *M. Sourdeaux a déjà dû vous communiquer ses impressions depuis ce matin, après conférence avec Garibaldi et enquête locale.* Cela est nécessaire pour sortir de situation difficile créée par les agissements des susnommés à Lyon et à Tours.
« Réponse urgente. — BORDONE. »

Le corps franc des Vosges, commandant Bourras, est à Seurre (Côte-d'Or). Il doit se porter dans la forêt de Cîteaux. Ses compagnies sont réparties entre la Saône et les collines d'Argilly.

Ricciotti Garibaldi quitte Autun, avec une colonne forte

de 5 à 600 hommes, et se dirige vers Chatillon-sur-Seine.

Vendredi 18. — Engagement à Chambœuf entre les francs-tireurs de Colmar, commandant Eudeline, et un détachement du 1^{er} régiment de grenadiers badois, qui perd 18 hommes tués ou blessés et 8 prisonniers.

La 2^e compagnie du corps franc des Vosges, capitaine Boulay, arrête, à Losne, une réquisition de vivres; quelques allemands du 3^e dragons sont tués.

Un convoi de bestiaux est repris aux allemands entre Balon et Argilly, par des compagnies du corps franc des Vosges (la 4^e, *Meurthe*, capitaine Dautel; la 10^e, *Épinal*, capitaine Gérard) et des mobiles du Rhône. Les Français ont 30 blessés et 2 tués, les Allemands 42 hommes hors de combat.

L'adjudant de Kergariou, avec quelques mobiles des Pyrénées-Orientales, enlève deux sentinelles allemandes à l'abbaye de Citeaux.

Samedi 19. — Les Allemands préparent leurs lignes de retraite pour évacuer Dijon s'ils y étaient surpris.

Escarmouches près de Blaisy-Haut, entre francs-tireurs de Colmar et des uhlans, — à Broin, entre les volontaires de Bourras et les éclaireurs du 2^e grenadiers, roi de Prusse.

Reconnaissance sur Saint-Jean-de-Losne par le commandant Clot, avec 60 légionnaires du Rhône (1^{re} légion, 2^e bataillon). Les éclaireurs du 5^e badois se replient de Laperrière sur Saint-Symphorien. Des coups de fusils sont tirés de part et d'autre durant deux heures; les légionnaires ont 1 blessé et les badois 3 tués.

Dans le soirée, le lieutenant Guyot, avec 12 légionnaires, appartenant au 2^e bataillon des mobilisés du Jura et un ingénieur dôlois, reprennent Losne. Plusieurs Allemands sont mortellement atteints, Losne est occupée par les Français jusqu'au lendemain matin.

Nous avons vu, le 17, que Ricciotti Garibaldi avait quitté Autun se dirigeant du côté de Chatillon-sur-Seine; il arrive près de cette ville dans la nuit du 19, après une marche hardie qui lui fait honneur. Il surprend, à cinq heures du matin, un détachement ennemi *qui était endormi*, tue, fait prisonniers et enlève 180 hommes et 70 chevaux, 4 voitures d'armes et de munitions, 1 chariot de poste avec la correspondance. Du côté des Allemands, on remarque parmi les officiers atteints : le major de Alvensleben, qui roula à terre frappé d'une balle à la tête; le capitaine Bordeleben, l'adjudant Salengre-Drabbe. Les troupes de Ricciotti eurent 3 tués et 12 blessés. Les chasseurs des Alpes, capitaine Michard, les chasseurs du Havre, le bataillon Nicolaï et les francs-tireurs de Grenoble se distinguèrent dans ce coup de main, après lequel ils reprirent de suite, ainsi que Ricciotti, le chemin d'Autun, par Semur-en-Auxois, ramenant prisonniers et butin aussi triomphalement que s'il se fut agi d'une victoire éclatante et gagnée en bataille rangée¹.

Bordone, comme bien l'on pense, n'était pas homme à envoyer un bulletin véridique, et pour une fois que l'armée des Vosges faisait quelque chose au point de vue militaire, pour une fois qu'elle sortait de son inertie habituelle, il fallait bien broder un peu :

« *Coup de main exécuté à une heure du matin avec 400 francs-tireurs contre 800 Prussiens logés (il eut pu écrire : couchés et endormis) dans Chatillon; de notre côté, 3 tués, 12 blessés (nous sommes d'accord avec Bordone sur ces chiffres); du côté de l'ennemi, 120 tués, dont 1 colonel faisant fonctions de préfet, 1 commandant d'infanterie et 8 à 10 officiers; en ce mo-*

¹ Le *Dictionnaire de Larousse* prétend que Ricciotti enleva Chatillon-sur-Saône (*sic*) aux troupes de Werder e leur infligea des pertes sensibles!!!

« ment partent de Saulieu se dirigeant sur Arnay-le-Duc, 127 pri-
 « sonniers, dont 11 officiers infanterie, cavalerie, 82 chevaux
 « (Bordone force les chiffres à dessein), 4 voitures armes et mu-
 « nitions et 1 char de poste avec correspondance... — BORDONE. »

Telle est la dépêche que reçoit le délégué à la guerre, à Tours, lequel répond aussitôt :

N° 203.

Tours (?), 21 novembre 1870, 4 h. soir.

« Général Garibaldi, Arnay.

« Je reçois dépêche de Bordone, ce matin 8 h. 25, m'apprenant
 « brillant fait d'armes à Chatillon. Recevez pour vous et vos vail-
 « lantes troupes toutes nos félicitations et signalez-moi les braves
 « qui s'y sont distingués. »

Les représailles exercées par les Allemands furent terribles. Nous résumons les notes et lettres officielles du sous-préfet de cet arrondissement, en date des 21 et 24 novembre :

Après le départ des troupes de Ricciotti, qui restèrent à Chatillon de cinq heures à dix heures du matin, la ville fut livrée à tout ce que l'on devait craindre d'une soldatesque furieuse, ivre de rage. Magasins, maisons particulières furent pillées ou incendiées (22 et 23). Le maire de Chatillon fut emmené à Château-Villain : « accablé
 « d'outrages de toutes espèces et de voies de fait, coups de
 « pied, coups de crosse, coups de plats de sabre. » Les Allemands accusaient la population de s'être entendue avec les francs-tireurs pour les assassiner dans leurs lits. Ils arrêtaient, outre le maire, le président du tribunal civil, le procureur de la République, 2 conseillers municipaux et environ 150 citoyens appréhendés au hasard; parmi eux se trouvaient des vieillards de 70 à 80 ans, un aveugle ! Toutes ces personnes devaient servir d'otages et

rester aux mains des Allemands jusqu'à la restitution, par les autorités françaises, des 150 (chiffre du sous-préfet) captifs des francs-tireurs. La sous-préfecture fut saccagée. Enfin, le colonel prussien déclara que Chatillon était imposé à *un million* de contribution. Une partie des habitants émigra.

Dimanche 20. — Garibaldi informe le Gouvernement de Tours de son projet d'attaquer Dijon. Il choisit le moment où les troupes du général Crouzat ont quitté Chagny, afin d'être seul à recueillir des lauriers en cas de succès, et sa jalousie est telle qu'il n'hésite pas à prétendre que le général Bressolles, qui commande... à Lyon, pourrait bien lui créer des obstacles. Le Gouvernement avise le général Bressolles, qui télégraphie :

Lyon, 20 novembre.

« *Général de division à général Garibaldi.*

« Ministre de la guerre me télégraphie de ne pas gêner vos entreprises. Pourquoi me fait-on recommandation pareille ? Elle était inutile. Je ne sache pas que je vous aie jamais gêné, et ce ne peut être en disant à Chagny de s'entendre avec vous pour opérations sérieuses. A la guerre on doit toujours donner la main à son voisin avec cordialité pour faire un plan. »

Donner la main à son voisin ! C'est précisément ce à quoi Garibaldi ne voulut jamais consentir durant la campagne de France.

Les Allemands occupent Nuits, malgré les efforts des volontaires du commandant Bourras (4^e compagnie (*Meurthe*), capitaine Dautel; — 6^e compagnie (*Jura*), capitaine Clerc; — 10^e compagnie (*Épinal*), capitaine Gérard). Nos pertes sont de 4 blessés et d'un tué, Mesny.

Les habitants souffrent beaucoup de la férocité des Allemands. M. Clémandot et un ouvrier maçon sont tués;

MM. Grizot père et fils, blessés grièvement. Une villa et plusieurs maisons de Chaux et de la Serrée sont incendiées.

A Nuits, l'honorable M. Dupont et son domestique, frappés brutalement à coups de crosse, sont entraînés jusqu'à Vougeot et condamnés à mort. On les gracie, au moment où ils allaient être fusillés. MM. Moreau, Berthet, Jacquinet sont arrêtés et relâchés, dès que la ville de Nuits a payé les 6,000 francs imposés.

Les Allemands exercent leur fureur sur le franc-tireur d'Arbois, Mesny, âgé de 19 ans, qui, s'étant fait une entorse, fut ainsi torturé : « Ils l'obligent à marcher. Il tombe. « Un coup de sabre le fait se relever. Il tombe encore quelques pas plus loin, pour se relever sous une « nouvelle blessure. Épuisé, couvert de sang, le malheureux tombe une dernière fois et les Allemands, après « l'avoir haché de coups de sabre, percé de coups de « baïonnette, le fusillent. Le cadavre de Mesny portait « trente-huit blessures ; la tête était presque séparée du « tronc ».

Le chef badois l'avait fait conduire, pour le martyriser ainsi, à la place même où un Badois avait été blessé le matin. Le commandant Bourras (officier des cadres de l'armée française) écrivit au général de Werder une lettre indignée et terminée ainsi :

*« J'ai l'honneur de vous demander une réponse pour savoir si
« c'est par ordre que vos soldats massacrent nos francs-tireurs, ou
« si ce sont des faits isolés commis au mépris de vos ordres par des
« soldats irrités... J'attends votre réponse avant de laisser prendre
« à cette guerre le caractère d'atrocité que vous venez de marquer.
« Nous avons quelques prisonniers badois, et ils partageraient le
« sort du jeune Mesny, si votre réponse, que j'attends dans le délai
« de quarante-huit heures, ne désapprouve pas l'acte de sauvagerie
« que je vous signale. — BOURRAS, commandant des corps francs. »*

Le général de Werder s'empessa de calmer le commandant Bourras, en lui adressant cette missive :

*« Au Commandant du corps franc des Vosges, l'honorable
« M. Bourras, à Nuits.*

*« Je viens de recevoir votre honorée lettre de ce jour et je
« réponds à cet égard qu'il n'y a aucun ordre de fusiller quel-
« qu'un, surtout prisonnier, quoi qu'il appartienne à un corps
« franc.*

*« J'ai ordonné une enquête à cette occasion. Je veux pourtant
« remarquer que les paysans non habillés militairement, quand ils
« ont tiré sur nos soldats, sont traités sommairement et passés par
« les armes.*

*« Le Général commandant en chef,
« DE WERDER. »*

Le général allemand demanda verbalement à M. le commissaire de police de Nuits, qui lui avait apporté la lettre du commandant Bourras, qu'on voulût bien lui envoyer un officier du corps franc, afin de lui fournir des indications sur le costume des francs-tireurs.

Naturellement aucune suite ne fut donnée à l'enquête promise par le général de Werder.

Ajoutons que le commandant Bourras faisait entourer de soins les blessés allemands que ses francs tireurs rapportaient aux ambulances, et les Allemands ne l'ignoraient pas.

Lundi 21. — Garibaldi, qui avait pour mission de garder les défilés du Morvan, songe à reprendre Dijon, parce qu'il sait que le général Cremer forme à Chagny une division française dans ce but. Garibaldi veut devancer son voisin. Les quatre brigades de l'armée des Vosges, forte de 2,883 hommes, dont 1,500 mobiles des Basses-Alpes, des Basses-Pyrénées et des Alpes-Maritimes, avec deux batteries d'artillerie, quittent Autun pour se concentrer à Pont-de-Pany.

Garibaldi prenait le chemin le plus long pour arriver sous Dijon et l'ennemi pouvait être bien plus facilement prévenu de son mouvement. L'unique motif du chef de l'armée des Vosges était de ne pas suivre l'avis suivant :

Lyon, 21 novembre 1870.

« *Général de division à Chef d'état-major Garibaldi.*

« Depuis plusieurs jours, j'avais concerté un plan d'attaque
« sur Dijon, il est encore temps de l'exécuter. Entendez-vous
« avec la 1^{re} légion Celler, qui est à Verdun (sur le Doubs).
« Voici le fait : attaque par Garibaldi à l'est, fausse attaque
« par le sud par troupes de Chagny ; *attaque principale par*
« *légion Celler qui a artillerie, par porte Neuve ou porte Saint-*
« *Nicolas au nord ; cette entreprise, vigoureusement conduite,*
« doit réussir. — BRESSOLLES. »

Ce plan d'attaque rationnel, qui substituait la force à la surprise et chargeait *un officier français* de l'attaque principale fut, bien entendu, rejeté par Garibaldi, qui n'avait pas besoin de coordonner ses plans fantastiques avec ceux de notre état-major.

Seurre est occupé par cent cinquante Allemands, Saint-Jean-de-Losne par six cents. Le corps franc de Bourras se tient sur les hauteurs de Chaux, avec avant-postes à Conœur et à Nuits, où les Prussiens ne sont pas restés. Losne, où des francs-tireurs se sont barricadés, est bombardé par les Allemands. La légion d'Oran arrive, *avec des femmes*, à Autun.

Mardi 22. — La colonne de Ricciotti rentre à Autun, ramenant les prisonniers de Chatillon-sur-Seine. Officiers prussiens et garibaldiens festoient cordialement ensemble ¹.

¹ Voir ici p. 82 et la note.

A la suite de l'engagement qu'ils ont avec les francs-tireurs de Bourras, les Allemands abandonnent Vougeot, Gilly, Flacey et se retirent sur Dijon. A Chambœuf, les Allemands attaquent les francs-tireurs de Vaucluse, commandant Lhoste, et se replient en incendiant deux granges. Le commandant Lhoste a vingt-six hommes hors de combat.

Les francs-tireurs de l'Étoile et la Légion Espagnole viennent, en trains spéciaux, renforcer l'armée des Vosges.

Mercredi 23. — Le gouvernement de Tours, par dépêche (n° 5295), demande au procureur de la République, à Avignon, copie du dossier de Bordone :

N° 5337. (*Dépêche chiffrée.*)

Avignon, 23 novembre 1870.

« *Procureur de la République Avignon à ministre Justice, Tours.*

« *Copie du casier judiciaire de Bordone :*

« 2 juillet 1858, tribunal correctionnel de La Châtre; détournements d'objets saisis : 50 francs d'amende.

« 24 juillet 1860, cour de Paris; escroquerie : deux mois de prison, 50 francs d'amende. »

La nomenclature des exploits de Bordone était incomplète; nos lecteurs le constateront facilement en comparant le texte de cette dépêche avec l'extrait du compte rendu officiel de la séance du Corps législatif, du 22 avril 1871, que nous avons reproduit, ici, à la page 56, et l'emprunt fait au général Cluseret, page 44.

Le lieutenant-colonel du 4^e d'infanterie allemande est mortellement blessé à Clémencey. Des uhlans sont signalés à Lux et repoussés par la 6^e compagnie des francs-tireurs de la Meuse, capitaine Richard.

Jeudi 24. — Werder part, avec une faible escorte, de Dijon pour Gray. Le cercle des Prussiens autour de Dijon se resserre ; ils évacuent Citeaux.

Le bataillon des mobiles de la Gironde, sous les ordres de M. de Carayon-Latour, fort de 1,050 hommes parfaitement équipés et armés, grâce à la vigilance et aux soins de leur digne chef, va de Chagny à Beaune.

Garibaldi porte son quartier général de Pont-de-Pany à Malain. Dans la journée, M. Coti, sous-préfet de Chalon-sur-Saône, lui transmet, de Chagny, à 2 heures 10, la dépêche suivante :

« Je viens de recevoir à l'instant cette dépêche de M. le général commandant de la 8^e division militaire de Lyon (général Bressolles).

« Faites dire au général Crévisier de s'entendre avec Garibaldi. Il y aurait un beau coup de main à faire par Dôle d'un côté et au-dessus de Dijon de l'autre. Par mouvement tournant, on pourrait prendre les Prussiens de la Côte-d'Or. *C'est facile, je crois, avec de l'entente.* — C. COTI. »

Le général Crévisier, qui était à Mâcon, fut avisé comme Garibaldi.

L'armée des Vosges, sous le commandement de Garibaldi, se trouvant concentrée à Malain, sauf la 1^{re} brigade (général Bossack), qui s'avance sur Velars, le *condottiere* donne ses instructions pour la marche de nuit sur Dijon :

« La 1^{re} brigade, venant par la route de Plombières, attaquera le faubourg d'Ouche.

« Les mobiles et le gros des troupes avec Menotti, suivront le chemin de fer et attaqueront le faubourg Guillaume.

« Un détachement de la troisième brigade éclairera le flanc gauche, sur la route d'Ancey à Lantenay.

« RÉUNION, PLACE DARCY, A DIJON. »

Comme on le voit, Garibaldi croyait entrer sans coup férir dans la capitale bourguignonne !

Les forces allemandes, à Dijon et sa banlieue, se composaient de :

3 brigades du 3^e corps d'armée (badois) ; — 2^e régiment de hussards bleus ; — 16 pièces d'artillerie, place Darcy ; — 8, porte Saint-Nicolas ; — 6, à Bel-Air et à Corcelles-les-Monts. Le reste de l'artillerie accompagnait les divers détachements.

L'avant-garde de Bossack est arrêtée par l'ennemi, vers Velars ; l'action s'engage ; les pièces de Corcelles tirent. Le coup de main que Garibaldi a voulu tenter, tout seul, est manqué ; l'armée des Vosges se dirige sur Lantenay, où son chef s'établit.

Les Espagnols, arrivés à Autun, le 22, sont exaspérés parce que l'on ne peut leur distribuer de chassepots ; pour se venger, ils s'en prennent aux Révérends Pères Oblats (Voir ici, page 87). Il faut envoyer des mobiles de l'Aveyron pour les réduire, ainsi que leur capitaine, Canoveole. On les réembarque de force et sous la menace de faire tirer sur eux par les mobiles ! Voilà les étrangers qui venaient au secours de la France, attirés par Garibaldi !

Vendredi 25. — Un décret du 4 novembre avait mobilisé tous les hommes valides de vingt et un à quarante ans, mariés ou veufs avec enfants. En outre, chaque département était tenu de faire les frais d'une batterie d'artillerie par cent mille habitants.

Un autre décret, en date du 25, divisait la France en onze camps et organisait la réquisition directe sur les personnes et les choses pour les besoins de ces camps.

Quatre camps devaient contenir 250,000 hommes chacun, soit un million d'hommes ; puis sept camps contenir 60,000 soldats, soit 420,000. Ce qui devait produire, Y

compris les régiments de dépôt et les corps en campagne, un chiffre d'environ trois millions de soldats, et, avec les gardes nationaux, un total de sept à huit millions d'hommes.

Au point de vue militaire, cette mesure était absurde ; au point de vue matériel, c'était la ruine générale.

« Ce qui manquait à la France pour la délivrer des Prussiens, dit M. Blandeau, ce n'était pas le nombre d'hommes non mariés, en état de défendre leur pays envahi, c'était une bonne organisation. »

De son côté George Sand écrivait :

« On parle d'organiser une Vendée dans toute la France... M. Gambetta a pu jeter les yeux sur la carte du Bocage et sur la page historique dont il a été le théâtre ; mais recommencer en grand ces choses et les opposer à la tactique prussienne, c'est un véritable enfantillage... »

« On peut improviser des soldats dans une localité menacée et les mobiliser jusqu'à un certain point ; mais leur faire jouer le rôle de la troupe exercée au métier et endurcie à la fatigue, c'est un rêve, l'expérience le prouve déjà... »

« On invoque les souvenirs de 92 ; on les invoque trop, et c'est à tort et à travers qu'on s'y reporte. La situation est aujourd'hui l'opposé de ce qu'elle était alors... »

« Le plus clair, c'est qu'une armée sans armes, sans pain, sans chaussures, sans vêtements et sans abri, ne peut pas résister à une armée pourvue de tout et bien commandée. »

Décréter la levée en masse, c'était donc commettre une extravagance. Le gouvernement aurait mieux été inspiré si, depuis trois mois, — comme il pouvait le faire, — il s'était attaché à armer, équiper et aguerrir les 500,000 mobiles qu'il avait sous la main et les deux derniers contingents de 1869 et 1870, représentant au moins 350,000 hommes, ce qui nous eût permis de mettre en ligne trois armées

de 200,000 hommes, avec une réserve de 250,000. Ces forces, attaquant l'ennemi par l'est, par l'ouest et par le sud de Paris, auraient mis les Prussiens dans une position plus que critique. Qui douterait que tout autre aurait été le sort de nos armes si nous avions eu cet effectif ? Mais l'avocat - ministre de la guerre n'était point apte à former une pareille armée, et son incapacité ne pouvait être que préjudiciable à la défense nationale.

A-t-on calculé maintenant les dépenses qu'aurait entraînées l'exécution de cette mesure ?... C'était, comme nous l'avons dit, une extravagance. Inutile d'ajouter qu'elle ne put recevoir son accomplissement. Par dépêche du 4 décembre, le gouvernement ordonnait de surseoir aux opérations des conseils de revision pour les hommes mariés ou veufs sans enfants. Ordre, contre-ordre et désordre : tels étaient les traits caractéristiques de cette époque néfaste.

Se sentant dans une fort mauvaise situation, Garibaldi prie Cramer de lui venir en aide. Ce général lui répond que c'est impossible, puisque la légion du Rhône (colonel Ferrer) n'est pas arrivée.

Deux trains spéciaux d'artillerie sont dirigés sur Épinal. L'armée des Vosges comprenait alors 15,000 hommes, 2 batteries de campagne de 4, et 2 batteries d'obusiers de montagne.

De quelles délations Garibaldi s'était-il encore rendu coupable vis-à-vis de nos braves généraux ? La dépêche suivante est muette à cet égard :

N° 5447. Urgence. — Autun, de Tours, le 25 novembre 1870,
10 h. soir.

« Guerre à général Garibaldi, Autun.

« Je regrette vivement que vos entreprises hardies soient entra-

« *vées par les difficultés qu'on vous oppose. Votre armée opère librement et vous n'avez d'instructions à recevoir que du ministre.*

« *Vous pourrez donc surprendre les Prussiens, quand vous le jugerez à propos, sans avoir besoin d'attendre la réponse d'aucun général.*

« *Excusez donc les embarras qu'on a pu vous causer à notre insu.*

« *Je donne des ordres pour que cela ne se renouvelle plus.*

« DE FREYCINET. »

Garibaldi s'est plaint évidemment du général Bressolles, qui s'était permis de lui donner quelques avis au sujet de l'expédition de Dijon. Le général Bressolles envoyait, en effet, le lendemain, au général Crévisier, cette dépêche :

« *Ministre de la Guerre me télégraphie de laisser Garibaldi agir librement et tout entier à ses entreprises aventureuses.*

« *Je vous communique les intentions du ministre; mais il me semble cependant que, sans le gêner en rien, on peut s'entendre avec lui pour action commune.* »

Voici la dépêche que M. de Freycinet avait adressée au général Bressolles :

N° 5448.

Tours, 25 novembre 1870, 10 h. 25 matin.

« *Guerre à général de Bressolles, Lyon.*

« *CHALON ET CHAGNY SONT ÉVACUÉS PAR L'ENNEMI. Vous n'avez donc plus rien qui vous retienne à Lyon, si ce n'est l'organisation même de votre armée. Hâtez-la donc le plus que vous pourrez et vous rendrez de grands services.*

« *JE VOUS PRIE D'EMPÊCHER QU'ON CRÉE AUCUNE ENTRAVE A GARIBALDI.*

« *LAISSEZ-LE AGIR LIBREMENT ET NE GÊNEZ POINT SES ENTREPRISES AVENTUREUSES.* »

Chalon et Chagny sont évacués par l'ennemi! Voilà les

renseignements que l'on possédait au ministère civil de la guerre et que l'on transmettait à nos généraux ! Jamais ces deux villes ne furent occupées par les Allemands pendant la guerre de 1870-1871. Si toutes les dépêches officielles étaient aussi inexactes que celle-ci, nos désastres n'ont plus rien de surprenant. Le général de Bressolles a dû sourire de pitié en apprenant cette fausse nouvelle officielle ! !

Le général de Werder rentre à Dijon, ses troupes occupent Rouvres, Perrigny, Chenôve, Corcelles, Plombières, Fontaine, Hauteville, Pouilly, Ruffey. Elles se barricadent à Perrigny ; la route est coupée aux baraques de Marsannay-la-Côte. Un régiment bivaque au parc de Dijon. Le canon de Corcelles a toujours pour but les bois de Velars et de Plombières. A dix heures un engagement a lieu, près de Neuvon (entre Velars et Plombières), entre la 1^{re} brigade de l'armée des Vosges et le 4^e d'infanterie allemande. « Bossack pousse son cheval en avant sur le via-
« duc du chemin de fer, s'approche du commandant alle-
« mand Vagenmann et lui brûle la cervelle. »

Samedi 26. — Les Allemands font mine de vouloir attaquer Garibaldi à Lantenay, par le village de Pasques, mais, aux premiers coups de feu, ils lâchent pied, abandonnent successivement Pasques, Prénos, Darois, et se retirent vers Dijon en simulant une débandade. C'était un piège pour attirer Garibaldi, qui s'y laissa prendre, et, croyant au succès, s'écria qu'il *fallait aller souper à Dijon*.

Pendant trois kilomètres la petite armée s'avance en chantant :

- « Aux armes ! aux armes !
- « L'étranger veut nous envahir.
- « Aux armes ! aux armes !
- « Nous saurons le punir ! »

Il était nuit et il pleuvait lorsqu'on arriva aux portes

de Dijon. A sept ou huit cents mètres, les colonnes de Garibaldi, assaillies par une grêle de balles et de projectiles, se retirent en désordre et se mettent en retraite sur Autun dans une débandade sans exemple. Le lendemain 27, la brigade badoise Keller se lançait à leur poursuite et devait, le 1^{er} décembre, arriver devant Autun.

Voilà où une aveugle fanfaronnade avait conduit Garibaldi !

Dimanche 27. — Dans son rapport, Bordone sait si bien changer cet échec en triomphe, que le Gouvernement de Tours, indignement trompé, télégraphie à Garibaldi :

N^o 334.

27 novembre 1870, 4 h. 20 soir.

« *Général Garibaldi, Quartier général.*

« NOUS FÉLICITONS L'ILLUSTRE GÉNÉRAL GARIBALDI DU BRILLANT
« FAIT D'ARMES QUE SES TROUPES ONT ACCOMPLI SOUS LES MURS DE
« DIJON. Nous désirons faciliter la glorieuse tâche poursuivie par le
« général et nous lui demandons s'il désire que nous lui envoyons
« des renforts et en quelles quantités. — C. DE FREYCINET. »

Comment M. de Freycinet se serait-il exprimé si Garibaldi, au lieu d'être en déroute complète, était entré à Dijon ?

Garibaldi, en se livrant à ses entreprises aussi insensées qu'aventureuses, compromettait en outre la situation du général Cremer qui, le 27, s'avança jusqu'à Morey et Gevrey, présumant que l'attaque de Dijon n'aurait lieu que le 28, et cette attaque exécutée simultanément de divers côtés avait toutes les chances de succès.

Le commandant de l'armée des Vosges rentre à Lanthenay, le 27, à une heure du matin.

A dix heures et demie, les Allemands attaquent Pasques, défendu par la brigade du fameux Delpech qui, ne s'étant jamais trouvé en pareille circonstance, perd la tête.

Le colonel Chenet, ancien officier de l'armée française, prend la direction des troupes et contient l'ennemi pendant que les garibaldiens battent en retraite, avec un entrain superbe, par Malain et Sombernon. Garibaldi établit son quartier général à Bligny-sur-Ouche. Il avait reçu, dans la matinée, ce télégramme de Cremer :

— « *Serai demain soir à Nuits avec 1,000 hommes et 5,000 à Beaune. Attends nouvelles de Celler pour attaquer immédiatement. Vous informerai du moment précis.* »

Le moment précis, Garibaldi s'était cru dispensé de l'attendre.

L'échec du 26 n'empêcha pas Menotti et les femmes de son *harem* de festoyer joyeusement, le 27 au soir, à Thorey-sur-Ouche.

A Autun, on affichait une dépêche faisant prévoir qu'après avoir chassé les Prussiens devant lui, Garibaldi avait la certitude *de souper à Dijon*, le 26.

Et ce qui prouve que si Garibaldi n'avait pas voulu agir isolément, l'affaire eût tourné à notre avantage, c'est que, le 27 au matin, il n'y avait plus un seul soldat allemand à Dijon. L'ennemi avait abandonné jusqu'au poste de l'Hôtel de Ville ! Werder lui-même avait transporté son quartier général à Varois, et telle était la panique, que sa voiture eut peine à se frayer un passage sur la route ! On fuyait donc du côté des garibaldiens et du côté des Allemands !

Lundi 28. — Le lieutenant de vaisseau Ollivier amène à l'armée des Vosges une nouvelle batterie d'obusiers de montagne et des artilleurs mobiles de la Charente-Inférieure.

A trois heures, les Allemands font entrer dans Dijon un convoi de 67 prisonniers garibaldiens, suivis de voitures, sur lesquelles sont montés 3 infirmières italiennes

et 2 médecins, dont l'un est le major Salva, du 42^e de marche.

Gauckler annonce à M. de Freycinet qu'au combat de Lantenay, *Bordone, admirable de bravoure, avait eu deux chevaux tués sous lui !* Deux chevaux, pas même la moitié d'un. Et il ajoute que les *officiers de mobiles se sont sauvés, à Dijon, au dernier moment.*

M. Clément-Janin, parmi les prisonniers de Lantenay, cite : « *des mobiles de l'Aveyron et quelques francs-tireurs surpris à Lantenay.* »

Gauckler préfère tresser une couronne de lauriers à Bordone et cela aux dépens des Français ! Quel patriotisme !

A une heure trente minutes, une dépêche d'Épinac demandait à M. de la Taille un train spécial pour conduire 900 hommes à Nevers, ce transport fut exécuté. Nous ne comprenons guère cette expédition de troupes dans la Nièvre, alors que Garibaldi devait avoir souci de défendre la vallée de l'Ouche et Autun, compromis par sa propre faute.

A cinq heures du soir, Cremer prévient le général Bressolles que Garibaldi, qui lui avait télégraphié avoir repoussé, le 26, les Prussiens sous les murs de Dijon, ne l'a pas avisé de son mouvement de retraite.

Le général Crévisier ordonne au colonel Pellissier de concentrer à Chagny toutes les troupes qui arriveront et lui mande : « *J'ai appris que les garibaldiens, poursuivis, se retirent par la vallée de l'Ouche* ».

Mardi 29. — Escarmouche en avant d'Arnay-le-Duc, entre Ricciotti et les éclaireurs allemands des colonnes venant de Montbard et Chatillon-sur-Seine.

Bordone dirigeant toujours mieux sa campagne contre les mobiles que celle dont il était chargé contre l'ennemi, télégraphie à Crévisier, de Bligny, le 29 novembre, à

11 h. 20 du soir : « Mauvais état des troupes mobiles qui sont en arrière de moi, m'oblige à ne pas conserver mes positions de Bligny et de Pont-d'Ouche. Je rentre à Autun pour réorganiser tout ce monde-là. Cela me serait impossible ici. Restons en correspondance et pré- parons de concert le résultat final. »

Mercredi 30. — Bordone et Marais, sous-préfet d'Autun, se concertent pour rédiger et signer tous les deux cette dépêche au Gouvernement :

« Nous voici arrivés à Autun, après avoir laissé à Bligny et à Arnay-le-Duc des postes sérieux d'observation. »

« Il est de toute nécessité de remanier et de moraliser les gardes mobiles et quelques corps francs qui ont lâché pied l'autre jour par la faute des officiers. Nous n'avons pas cru pouvoir le faire ailleurs qu'ici... » (*Dépêche n° 485*).

Il n'y avait qu'à l'armée des Vosges où les Français étaient insultés et traités de lâches. Et les feuilles révolutionnaires de Lyon, dont le capitaine d'état-major garibaldien, Ordinaire, était le correspondant, s'empressèrent de reproduire ces infamies !

L'incurie notoire de Garibaldi pendant l'expédition de Dijon, démoralisa l'armée, voilà la vérité.

« L'armée en déroute, écrit M. Castilhon, rejoignit Autun après trois jours de marche forcée dans un indescriptible désordre. Les soldats garibaldiens marchaient à l'aventure par groupe de cinq ou six et dans la plus affreuse débandade ; ils arrivaient par toutes les routes, annonçant hautement qu'ils avaient été trahis. Les officiers qui les conduisaient, réquisitionnaient et pillaient partout sur leur passage... Ceci se passait du 27 au 30 novembre. » (*Télégraphe*, de Lyon.)

« Les garibaldiens mirent trois jours pour se rendre à Autun, où les officiers les avaient précédés ¹. »

¹ Voir ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 91 ; déposition de M. Castilhon.

Les mobiles furent chargés de soutenir la retraite, c'est-à-dire de rester en contact avec l'ennemi, et quand ils rentrèrent à Autun, l'état major garibaldien ne s'inquiéta ni de leur logement, ni de leur cantonnement : « C'étaient des Français ! »

« Leurs misérables vareuses étaient déchirées, trouées, « percées aux coudes et aux entournures, leurs chemises « en morceaux, leurs pantalons en loques, leurs souliers « tournés, éculés, usés à ce point que le pied de l'homme, « remplaçant la semelle absente, était directement en « contact avec la neige et avec la terre glacée. Encore fallait-il, en cet état, faire la faction et les rondes, sans « autre abri qu'une misérable couverture. »

La nourriture était à l'avenant. Ils recevaient 1 franc par jour, tandis que les garibaldiens bénéficiaient seuls des réquisitions et touchaient, au minimum, 3 francs par jour.

« La misère des mobilisés qui sont à Autun est affreuse, « disaient un conseiller de préfecture. »

Combien sont morts dans les hôpitaux de Chagny, de Verdun, de Dijon, etc. ; combien sont rentrés dans leurs foyers après avoir eu les pieds gelés, rapportant une constitution délabrée pour tout le reste de leur vie ! Et ces mobilisés restés dans leur propre département, c'étaient « *les mendiants de Saône-et-Loire !* » Ce sobriquet leur avait donné par les Italiens, nous ne saurions trop le répéter ici.

Aux Français les privations les plus dures, juste de quoi soutenir leur vie. Aux garibaldiens le luxe, le désordre, la débauche sans frein, les bacchantes les plus échelées, à eux les églises pour les profaner, dans la plus complète acception du mot, par leurs infâmes saturnales !

Revenons à Garibaldi ; ne se sentant pas en sûreté, même à Épinac, il réquisitionna le chef de gare pour faire

continuer sur Autun un train remorqué par une machine de la Société des mines et formé de wagonnets à charbon de cette Compagnie. C'est là-dedans que Garibaldi, assis sur une chaise et enfoui dans une couverture, accompagné de son état-major, rentra à Autun, le 30 novembre, à 10 h. 35 du matin. (Il n'avait pas voulu attendre que l'on fit venir un train d'Autun.)

Dès le retour de l'état-major, M. de la Taille alla trouver Bordone qui lui déclara que ni Autun, ni Épinac n'étaient menacés. M. de la Taille n'ordonna donc pas l'évacuation du matériel.

Dans l'après-midi, M. de la Taille fit une reconnaissance en machine jusqu'à Épinac et vit, sur tout le parcours, l'armée des Vosges, dans le plus grand désordre, qui se dirigeait sur Autun.

A neuf heures du soir, Delpech voulut revenir d'Épinac avec sa brigade dans des wagonnets. M. de la Taille s'y opposa en raison du mauvais état du matériel conservé.

A la même heure, une dépêche annonça la présence des Allemands à Arnay-le-Duc. Les machines d'Épinac furent envoyées à Chagny.

Quelques instants plus tard, le colonel Gauckler venait demander à M. de la Taille un train spécial, afin d'embarquer, le lendemain, à cinq heures du matin, Garibaldi et son état-major, pour Montchanin, localité située en arrière d'Autun et du Creusot.

Le départ était si bien décidé que la nuit fut employée à charger les équipements, munitions, vivres et voitures.

Ricciotti se replie sur Cordesse et les Allemands, après avoir occupé Arnay-le-Duc, s'arrêtent à Voudenay.

Cremer s'empare de Nuits et l'occupe; le corps franc de Bourras qui lui a prêté main-forte retourne dans la montagne. Cette affaire fut la seule où Cremer et Bourras combattirent ensemble.

CHAPITRE VI

DÉCEMBRE 1870

« Le luxe italien se fourvoyait dans
« notre denuement français. »

LES ALLEMANDS EN BOURGOGNE, par
M. Charles Aubertin, professeur à la
Faculté des Lettres de Dijon (*Revue
des Deux Mondes*, mars-avril 1871,
p. 364-365.

Jeudi 1^{er}. — L'usine du Creusot fait demander à l'état-major de Garibaldi si elle doit évacuer, NOTAMMENT SON MATÉRIEL DE GUERRE EN CONSTRUCTION POUR LE GOUVERNEMENT. 400 wagons et 20 locomotives devaient partir en cas de réponse affirmative, et l'état-major se contente de télégraphier, à cinq heures du matin :

« *On vous a effrayé à tort, continuez votre travail. Nous
« vous couvrons.* »

Nous avons toujours eu l'intime conviction que les garibaldicns eussent été enchantés de voir le Creusot ruiné par l'ennemi. La couverture de l'état-major n'existait que sur le télégramme. Enfin, le 2 décembre, Bordone osa menacer d'arrestation le sous-préfet d'Autun, parce qu'il avait appris que, le 30 novembre, au soir, Marais avait conseillé à M. Schneider de mettre son outillage en sûreté.

A 11 h. 30, une dépêche du chef de gare de Saint-Léger-Sully annonce que les Prussiens sont à Igornay, à Dracy, et s'avancent sur Autun. M. de la Taille se rend à l'état-major, Giuseppe Garibaldi était sorti; Bordone déjeunait fort paisiblement. Il répond à M. de la Taille que c'est une fausse nouvelle et le charge d'aller en reconnaissance sur une machine. M. de la Taille quitte aussitôt l'hôtel de Bordone, va à la gare et prend une locomotive. A cinq kilomètres d'Autun, il rencontre des éclaireurs prussiens qui avait arrêté le chef de gare de Dracy, venant à pied, à Autun, pour donner l'alarme. En voyant la machine, ils supposent qu'elle porte des hommes armés et abandonnent le chef de gare; M. de la Taille le fait monter près de lui. Ils reviennent à Autun et, aussitôt débarqués, courent à l'état major. Déjà, un officier de garde nationale discutait avec Bordone, qui se refusait à le croire; M. Grillot annonce l'arrivée des Allemands, et pour remerciements on menaçait de l'arrêter! Une autre personne avait été incarcérée pour le même motif. Bordone prétend encore que ce ne doit être que des éclaireurs, lorsque le premier obus allemand tombe sur Autun! Le doute n'est plus possible. Bordone invite M. de la Taille à retourner de suite à la gare, à réunir les wagons, mais à garder jusqu'à nouvel ordre le train spécial destiné à Garibaldi et à l'état-major. Et ce train qui contenait des quantités considérables de poudre a ainsi à essuyer le feu de l'ennemi; la machine reçut deux obus dans ses roues! le deuxième wagon renferme de la poudre! La première préoccupation du chef d'état-major, forcé de se rendre à l'évidence, est de se ménager les moyens de fuir avec son *fachino*. Il est, du reste, en parfaite communauté d'intentions avec les garibaldiens qui, entendant le canon, s'enfuient au nombre de 7,000, dans la direction de Lyon; plusieurs jetant leurs armes pour courir plus rapidement,

se renversent dans leur précipitation, « en proie à une panique qui s'accroît d'elle-même¹. » Ceux-ci revêtent des costumes civils, « trop heureux de se débarrasser de cette chemise rouge, de cet attirail guerrier, dont ils étaient si fiers quelques minutes auparavant². » « Ceux-là débrobent à main armée et de vive force, quantité de chevaux et de voitures pour se sauver plus vite. Ils demandent la route de Lyon, celle qui ne passe pas par Chalon³. » Enfin, d'autres restèrent pour commettre des vols dans les maisons pendant la durée du combat.

Les mobiles et les mobilisés se portent en avant d'Autun, avec leurs mauvais fusils à piston ! Que n'avaient-ils les fusils à tir rapide des fuyards garibaldiens !

Vers midi, l'ambulance garibaldienne quitte Autun avec son matériel, en route dans la direction de Nevers.

Les artilleurs mobiles de la Charente-Inférieure répondent au canon de l'ennemi. Pendant deux heures et quart ils ont à supporter les effets des projectiles dirigés contre eux et qui leur mettent 53 hommes hors de combat ; 25 succombent à leurs blessures, presque toutes faites au bas-ventre. L'effectif total des artilleurs était de 120 hommes !

Comme il ne faut pas songer à se servir du train d'évacuation qui, exposé aux bombes et obus, stationne toujours dans la gare, Garibaldi, ses bagages et deux obusiers ont été conduits à Couhard, en arrière. Le « vieux chef » est en voiture et n'a pas l'air d'avoir le moindre soupçon des événements qui se passent autour de lui ! »

Menotti cherche infructueusement sa brigade, elle a

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *dépositions des témoins*, t. IV, p. 81 et 89 ; dépos. de M. Castilhon ; — *Télégraphe*, de Lyon.

² Voir encore dans l'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *déposition de témoins*, t. IV ; dépositions de MM. Castilhon et Debuschère ; — *Télégraphe*, de Lyon.

³ *Télégraphe*, de Lyon.

disparu ; celle du *colonel* ! Delpech a agi de la même manière.

Vers trois heures et demie, le train spécial d'évacuation se met en marche, sans l'ordre de M. de la Taille qui court le rejoindre et monte sur le dernier wagon, d'où il put faire les signaux d'arrêt au mécanicien. Le signal du départ avait été donné par l'officier garibaldien chargé des munitions et qui craignait de les voir sauter. Lorsque M. de la Taille revint à Autun, il trouva à la gare le colonel Gauckler « menaçant tout le monde parce que le « train était parti sans autorisation », et qui donna à cet inspecteur l'ordre écrit de faire rentrer le train. Cette pièce établit donc bien que les garibaldiens tinrent à conserver pendant toute la durée de l'attaque ce convoi à leur disposition.

Mobiles et mobilisés combattent de leur mieux, mais sans recevoir d'ordres, livrés à leur initiative privée. Qu'est donc devenue la science militaire de Garibaldi ? Rien ne peut faire jaillir une seule étincelle de l'intelligence endormie de ce pauvre podagre ! Il se laisse « trimbaler comme un enfant ! » C'est tout ce dont il est capable.

A huit heures du soir, Allemands et Français avaient conservé leurs positions. L'ennemi se retira à onze heures et rétrograda le lendemain sur Dijon. La crainte de se trouver pris entre deux feux, d'un côté par Garibaldi, et de l'autre par Cremer, qui, de Nuits, arrêtait ses dispositions pour le cerner, ne fut pas étrangère à cette détermination. Cela sauva Autun, sans que Garibaldi ait fait quoi que ce soit en vue de ce résultat.

Un témoin oculaire de la lutte, A. Marais, raconte, dans un feuilleton publié, en juillet 1871, par le *Progrès, de Lyon*, sous ce titre : *Garibaldi et l'armée des Vosges en Saône-et-Loire*, feuilleton auquel nous avons déjà

fait quelques emprunts, raconte, disons-nous, qu'un de ces hasards, si fréquents en guerre, décida du succès de la résistance!

D'après son récit, au moment où les Allemands tenaient presque la victoire, ils virent apparaître tout à coup une masse de guerriers garibaldiens gravissant la route du Creusot.

Ils lâchèrent pied, sans s'apercevoir que ces guerriers n'avaient qu'une pensée : fuir au plus vite ; et, pour la première fois depuis que le monde existe, la bataille fut définitivement gagnée par des fuyards.

Nous donnons cette appréciation pour ce qu'elle peut valoir, mais nous persistons à croire que la détermination du général Keller fut prise par la considération que nous avons exposée ; c'est-à-dire après avoir reçu une estafette lui confirmant la marche de Cremer.

Garibaldi, qui avait dédaigné de se renseigner sur l'arrivée de la colonne allemande, bien qu'il ait été prévenu de son mouvement offensif par diverses personnes dignes de foi, notamment par le préfet de la Côte-d'Or, l'ex-fabricant de bonneterie Luce-Villard ; Garibaldi, qui, pour toute mesure défensive s'est borné à faire aviser le sous-préfet d'Autun, à neuf heures du matin, par Spuller aîné, que la ville allait être attaquée ; Garibaldi laisse les Prussiens se retirer sans les inquiéter et sans faire aucun préparatif pour prévenir un retour de leur part. Non seulement il ne les harcèle pas, mais il n'établit aucune grand'garde autour d'Autun. Il eût été complice du général badois Keller, qu'il n'eût pas agi autrement ¹. Bien plus, il ne cherche même pas à donner la main au général Cremer, qui lui a télégraphié, par l'intermédiaire

¹ Voir ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *dépositions des témoins*, t. IV, p. 98 ; dépôt. de M. Debuschère.

du préfet de la Côte-d'Or, qu'il marcherait ce soir, 1^{er} décembre, sur Bligny, avec 10,000 hommes et du canon. Dans une première dépêche, du même jour, adressée à Bordone, Cremer dit : « *J'attaque Bligny demain* », et Bordone, auquel un mensonge de plus ne coûte absolument rien, informe ainsi le gouvernement :

N° 682.

Autun, 1^{er} décembre, 6 h. 5 soir.

« *Chef d'état-major à délégué Guerre, Tours.*

« *Avons été attaqué à deux heures et demie par forte colonne prussienne avec plusieurs batteries d'artillerie. Nous les avons repoussés sur toute la ligne. A dix heures ils sont en pleine retraite.* »

Pour rendre hommage à la vérité, il eût fallu écrire : « *Mobiles et mobilisés lui ont tenu tête sur toute la ligne* ».

Nous devons aussi constater qu'au moment de l'envoi de cette dépêche, le combat n'était pas terminé; les Allemands gardaient leurs positions et aucun mouvement de retraite de leur part ne se dessinait. Ce mouvement commença seulement vers onze heures du soir.

Bordone prétend que les garibaldiens « *couvraient les avenues du Creusot* ». Il a raison, mais c'étaient des fuyards, ce qu'il oublie de dire à dessein. Quinze cents fuyards que l'on fut obligé d'aller chercher le lendemain, en train spécial, au Creusot, parce qu'ils refusaient de regagner Autun à pied.

Vendredi 2. — A trois heures du matin, Bordone songe à répondre à la dépêche envoyée la veille par Cremer et lui télégraphie :

« *Marchez hardiment en avant, sans vous inquiéter de Bligny où ne rencontrerez aucun ennemi. Troupes battues à*

« Autun hier se retirent vers Sombernon en pleine débandade.
« Gagnez-les de vitesse. »

L'ex-apothicaire d'Avignon n'avait même pas conscience des dangers qu'il pouvait faire courir au général Cremer en le trompant sciemment de la sorte. En pleine débandade : c'était bon pour les garibaldiens !

Ils allèrent loin, bien loin, les *braves* garibaldiens ! Plusieurs détachements de ces héros s'enfuirent... jusqu'à... Lyon ! Ce serait incroyable, si leur arrivée n'avait pas été signalée, comme suit, à Gambetta, par le général Bressolles :

« Reçois dépêches de tous côtés m'annonçant fuyards en
« désordre de Garibaldi et autres corps francs. Ils viennent
« encore inonder la ville, y porter le désordre et l'indiscipline.
« Les chefs m'écrivent qu'ils viennent se réorganiser, c'est-
« à-dire vider encore les magasins de l'État. Je serais bien
« d'avis de ne leur rien donner ou de traduire en cour martiale
« tous les chefs. »

Pourquoi Bordone, qui sait si bien engager Cremer à *marcher hardiment en avant*, ne part-il pas, avec l'armée des Vosges de ce côté, pour appuyer la division française ?

Nous lisons dans l'ordre du jour adressé, le 2 décembre, à l'armée des Vosges :

« Nous ne saurions flétrir avec assez d'énergie ceux que le
« bruit du canon ou de la fusillade met en fuite. Ordre est
« donné dans toutes les directions de les arrêter ; il faut des
« exemples, et nous nous soumettrons à la dure nécessité d'en
« faire ; tout individu isolé, surpris en état de fuite, *sera fusillé*
« sans procès ; s'il s'agit d'un corps, *il sera décimé*. Quant aux
« autorités et aux habitants du pays où stationneront les
« fuyards, leur premier devoir est de leur refuser le boire et
« le manger ; qu'ils sachent bien que les misérables qui

« abandonnent ainsi leur poste, en semant derrière eux
« l'alarme et la terreur, compromettent la vie et quelquefois
« l'honneur des valeureux qui combattent... »

Il est curieux de trouver le mot « *honneur* » sous la plume d'un Bordone et plusieurs fois encore nous aurons à faire cette remarque.

Ce même ordre du jour rend hommage aux mobiles et aux « mendiants » de Saône-et-Loire, dont les actions avaient eu trop de témoins, le 1^{er} décembre, pour qu'il n'y soit pas fait allusion :

« Le général Garibaldi adresse des félicitations, pour leur
« belle conduite dans la journée d'hier, à l'armée et plus spécia-
« lement à l'artillerie de campagne et de montagne, au ba-
« taillon des Basses-Pyrénées, à ceux des Alpes-Maritimes,
« commandés par le chef de bataillon Bruneau et par le
« capitaine Guide, à la garde nationale mobilisée, aux francs-
« tireurs de la 4^e brigade, à la compagnie Gênoise commandée
« par le capitaine Razetto, etc... »

M. Theyras (Chapitre IV, p. 240) fait observer « que
« les Aveyronnais ¹, qui ont joué un rôle important dans
« le combat et ont perdu plusieurs hommes, ne sont pas
« nommés ; ils étaient mal vus à l'état-major à cause de
« leurs opinions religieuses, et leur citation à l'ordre du
« jour eût montré que les mobiles et les mobilisés seuls
« avaient défendu Autun. On leur substitua la compagnie
« Gênoise, qui escortait, à Couhard, le général Garibaldi ;

¹ Les mobiles de l'Aveyron étaient armés d'anciens fusils à pierre (modele 1822) transformés à piston. Ils soutinrent aussi vaillamment le choc des vieilles troupes poméraniennes et le feu de leur artillerie, le 21 janvier, sous Dijon. Chacun d'eux portait cinq paquets de cartouches (30 environ). C'est avec ce seul approvisionnement qu'ils eurent le courage de faire face à l'ennemi. Ils étaient sous les ordres du commandant Anglas. (*Note de l'auteur.*)

« la participation des Italiens à la défense d'Autun était
« dès lors établie. »

Le même auteur ajoute que le seul Italien qui perdit la vie pendant l'affaire d'Autun fut tué à la porte d'une maison publique par un factionnaire, dont il voulait forcer la consigne, pour se cacher. « *C'est fort ennuyeux*, disait Bordoue, *pas un des nôtres n'a été blessé.* »

La compagnie Gênoise entourait la calèche et les bagages du champion de la République universelle; elle avait donc rendu des services exceptionnels !

Samedi 3. — M. de la Taille fait, en machine, une reconnaissance jusqu'à Épinac. Un train spécial conduit à Nevers le payeur de l'armée des Vosges allant chercher des fonds.

Le ministre de l'intérieur et de la guerre télégraphie au maire du Creusot :

« Voici le moment de montrer de l'énergie. Les fuyards ne
« méritent aucune espèce de considération. Ils veulent aller
« en chemin de fer, faites-les aller à pied. S'ils refusent,
« cour martiale à l'instant. Faites appel à la population, elle
« ne vous refusera pas son concours. Informez-moi, s'il vous
« plaît. »

Il fallait que les fuyards garibaldiens aient une conduite bien coupable au Creusot, pour que Gambetta se soit ainsi adressé au maire de cette ville, le communard Dumay, qui avait en grande vénération, et cela se conçoit, les chemises rouges de la République cosmopolite !

Rappelons pour mémoire l'ordre grotesque de défense donné par Garibaldi. Au point de vue stratégique, il datait du seizième siècle.

Dans la matinée, Cremer, que Garibaldi est assez inepte pour ne pas appuyer, arriva à Châteauneuf. A 7 heures ses troupes sont disposées comme suit :

1^{re} Légion du Rhône : 3^e bataillon, entre Sainte-Sabine et le canal, sur le flanc de la colline; 1^{er} bataillon entre le canal et Châteauneuf; 2^e bataillon, de Châteauneuf à la lisière du bois.

2^e Légion du Rhône : à gauche de la route de Sainte-Sabine à Pouilly.

Le bataillon de la Gironde, en réserve derrière le bois, dans un ravin.

Les 7^e et 8^e compagnies du corps franc des Vosges, des chasseurs volontaires du Rhône, les francs-tireurs des Cévennes et d'Alger, se sont joints à Cremer. L'artillerie est dirigée par le commandant Marengo.

Les Allemands ont : 5^e régiment de grenadiers badois, colonel de Sachs; — 6^e régiment de grenadiers badois, colonel Bauer; — 3^e régiment de dragons, lieutenant-colonel de Gemmingen; — 3 batteries d'artillerie dont 2 de position. Ces troupes sont sous les ordres directs du général Keller.

Le retard de la 2^e légion du Rhône fait manquer, en partie, la surprise de Châteauneuf. Cette journée coûte cependant aux Allemands 400 hommes tués ou blessés, 120 prisonniers et près de 300 blessés restés aux mains des Français, qui ont 16 tués et 35 blessés.

8,000 Allemands arrivent à Semur; ils venaient de Baigneux-les-Juifs.

Dimanche 4. — Garibaldi et son armée vont rester dans l'inaction jusqu'au 13 janvier, continuer à traiter Autun et ses environs en pays conquis, aussi Bordone cherche-t-il à faire croire que les garibaldiens sont toujours en contact avec l'ennemi :

N^o 278.

Autun, 4 décembre 1870, 9 h. matin.

« *Chef d'état-major à Guerre, Tours.*

« Suis heureux de vous annoncer, sans pouvoir donner de

« détails, la victoire du général Cremer sur les Prussiens entre
« Châteauneuf et Meilly.

« Ennemi en retraite sur Sombornon, *est surveillé par nos*
« *éclaireurs et francs-tireurs*. Vous annonce ces faits par
« crainte que général Cremer ne dispose pas de moyens télé-
« graphiques. — BORDONE. »

C'est bien le cas de le dire : « *Si non è vero, bene trovato !* »

Le chef d'état-major confie ses peines au colonel Gauckler, qui est allé voir son ami de Freycinet, à Tours ; il se plaint encore de Baillehache et de la *guérilla* d'Orient, puis achève sa dépêche par ces phrases qui, émanant de lui, font sourire :

« Je vous en supplie, Gauckler, mettez fin à tout cela ; — il
« n'y a plus moyen d'y tenir ; *la vie et l'honneur* de Garibaldi
« *et de moi* sont compromis avec les agissements de cette *ca-*
« *morra*¹. »

Nos lecteurs connaissent suffisamment Bordone pour que tout commentaire nous paraisse superflu. Nous reproduisons seulement ce document :

N° 614.

Autun, 4 décembre 1870, 12 h. 45
(minuit 45 matin).

« *Préfet Haute-Marne au directeur de Sûreté générale,*
« *Tours.*

« Vous savez que Gambetta m'a chargé d'exprimer au général
« Garibaldi qu'il le verrait avec plaisir se priver du concours
« du colonel Bordone. D'un autre côté, vous avez annoncé de-
« vant moi que vous aviez *la certitude de l'existence d'une condam-*
« *nation attachant un caractère infamant à la personne du colonel*

¹ Dépêche. n° 635. ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Rapport Perrot*, t. II, p. 486-487.

« *Bordone*. Le général Garibaldi, soucieux de déférer au désir
« de Gambetta, me charge de vous exprimer qu'il a besoin,
« avant de se priver du concours d'un homme utile, d'avoir la
« preuve de cette condamnation et l'assurance qu'elle n'a pas été
« annulée par une décision judiciaire d'un ordre supérieur. Il at-
« tend votre réponse pour prendre résolution.

« *Vu* : GARIBALDI.

« *Spuller*. »

On doit rapprocher cette dépêche de celle du 23, adressée au procureur de la République d'Avignon, par laquelle le ministère de la justice demandait copie du casier judiciaire de Bordone.

M. Challemel-Lacour dit carrément à Gambetta ce qu'il pense de Bordone :

N° 987.

Lyon, le 5 décembre 1870, 10 h. 50 matin.

« *Préfet Lyon à Guerre, Tours*.

« *La conduite de Bordone est l'objet des plaintes de tous, une*
« *cause de découragement, un péril très grave. Elle mériterait*
« *un conseil de guerre*. Vous devez en savoir plus long que moi,
« mais ce que je sais m'oblige à dire que le maintien d'un tel
« chef d'état-major est un scandale. Garibaldi est aveugle, vous
« ne pouvez l'être. N'y a-t-il pas moyen d'éloigner Bordone
« sans blesser Garibaldi ? En tout cas, tout doit céder à l'in-
« térêt public. »

Garibaldi est aveugle, vous ne pouvez l'être! « Non ! il
« suffisait à Gambetta de s'être crevé volontairement un
« œil pour quitter le collège. » Le Dictateur répondit au
préfet de Lyon :

« *Tout ce que vous me dites sur Bordone m'est connu; mais je ne*
« *puis L'ENLEVER A GARIBALDI qui veut le garder. C'est sur Gari-*
« *baldi directement qu'il faut agir.* » (Dép. n° 5374, Lyon de Tours,
le 7 décembre 1870, 12 h. 45. — Minuit 45 minutes.)

Nous avons vu le payeur de l'armée des Vosges partir d'Autun, en train spécial, pour aller chercher de l'argent à Nevers; le trésorier général n'étant pas avisé officiellement, lui en refuse, ce qui fait l'objet d'un télégramme de Bordone à M. de Freycinet.

M. de la Taille ordonne au chef de gare d'Étang de conserver un train rempli de garibaldiens débandés. Il avait reçu un avis lui annonçant un nouveau mouvement des Allemands sur Autun.

A Dijon, les malles de Werder sont chargées sur les fourgons. Les Prussiens abandonnent Semur et paraissent, en effet, se diriger sur Autun. Ce fut une fausse alerte.

Lundi 5. — Le train consigné à Étang est amené à Autun. Escarmouche au delà de Gevrey entre Allemands et la 10^e compagnie du corps franc de Bourras; la compagnie de la Haute-Saône tue quelques ennemis vers Saint-Bernard.

Le chef d'état-major de l'armée des Vosges reçoit des reproches de Gambetta et s'excuse de son mieux :

« Je n'ai fait qu'exécuter, dit-il, en les modérant, les ordres « précis et formels du général (Garibaldi), dont les termes se « résument en ceci : *Ou eux ou moi*, qu'on choisisse ! »

Nous avons tout lieu de supposer qu'il s'agit encore ici de l'interminable affaire Frapolli et de Baillehache.

Des officiers de la *guérilla* d'Orient sont partis pour Tours réclamer contre l'ordre donné par l'état-major garibaldien, d'arrêter leur colonel M. Chenet, auquel on voudrait imputer les conséquences de la surprise d'Autun par le général Keller, le 1^{er} décembre. Rappelons ici que le colonel Chenet soutint la retraite de Dijon à Autun, en prenant, sur le terrain le commandement, de la brigade de

Delpech. Bordone proteste et déclare à M. de Freycinet que « l'autorité de Garibaldi est compromise, son honneur « même, par de pareils faits ».

Garibaldi voudrait-il faire sinon quelque chose contre les Allemands, du moins activer la réalisation des vœux de la *Ligue séparatiste du Midi*. On serait tenté de le croire en lisant cette dépêche qu'il adresse « au citoyen Gambetta » :

« Les Niçois me demandent vous proposer préfet, l'avocat Louis « Picon. Il armera la garde nationale de Nice; VOUS POURREZ « DISPOSER DE 1,500 BONS SOLDATS DE LIGNE qui s'y trouvent et les « étrangers afflueront à Nice. JE RÉPONDS DU RÉSULTAT. » (Dép. n° 638.)

Au sujet de Nice, M. Marc Dufraisse a déposé, comme suit, devant la Commission d'enquête :

« Je ne voudrais pas supposer gratuitement au général Garibaldi des desseins qu'il n'aurait point eus, encore moins lui « prêter des projets qui ne seraient pas les siens.

« Mais que ne pouvais-je point penser, et que n'étais-je pas « autorisé à craindre, lorsque, me rappelant sa protestation « contre la cession de « sa chère Nice », « l'atroce méfait », « l'in- « fdme marché », sa retraite du Parlement et ses incessantes « revendications de sa terre natale depuis « l'obscène trafic », « je lisais dans des feuilles italiennes ce que vous aurez lu « plus tard dans les journaux français?

« Nice, fatale pomme de discorde entre deux nations qui ne s'ar- « réteront pas tant que le Var n'aura pas comblé de cadavres la « Méditerranée... »

Il est évident que Garibaldi avait un motif pour se mêler de la nomination d'un préfet et pousser à l'armement de la garde nationale, en faisant miroiter aux yeux du ministre de la guerre la possibilité d'avoir ainsi 1,500 hom-

mes de troupes de ligne, composant la garnison de Nice. Dans tous les cas ce n'était pas la préoccupation d'augmenter le nombre des bons soldats appelés à la défense du territoire qui animait le chef de l'armée des Vosges. Il obéissait à des idées toutes différentes et dans le but d'assurer le triomphe de la République universelle.

N'avait-il pas, au mois d'octobre précédent, reçu à Dôle une lettre d'un certain baron Enrico Verani-Marin, de Nice, qui lui proposait de prendre la tête du mouvement séparatiste ?

Mardi 6. — En Bourgogne, le thermomètre marque 15 degrés centigrades au-dessous de zéro.

Le major général allemand de Schmeling, le colonel de Loos et leurs officiers se livrent à une orgie ordurière ¹, dit M. Clément-Janin, au château de Belleneuve. Escarmouches à Fixin et à Fixey entre des patrouilles badoises et le corps franc de Bourras (4^e et 10^e compagnies).

Le commandant Garnier, avec deux compagnies du génie civil, est mis à la disposition de Garibaldi.

Le colonel Gauckler demande à M. de Freycinet l'ouverture d'un crédit de 50,000 francs pour tirer d'embarras le capitaine Foulc, qui remplit, à Lyon, les fonctions d'intendant de l'armée des Vosges.

Les calomnies, les injures, les mensonges déversés par les garibaldiens sur les mobiles augmentant de jour en jour, les officiers de ces corps finissent par se plaindre avec tellement de persistance, que Menotti Garibaldi, afin de leur donner satisfaction, écrit, enfin, la lettre suivante *pour éviter une effusion de sang* :

¹ Ils imitaient, consciencieusement, S. M. Guillaume I^{er}, leur chef. A Reims, par exemple, où il séjourna plusieurs semaines, pendant la guerre de 1870-1871, le *soudard* prussien laissa de nombreuses traces de son ivrognerie et souilla ainsi les appartements du Palais archiépiscopal réservés aux rois de France venant, en cette ville, pour les cérémonies de leur sacre.

ARMÉE DES VOSGES

COMMANDEMENT
de la 3^e Brigade.

Épinac-les-Mines, 6 décembre 1870.

« A M. le commandant Hiriart, du bataillon des Basses-Pyrénées.

« Monsieur,

« J'ai lu avec indignation une correspondance du journal qui attaque odieusement tous les mobiles, et particulièrement ceux des Basses-Pyrénées que vous commandez ; j'ai appris en même temps que le corps d'officiers s'était justement ému de ces calomnies, et que raison allait être demandée à l'auteur. Dans la situation critique où se trouve la France, je ne crois pas qu'aucun de ses enfants ait le droit de disposer de sa vie, qui appartient tout entière à la patrie. Veuillez donc être assez bon, commandant, pour dire à VOTRE BRAVE CORPS D'OFFICIERS QUE JE LES PRIE DE SE METTRE AU-DESSUS DES CALOMNIES ET DU CALOMNIATEUR, ET DE SE VENGER DE LUI PAR LE PLUS PROFOND MÉPRIS. J'ose compter que vos officiers, que j'estime, voudront me faire cette concession si pénible à un militaire. Je leur en serai particulièrement reconnaissant et leur en tiendrai compte. Du reste, dites-leur bien QU'ILS ONT TOUTES MES SYMPATHIES ET QUE JE COMPTE SUR EUX.

« Recevez, commandant, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

« Le commandant en chef de la 3^e brigade,

« MENOTTI GARIBALDI. »

Mercredi 7. — Continuant son système de mensonges à outrance, *Bordone* fait retomber sur les *Dijonnais* l'échec essuyé par *Garibaldi*, le 26 novembre, et prétend toujours avoir battu les Allemands devant Autun, le 1^{er} décembre. Nous ne saurions trop flétrir une semblable attitude et livrons le document qui suit à l'indignation de nos lecteurs :

N° 684.

Autun, le 7 décembre 1870, 6 h. 37 matin.

« Chef d'état-major à Guerre, de Freycinet à Tours.

« Dès notre départ de Dôle, avions compris l'importance d'Autun comme point stratégique pour couvrir établissements métallurgiques et route de Lyon. N'avons pas hésité à nous y établir ; si, par une dislocation, avons agi sur différents points, c'est que nous redoutons une trop grande concentration dans les villes de troupes difficiles à manier. A la suite de notre pointe sur Dijon, qui aurait pleinement réussi, si HABITANTS AVAIENT AIDÉ UN PEU COMME ILS L'AVAIENT PROMIS, avons compris par mouvements signalés, de troupes ennemies, qu'Autun était leur objectif. Aussi, tout en ralliant fuyards à Arnay et Bligny, avons pu, sous Autun, donner une forte leçon aux Prussiens, quand ils s'y sont présentés. Aujourd'hui, importance Autun est comprise par tous comme elle a été devinée par nous ; entente avec général Cremer est complète ; vous nous fournissez moyens d'actions, nous vous répondons par conséquent de la défense de cette clef du Creusot et de Lyon.

« BORDONE. »

Nous avons vu comment les Dijonnais défendirent héroïquement leur ville contre les Prussiens, le 30 octobre, et comment pendant toute cette journée ils résistèrent, bien que Dijon ne fût pas fortifié à cette époque, contre tous les efforts de l'envahisseur. Il appartenait à Bordone d'accuser ces excellents citoyens et de chercher à les couvrir d'opprobre, comme il le faisait pour tous les Français. Quant aux autres fadaïses contenues dans cette dépêche, nous ne nous donnerons pas la peine de les relever, il suffit qu'elles soient signées par Bordone pour que l'on sache à quoi s'en tenir. Bordone, fidèle à la tactique garibaldienne, accuse les Dijonnais comme il a accusé les Dôlois et les Autunois.

Jeudi 8. — Toujours soucieux d'éviter toute contrariété à Garibaldi, M. de Freycinet, s'adressant au général Bressoles, lui dit :

« Pour vous enlever toute préoccupation, il ne sera rien « changé, pour le moment, à la situation de Cremer. *Mais je* « *vous prie instamment de veiller à ce qu'il opère en parfait con-* « *cert avec Garibaldi et qu'il se conforme aux directions stratégi-* « *ques de ce général,* SOUS PEINE DE FAIRE MANQUER LES OPÉRA- « TIONS. » (*Dép. n° 537, 8 décembre 1870.*)

Quelle aberration !!

Le colonel Ferrer, qui commandait la 2^e légion du Rhône et n'arriva pas à temps à Châteauneuf, est révoqué sur la demande de Cremer et du citoyen Luce-Villard. Nous n'avons pas à défendre ici le colonel Ferrer, mais nous tenons à établir la preuve de l'ingérence de l'autorité civile dans des questions purement militaires. Nous rapprocherons la révocation de Ferrer de la mise en doute des talents du général Pellissier, par... un avocat corse, le citoyen Coti, sous-préfet de Chalon-sur-Saône. (Voir, ici, à la date du 10 décembre.)

Un train spécial conduit Bordone d'Autun à Chagny.

Vendredi 9. — Des officiers parlementaires allemands entrent à Auxonne. Le commandant de place les reçoit avec dignité, mais refuse de capituler. Escarmouche à Broindon.

Deux trains spéciaux sont envoyés d'Autun à Épinac.

Samedi 10. — Le général de Glumer remplace le général de Beyer dans le commandement des Badois à Dijon. On se bat à Broindon, à Épernay (Côte-d'Or) et à Gevrey. Plusieurs maisons sont la proie des flammes, aux baraques de Gevrey.

Un train régulier est rétabli entre Autun et Épinac.

M. de Freycinet, sachant qu'il va avoir besoin de Garibaldi, cherche à lui faire risette et lui télégraphie :

« J'ai le plaisir de vous annoncer que votre vaillant Ricciotti est nommé chevalier de la Légion d'honneur. » (*Dép.* n° 5507.)

Garibaldi, qui aurait probablement préféré pour son fils une augmentation de salaire (on nous pardonnera cette expression franc-maçonique, mais elle est à double sens et rend bien notre pensée), annonce à Gambetta, et pour la galerie, que Ricciotti, reconnaissant, ne peut accepter aucune récompense. Ce refus austère ne fut pas invincible ; quelques jours après, Ricciotti célébrait, par une orgie scandaleuse, sa nomination dans notre Ordre national, si prostitué depuis le 4 septembre 1870 !

Le Corse Coti, toujours disposé à mettre *son petit t'cheval au service de la République*, sollicite, auprès du général Bressoles, la disgrâce du général Pellissier.

« Le général Cremer étant à Beaune manque à Chagny. Le général Pellissier, que j'ai tâté ce soir, me paraît manquer de toutes les qualités indispensables pour faire un bon chef. Il se fera tuer bravement, mais je le crois incapable de préparer les éléments à un triomphe. Se portera-t-il, avec les forces dont il dispose, à l'est de Chagny, pour couvrir la vallée de la Saône et du Doubs, si l'ennemi s'avanceit devant nous par le pont de Mavilly (L'original de la dépêche porte bien *Mavilly*, mais il s'agit de *Navilly*. — *Note de l'auteur.*), position qui devrait être formidablement gardée ? J'ai mis à sa disposition 500 mobilisés que j'avais disponibles à Chalon et à qui j'ai fait distribuer 34,000 cartouches pour fusils à percussion. Chalon reste sans munition. Hâtez-vous de nous en envoyer. Les Prussiens visent la ligne de Nevers. Nous ne pouvons donc pas les écraser. O rage ! — Coti ¹. »

Dépêche n° 5997. — Coti faillit être révoqué, au mois de no-

C'est vraiment désopilant ce sous-préfet qui tâte un général, même auxiliaire, et auquel ce « *tâtement* » rapide suffit pour qu'il puisse en apprécier les qualités bonnes ou mauvaises ! L'ex-avocat de Corte cumulait,

vembre 1870, pour s'être permis d'envoyer au préfet de la Corse une *dépêche chiffrée*, renfermant des racontars politiques et militaires, et se terminant par ces mensonges : « ... Frappe sans pitié « réactionnaires. Ne perds pas de temps ». (*Enquête parlementaire. Dépêches offic., t. II, n° 615.*)

Se sachant menacé, il dit à Gambetta :

« Si vous persistez dans votre résolution, j'obéirai, en vous « priant, toutefois, de me désigner dans l'armée un poste qui me « permette de mourir pour la France et pour la République. » *Dépêche n° 511.*)

Farceur ! Frédéric Morin et Boyssset conjurent l'orage, l'affaire est arrangée, Coti remercie Gambetta sur ce ton dithyrambique :

« ... Se voir déshonoré pour avoir adressé une dépêche chiffrée « à son compagnon de lutte, qui a l'insigne honneur de vous re- « présenter en Corse, et qui arrachera ce malheureux département « au bonapartisme, c'était terrible ! Et vous frappiez qui ? Le der- « nier débris d'une famille dont tous les membres, après avoir « combattu pour l'indépendance de la Corse, sont morts en 92 sous « les drapeaux de la République ; vous frappiez un homme qui, à « dix-sept ans, était incarcéré, en 1851, par l'Homme de Décembre, « un homme que Pierre Bonaparte voulait éventrer avec Tomasi, « en 1869 ; un homme qui a tenu haut et ferme le drapeau de la « République en Corse, dont la vie se trouvait tous les jours « exposée aux poignards des assassins, des sicaires de Bonaparte, « un homme enfin qui a revendiqué toutes les libertés dans la « presse locale, et qui a été brûlé, en effigie, sur la place publique « d'Ajaccio pour avoir protesté énergiquement contre les opéra- « tions électorales du vote plébiscitaire. Encore une fois, merci ! « Un Coti que Barbès aimait et que Pelletan affectionne comme son « enfant, sera toujours dévoué à la France, à la République et à « votre personne. »

Il y aurait bien des choses à relever dans ce télégramme que n'eût pas désavoué Calino ; ainsi, comment expliquer la naissance de Coti, si tous les Coti étaient morts depuis 1792, etc.

Pauvre Coti ! ... Après les élections de février 1871, on lui enleva sa jolie sous-préfecture de Chalon-sur-Saône (1^{re} classe), pour le renvoyer en Corse, à Corte ; de là, on le fit dégringoler à la sous-préfecture de Saint-Claude, poste infime. Il paraîtrait que Garibaldi a été pour lui un *jettatore*.

avec les fonctions de sous-préfet de Chalon-sur-Saône, celles de sous-intendant militaire. Nous le voyons encore avec son chapeau haute forme, sa redingote noire et son pardessus marron à collet de velours noir, accosté de pattes de crapaud en drap écarlate, constituant probablement à ses yeux l'insigne du sous-intendant civil. *Cedant arma togæ!* Nous marchions avec une rapidité vertigineuse vers l'anarchie. Et ledit Coti ne se bornait pas au général Bressoles, mais sa dépêche portait : *Urgence en communication à Bordeaux*, etc.! Il voulait donc saisir en même temps le gouvernement de cette question, afin que celui-ci agît sur l'esprit et la décision du général Bressoles. Et comme Bordone, plus tard, accusera aussi d'incapacité le général Pellissier, comme Bordone et Coti se sont rencontrés, le 9 décembre, à Chagny, nous en sommes amené à conclure que la dépêche sous-préfectorale du 10 était inspirée par le chef d'état-major de Garibaldi, dont le Corse avait consenti à devenir l'exécuteur des basses œuvres.

A l'approche des Prussiens, la délégation de Tours s'était jetée dans un train spécial, et, sans faire étape, s'était précipitée vers Bordeaux, où elle s'installait le 11 décembre. Loin des lieux où le canon tonnait, où la mitrailleuse décimait nos bataillons, elle pouvait, dans cette ville, commander, pérorer et décréter la *guerre à outrance*. La dépêche qui annonçait à la France cette nouvelle, disait que ce changement de résidence avait été opéré dans le but de ne point gêner les opérations militaires. Puis elle ajoutait :

« Quant au ministre de la guerre, il se rend aux armées où est sa place dans les circonstances actuelles, pour assister aux efforts des soldats de la France vers Paris. »

C'était un leurre. La place de Gambetta était en effet

là où le pays luttait, là où le sang coulait. Il préféra retourner à Bordeaux, et nulle part, comme le lui a rappelé le général Du Temple, à l'Assemblée nationale, dans la séance du 29 mai 1872, nulle part il n'a jugé à propos de payer de sa personne.

On ne se méprit point sur la valeur de ce langage, et le lendemain George Sand écrivait :

« Le ministre de la guerre va, dit-on, à l'armée de la Loire
« pour la commander en personne. J'espère que c'est une
« plaisanterie de ses ennemis ; ce qu'il y a de certain, c'est
« que le gouvernement de Tours se sauve à Bordeaux : c'est
« le cinquième acte qui commence. Le public va bientôt
« apprécier. »

George Sand ne se trompait point.

Dimanche 11. — Le froid était très vif. A neuf heures du matin, le thermomètre marquait 11° au-dessous de zéro. Tout se réunissait contre nos pauvres troupes. Température, garibaldiens semblaient avoir fait un pacte avec les ennemis de la France ! Les Allemands déménagent leur télégraphe à Dijon ; une de leurs colonnes, appuyée par une batterie d'artillerie, part du côté de Longvic, route de Seurre. Les hauteurs qui avoisinent Gevrey sont occupées par les avant-postes de Cremer.

Lundi 12. — A la suite de dissentiments entre Cremer et le colonel Bourras, dissentiments datant du 30 novembre (affaire de Nuits), ce dernier, en attendant la décision du général Bressoles et du ministre de la guerre, saisis de la question, se replie sur Beaune avec son corps de francs-tireurs.

Le gouvernement, espérant faire sortir Garibaldi de son inactivité persistante, et cela sans que le chef de l'armée des Vosges puisse s'offusquer, sans que des ordres soient notifiés à ce singulier personnage, *qui n'en*

veut accepter de personne, fait réunir à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône un conseil de guerre composé des généraux Bressoles, Cremer, Pellissier, et auquel Garibaldi daigne prendre part en compagnie de Bordone. Le conseil s'occupa d'une nouvelle tentative contre Dijon. « Il fut décidé, lisons-nous dans les MOBILISÉS DE « SAÔNE-ET-LOIRE EN 1870-1871, par le général Pellissier, que l'on marcherait simultanément et que l'on « attaquerait Dijon de divers côtés à la fois. Garibaldi « devait y arriver par la vallée de l'Ouche, Cremer par « la route de Beaune à Dijon. Au moment de cette « attaque, je devais faire, avec mes mobilisés, une démonstration par les routes de Verdun et de Saint-Jean-de-Losne... Le signal devait être donné de Lyon « par le général Bressolles. »

Il existe une autre version, mais elle émane de Bordone ; nous ne nous en préoccupons donc pas.

Ce jour-là, nous assistâmes, ainsi qu'une majeure partie de la population chalonnaise, à une scène d'un grotesque tellement réussi qu'elle fit, pendant quelques secondes, oublier à tous la solennité du moment et la gravité des douloureuses circonstances dans lesquelles notre France bien-aimée se débattait, sans réussir à se débarrasser des hideux vampires qui s'acharnaient après elle, espérant lui sucer jusqu'à la dernière goutte de son sang.

La présence des trois généraux français, de Garibaldi flanqué de son Bordone, bien entendu, etc., avait attiré aux abords de la sous-préfecture une foule compacte qui s'était massée dans les rues Thiard prolongée et de l'Obélisque, foule bigarrée, parmi laquelle se confondaient tous les rangs de la société. Des soldats maintenaient libres les trottoirs ménagés autour du jardin sous-préfectoral.

Au balcon en pierres de taille ajourées de la belle

maison située en face de l'immeuble occupé par le premier fonctionnaire de l'arrondissement et sise à l'angle des rues de l'Obélisque et de Thiard proprement dite, était réuni un ravissant essaim de jeunes filles et de jeunes femmes, formant la plus charmante des galeries que puissent rêver des bateleurs. Elles étaient accourues comme à une première. Leur attente ne fut pas trompée.

L'*impresario* Coti apparut, au-dessus du perron du double escalier conduisant des appartements du premier étage de son hôtel au jardin. Il arrivait entre deux personnages : l'un était Garibaldi à la figure impassible, au regard éteint, une vraie tête de cire, mais de cire jaunie ; l'autre était un homme jeune encore, aux traits fins, aristocratiques, contrastant singulièrement avec le *condottiere*, un homme évoquant vaguement le souvenir de Maximilien de Robespierre.

En un clin d'œil Coti, le dernier représentant de l'illustre et incomparable famille Coti, se jucha sur un tabouret afin de compenser la petitesse de sa taille et, rapprochant l'une contre l'autre les têtes de Garibaldi et du *socius*, s'écria :

« *Chitoyens, voilà l'union de la Franche et de l'Italie! Vive Garibaldi! Vive Boysset! Vive la République!!* »

Quel était donc ce Boysset dont le nom s'est déjà trouvé plusieurs fois sous notre plume dans cet ouvrage?

Un ancien représentant du peuple, en 1848; exilé par l'Empire; revenu en France et à Chalon-sur-Saône, sa ville natale, grâce à l'intercession des évêques de Nice et d'Autun; proconsul chalonnais depuis le 4 septembre.

A cette date, Charles Boysset, chef du parti socialiste, vénérable de la loge maçonnique, sortant de son cabinet d'avocat sans clients, avait proclamé la République, du haut du balcon de l'hôtel de ville, dont il prit, en même

temps possession. Il s'intitula *Commissaire extraordinaire de la République*, puis se rendit en toute hâte à Mâcon, afin d'y saisir les rênes de l'administration départementale. Il débarqua, à la gare de cette préfecture, en même temps que Frédéric Morin, muni de pouvoirs en règle, qui les lui exhiba et le... pria de retourner à ses lares.

Rentré à Chalon, Boysset se qualifia d'*Administrateur provisoire de l'Arrondissement*, et, sur les ordres de Morin, fit écrouer à la maison d'arrêt le sous-préfet impérial, M. Albert Lezaud, qui n'avait pas encore été remplacé, bien que l'on fût déjà au 13 septembre. Par un libéralisme étrange, M. Lezaud recevait souvent Boysset, prenait le café avec lui, etc., dans les derniers jours de l'Empire. Il ne resta que trois heures en prison ; ses anciens administrés se préparaient à l'en tirer de vive force, lorsque Charles Boysset, reconnaissant la bévue commise, le fit mettre en liberté. Le libellé de l'acte d'écrou, que nous avons vérifié, était ainsi conçu : « ... *Albert Lezaud, qui se dit sous-préfet de Chalon-sur-Saône* ».

Aussitôt délivré M. Lezaud télégraphia :

N° 250.

Chalon-sur-Saône, 13 septembre, 12 h. 10 soir.

« *Sous-préfet à préfet Mâcon et à Intérieur, Paris.*

« Par ordre de M. Boysset, le capitaine de gendarmerie et
« le commissaire de police m'ont mis en état d'arrestation au
« moment où, sortant de la séance de recrutement, je tra-
« versais, revêtu de mes insignes, la cour de la mairie. *On me*
« *reproche de ne pas avoir consenti remettre mon service.* J'ai, en
« effet, la formelle intention de ne quitter mon poste que
« quand j'aurai été relevé de mes fonctions, et je n'ai cédé
« qu'à la violence. — A. LEZAUD. »

M. Coti vint alors alléger les fonctions de Boysset, en

prenant possession de la sous-préfecture : Chalon-sur-Saône. Nous n'avons à relater, ici, pour mémoire, les conflits constants qui surgirent entre Boysset et Morin¹. Ce dernier télégraphiait au gouvernement le 26 octobre, pour demander quels étaient les pouvoirs de son rival (*Dép.* n° 1512) et déclarait se contenter de la partie administrative, afin de laisser au commissaire extraordinaire toute latitude pour organiser la défense du département.

Le 30 octobre, on lut avec étonnement cette dépêche sur les murs de la sous-préfecture :

« On se bat aux abords de Dijon; envoyez-nous des secours.

« CHARLES BOYSSET. »

On sonne le rappel, on bat la générale. La garde nationale sédentaire et la garde nationale mobilisée se réunissent rapidement sur la place Saint-Pierre, qui servait de place d'armes.

On distribue des cartouches aux mobilisés pour leurs fusils à piston. Le colonel Cornille va mettre ses hommes en marche pour les conduire à la gare et les faire embarquer *via* Dijon !

Alors, débouche par la rue Basse-de-l'Obélisque, un capitaine en tenue de campagne, képi, tunique, ceinture écarlate, guêtres en cuir jaune, sabre au côté : « *Mes amis, s'écrie-t-il, en se plaçant devant le front d'une compagnie de mobilisés, vous allez marcher à l'ennemi ! Je vais lui présenter aussi ma poitrine !* »

¹ Les conflits survenus entre Boysset et Frédéric Morin sont consignés au tome II des *Dépêches officielles* qui accompagnent l'Enquête parlementaire : page 62, n° 5,373 ; — *Ibid.*, n° 5,405 ; — page 63, *Dép.* n° 5,416 ; — *Ibid.*, n° 5,494 ; — *Ibid.*, n° 5,550 ; — page 64, n° 595 ; — *Ibid.*, n° 7,749 ; — page 66, n° 7353 ; — *Ibid.*, n° 7,405 ; — page 67, n° 7,624.

Et la compagnie enthousiasmée acclame pour capitaine le citoyen Boysset, qui n'avait jamais porté même les tresses de laine de caporal et s'était promu, *motu proprio*, au grade de capitaine ! Les officiers de ladite compagnie rétrogradèrent ! Pour les deux premiers, ils n'eurent qu'à enlever un de leurs galons ! Mais lorsque le sous-lieutenant imité leur exemple, il s'aperçut qu'il ne lui restait plus rien sur les manches ! C'est ainsi que Boysset tenait compte des suffrages des mobilisés qui avaient élu librement leurs chefs !

A ce moment là, Boysset cumulait donc le traitement de capitaine (après avoir touché l'indemnité de mise en campagne afférente à ce grade) et les honoraires de maire de Chalon-sur-Saône qu'il avait fixés lui-même à CINQ CENTS FRANCS PAR MOIS, dépense que la Cour des comptes refusa d'admettre plus tard !

Les mobilisés de Chalon, malgré leur désir de secourir les Dijonnais, ne purent partir le 30. Quand la distribution des cartouches fut terminée, on s'aperçut que les capsules manquaient. Les rangs furent rompus et le bataillon ne prit que le lendemain matin, à la première heure, le chemin de Chagny, et à pied.

Nous n'avons pas à relater ici les allées et venues de Boysset, entre la mairie de Chalon et le camp de Chagny, où se trouvait un officier dont la présence le gênait, le colonel de gendarmerie Deflandre. Après avoir joué au capitaine de carton pendant quelques semaines, Boysset, retour de Chalon, n'ayant plus retrouvé à Chagny, sa compagnie, partie, sans l'attendre, avec le reste du bataillon, dans la direction présumée de l'ennemi, à la Roche-Pot, revint tranquillement reprendre ses fonctions de maire et ne fut jamais inquiété pour un acte aussi étrange, aussi répréhensible au point de vue militaire, et prévu par le Code. Que fût-il advenu si la compagnie eût

suivi l'exemple de son capitaine d'occasion, et si de la compagnie la contagion se fût étendue au bataillon ?

Rentré à Chalon, Boysset reprit la présidence du Comité de la défense de Saône-et-Loire, etc., etc. Il réintégra ses bureaux spéciaux à la sous-préfecture, indiqués par un écriteau superbe, et eut pour secrétaire un certain Gaston Crémieux, que les soldats de l'armée régulière fusillèrent à Marseille, en 1871, comme ayant pris part, avec des garibaldiens, au mouvement insurrectionnel qui se produisit en cette ville et avait pour but d'y établir la Commune ¹.

Disons aussi que, dès le 24 septembre, le Conseil général de Saône-et-Loire avait voté, pour subvenir aux dépenses départementales, un emprunt de 1,500,000 francs. Sur cette somme, 1,200,000 francs furent affectés à la défense. Nous ignorons si le citoyen Boysset a fini par rendre compte de l'emploi de ces fonds, selon les désirs si souvent réitérés de certains membres du Conseil général, soucieux de la bonne gestion des affaires confiées à leurs soins.

Boysset devint ensuite député à l'Assemblée nationale, vice-président de la Chambre, etc. Il fit son chemin comme tant d'autres énergumènes, orateurs de clubs et tribuns de contrebande.

Quoi qu'il en soit, le souvenir de l'accolade de Garibaldi, *Souverain grand inspecteur des loges maçonniques*, et du citoyen Boysset, *Vénérable des francs-maçons chalonuais*, restera constamment gravé dans la mémoire de ceux qui furent témoins de cette comédie, dont le dernier acte fut l'embarquement, à la gare, du chef de l'armée des Vosges.

¹ Au mois d'octobre, Gaston Crémieux était allé avec Rouvier porter au Gouvernement les vœux de la démocratie marseillaise.

Croyant le rendre plus populaire, ceux qui entouraient Garibaldi lui firent prendre, à pied, la direction de la station, où il arriva péniblement, traîné, à demi porté ou soutenu par ses officiers, qui l'avaient saisi vigoureusement sous les aisselles, assisté du docteur Riboli (médecin en chef des garibaldiens et surtout médecin particulier du « héros » qui avait, à tout instant, besoin de lui). L'effet obtenu fut diamétralement opposé à celui que l'on avait espéré. Tous les spectateurs s'accordèrent à déplorer la présence d'un pareil invalide à la tête de troupes destinées, croyait-on du moins, à combattre, en première ligne, les soldats de Guillaume de Prusse. On regardait avec pitié cette pauvre machine humaine, complètement hors d'usage et obéissant presque inconsciemment aux farceurs qui exploitaient ses derniers mouvements, à l'instar des saltimbanques exhibant sur leurs tréteaux, pendant la parade, quelque phénomène, plus ou moins monstrueux, pour attirer le public et augmenter la recette.

Le soir de ce même jour, Ricciotti Garibaldi fêtait, dans une orgie indescriptible, à Autun, sa nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur; orgie dont le capitaine de vaisseau César Pradier fut témoin, bien involontairement, et qu'il raconta en termes indignés dans sa déposition devant la Commission d'enquête (voir ici le chapitre consacré aux *Comparses*, p. 75) et confirma par sa lettre au directeur de la *Patrie* (18 décembre 1874) : « Nous tombâmes, à Autun, en pleine orgie garibal-
« dienne; Ricciotti arrosait ce soir-là, à l'hôtel de la Poste
« où nous étions descendus, son ruban de la Légion
« d'honneur, en compagnie de nombreux officiers et de
« femmes perdues, tous en état d'ivresse et chantant des
« chansons obscènes ! Oui, ce soir-là, et dans le moment
« même où la Cour martiale, désignée par Garibaldi, con-
« damnait à mort le colonel Chenet, de la légion d'Orient,

« que le magnanime général graciait de la vie pour le
« faire dégrader le lendemain en présence de ses bandes
« cosmopolites et l'envoyer au bagne de Toulon, où grâce
« à l'énergique refus du préfet maritime, l'amiral Didelot,
« il ne fut pas enfermé ».

Le 30 mars 1871, le conseil de guerre de Lyon, présidé par le général Février, aujourd'hui Grand Chancelier de la Légion d'honneur, déclara, à l'unanimité, le colonel Chenet (victime des intrigues de Bordone, de Delpech, etc., qui avaient voulu rejeter sur le chef de la guérilla d'Orient les conséquences de l'attaque d'Autun par les Allemands, le 1^{er} décembre 1870), non coupable d'avoir abandonné son poste en présence de l'ennemi et l'acquitta de l'accusation dirigée contre lui.

Bordone avait donné au colonel Chenet l'ordre de quitter Saint-Martin et avait oublié de le faire remplacer. Cette position s'était donc trouvée sans défenseur à l'arrivée des Allemands. Pour cacher sa faute, Bordone n'avait pas hésité devant un crime. Il avait accusé de lâcheté et de fuite devant l'ennemi, un officier qui exécutait ses ordres. Chenet, condamné à mort par la Cour martiale garibaldienne¹, fut dégradé et envoyé au bagne par Garibaldi qui, nous l'avons déjà dit, s'arrogeait des pouvoirs souverains en commuant une peine en une autre, celle de mort en celle des travaux forcés à perpétuité². Quelle ignoble parodie de la justice ! Si le Gouvernement de M. A. Thiers, se mettant enfin au-dessus des manœuvres garibaldiennes, fit reviser l'arrêt de la Cour martiale et traduire le colonel

¹ Voir ici p. 131, note 1.

² Le droit de grâce, attribut de la souveraineté, ne peut être exercé que par celui des pouvoirs auquel il a été constitutionnellement délégué ; il appartenait alors au *juif* Crémieux, ministre de la justice, puisqu'il avait été transitoirement attribué à ce ministre, par le décret du 7 septembre 1870 !

Chenet devant un conseil de guerre régulier, qui donna raison au chef de la guérilla d'Orient, cet excellent et digne officier regrettera néanmoins toute sa vie de s'être fourvoyé dans l'armée des Vosges. Nous nous demandons même comment il s'y laissa verser, lui qui avait, en Orient, contrecarré les plans conçus par Ricciotti et Menotti Garibaldi et visant la Bulgarie. Les fils du « héros » ne manquaient pas de mémoire et peut-être les réminiscences de ces deux gaillards ne contribuèrent-elles pas puissamment à amener devant la Cour martiale d'Autun l'ex-commissaire du gouvernement turc à Roustchouk ? Voici les états de service du colonel Chenet :

Engagé au 9^e régiment de cuirassiers, 22 mai 1848 ; — sous-lieutenant le 4 septembre 1855 ; — passé au 2^e cuirassiers de la garde, 20 juin 1856 ; — sous-lieutenant porte-aigle au corps, 15 décembre 1858. — Démissionnaire pour convenances personnelles, 8 avril 1865. Il avait servi en Crimée et en Italie. — Lieutenant dans l'armée de l'empereur Maximilien, au Mexique, 8 décembre 1865 ; — capitaine, 25 mars 1866 ; — commandant ou major, 21 janvier 1867 ; — lieutenant-colonel, 15 juin 1867. Cité deux fois à l'ordre du jour de l'armée impériale.

Nous ne pouvons ici entrer dans de plus longs détails sur l'affaire Chenet ; nos lecteurs la trouveront amplement rapportée dans l'ouvrage de M. Theyras (pages 319-431).

Mardi 13. — Le bataillon des mobiles de la Gironde (commandant de Carayon-Latour) et des Chasseurs Éclaireurs du Rhône s'avancent jusqu'à Citeaux, qu'occupe un important détachement allemand avec deux pièces d'artillerie.

Sur les ordres du général Bressolles, le capitaine de vaisseau Pradier, nommé au commandement des départe-

tements de l'Ain et de Saône-et-Loire, avec injonction de ne s'occuper en rien de l'armée des Vosges (les prescriptions de M. de Freycinet à cet égard étaient sévères et formelles), se rendit à Autun pour y organiser une commission de défense. Arrivé le 12 au soir, il ne put voir Garibaldi, le sous-préfet Marais prétendant que le condottiere *était malade et qu'il était trop tard pour le déranger*. Il est fort possible que son voyage à Chalon-sur-Saône l'avait fatigué ou qu'il avait pris froid en route, bien qu'il voyageât en train spécial et en wagon-salon !

Le lendemain, le capitaine de vaisseau Pradier inspecte Autun et la barricade du commandant garibaldien Sartorio (qu'il avait vu la veille en état d'ivresse, poursuivant une des servantes jusque dans la salle où le brave marin attendait qu'on voulût bien lui servir quelques reliefs des garibaldiens), barricade dont la construction fut interrompue parce que tout le danger eût été pour les défenseurs de cet absurde ouvrage. Sartorio, ivre encore de la veille, vint accabler d'injures l'honorable M. Vossier (ingénieur des ponts et chaussées, chez lequel le capitaine de vaisseau Pradier déjeunait afin de se soustraire au contact odieux des officiers garibaldiens) et le menacer du poing.

« Vous comprenez, M. le directeur, écrit le capitaine Pradier, « au rédacteur en chef de la *Patrie*, que je ne fus pas maître de « mon indignation, et que, m'élançant dans la cour, je saisis le « bras de cet indigne officier en lui disant : — « Savez-vous qui « je suis ? — Oui, mon général, me répondit-il d'une voix avinée. « — Et vous, qui êtes-vous ? — Je suis le major Sartorio, du « génie. Ce monsieur, ajouta-t-il en désignant l'ingénieur, « s'est moqué de moi, et je... — Assez ! lui dis-je sévère- « ment ; sortez et je vais de ce pas rendre compte de votre con- « duite au général Garibaldi. »

Le capitaine de vaisseau Pradier fut devancé auprès de

Garibaldi par Sartorio. Néanmoins, le chef de l'armée des Vosges n'osant pas défendre outre mesure son subordonné, lui indiqua de l'œil la porte de sortie, dès que le général Pradier lui eut raconté l'affaire, puis se soulevant à demi et avec beaucoup de peine de son fauteuil, il tendit à M. Vossier (qui avait rang de colonel et par conséquent se trouvait le supérieur de Sartorio) une de ses mains déformées par la maladie et lui dit avec une certaine solennité : — « *Colonel, je vous demande pardon !* » La réparation était complète, et, le général Pradier en convient, noblement exprimée.

Le général Pradier prit congé après avoir expliqué quels étaient les points faibles et les positions dont on pouvait tirer parti pour rendre Autun inexpugnable. Garibaldi l'approuva, et lui tendant la main lui dit : « C'est très bien, très bien général, je vous remercie ».

Bordone était allé se promener en *train spécial* à Étang. Le général Pradier ne le rencontra donc pas auprès de Garibaldi, les *officières* le remplaçaient ! !

Quoique ne connaissant absolument rien aux affaires militaires, M. de Freycinet, correspondant avec le capitaine de vaisseau Roland, commandant de Besançon, pour lui demander si la disposition d'esprit des troupes que l'on pourrait faire sortir de sa division permettrait de les placer sous les ordres de Garibaldi en tout ou en partie, disait :

« *Notez que Garibaldi a jusqu'ici opéré magnifiquement... Néanmoins nous ne violenterons pas, bien entendu, les sentiments de vos troupes et nous les placerons sous un général français, si elles y tiennent absolument.* » (*Dép. n° 5245. — 13 décembre 1870, 10 h. 50 soir.*)

Notez que Garibaldi a jusqu'ici opéré magnifiquement ! Le délégué à la guerre eût été bien embarrassé

de prouver ce qu'il avançait aussi légèrement et aussi contrairement à la vérité. Qu'aurait-il donc écrit si Garibaldi avait eu, au moins, un tout petit avantage à son actif?

Mardi 14. — Mieux placé que M. de Freycinet pour savoir l'exacte vérité, le général Roland répond avec la rondeur d'un marin qui ne sait pas feindre, et en proie à une légitime indignation :

Besançon, le 14 décembre 1870.

« *Le général commandant la 7^e division militaire à Guerre.*

« *Illusion sur opérations de Garibaldi en Franche-Comté. Religions du ministre surprise. Troupes, officiers surtout, témoins dans ce pays des différences entre les faits et ses bulletins, marcheraient avec lui avec la plus grande répugnance et sans confiance.*

« *Un autre général pour commander expédition projetée me paraît indispensable dans notre région.* »

M. de Freycinet avise ainsi Gambetta :

N° 5694. Urgence. — Bourges, de Bordeaux, le 14 décembre,
10 h. 35 soir.

« *Guerre à Gambetta, Bourges.*

« *J'ai reçu aujourd'hui le chef d'état-major de Bressolles. C'est prodigieux, même chez nos généraux les plus intelligents, le manque d'initiative ! Il y a une foule de détails QUE J'AI RÉGLÉS EN UN TRAIT DE PLUME, et qui auraient pu l'être aussi bien il y a trois semaines, et qui retardent l'organisation indéfiniment...*

« *Quant à Garibaldi, j'éprouve une difficulté toute spéciale à le renforcer. LA PLUPART DES MOBILISÉS AUXQUELS JE M'ADRESSE REFUSENT ABSOLUMENT D'ALLER AUPRÈS DU GÉNÉRAL.*

« *Je viens encore d'essayer un refus péremptoire de Besançon qui AURAIT PU ET DU ME FOURNIR 4 à 5,000 mobilisés pour Garibaldi. Néanmoins, je cherche encore.* »

Laissons l'ingénieur de Freycinet régler, *en un trait de plume*, une foule de détails militaires, et constatons com-

bien le refus péremptoire des mobilisés, d'aller à l'armée des Vosges, aurait dû éveiller l'attention du Gouvernement. Ce refus est aussi honorable pour ceux qui l'ont exprimé que déshonorant pour Garibaldi. Il contient, en outre, un enseignement précieux, puisque les mobilisés francs-comtois étaient en parfaite situation pour savoir à quoi s'en tenir sur le compte de cet individu.

Bordone se rend à Bordeaux, afin de donner au Gouvernement des explications sur sa conduite.

Les Allemands bivouaquent de Longvic à Dijon; trois des leurs et un officier sont tués, près de la petite ferme de Citeaux, par des Chasseurs-Éclaireurs du Rhône.

Jeudi 15. — Le général de Glumer passe une revue au parc de Dijon et sur la place Darcy.

Gauckler, dans une dépêche adressée à Bordone (*poste restante*, à Bordeaux, n° 5872, 15 décembre, 2 h. soir), le prie de remercier M. de Freycinet, parce que sa nomination au grade de colonel a paru au *Moniteur* du 12. Il l'informe en même temps que *Cremer, au lieu de s'entendre avec Garibaldi, est retenu par le général Bressolles et que ce dernier a envoyé, à Autun, un officier de marine, nommé Pradier, très insolent pour Garibaldi.*

Cette dépêche était aussi mensongère que si elle avait été rédigée par Bordone lui-même. Comme nous aurons tout à l'heure à revenir sur l'affaire Pradier, nous ne réfulerons d'abord que les calomnies dirigées contre Cremer et Bressolles, calomnies réduites à néant pour ceux qui savent que précisément la veille, 14 décembre, Bressolles avait télégraphié à Cremer et à Garibaldi de s'entendre pour tenter le coup médité contre Dijon. Il y a plus, il y a une dépêche de Cremer à Garibaldi, ainsi conçue et datée du 14 décembre :

« J'ai reçu ordre de faire coup de main sur Dijon le plus tôt

« possible; pouvez-vous attaquer immédiatement? Je vous appuierai comme vous voudrez; général Bressolles a dû vous écrire à ce sujet, j'attends réponse courrier pour courrier. Je suis massé, j'attaquerai à l'heure et au lieu précis dont nous serons convenus. Je crois utile de faire la chose immédiatement, faites-moi savoir si vous voulez faire l'attaque telle qu'elle a été convenue au conseil de guerre. J'irai tant que j'aurai un homme. »

Et Cremer, sachant qu'il devait prendre Garibaldi par la flatterie, ajoutait :

« Avec le concours de Garibaldi, nous sommes sûrs de réussir : *réponse immédiate.* »

La vérité, le colonel Gauckler la connaît aussi bien que nous, *la vérité est que Garibaldi et son état-major se déroberent une fois de plus; ils trouvaient toujours quelque fin de non-recevoir quand le moment était venu d'agir* dirons-nous avec M. Perrot.

Fermons cette parenthèse et continuons l'examen des incidents de la journée du 15 décembre.

Dix minutes plus tard, le colonel Gauckler interroge directement son ami, M. de Freycinet :

« Qu'est-ce que Pradier, général, envoyé ici par Bressolles, pour donner des ordres en dehors de nous et faire insolences au général Garibaldi ? » (*Dépêche n° 873*).

Enfin l'intendant Baumès, dans l'impossibilité où il est d'empêcher les corps francs de l'armée des Vosges de toucher ou de requérir, simultanément avec la solde, le pain et la viande, prie le ministre de la guerre de fixer un prix de remboursement à retenir pour la ration totale et propose 50 centimes. (*Dép. n° 874, Autun, 15 décembre 1870, 2 h. 50 soir.*)

Dans une dépêche suivante, il réclame un tarif de solde pour les troupes de Garibaldi *parce que leur solde, comparée à celle des corps qui vivent à leur côté, est tellement critiquée et critiquable, qu'il est impossible que cela continue. Chacun perçoit à sa guise en vertu de décrets ou autorisations toujours introuvables.* « Il est impossible, dit-il, d'arrêter le flot sous peine de révolte. » (Dép. n° 5964).

Vendredi 16. — Garibaldi, ou mieux son état-major, prévient M. de la Taille que le 18 toute son armée devra être transportée par voie ferrée et se rendre à Lons-le-Saulnier, Poligny, Arbois et Mouchard. M. de la Taille fait venir le matériel nécessaire, mais le 17, il reçoit contre-ordre.

Menotti Garibaldi, désireux de calmer l'irritation, toujours croissante, des Mobiles conspués, de plus en plus, par les garibaldiens, écrit encore une nouvelle lettre :

ARMÉE DES VOSGES

COMMANDEMENT
de la 3^e brigade.

Épinac-les-Mines, le 16 décembre 1870.

« *A M. Hiriart, commandant le bataillon des Basses-Pyrénées.*

« Monsieur,

« Je viens de lire, dans une correspondance de journal, écrite
« dans je ne sais quel but, que les mobiles placés sous mes or-
« dres et notamment les bataillons des Basses-Pyrénées et des
« Alpes-Maritimes, avaient fait échouer, par leur lâcheté, l'at-
« taque de nuit dirigée contre Dijon, dans la soirée du 26 no-
« vembre dernier. Jaloux de l'honneur et de la dignité des
« troupes que je commande, je m'inscris en faux contre de
« pareilles informations; je me sers à dessein de ce terme, ne
« voulant pas qualifier plus sévèrement des attaques si odieuses.
« Ce que je puis dire, ce que j'affirme hautement, c'est que
« dans toutes les circonstances où j'ai eu l'honneur de les

« conduire au feu, toutes les troupes de ma brigade, sans distinction, ont bravement fait leur devoir. Du reste, je tiens du général lui-même que, de toutes les attaques de nuit qu'il a dirigées, celle de Dijon est une de celles, sauf l'*échec final*, qui a été exécutée avec le plus d'ordre et de précision; quant aux quelques coups de fusil qui se sont fait entendre pendant l'affaire, je dois dire, pour être juste, que c'est du côté des mobiles qu'ils ont été les plus rares. Je termine en vous rappelant que dans l'ordre du jour du 2 décembre, le général Garibaldi porte à la connaissance de l'armée que les bataillons des Basses-Pyrénées et des Alpes-Maritimes, se sont particulièrement distingués sous les murs d'Autun.

« Je vous autorise, Monsieur, à livrer au besoin ma lettre à la publicité.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

« *Le Commandant en chef de la 3^e brigade de l'armée des Vosges.*

« MENOTTI GARIBALDI. »

L'échec final! On n'est jamais trahi que par les siens! Comment rapprocher l'*échec* dont Menotti fait l'aveu, du *brillant fait d'armes* au sujet duquel Garibaldi recevait les félicitations de M. de Freycinet, le 27 novembre, félicitations motivées par le rapport trompeur de Bordone et le silence coupable de Gauckler (Voir ici, p. 156).

Engagements à Broindon et à Morey.

Samedi 17. — Le général de Degenfeld va de Dijon à Pont-de-Pany, avec le 4^e régiment badois, colonel Beyer; le 3^e badois se dirige, vers midi, sur la route de Lyon.

Dimanche 18. — Les compagnies du colonel Bourras, laissées par cet officier au-dessus de Gevrey, reçoivent l'ordre de le rejoindre à Seurre et partent dans la matinée sous le commandement du capitaine Olszewski.

D'importants mouvements ont eu lieu pendant la nuit

chez les Allemands. Le général de Werder et son état-major quittent Dijon à neuf heures et passent à Longvic, qu'avait traversé auparavant un régiment prussien avec de l'artillerie. A Dijon, les Allemands sont de faction, deux à deux, dans les rues les plus fréquentées.

Cremer prend, en personne, le commandement des troupes françaises vers sept heures. A neuf heures, il arrête toutes les dispositions du combat. A onze heures, l'action commence en avant de Nuits, où il a placé son quartier général. A deux heures, le colonel Celler, de la 1^{re} légion du Rhône, tombe frappé par une balle française¹ ! M. de Carayon-Latour, à la glorieuse mémoire duquel nous payons ici un juste tribut d'admiration, a un cheval tué sous lui, et en une demi-heure son bataillon perd 180 hommes mis hors de combat. C'est alors que les Allemands dirigent leur attaque vers la tranchée du chemin de fer de Paris à Lyon, défendue par les mobiles de la Gironde, la 1^{re} légion du Rhône que commande le chef de bataillon Clot, remplaçant le malheureux colonel Celler, le 32^e de marche et des francs-tireurs. L'ennemi est soutenu par les batteries Holtz, de Porbeck, Proben, Hecht et Göbel. Il y a quinze cents pas à franchir. Accueillis par un feu terrible, les Allemands se couchent à plat ventre, se blotissent dans les fossés, se tiennent pliés les uns derrière les autres, en poussant des hurrahs. Le mo-

¹ L'assassinat du colonel Celler auquel on fit croire, pendant son agonie, qu'il avait été blessé par un projectile allemand, était l'épilogue de l'affaire de Mongray ! Passant par cette localité, quelques légionnaires trouvèrent bon d'imiter les garibaldiens, et mirent au pillage le bel établissement des R. P. Jésuites ; le colonel Celler qui voulait commander à des soldats et non à des bandits et affirmer, dès le début, la discipline dans sa légion, réunit la cour martiale sur-le-champ. Plusieurs vauriens furent condamnés à mort et passés aussitôt par les armes. Un de leurs complices se chargea du colonel et ne craignit pas de le frapper en présence même de l'ennemi.

ment est décisif. L'état-major allemand le comprend; il se met à la tête des troupes et les fait avancer par bonds. A chaque décharge, elles tombent à plat ventre. C'est dans ce mouvement en avant que sont tués ou blessés le général de Glumer, le prince Guillaume de Bade, les colonels de Wechmar, de Rentz, le lieutenant-colonel Hoffmann, le baron de Røeder et plus de quarante officiers de tout grade. Des renforts sont demandés par l'ennemi. Son attaque sur Agencourt, vigoureusement conduite par le major Gemmingen, qui reçoit une blessure mortelle, amène, près de la gare, le 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment des grenadiers de la garde; le 2^e arrive en renfort, sous les ordres du commandant Wolf, puis d'autres compagnies détachées.

« C'est alors qu'une partie de la 2^e légion du Rhône se débande et fuit vers la ville ¹. L'ennemi s'empare de la gare et de la tranchée; il marche sur Nuits. Mais survient un bataillon du 57^e de marche, amené par un train, qui met la baïonnette en avant et, par une charge vigoureuse, refoule les Allemands.

« Cependant, le bataillon Unger, venant de Vosne, et le bataillon Arnold, descendant de Conccœur, menacent le chemin de fer sur notre gauche. Malgré son intrépidité, le lieutenant Démarot ne peut arrêter ce mouvement. Le commandant Clot ordonne la retraite sur Nuits. Elle est protégée par l'artillerie de Chaux et par quelques tirailleurs qui ont encore des cartouches. Les Girondins et le 32^e suivent ce mouvement, pendant lequel le commandant Clot est blessé grièvement. Le commandant Vène, du

¹ A la décharge de ces légionnaires, nous devons reconnaître qu'on avait eu tort de les conduire au feu, qu'ils voyaient pour la première fois, en les faisant passer au milieu de leurs camarades de la 1^{re} légion, morts ou blessés et gisant dans certaines rues de Nuits. Ce spectacle était bien de nature à les démoraliser.

3^e bataillon, le remplace et prolonge la résistance en se retirant. »

A Chaux, nos troupes arrêtent la marche tournante de Degenfeld, qui, à quatre heures, blessé d'un coup de feu à la tête, ayant autour de lui huit officiers tués ou blessés, trois canons démontés, se retire sur Dijon.

« La nuit tombait ; nos munitions étaient épuisées. Le général Cremer ordonne la retraite sur Chaux, en combattant. L'ennemi suit de près. Plusieurs fois, il faut repousser les bataillons Gockel et Lang, qui sont trop audacieux.

« Dans cette retraite, bien des Nuitons combattent avec les troupes ; le chef de gare, M. Meignant, se distingue entre tous.

« A six heures, les Allemands entrent dans la ville ; on se défend encore dans les rues, en se retirant. Le capitaine Gockel, des grenadiers de la garde badoise, y est tué. Des fuyards de la 2^e légion étaient cachés dans les maisons ; les Allemands les fusillent ou les font prisonniers, ils incendient aussi les sacs et les effets de campement de la 1^{re} légion, déposés, avant le combat, sur la place de la Mairie.

« Les troupes françaises opèrent leur retraite sur Beaune. Dans la nuit, les Allemands se retirent sur Dijon, emmenant douze Nuitons comme otages.

« C'est après cette sanglante bataille, où les Allemands eurent 97 officiers tués ou blessés, que Werder appela notre département la *Côte de Fer*. »

Après la mise hors de combat du lieutenant général de Glumer, le général de Werder avait pris le commandement des troupes allemandes qui rentrèrent à Dijon dans un tel état de consternation et de désordre que les habitants crurent qu'ils battaient en retraite. C'était, en effet, une retraite. La terreur était peinte sur le visage des Alle-

mands, qui étaient taciturnes et constataient avec effroi et tristesse le nombre des leurs restés sur le champ de bataille de Nuits. Ils avaient perdu 5,000 hommes. 40 officiers avaient été tués, parmi lesquels trois princes allemands.

De notre côté nous avions eu 1,200 hommes tués, blessés ou disparus.

Les Allemands ont dit que le combat de Nuits avait été pour eux un second Reischoffen; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il restera pour les armes françaises comme une des affaires les plus brillantes de la campagne. Nos troupes étaient placées sous le commandement de Cremer; mais on s'est toujours accordé généralement à attribuer les honneurs de la journée au colonel Celler, qui, tout à la fois fit preuve de courage et de savoir militaire, circonstances qui doivent encore faire d'autant plus regretter le misérable attentat dont il fut victime, alors même qu'il disputait à l'ennemi le sol de la patrie envahie.

Cremer disposait d'environ 10,200 hommes; les généraux de Glumer et de Werder en avait, au moins, le double.

Voyons ce que faisaient les garibaldiens pendant la bataille de Nuits :

Prévenu par Cremer, le 17 au soir, Menotti, qui était avec sa brigade à Épinac, reste inactif; Ricciotti imite son frère aîné; Garibaldi songe à tout autre chose qu'à envoyer des secours à son voisin. Et cependant ils pouvaient disposer de 10,000 hommes !!

Quant à Bordone, il prétendra qu'au contraire l'approche des brigades de Menotti et de Ricciotti fut cause de la retraite des Prussiens ! Il ment, selon son habitude, car on sait fort bien que la brigade de Ricciotti n'arriva que le 19 aux environs de Beaune. Le 18, les garibaldiens avaient perdu l'habitude de prendre des trains spéciaux

pour effectuer leurs opérations. Cremer aurait voulu profiter de la démoralisation des troupes allemandes pour reprendre, le 19, le combat cessé le 18, faute de munitions. Il envoya, dans ce but, une dépêche à Garibaldi, *qui, pour toute réponse, fit rentrer ses deux fils et leurs brigades dans les emplacements qu'ils occupaient auparavant.*

Lundi 19. — Garibaldi prend des mesures pour évacuer Autun, au cas où l'ennemi se dirigerait de nouveau sur cette ville; il se rend lui-même à Chagny, en train spécial, et rentre à Autun à 2 heures 7 minutes du soir, certain qu'il ne court aucun danger. M. l'inspecteur de la Taille est alors avisé que la reculade des garibaldiens n'aura pas lieu.

« Pendant une partie de la nuit, dit un témoin oculaire, « M. Clément-Janin, les troupes allemandes rentrent à « Dijon. Les soldats sont effrayés. Ils pleurent pour la « plupart et racontent à leurs hôtes forcés l'acharnement « de la bataille. Comme beaucoup de leurs camarades « manquent à l'appel, ceux qui ne savent pas le français « s'écrient en pleurant : *Capout! capout!* Cette nuit et « ce matin, 347 voitures pleines de blessés allemands sont « entrées par la porte Saint-Pierre, par la porte d'Ouche « et par la porte Guillaume. Les hommes atteints légèrement arrivent à pied.

« Le prince Guillaume de Bade prend le chemin de « l'Allemagne pour y faire soigner sa blessure. »

Cremer réoccupe Nuits sans coup férir. Il était temps, car déjà l'ex-bonnetier Luce-Villard, se plaignant de la retraite sur Chagny, proposait de le faire remplacer par le colonel Bourras ou par le colonel Millot (cette espèce d'incapable qui a englouti au Tonkin le peu de notoriété militaire que ses menées politiques avaient contribué à revêtir de clinquant). Sans prendre ici la défense de Cremer, dont nous avons aussi à respecter la mémoire,

et malgré les fautes, le scandale, dont ce capitaine d'état-major a pu se rendre coupable pendant qu'il portait les insignes d'officier général, nous devons déclarer que ce n'était pas au lendemain de la bataille de Nuits que Cremer devait être mis en suspicion, même par le ridicule Luce-Villard, que toutes ses élucubrations ont rendu pour longtemps célèbre dans la Bourgogne.

Mardi 20. — Au lieu de songer à l'ennemi, Garibaldi et sa séquelle continuent leurs attaques contre Frapolli et Baillehache ; Bordone, revenu de la Gironde, menace M. de Freycinet :

« Il faut choisir entre général (Garibaldi) et ses ennemis
« favorisés par les autorités de Lyon... Ces affaires, ainsi que
« celle de Pradier... ont rendu Garibaldi malade. Attendez
« lettre pour juger affaire... Étions prêts pour mouvements
« combinés avec de Serres, nouvelle entente nécessaire au-
« jourd'hui. Télégraphiez qu'elles (*sic*) étaient instructions
« Pradier dont conduite inqualifiable... » (*Dép. n° 536.*)

Gauckler appuie Bordone en ces termes :

« A la suite de l'affaire Pradier, général Garibaldi a eu une
« attaque qui le met hors de service pour longtemps. Bordone
« commandera sous son nom. Cependant, la situation est *cri-*
« *tique* et aura besoin d'être *assurée* sous peu. Tiendrai au
« courant. » (*Dép. n° 548.*)

Quelle imposture ! Si Garibaldi est hors de service, comment a-t-il pu se rendre à Chagny, même en train spécial, le 19, c'est-à-dire la veille de l'envoi de ces fausses dépêches ?

Écoutons la voix de la vérité, en laissant la parole à l'honorable et brave capitaine de vaisseau Pradier :

« Quel fut mon étonnement, peu de jours après ma rentrée

« à Mâcon, de recevoir le télégramme suivant : « Général, on
« se plaint des difficultés que vous feriez naître et qui se-
« raient de nature à gêner les opérations du général Gari-
« baldi et propres à le décourager. Tenez-vous pour averti dans
« vos rapports avec le général, que nous ferons tout notre
« possible pour lui être agréable et favoriser la mission dont
« il a bien voulu se charger. — Pour le ministre de la guerre,
« le délégué : FREYCINET. »

« Profondément indigné de cette dénonciation anonyme,
« continue le capitaine Pradier, j'écrivis le jour même à
« Garibaldi, en lui envoyant copie du télégramme, et le som-
« mant, au nom de l'honneur, de me répondre par oui ou
« par non si, après notre entrevue qui avait eu pour témoins
« M. Gilles et M. Vossier, entrevue pendant laquelle il n'avait
« pas trouvé assez d'éloges à me donner, c'était lui qui m'avait
« si odieusement dénoncé. La lettre lui fut remise en mains
« propres, mais elle est restée sans réponse. »

Entre le témoignage de l'ancien major de la flotte et ceux d'un Bordone ou de Gauckler, il n'y a pas d'hésitation à avoir.

La dépêche de Bordone revêt une gravité exceptionnelle, parce que son rédacteur a l'outrecuidance de faire prévoir à M. de Freycinet que la *coopération* de l'armée des Vosges au mouvement de Bourbaki dans l'est, si péniblement obtenue par M. de Serres, de triste et sinistre mémoire, est désormais refusée. Et c'est, en effet, ce qui va arriver. Garibaldi laissera toute liberté au général allemand de Manteuffel, qui prendra à revers l'armée de l'Est et la forcera à passer en Suisse, faisant perdre à la France ses dernières troupes et son suprême espoir de salut.

M. de Freycinet adresse *ses excuses* à Garibaldi par sa dépêche du 20 décembre 1870 (n° 5438) et cherchant encore à flatter cet incubé de la République univer-

selle, il termine ainsi : « *M. de Serres, en passant à Autun, vous indiquera comment devra s'établir la coopération pour laquelle nous comptons grandement sur vous* ».

M. le délégué à la guerre, qui gourmandait de la belle manière nos plus illustres généraux français, n'osait, en s'adressant au vieux farceur italien, employer que le mot COOPÉRATION !

Mercredi 21. — Nous ne pouvons ici reproduire, faute de place, toutes les dépêches de Bordone, de Gauckler, de M. de Freycinet, de Gambetta, etc., relatives à l'affaire Pradier, qui occupèrent les agents du télégraphe pendant la journée du 21 décembre. Les griefs relevés contre le général Pradier sont les suivants : il a déclaré ineptes les travaux de défense d'Autun ; fait poser des affiches où il parle beaucoup de Dieu, de la foi catholique, etc. Garibaldi est paralysé, son moral est affecté. « A quatre heures vingt-cinq du soir, il n'avait pas encore pu se lever », télégraphie Bordone ! Et le chef d'état-major profite de l'un de ces télégrammes pour dire : « *Sans mon voyage forcé à Bordeaux, Prussiens auraient été écrasés à Nuits. Demandez à Gauckler.* »

Ainsi voilà maintenant Gambetta et M. de Freycinet responsables de la journée de Nuits, parce qu'ils avaient eu la funeste idée de mander Bordone à Bordeaux pour qu'il leur rendit compte de « *sa conduite déplorable à Autun !* »

Nos lecteurs veulent-ils encore quelques preuves de l'embarras dans lequel M. de Freycinet se trouvait vis-à-vis du chef de l'armée des Vosges ?

« Quant à Garibaldi, dit-il à M. de Serres (*Dép. n° 5762*), je crois que vous la lui ferez accepter (la subordination aux ordres de Bourbaki) également, en le décorant du nom de

« *coopérateur* et en mettant en avant les nécessités stratégiques qui commandent de subordonner les mouvements du corps le moins nombreux aux mouvements du corps le plus nombreux. »

De Serres, inspecteur général des Chemins de fer autrichiens, *sujet polonais*, répondait au nom de *Wiefcinski*. L'un des rapporteurs de l'Enquête Parlementaire, M. Boreau-Lajanadie, fit à la Chancellerie des recherches qui l'assurèrent que *Wiefcinski* n'a jamais été naturalisé Français ! Gambetta annonçait ainsi cet homme à nos généraux : « *M. de Serres est mon délégué. Les instructions qu'il vous apporte sont les miennes propres. Veuillez les exécuter sans retard et avec la plus exacte ponctualité.* » (Dép. n° 5118.) — M. de Freycinet écrivait à *Wiefcinski*, le 16 janvier : « Quant à vous, mon cher de Serres, je ne saurais trop vous recommander de vous abstenir de toute ingérence dans le service. *Vous êtes là-bas NOTRE ŒIL, mais vous n'êtes pas un bras.* » (Dép. off., ENQ. PARL., t. II, p. 455.)

Voici le texte de l'ordre de service que M. de Freycinet proposait à Gambetta de lancer aux généraux, par la dépêche n° 362, du 21 décembre 1870, onze heures vingt minutes du soir :

« A partir de ce jour, la direction stratégique des 18^e, 20^e et 24^e corps d'armée, ainsi que de toute autre troupe en campagne dans la région parcourue par ces corps, à l'exception toutefois de l'armée du général Garibaldi, appartiendra au général Bourbaki.

« L'armée du général Garibaldi conservera son indépendance, mais le général SERA PRIÉ DE VOULOIR BIEN ACCUEILLIR LES PROPOSITIONS du général Bourbaki, en vue d'une COOPÉRATION de l'armée du général Garibaldi à l'action de l'armée du général Bourbaki. »

Les réflexions que suggère la lecture de ce document sont faciles à deviner.

Encore une dépêche pour couronner la journée. Cette dépêche a un caractère tout spécial et nous montre le chef de l'état-major de Garibaldi fort gêné avec son casier judiciaire :

N° 559.

Autun, le 21 décembre 1870, 5 h. 21 soir.

« *Chef état-major général à Leven, ministre justice, Bordeaux* ¹.

« Notre ami, malade à la suite de scène faite par un de ces
« chefs qui prennent plus de galons qu'on ne leur en a don-
« nés, et à qui on a eu tort d'en donner. Serai obligé, tacite-
« ment, sinon ouvertement, de prendre commandement en
« chef, sous peine de dissolution de notre armée; lui suis
« indispensable comme il l'est à moi-même, et ferai tout
« pour rester instrument docile et dévoué; mais il est de
« toute nécessité que situation soit liquidée... Préfet et pro-
« cureur Lyon nous sont hostiles, *le dernier a demandé dossier*
« *à Avignon. Pourquoi ? Sachez-le et télégraphiez-moi.* Avez dû
« recevoir demande justice de paix Bédarrides pour Amable
« Four. Accordez-la, me ferez grand plaisir. — BORDONE. »

Est-ce assez répugnant ! Voilà un homme inquiet de son dossier, ou mieux de son casier judiciaire, qui se promène d'Avignon à Tours, d'Avignon à Lyon, et ne manque pas, néanmoins, de chercher à flétrir la conduite d'un capitaine de vaisseau qui ne s'est pas, comme lui Bordone, galonné lui-même, et dont l'existence toute d'honneur et de dévouement a été consacrée sans réserve à sa patrie !

Quel pouvait bien être aussi ce citoyen Amable Four, patronné par un Bordone ?

¹ Le juif Leven et Cartier eurent la délégation de la signature des ampliations (ministère de la justice).

Douze cercueils de plomb ont été commandés pour les officiers supérieurs allemands tués à Nuits. « Ce sont les cadeaux de Noël que Guillaume envoie en Allemagne ! »

Nos avant-postes sont à Fleurey-sur-Ouche, Gevrey, Ouges, Neuilly.

Jeudi 22. — Escarmouches à Neuilly, Genlis et Pontailler.

Menotti demande le rétablissement d'un train régulier d'Autun à Épinac, M. de la Taille lui répond par dépêche : « J'ai défense formelle de rétablir le service ; « toutes les ressources de la Compagnie sont réquisitionnées pour transports considérables de troupes de « Nevers à Lyon ».

Nous sommes encore une fois en présence de cette prétention des garibaldiens d'entraver les ordres du gouvernement.

Avisé de l'arrivée du général de Busserolles, par Cremer, Bordone exhale ses doléances à M. de Freycinet : « Voilà bien des fois que notre situation change avec « les noms et situations militaires des différents généraux dans notre voisinage ». (*Dép. n° 5102.*) Nous nous demandons vraiment de quoi se mêlait Bordone !

Vendredi 23. — Le général de Busserolles établit son quartier-général à Beaune ; Cremer est à Nuits. M. Cardot, capitaine de zouaves, pénètre à Dijon au moyen d'un subterfuge, se renseigne sur les forces de l'ennemi et retourne rendre compte au général Bourbaki, à Chalon-sur-Saône.

M. de Serres vient, à Autun, *supplier Garibaldi de vouloir bien coopérer* au mouvement de l'armée de l'Est, qui, si la victoire eût couronné ses efforts, devait faire lever le siège de Belfort et pénétrer en Allemagne, pour donner la main à nos chers prisonniers. Garibaldi daigne condescendre à promettre de « *tout faire pour conserver*

« la ligne entre Dijon et Langres et pour couvrir l'armée
« de l'Est tant que Bourbaki n'aurait pas dépassé Ve-
« soul ». (Déposition de M. de Serres devant l'ENQUÊTE
« PARLEMENTAIRE, t. III, p. 63 et 64.) Garibaldi de-
vait, aussitôt Dijon délivré, y transporter son quartier
général et ses bandes.

Retenons encore les trois dépêches suivantes :

N° 5153. Autun, le 23 décembre 1870, 11 h. 50 matin.

« Garibaldi à de Freycinet, Bordeaux.

« Ai vu de Serres, et suis heureux de vous apprendre que
« nous nous entendons parfaitement.

« G. GARIBALDI. »

« Ch. E. M.

« BORDONE. »

M. de Freycinet répond bien vite :

N° 5834. Bordeaux, le 23 décembre 1870, 5 h. 30 soir.

« Guerre à général Garibaldi, à Autun, et Gambetta, Lyon.

« Je vous remercie AVEC RECONNAISSANCE de la CORDIALE COOPÉ-
« RATION que vous voulez bien nous prêter. »

* * *

N° 5184. Autun, le 23 décembre 1870, 11 h. 58 soir.

« Intendant Garibaldi à Guerre, Bordeaux.

« Prière envoyer crédits suivants pour janvier :

Chapitre 3. États-majors : cinquante mille francs.

Chapitre 5. Solde des troupes : huit cent mille francs.

Chapitre 6. Subsistance : deux cent mille francs.

Chapitre 6. Hôpitaux : vingt mille francs.

Chapitre 7. Habillement : un million.

Chapitre 12. Justice militaire : deux mille francs.

Chapitre 13. Remontes : vingt-huit mille francs.

Total : Deux millions cent mille francs.

« Je confirmerai cette dépêche. — BAUMÈS. »

Ainsi la *cordiale* COOPÉRATION de Garibaldi devait coûter cher en crédits réguliers, pour le seul mois de janvier la bagatelle de deux millions cent mille francs. C'était pour rien. Si encore cet argent avait servi à autre chose qu'à payer grassement des gens dont la préoccupation constante était d'éviter surtout une collision avec l'ennemi, dont la maxime favorite et vraiment *judaique* se traduisait ainsi :

D'attro cura non ho, se non del oro ;

E questo é il mio Dio, che sol honoro !

(Je n'ai souci que de mon or ; c'est mon Dieu et je n'honore que lui !)

L'ordre de service proposé par M. de Freycinet à Gambetta mérite quelques réflexions que nous empruntons au rapport de M. Perrot :

« Qu'il nous soit permis de faire remarquer que le ministre
« de la guerre, alors même qu'il eût été question d'un souve-
« rain étranger, mettant son armée au service de la France,
« eût assumé une bien grande responsabilité en imaginant
« une semblable combinaison. Car, à défaut des raisons mili-
« taires, qui condamnent des arrangements aussi dangereux,
« le sentiment national, ou même le simple bon sens, aurait
« dû faire comprendre que c'était une extrême imprudence
« de subordonner le succès possible d'une campagne au bon
« vouloir d'un général étranger quel qu'il pût être, et surtout
« de mettre le sort d'une armée française à la discrétion
« d'un tel général. Ce qui confond encore plus, c'est de
« voir cette imprudence commise de parti pris, quand une

« armée levée, équipée, entretenue aux frais de la France,
« était confiée entièrement à un général plus connu par ses
« opinions politiques que par sa valeur militaire. Il était alors
« de notoriété publique que dans les pays occupés ou par-
« courus par les bandes garibaldiennes, ces bandes vivaient
« à nos dépens et déclaraient, d'accord avec leurs chefs,
« qu'elles étaient venues en France, moins pour combattre
« les Prussiens que pour assurer le triomphe de la *Répu-
« blique universelle*.

« Quoi qu'il en soit, le général Garibaldi accepta les propo-
« sitions du Gouvernement dans les conditions où elles lui
« furent présentées et M. de Freycinet lui en exprime sa
« satisfaction.

« Le ministre et son délégué s'abusaient cependant en
« croyant s'être assurés du concours de l'armée des Vosges.
« Ils avaient perdu de vue que, grâce à la situation qu'ils
« avaient faite à cette armée, ce n'était pas le général Gari-
« baldi qui la gouvernait mais bien son chef d'état-major, Bor-
« done, qui s'était adjugé à lui-même le grade et les insignes
« de colonel.

« A Autun ce n'était pas le gouvernement de la Défense
« nationale qui disposait de l'armée de Garibaldi; ce n'était
« pas non plus le délégué du ministre, pas même le général
« qu'on avait donné pour chef à cette armée, mais bien un
« personnage qui, s'emparant de la situation avec audace, et
« mettant à profit la faiblesse de son chef, avait réussi à se
« rendre indispensable et faisait compter le ministre de la
« guerre avec les exigences les plus arrogantes ¹. »

Samedi 24. — L'armée des Vosges reçoit deux nou-
velles batteries d'artillerie de montagne, servies par des
marins sous les ordres de M. Wyts. Les gardes nationaux
de Flavigny-sur-l'Ozerain se battent pendant près d'une
heure contre une colonne allemande. Finalement cette
localité est imposée à 6,000 francs.

¹ *Rapport Perrot*, t. II, pp. 123 et 124.

Gambetta lui-même va nous donner la mesure de la conduite de Bordone :

Lyon, le 24 décembre 1870, 11 h. soir.

« *Guerre à délégué de Freycinet, Bordeaux.*

« Depuis quelques jours, je lis un grand nombre de dépêches
« signées Bordone. Cet homme, vous le savez, est le chef
« d'état-major de Garibaldi ; *vous n'ignorez pas ce qu'on en dit,*
« *et il y a lieu de ne pas se départir envers lui des règles de la*
« *prudence* ; c'est lui qui commande, taille, tranche, fait tout
« auprès de Garibaldi. Je ferai d'abord remarquer que ses
« dépêches sont écrites dans une forme souvent inacceptable.
« Nul ne parle et n'écrit comme lui. On dirait vraiment qu'il
« est omnipotent. Il donne des ordres aux préfets. Il prescrit
« des mesures, il ordonne des arrestations. Il n'y a rien qu'il
« ne fasse, partout, chez lui, comme hors de chez lui. Je
« tiens encore à vous mettre en garde contre ses prétentions
« démesurées que nous ne pouvons accepter. »

Puis, après être entré dans quelques détails relative-
ment à un conflit, dont Bordone faisait en ce moment une
question sérieuse, le ministre continuait ainsi :

« Arrivez donc à réduire les prétentions de Bordone. Je
« n'ignore pas les ménagements que la situation comporte,
« mais il y a moyen de ramener Bordone à son véritable rôle,
« et je vous prie, avec votre habileté accoutumée, de n'y pas
« manquer. »

Le Dictateur se plaignait de ce que Bordone ordonnait
des arrestations tandis que lui Gambetta recevait le même
jour à midi et demi, par dépêche, et de M. de Freycinet,
le conseil de faire incarcérer MM. Audibert et Lemercier,
directeurs des Compagnies de chemins de fer de Paris-
Lyon à la Méditerranée et d'Orléans, s'ils ne pouvaient

en vingt-quatre heures embarquer et conduire à Chagny vingt mille hommes de troupes. (Dép. n° 534.)

Bordone occupe le télégraphe : 1° Pour dire à M. de Freycinet que le général commandant à Nevers a envoyé un brevet de la Légion d'honneur et des mentions honorables à des francs-tireurs francs-comtois, tandis que lui *Bordone avait d'autres personnes plus méritantes à proposer*, personnes qui allaient se plaindre et l'accuser maintenant de mauvais vouloir (Bordone dispensateur de croix de la Légion d'honneur ! Il aurait dû s'associer ensuite aux Wilson, Limousin, d'Andlau et C^{ie} !); — 2° Pour se plaindre, auprès de M. de Serres, de Frapolli et Baillehache : « C'est fini, lui dit-il, il faut choisir entre le général M. Frapolli et le général, ceci est irrévocable. « Pardon de tous ces tracas. Avisez le ministre ».

Il est facile de comprendre que Bordone tenait à faire payer la prétendue *COOPÉRATION cordiale* de Garibaldi par l'écrasement de ses adversaires.

Dimanche 25. — Gambetta, ne se fiant pas uniquement à l'habileté de son délégué pour se tirer d'embarras au sujet de Bordone, réclama l'assistance de Gent, alors préfet de Marseille, afin d'essayer d'éclairer Garibaldi sur le compte de son chef d'état-major « *qui provoquait, disait-il, de nombreux mécontentements par ses procédés, ses allures, son insupportable hauteur, sans préjuger d'une foule d'autres causes* »; après quoi il ajoutait :

« Vous comprenez admirablement que rien n'est possible au sujet de Bordone contre la volonté de Garibaldi, et il paraît qu'il n'y a pas moyen de lui faire entendre raison. Si vous pouviez, à votre tour, user de votre influence sur lui, ce serait nous rendre un grand service... »

Puis plus loin :

« Faites bien attention que tout passe par Bordone, et ce

« qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'à tout propos Garibaldi
« parle de donner sa démission, ce qu'il ne faudrait à aucun
« prix. »

Gambetta prescrivait à Gent le maintien du comité fonctionnant, à Marseille, pour le compte de Frapolli, tandis que Bordone entendait forcer le ministre à lui sacrifier Frapolli et Baillehache, faisant concurrence aux enrôlements garibaldiens et accueillant même les mécontents qui abandonnaient l'armée des Vosges.

Presque au même moment où Gambetta télégraphiait à Gent, M. de Freycinet rédigeait pour Bordone la plus académique des dépêches; nous nous reprocherions, éternellement, de ne pas en reproduire, ici, le texte *in extenso* :

N° 5569.

Bordeaux, le 25 décembre 1870, 10 h. 50 matin.

« Guerre à colonel Bordone, Autun.

« A la demande de C. de Serres, qui m'en a prié, après avoir
« vu votre quartier général, j'ai envoyé un avis au général
« Frappoli et à M. Baillehache pour les inviter à s'abstenir, avec
« le plus grand soin, de tout ce qui pourrait contrarier, en
« quoi que ce soit, les desseins du général Garibaldi, auquel
« j'ai personnellement le désir d'être très agréable, à raison du
« très précieux concours qu'il veut bien prêter à notre Gouverne-
« ment. Je suis convaincu que Frapolli, qui est un homme
« parfaitement honorable et conciliant, et, à son exemple,
« Baillehache, se conformant avec empressement à mes ins-
« tructions, sauront éviter tout ce qui pourrait contrarier le
« général Garibaldi.

« De votre côté, colonel Bordone, je vous demande de me
« montrer la même bonne volonté que je vous montre moi-
« même.

« Abstenez-vous de tout ce qui pourrait provoquer des
« conflits avec Frapolli et Baillehache; ces messieurs opèrent
« actuellement sur un terrain distinct du vôtre, laissez-les

« donc à leurs affaires et ne vous en occupez plus. Vous avez
« *présentement une tâche assez grande et assez belle pour n'avoir*
« *rien à envier à personne.*

« *L'armée de Garibaldi, où vous remplissez un rôle si important,*
« *est appelée à se couvrir d'honneur par sa COOPÉRATION avec nous.*
« Consacrez donc, je le répète, toutes vos pensées à cette
« œuvre capitale, et ne vous en détournez pas pour créer des
« difficultés à Frapolli et à Baillehache, qui accomplissent en
« ce moment un mandat régulièrement donné et qui doit par
« conséquent être respecté. *Je compte sur le bon esprit dont*
« *vous avez fait preuve dans notre dernier entretien pour nous*
« *épargner des conflits qui tourneraient, soyez-en sûr, au*
« *détriment de tout le monde.* »

Et c'est pour Bordone que M. de Freycinet s'efforçait de mettre en jeu tout ce talent littéraire qui lui a valu dernièrement un siège... à l'Académie française¹!... Voilà

¹ Le *Figaro*, qui est souvent un « *enfant terrible*, » disait de M. de Freycinet, dans son numéro du 3 janvier 1891 :

« ... Il va devenir, sans doute, à présent qu'il est de l'Académie française, un excellent écrivain.

« Il s'y préparait jadis, en rédigeant son *Étude sur l'analyse infinitésimale* ou *Essai sur la métaphysique du haut calcul*, et sa *Théorie mathématique de la dépense des rampes de chemin de fer* ; et plus tard, du *Rapport sur l'emploi des eaux d'égout à Londres* et *sur l'emploi desdites eaux en agriculture.*

« Il s'est rapproché encore de la littérature, il y a une vingtaine d'années, en écrivant : *Sa Guerre en province pendant le siège de Paris*. Et je dis bien : *Sa Guerre!*... LOUIS GANDERAX. »

Dans cette nomenclature, M. Ganderax a oublié : le *Travail des femmes et des enfants dans les manufactures de l'Angleterre*, publié en 1867, et couronné par l'Institut en 1869.

Certes, M. de Freycinet n'a pas d'excédent de bagages ; mais si en matière grammaticale deux négations valent une affirmation, l'algèbre ne prouve-t-elle pas aussi que moins par moins donne plus ? Voilà à quoi n'a pas songé le monde des lettres qui a été fort émotionné de la candidature et surtout de l'élection de cet : *Immortel fin de siècle.*

Pontifiant avec une solennité comique, à cette mémorable séance du 10 décembre 1891, l'universitaire Gréard faisait un aveu naïf, en parlant du *Rapport* du nouvel académicien *sur l'emploi des*

un bel échantillon de ce que le recteur Gréard qualifiait dans son discours du 10 décembre : « de parole abondante sans redondance, mais qui jamais ne s'enfle ni ne déborde, qui roule entre ses deux rives, pleine, limpide et — il faut bien que j'en arrive à vous emprunter votre vocabulaire — merveilleusement canalisée ! »

Télégramme par télégramme, le chef d'État-Major répond, n'acceptant ni avis, ni conciliation :

N° 5261.

Autun, le 25 décembre 1870, 2 h. 48 soir.

« *Chef État-Major à délégué guerre, Bordeaux.*

« Je n'ai fait qu'exécuter, en les modérant (il parlait des actes extra-abusifs dont Gambetta s'était plaint), les ordres précis et formels du général dont les termes se résument en ceci : *Ou eux ou moi, qu'on choisisse.* Je m'étonne qu'on puisse

eaux d'égout à Londres et sur l'emploi desdites eaux en agriculture :

« Chevreul et J.-B. Dumas admiraient vos observations sur l'utilisation des eaux vannes. » *La question des égouts à l'Académie française! Qu'auraient dit les puristes d'antan? »*

Les puristes d'antan, illustre Gréard, n'auraient jamais poussé la servilité jusqu'à admettre parmi eux un Renan et un Freycinet. Vous nous en fournissez vous-même la preuve, lorsque croyant surhausser le piédestal que vous étiez chargé d'élever à M. de Freycinet, vous constatez que l'Académie naissante s'était imposé pour l'une de ses règles de ne jamais s'occuper des affaires de ce monde, c'est-à-dire de politique. Et vous ajoutez à l'adresse de M. de Freycinet : « Ni Mazarin, ni Le Tellier, ni Louvois, un de vos prédécesseurs dans l'organisation et l'administration de la guerre, ne furent, comme on disait, des Quarante ! »

Cela nous remet en mémoire la fin de la fable de La Fontaine *L'Ours et l'Amateur des jardins :*

. le fidèle émoucheur
 Vous empoigne un pavé, le lance avec raideur,
 Casse la tête à l'homme en écrasant la mouche;
 Et non moins bon archer que mauvais raisonneur,
 Raide mort étendu sur la place il le couche.

Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami;
 Mieux vaudrait un sage ennemi.

« croire à une animosité personnelle, lorsque, au contraire, j'ai toujours été modérateur, parce que personnellement attaqué. J'attends réponse avant de soumettre à Garibaldi le télégramme que je viens de recevoir. »

La réponse était claire ; le marché était encore une fois mis nettement à la main, et pour accentuer mieux la situation, Bordone faisait confirmer par le colonel Gauckler sa dépêche à M. de Freycinet :

N° 5262.

Autun, le 25 décembre 1870, 2 h. 50 soir.

« Colonel Gauckler à de Freycinet, Guerre, Bordeaux.

« Pris connaissance de dépêche à Bordone du 25 à 10 h. 50 commençant : « A la demande de Ch. de Serres, etc. ». Ce n'est pas nous qui nous mêlons d'affaires de Baillehache et Frapolli ; c'est eux qui arrêtent nos hommes et *disposent de cré-dits ouverts à Garibaldi*. C'est eux qui créent difficultés sur notre terrain, en agissant sur nos éléments, les désorganisant et les détournant. Général irrité tous les jours par mécomptes provenant de ces Messieurs. Qu'ils quittent notre terrain où ils agissent comme embarras et obstacles et tout y gagnera. Ne pourrais-tu les utiliser à la Loire ? Général connaît ces hommes et *demande satisfaction ou par-tira chez lui*. — GAUCKLER. »

L'ultimatum était formel. M. de Freycinet, ne sachant plus que répondre, se contenta de transmettre les deux dépêches comminatoires à Gambetta, en lui disant que son intention était de ne « pas y donner suite à moins d'instructions nouvelles ».

• Nous voudrions bien connaître comment le Dictateur accueillit ces menaces si compromettantes pour son autorité.

Durant cet échange de notes édifiantes, Gent avait fait une tentative auprès de Garibaldi et Bordone lui répondait : « Vous êtes dans l'erreur et êtes victime d'intrigues

que Garibaldi veut « détruire coûte que coûte ; il est prêt
« à se démettre, si ces gens ne disparaissent pas au plus
« vite, il vient encore de me déclarer qu'il le fera tout de
« suite... *Songez à ce que peut entraîner à sa suite le*
« *départ du général qui, sans ma prudence, serait*
« *déjà un fait accompli.* En attendant, ses ordres seront
« exécutés, devrait-on envoyer pour cela le prévôt de
« notre armée¹ ».

Il est regrettable que Garibaldi n'ait pas quitté le sol français à cette époque. C'eût été le salut de l'armée de l'Est. Bordone, maître absolu de notre pays, n'aurait pas été plus arrogant et plus entreprenant : « Lundi à première heure, par ministère huissier, télégraphie-t-il au capitaine Foulc, hôtel du Louvre et de la Paix, à Marseille, faites signifier que pouvoirs donnés par Garibaldi à Comité lui sont retirés par son ordre ; autorité de préfet (ce préfet était ledit Gent) n'a rien à faire là-dedans ; si Ministre a donné autres pouvoirs à qui que ce soit, il faut qu'on sache que Garibaldi n'y est pour rien. Il exige exécution de ses ordres ; moi-même, c'est un ordre que je vous donne et que vous devez exécuter sans tarder... répondre sitôt la chose faite² ».

Et ce que Bordone ordonna fut exécuté, le Comité fut dissous le 28 décembre !

Ainsi, Bordone avait imposé, dans la forme la plus impérieuse, sa volonté au Ministre, qui disposait d'un pouvoir absolu et en faisait l'usage que l'on sait à l'égard des généraux français. Si nous avons consacré quelques pages à cette querelle de famille, c'est que nous avons tenu à bien établir que, lorsque Gambetta et M. de Freycinet commirent la faute de confier à Garibaldi une mission de laquelle dépendait le sort d'une de nos armées, ils étaient

¹ *Dép.* n° 839. — Autun, 25 décembre 1870, 10 h. 20 m. soir.

² *Dép.* n° 840. — Autun, 25 décembre 1870, 10 h. 25 m. soir.

d'autant moins pardonnables qu'ils n'ignoraient pas comment cette cordiale coopération allait avoir lieu.

A Autun et à Dijon, garibaldiens et Prussiens fêtent Noël par de nombreuses orgies. Le dessert et les vins consommés par les premiers coûtèrent plus de mille francs, C'est ainsi que Bordone célébrait sa victoire sur... le Gouvernement de la Défense Nationale, sur Frapolli, Baillehache et C^{ie} !!

Lundi 26. — A sept heures du matin, le général de Werder et son État-Major quittent Dijon par la route de Gray. Les bagages suivent, avec les ambulances volantes. Dans la soirée, il n'y avait plus en ville qu'un détachement du 2^e grenadiers et une portion du 5^e Badois. La campagne était sous la neige.

« Une colonne allemande venant de Baigneux-les-Juifs, dit M. Clément-Janin, par Bussy-le-Grand, traverse Grésigny. L'abbé Rattot, un octogénaire, sonnait sa messe. Il est saisi, ainsi que M. Sordoillet, maire, et entraîné avec la colonne. En butte aux mauvais traitements des soldats, et ne pouvant plus les suivre, le pauvre vieillard ôte ses sabots et marche pieds nus dans la neige. On lui permet enfin de monter sur un chariot. C'est ainsi qu'il arrive à Pouillenay, où on le met en liberté, ainsi que M. Sordoillet, moyennant une tête de bétail à livrer immédiatement. »

Bordone, qui veut le rétablissement d'un train régulier d'Autun à Épinac, menace de faire occuper militairement les gares d'Autun et d'Étang, si, dans la soirée, il n'est pas donné suite à sa demande. Le capitaine d'état-major Ordinaire remet l'ordre de Bordone au chef de gare. On lui répond que lors même que l'autorisation serait accordée de faire le train, il faudrait encore le temps nécessaire pour que machine et matériel fussent amenés de Chagny.

Mardi 27. — Dijon est complètement évacué par l'ennemi. Le soir même, les francs-tireurs de Colmar, commandant Braun, occupent la ville.

L'ingénieur de Serres, délégué du Gouvernement auprès de Bourbaki, envoie à Cremer l'ordre de faire fusiller, *sans jugement*, le malheureux Arbinet, épicier dijonnais, qu'il accusait faussement d'espionnage, alors que ce négociant était chargé de ravitailler Dijon pour le compte des Français et d'aider ses concitoyens à suffire aux réquisitions en nature exigées par les Allemands. De Serres, pour qui la vie d'un homme n'était rien, avait télégraphié à Cremer, de Chalon-sur-Saône, à 11 h. 50 du matin :

« Hier soir a été arrêté, à Beaune, le sieur Arbinet, pour-
« voyeur et espion de l'ennemi occupant Dijon. Assurez-vous
« bien, avec l'autorité civile locale, de l'identité et de la qua-
« lité du personnage, et faites-le fusiller aujourd'hui.

« DE SERRES. »

Cremer, qui n'a rien à refuser à de Serres, dont il a présentement besoin en faveur de son frère ¹, exécute de suite l'ordre reçu. Arbinet est fusillé par un peloton du 32^e de marche ! Cremer et de Serres furent traduits pour ce fait devant un Conseil de guerre, tenu à Lyon, le 18 juillet 1872, présidé par le maréchal Baraguay d'Hilliers, assisté par les maréchaux Canrobert et de Mac-Mahon et autres généraux de division. Comme Cremer était, en décembre 1870, général de division, il ne pouvait être jugé que par ses pairs et des officiers

¹ La dépêche n° 5672 par laquelle de Serres accuse réception à Cremer de son télégramme annonçant l'évacuation de Dijon, se termine ainsi : « *J'ai télégraphié pour votre frère* ». Cette dépêche est du 27 décembre 1870, 10 h. 52 soir. Arbinet avait été fusillé dans l'après-midi.

d'un rang supérieur au sien. Il fut condamné, ainsi que de Serres, à un mois de prison, pour homicide par imprudence. En 1889, M^{me} veuve Arbinet obtint, enfin, qu'une loi fût rendue par le Parlement, à l'effet de lui constituer une pension de l'État. Si cette mesure de justice la mettait à l'abri du besoin, si elle réhabilitait à tout jamais la chère victime, elle ne pouvait, hélas ! rendre à l'épouse le mari bien-aimé et aux enfants le père arraché, si brutalement et sans procès, à leur affection.

Cherchant à excuser son « cher de Serres (le Polonais Wiefczinski) », M. de Freycinet (*Guerre en Province*, page 24, note 2) ose prétendre que les journaux se sont occupés de cet individu plus qu'il n'eût été désirable !!

Mercredi 28. — Nous lisons, sous cette date, dans le journal de M. Clément-Janin :

« Réveil au clairon français !

« Des compagnies de francs-tireurs arrivent successivement ; elles prennent quelque repos et vont occuper les avant-postes.

« La ville est en fête.

« A quatre heures, arrivée du général Cremer. A cinq heures, le 57^e de marche est dirigé sur Saint-Apollinaire. Les mobiles de la Gironde, de l'Aude, le 32^e de marche et enfin cinq batteries d'artillerie logent dans nos murs. On attend encore des troupes cette nuit.

« C'est l'armée de l'Est qui va délivrer Belfort, sous le commandement de Bourbaki. »

De Serres (imitant le style spécial employé par M. de Freycinet, quand il s'agit de correspondre avec Garibaldi), télégraphie à Autun, avec l'indication de faire suivre, supposant que la coopération cordiale va entrer dans la période d'exécution :

« La province que vous avez si longtemps protégée n'est
 « plus en danger. Dijon est évacué. Cremer l'atteindra et le
 « dépassera peut-être demain ; l'ennemi peut encore tenter un
 « effort par les routes de Tonnerre et de Chatillon ; ce sont
 « elles dont nous vous confions la défense. Le Val-Suzon peut
 « devenir rapidement, grâce à vous, une barrière infranchis-
 « sable. » — (*Dép.* n° 7681, 28 décembre 1870, 2 h. 25 matin).

La veille, Gauckler avait avisé, *inexactement*, son ami de Freycinet en ces termes : « *Les Prussiens évacuent
 « Dijon avec tout leur matériel, se rendant à Gray.*
 « MARCHONS EN AVANT. » (*Dép.* n° 5339.)

Ce « *Marchons en avant* » était amphibologique et pouvait faire supposer au Délégué à la Guerre que l'armée des Vosges s'ébranlait. Il n'en était rien. Garibaldi devait l'immobiliser autour d'Autun, jusqu'au 8 janvier !!

Bordone fait mieux encore, il part d'Autun, avec sa maîtresse, pour se rendre dans le Midi, laissant l'armée garibaldienne dans une confusion et un désordre complets. Le général Garibaldi étant malade, l'armée demeurerait sans chefs. C'est ainsi du moins que M. de Freycinet a présenté l'état de choses dans sa déposition devant la Commission d'Enquête parlementaire.

« *Un tel acte, ajoute M. Perrot, inqualifiable en lui-
 « même, était selon les lois militaires punissable, et s'il se
 « fût agi de tout autre officier que le colonel Bordone, le
 « Ministre n'aurait certainement pas hésité à agir. Mais
 « le coupable était l'ALTER EGO du général Garibaldi ; il
 « fallait user de ménagements envers lui.* »

Non ! les lois militaires n'étaient pas faites, à cette époque, pour le colonel Bordone et toute la séquelle de ceux qui s'étaient galonnés eux-mêmes.

Au surplus, Bordone, arrivé à Lyon en train spécial, a l'aplomb de télégraphier de cette ville à Gambetta et à

Gent : « En ce moment, nos avant-gardes entrent à « Dijon évacué par les Prussiens, 5 h. 45 matin. » (*Dép.* n° 90. Lyon, 28 décembre 1870, 9 h. 15 matin.)

« *Nos avant-gardes !* » Celles de l'armée de l'Est, oui ! Quant à celles de l'armée des Vosges, elles n'y parurent pas et pour cause : aucun mouvement en avant ne leur fut ordonné.

Si la concentration de l'armée de l'Est avait fait rétrograder les Allemands, il n'y avait pas de temps à perdre cependant pour profiter des résultats de leur retraite. De Serres le comprend bien, aussi ordonne-t-il à Cremer « d'être le lendemain au delà de Dijon, où il ira le rejoindre, tandis que « Garibaldi sera au Val-Suzon et que le « général Pellissier rejoindrait Cremer. » (*Dép.* sans numéro. Chalon-sur-Saône, le 28 décembre 1870, 2 heures soir. *Rapport Perrot*, t. II, p. 570.)

Les généraux français exécutèrent le mouvement, mais Garibaldi se garda bien de les imiter.

Jeudi 29. — A deux heures, Cremer passe, au Parc de Dijon (dessiné par Le Nôtre et appartenant jadis au prince de Condé, gouverneur de Bourgogne), une revue de 15,000 hommes. Il n'a pas d'argent pour payer ses troupes ; les banquiers dijonnais lui fournissent 120,000 francs. Cette somme leur fut remboursée, par l'État, le 2 janvier 1871. Les ambulanciers allemands restés à Dijon sont sévèrement retenus à leurs postes.

Vendredi, 30. — La jalousie qui excite toujours Garibaldi l'empêche de coopérer au mouvement général. Les troupes de Cremer gardent le Val-Suzon, puisque l'armée des Vosges reste dans ses positions. Les ordres de de Serres et du général Bourbaki sont donc considérés comme nuls par le *condottiere*.

Les mobilisés de Saône-et-Loire et le général Pellissier

arrivent à Dijon. Plusieurs bataillons, notamment ceux de Charolles et de Louhans, *sont en partie chaussés de sabots*. Rien n'était plus triste que d'entendre ces hommes en marche chanter, en chœur, une sorte de complainte dont le refrain était à peu près celui-ci :

« Paysan, de tes enfants, il n'en restera guère,
« Paysan, de tes enfants, il n'en restera plus. »

Bordone est descendu de Lyon à Montélimar. De cette ville, il annonce à M. de Freycinet qu'il est parti d'Autun *à la recherche de Gambetta*, afin de régler définitivement l'affaire Frapolli et de Baillehache, qu'il va lui envoyer son rapport militaire sur la campagne de l'armée des Vosges, et puis « se retirer, le Gouvernement sanctionnant, pour ainsi dire, la conduite de ces gens mal-« veillants. *Arrive ce que pourra,* » ajoute-t-il sous forme de péroraison.

Comme on le voit, toujours des menaces ! Quant à l'ennemi, quant à la COOPÉRATION de l'armée des Vosges, il n'en est plus question. Bordone, sous prétexte de courir après Gambetta, n'a qu'un but : aller jusqu'à Marseille pour y toucher les cent mille francs que le Conseil municipal de cette ville avait votés en faveur de Garibaldi, et recueillir les fonds qui proviennent soit des collectes populaires, soit des loteries garibaldiennes. Tout cela est autrement plus sérieux pour l'ex-pharmacien d'Avignon que le rôle militaire du colonel Bordone.

De Serres télégraphie, de Dijon, à M. de Freycinet, le 29 décembre, à 7 heures 15 minutes du soir : « *Je n'ai pas de dépêche de Garibaldi. J'espère qu'en exécution des INSTRUCTIONS LANCÉES, une partie de ses troupes est à Val-Suzon.* » (Rapp. Perrot, t. II, p. 584.)

C'est précisément parce que M. de Serres s'est permis

de lui lancer des instructions que Garibaldi s'empresse de ne plus donner signe de vie et de faire bande à part.

M. de Freycinet continue cependant à s'abuser sur le compte de ce singulier général et propose à de Serres « *une bonne combinaison qui enlèverait Cremer au 24^e corps et souderait définitivement sa division à Garibaldi, qui en aurait le commandement stratégique* ». (Dép. n° 733. Bordeaux, le 29 décembre 1870, 11 h. 35 soir.)

De Serres répond, avec infiniment de bon sens, que « *mettre Cremer sous la direction de Garibaldi ne lui paraît pas pratique et serait d'une réalisation peut-être difficile, vu l'entourage du chef de l'armée des Vosges* ». (Dép. n° 743.)

Gambetta et M. de Freycinet télégraphient à de Serres et au général Bourbaki (Dép. nos 7,849 et 732) : « *Pressez le général Garibaldi, pour qu'il occupe solidement, si ce n'est déjà fait, le Val-Suzon, de manière à bien couvrir votre gauche* ».

Ministre, délégué du ministre, Bourbaki, de Serres ne devaient que perdre leur temps en cherchant à tirer Garibaldi d'Autun, où il s'entêtait à vouloir rester dans l'inaction, afin de ne prêter aucun appui à l'armée de l'Est et à son commandant en chef¹.

¹ Dès 1848, Garibaldi donna le funeste exemple de l'insubordination systématique; laissons la parole à Pisacano, officier supérieur de la république Romaine, en 1849:

« Garibaldi, dit-il, stationnait à Rieti, avec le grade de colonel. Son refus de se conformer aux règlements auxquels toute l'armée était soumise le rendait un embarras pour les partisans du vieux système, qui le tenaient pour PLUS NUISIBLE qu'utile... La commission de guerre, convaincue de cette vérité, en décrétant la formation de l'armée et en la divisant en deux corps, déclara le corps de Garibaldi : corps de partisans de l'armée. » (*Rapido cenno*

C'est au milieu d'événements aussi graves que se termina l'année 1870.

sugli ultimi avvenimenti di Roma, per CARLO PISACANO, capo dello statomaggiore generale dell'esercito della Repubblica Romana. In-8°, Losanna, 1849).

Chose curieuse! ces lignes peu favorables à Garibaldi et qui le montrent déjà, en 1848-1849, comme il devait être en 1870-1871, c'est-à-dire refusant absolument de se conformer aux règlements qui régissaient l'armée française, sont reproduites à la page 20, col. 1, de l'HISTOIRE DE LA GUERRE D'ITALIE (*Joseph Garibaldi*), par CHARLES PAYA, ouvrage écrit à la plus grande louange du guerillero!!

CHAPITRE VII

JANVIER 1871

« Je crois inutile d'insister pour vous démontrer que le rôle de Garibaldi, pendant notre marche sur Belfort, comme pendant la retraite de la 1^{re} armée sur Besançon, aurait dû être tout autre que ce qu'il a été. Je dois ajouter que la responsabilité de cette action et, surtout, celle de l'absence des mobilisés promis et non arrivés, remontent à M. de Freycinet, qui SEUL, DIRIGEAIT les mouvements de Garibaldi, et, SEUL, AVAIT QUALITÉ pour appeler les mobilisés du Midi à la défense des points de passage de la Saône. »

Général BOURBAKI¹. (Lettre du 5 mars 1873, au Rapporteur de la commission d'Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale.)

Dimanche 1^{er}. — La tristesse profonde qui règne dans les cœurs de tous les vrais Français est atténuée pour la patriotique population bourguignonne par une lueur d'espérance : l'armée de l'Est, malgré l'état lamentable dans lequel elle se trouve sous tous les rapports, malgré les rigueurs d'une saison exceptionnellement plus froide

¹ Chevalier de la Légion d'honneur du 29 juillet 1840 ; — officier, 26 décembre 1852 ; — commandeur, 22 septembre 1855 ; — grand officier, 7 septembre 1860 ; — grand-croix, 20 avril 1875.

que d'habitude, va tenter l'impossible pour essayer de refouler l'envahisseur.

La main de Dieu s'est peut-être assez appesantie sur nous ? La justice divine est peut-être satisfaite ? Des jours meilleurs vont peut-être briller pour la France ? Telles étaient les pensées qui nous agitaient, le 1^{er} janvier, en l'église cathédrale de Saint-Vincent, à Chalon-sur-Saône, pendant cette messe à laquelle nous assistâmes avec l'héroïque Bourbaki, qui allait gravir la montagne de son douloureux calvaire !

Dans l'après-midi, le commandant en chef de l'armée de l'Est et de Serres, commissaire du Gouvernement près cette armée, arrivaient à Dijon et descendaient à l'Hôtel de la Préfecture.

On commence des travaux de défense, près de Dijon, à Talant et à Fontaine.

A Autun, les garibaldiens fêtent le premier de l'An par une recrudescence d'orgies.

Nos lecteurs croiront peut-être que nous exagérons, ils verront que non, en lisant ce télégramme adressé par Marais, télégramme que ce dernier a expédié du Creusot pour les raisons qu'il va donner et qui nous décèlent une fois de plus le rôle de Bordone :

N^o 825. A. G.

Creusot, 1^{er} janvier 1871, 9 h. 20 matin.

« *Sous-Préfet Autun à Intérieur, Bordeaux.*

« Situation très grave à Autun. Armée des Vosges (?) au
« plus tôt. Officiers boivent, mangent bien, mais font peu de
« besogne. Demain banquet à la sous-préfecture (quartier
« général), contre gré du sous-préfet, qui proteste; ici, télé-
« graphie entre les mains complètement du colonel Bordone,
« c'est pourquoi fais partir du Creusot¹. »

(Dépêche répétée et maintenue telle quelle.)

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépêches officielles*, t. II, p. 65. Nous

Lundi 2. — Après l'engagement de Chanceaux, les Allemands achèvent, à coups de baïonnette, deux blessés faits prisonniers par eux : le sergent Revel et le caporal Cruchet, dont les dépouilles mortelles sont enterrées à Saint-Seine. Engagements à Lucenay-le-Duc entre garibaldiens et allemands, à Précy. Menotti Garibaldi est à Arnay-le-Duc.

Gauckler est fort inquiet par suite d'une dépêche que lui envoie de Serres en l'absence de Bordone et lui télégraphie à Lyon, Grand-Hôtel, faire suivre Avignon : « Arrivez au plus vite. Dijon va être attaqué par Prussiens et ici on désorganise tout ».

De Serres craint un mouvement offensif de l'ennemi et rend compte à M. de Freycinet des mesures qu'il a prises : « J'ai télégraphié, lui dit-il (*Dép. n° 7101*), hier et ce matin à Garibaldi et Bordone que nous comptons sur une vigoureuse opération de leur part pour culbuter les faibles colonnes prussiennes qui semblent s'engager dans la vallée à notre gauche. Je n'ai pas de réponse directe, mais une dépêche de Menotti Garibaldi à son père semblerait indiquer un mouvement de concentration de ses troupes sur Arnay-le-Duc; le mouvement étant à contre-sens, je lui ai envoyé la dépêche suivante :

« J'ai reçu communication de la dépêche de Menotti sur la marche des colonnes prussiennes. J'ai dû vous télégraphier à ce sujet. Le général en chef compte que toutes vos forces

supposons que, dans la seconde phrase, Marais voulait dire : *Armée des Vosges devrait partir au plus tôt (pour Dijon)*.

Nous devons faire aussi remarquer qu'au moment où Marais n'osait pas expédier ce télégramme d'Autun, parce que le télégraphe était complètement aux mains de Bordone, ce personnage était dans le Midi, qu'était-ce donc quand il se trouvait à son poste ?

« seront entre l'ennemi et Dijon demain, et s'il en est ainsi, la témérité de l'ennemi pourra lui coûter cher. »

Ainsi quand les garibaldiens font un mouvement, ce mouvement est à contre-sens !

Gauckler, qui ne sait plus comment se tirer d'affaire puisque Bordone est toujours en voyage, répond à de Serres : « *Bordone absent depuis huit jours, arrivera probablement ce soir* ».

A onze heures du soir, de Serres insiste encore, afin que Garibaldi accélère sa marche vers Dijon.

Mardi 3. — Bordone n'étant pas arrivé dans la nuit, ce dont Gauckler devait être parfaitement certain la veille, Garibaldi annonce à Luce-Villard, préfet de la Côte-d'Or, qu'il sera à Dijon dans l'après-midi avec 300 hommes et 40 chevaux.

Les gardes nationaux de Saulieu et des francs-tireurs tiennent tête à l'ennemi dans les bois, près de Montlay.

Garibaldi, quitte, en chaise à porteurs Louis XV vert et or, la sous-préfecture d'Autun, gagne la gare et s'embarque dans un *train spécial*, pour Dijon.

A trois heures du soir, le colonel Loir faisait passer à Bordone la dépêche suivante :

« *Le général vous a déjà télégraphié depuis deux jours de venir d'urgence. Pour son nom et le vôtre, même au nom de la France et de tous vos amis, arrivez sur l'heure; ici désorganisation, découragement et démission complète et générale de tout votre état-major. Je le retiens avec peine jusqu'à votre arrivée. Rappelez-vous paroles de Cluze. Je tremble que vous n'ayez donné dans le piège. Lobbia continue son rôle. Méfiez-vous. Nominations de Bordeaux arrivées le 1^{er}. Merci de tout cœur, A DEMAIN SANS FAUTE, IL LE FAUT.* »

Nos lecteurs supposent qu'à la réception de cet avis,

Bordone va remonter dans le train spécial qui stationne pour lui à la gare d'Avignon et reprendre, à toute vapeur, la direction d'Autun ? Non, Bordone tient à nous donner la mesure entière de ses sentiments et se permet de télégraphier à M. de Freycinet :

« Voici dépêche que je reçois : « Vous êtes décidément dans la lune. Officiers français donnent démission en masse, y compris vos amis. — Signé : GAUCKLER. »

« J'attends à chaque instant réponse du général à une dépêche que je lui adressai, ce matin, pour terminer ici une question qu'il m'a chargé de résoudre. J'attendrai également la vôtre, car je suppose que les événements vous prouvent suffisamment ce que je vous avais prédit... Réponse urgente, préfecture Avignon. — BORDONE. »

Ainsi cet homme entend rester à Avignon, méprise les ordres de Garibaldi, qui le réclame avec instance, et ment, une fois de plus, en faisant croire à M. de Freycinet qu'il attend une réponse de son général !

M. de Freycinet riposte par le télégramme suivant, où la bienveillance domine sous une apparente sévérité :

Bordeaux, 3 janvier 1871, 9 h. 50 soir.

« *Le ministre de la Guerre à colonel Bordone, à Avignon.*

« J'ignore quelle réponse vous attendez de moi. Mais si vous avez voulu prouver l'utilité militaire de votre personne, et si vous n'avez pas craint de faire cette preuve au détriment des intérêts de votre pays, je m'en affligerai sincèrement pour vous, que je croyais incapable d'un tel calcul. LA FRANCE, colonel, DOIT PASSER AVANT LES RIVALITÉS DE PERSONNES. Je m'attends que vous allez retourner d'urgence à votre poste et y réparer le tort que votre absence prolongée a pu causer aux opérations militaires de votre légion (*sic*). JE NE VEUX PLUS RECEVOIR D'AUTRE DÉPÊCHE DE VOUS QU'AU LENDEMAIN D'UNE VICTOIRE .»

Cette dépêche fut transmise chiffrée. On comprend, en effet, que le délégué du ministre se sentit quelque peu humilié du rôle qu'il jouait en l'écrivant.

M. de Freycinet et le colonel Loir essaient de faire vibrer la corde du patriotisme ! Ne savaient-ils donc pas qu'elle est brisée dans les cœurs des républicains cosmopolites et surtout dans le cœur d'un Bordone !

Le délégué à la guerre, comprenant parfaitement dans quelle situation l'inertie de l'armée garibaldienne va placer celle de Bourbaki, cherche à obtenir directement de Garibaldi le départ de ses troupes pour Dijon. Nous avons vu que ce départ avait déjà été plusieurs fois demandé et toujours inutilement. M. de Freycinet s'exprimait ainsi, le 3 janvier :

« Je suis fort surpris qu'étant à une aussi faible distance de
« Dijon, votre armée ne s'y soit pas déjà rendue et qu'elle ré-
« clame d'y être transportée en chemin de fer; ayant ordonné
« à la Compagnie d'y transporter le 15^e corps, et ce transport
« commençant dès demain matin, mercredi, à 6 heures, il est
« maintenant trop tard pour que je puisse donner contre-
« ordre.

« Vous n'avez, selon moi, qu'une chose à faire : c'est de vous
« mettre en route immédiatement par voie de terre, et avec
« cette agilité dont vous avez donné déjà des preuves, de marcher
« sur Dijon en tombant sur le flanc de l'ennemi, s'il tente d'y
« revenir. »

Pour l'intelligence de ce document, nous croyons devoir dire que Garibaldi avait, de Dijon, télégraphié au ministre :

« Je vous prie ordonner à la Compagnie des chemins de fer
« le transport immédiat du reste de l'armée des Vosges qui
« se trouve à Autun. » (*Dép.* n° 7193.)

Pas de chemin de fer, pas de *lazzaroni* à Dijon ! Gari-

bal di répondit sèchement que : « ses soldats n'ayant pas « de capotes, il allait retourner à Autun », ce qu'il fit le lendemain. *Telle était sa* COOPÉRATION. « Il y avait tous « jours pour lui ou son état-major, quelque fin de non- « recevoir quand le moment était venu d'agir. Bordone a « osé écrire à ce sujet que Garibaldi avait parlé de la « sorte, parce qu'il était mécontent des procédés dont on « usait envers lui et envers son armée; ce mécontentement « était permanent¹ ».

Mercredi 4. — Les forces allemandes aux environs de Dijon sont les suivantes : 600 hommes à Précy; 1,600 à Semur; 7,000 et trois batteries d'artillerie à Uncey et à Vitteaux; environ 60,000 entre Montbard et Châtillon-sur-Seine.

Gauckler envoie à M. de Freycinet une dépêche des plus instructives :

« *Général* (Garibaldi) PERDU INITIATIVE; CHERCHE PRÉTEXTES « POUR INACTION; INTELLIGENCE OBSCURCIE. Bordone tenu éloigné « sous prétexte de mission. NOMBREUX SCANDALES; ITALIENS SE « CROIENT EN PAYS CONQUIS; articles journaux de Lyon exagérés, « mais fond vrai. — FAUDRA FINIR PAR DONNER A CREMER OU « AUTRE CAPABLE, COMMANDEMENT ARMÉE VOSGES. *Cela est triste.* » (Dép. n° 7128.)

Ce qu'il y a de triste, c'est que le Gouvernement de la Défense nationale ait accepté, même contre son gré, les prétendus services d'une nullité pareille. Et ces services tout laïques et obligatoires qu'ils étaient, ne comportaient, aucune gratuité. Les chiffres que nous avons fournis à différentes reprises le démontrent suffisamment.

Garibaldi fait diminuer, le 4, la solde des mobiles incorporés dans l'armée des Vosges, mais celle des gari-

¹ *Rapport Perrot*, t. II, pp. 131, 132.

baldiens reste fixée, au minimum, à trois francs par jour et par homme.

Jeudi 5. — Les Allemands évacuent Semur-en-Auxois, que Ricciotti Garibaldi occupe à la tête de 1,500 hommes. Garibaldi, pour obtempérer aux demandes réitérées du ministre, s'était décidé à l'envoyer, avec une colonne mobile, surveiller (?) le corps allemand de Zastrow.

Pour signaler son retour à Autun, Bordone s'en prend à l'honorable M. Pinard, et conformément au désir exprimé par M. de Freycinet, le 3 courant, il informe en même temps le Gouvernement de cette grande victoire et de la fin de son excursion dans le Midi.

Autun, 5 janvier 1871, 1 h. 15 m. soir.

« Je viens de faire arrêter l'ex-ministre Pinard qui faisait ici le jeu des Prussiens et des bonapartistes, en distribuant les numéros du *Drapeau* de Cassagnac. Sa maison était entourée. Il suivait, mêlé au cortège d'un enterrement, et bizarre coïncidence, l'homme de l'expédition du cimetière Montmartre a été arrêté à l'entrée du cimetière d'Autun.

« Je le fais conduire à Lyon sous bonne escorte. Tout va bien.

« BORDONE. »

M. Pinard n'avait jamais reçu ni fait distribuer le journal *Le Drapeau*. L'accusation portée contre lui était donc une infamie, une basse vengeance. La perquisition faite à son domicile et même en son absence, n'amena la découverte d'aucun document compromettant, ni même celle du journal si fortement incriminé. L'arrestation néanmoins fut maintenue.

C'est au cimetière d'Autun, au moment où il assistait aux obsèques de M^{me} d'Aligny, que M. Pinard fut arrêté.

« On venait de descendre le cercueil dans la tombe — dit

M. Middleton, — quand M. Pinard sentit une main pesante tomber sur son épaule, il se retourna vivement et vit derrière lui le lieutenant de gendarmerie, plus loin une brigade entière de gendarmerie.

M. PINARD. — Que me veut-on ?

LE LIEUTENANT. — Au nom de la France envahie et par ordre de Garibaldi, je vous arrête.

M. PINARD. — Vous m'arrêtez, moi ! et au milieu de cette douloureuse cérémonie !...

LE LIEUTENANT. — Allons, allons, pas tant de discours : en route. »

M. Pinard fut incarcéré à la prison d'Autun, d'où on le tira le lendemain pour le conduire à Lyon, entre deux gendarmes, sur l'ordre de Gauckler, dont nous ne pouvons oublier cette dépêche à Gambetta :

« *Ancien ministre Pinard arrêté en ma présence au cimetière. Maison entourée, saisi papiers que vous enverrai. Veuillez donner ordres Lyon. Consignerai à autorités militaires. Il est au secret.* » (Dép. n° 7171.)

Le Dictateur croyait à une affaire politique et ne supposait guère être le complice de Bordone, qui se vengeait tout simplement de M. Pinard, parce que ce dernier avait occupé le siège du ministère public, le 24 juillet 1860, date à laquelle le sieur Jean Bourdon fut condamné à deux mois de prison et cinquante francs d'amende, pour escroquerie (*Cour d'appel de Paris*), Gambetta, disons-nous, répondit aussitôt à Gauckler :

« Faites conduire à Lyon M. Pinard, ancien ministre de l'Empire, que vous dites arrêté. Le préfet du Rhône (Challemel-Lacour), que je préviens, l'interrogera et prendra telles mesures qui conviendront. Rendez-moi compte. — J'ai lu de vous une dépêche à Freycinet qui est assez inquiétante au sujet de l'état vrai de l'état-major et de l'entourage

« du général Garibaldi. Je désire savoir toute la vérité et je vous prie de m'écrire par le retour du télégraphe. » (*Dép. sans numéro. Rapp. Perrot, t. II, p. 635.*)

Mis au secret le plus rigoureux et ne pouvant communiquer avec personne, M. Pinard subit onze jours de détention à la prison Saint-Joseph. Le 16 janvier, au moment où il introduisait une instance judiciaire à fin d'élargissement, il fut rendu à la liberté par ordre du préfet du Rhône de la bouche duquel il reçut cet aveu significatif : « *Si on s'est trompé à Bordeaux, c'est qu'on a calomnié à Autun* ». On lui fit connaître en même temps que les renseignements recueillis en dehors de lui justifiaient ses explications.

Le lendemain, M. Pinard adressa au *Courrier de Lyon* une lettre dans laquelle il exposait les faits dont il avait été victime. En voici la fin :

« En temps ordinaire je pourrais demander : Qui m'a fait arrêter ? qui m'a fait élargir ? devant quel juge devais-je répondre ? Comment, depuis onze jours, n'ai-je obtenu qu'un interrogatoire verbal, officieux, devant M. le préfet du Rhône ? Sont-ce là les garanties de la liberté ? »

« Les hommes auxquels je poserais ces questions gouvernent en ce moment mon pays qui se bat ; ils sont au feu avec lui. Je ne sollicite pas de réponse. Je ne leur fais qu'un reproche : avoir trop écouté ceux qu'ils ne pouvaient satisfaire, leur avoir sacrifié le droit d'un citoyen qui ne se tait aujourd'hui que par patriotisme.

« Mais ce que je dois proclamer très haut dès maintenant, c'est que le triste honneur d'avoir fait prévaloir pendant onze jours une calomnie, revient aux énergumènes de ce parti sans nom qui veut moins défendre la patrie que révolutionner le monde. »

« Chez eux la politique a tué l'amour du pays ; elle a tué la justice ¹. »

¹ Aux élections de 1876, les républicains de l'Autunois eurent

Les garibaldiens, par leurs procédés ou par leurs rapines, ont été une véritable plaie d'Égypte pour les villes où ils se sont abattus.

Outre la rancune de Bordone, M. Pinard avait à compter, aussi, sur celle du préfet de Saône-et-Loire, Frédéric Morin, dont le beau-frère avait été gratifié de cinq semaines de prison par la Cour d'appel de Paris également à la suite d'un réquisitoire de M. Pinard. C'est Marais qui a révélé cette histoire, en déposant devant la Commission d'Enquête Parlementaire.

Au reste, d'autres personnes auraient eu le sort de l'ancien ministre impérial si les garibaldiens n'avaient

l'insigne impudence d'accuser M. Pinard d'avoir amené les Allemands en France, sous Autun, et comme preuve de ce crime de haute trahison invoquèrent l'arrestation arbitraire de l'ancien ministre par Bordone, Gauckler et C^{ie}. Rivées l'une à l'autre les deux calomnies se soutenaient mutuellement; elles ne faisaient qu'un corps, qu'un seul tout.

Les faits signalés dans un procès-verbal dressé par la gendarmerie, amenèrent deux des principaux inculpés devant le tribunal correctionnel d'Autun qui, malgré la bruyante plaidoirie du citoyen Demôle (plus tard ministre de la justice), furent condamnés solidairement et par corps, le 12 mai 1876, chacun à 200 francs d'amende, aux dépens, etc. Les prévenus s'empressèrent d'exécuter le jugement en payant l'amende, se gardèrent de faire appel, mais répandirent partout et à profusion le compte rendu de l'audience, dans lequel se trouvait reproduite la plaidoirie de l'avocat Charollais, émaillée de phrases telles que celles-ci :

- « *J'ai dit et je répète que, selon moi, on pouvait en toute sécurité*
- « *avancer que M. Pinard avait amené les Prussiens en France.*
- « *Quant à l'arrestation préventive, elle n'est pas contestable.*
- « *Il n'y a pas eu de calomnies; il n'y a pas eu de fausses nouvelles.* »

La publication de ce compte rendu avait un double but politique : 1° faire un piédestal au premier des deux condamnés (Ph. Montcharmont-Nectoux, homme riche, intelligent, maire de sa commune au lendemain du 4 septembre 1870, candidat au Conseil général en 1874, et qui tenait à faire du bruit autour de son nom); 2° servir dans l'avenir le parti républicain en ressuscitant l'équivoque par le compte rendu qui encadrait le jugement.

M. Pinard intervint et assigna civilement ces individus devant

pas quitté Autun pour se rendre à Dijon; M. Castilhon cite, en première ligne, M. le Président du tribunal. (*Enquête parlementaire*, t. IV.)

La grande victoire du 5 janvier, remportée par Jean Bourdon sur M. Pinard, fit rentrer le chef d'état-major Bordone dans les bonnes grâces du Gouvernement.

C'est par des opérations de ce genre que Garibaldi et son armée COOPÉRAIENT aux efforts de l'armée de Bourbaki.

Vendredi 6. — Nous allons avoir, grâce à la dépêche adressée à Gambetta par Gauckler, un tableau fidèle de l'état dans lequel se trouvait Garibaldi et son armée ce jour-là :

« ... Garibaldi a eu une attaque de rhumatisme gouteux
« qui a mis sa vie en danger; *il ne peut plus marcher, ses fa-*
« *cultés semblent affaissées, initiative disparue; il est à la merci*

le tribunal d'Autun, le 11 septembre 1876; il leur ajouta un autre compère, Marconnet. Après divers incidents de procédure, dont la Cour d'appel de Dijon et la Cour de Cassation furent saisies, l'affaire vint devant le tribunal d'Autun; elle occupa plusieurs audiences et se termina, le 4 avril 1877, par un jugement condamnant Montcharmont-Nectoux et Montcharmont-Duvernois à payer à M. Pinard, à titre de dommages-intérêts, solidairement, savoir : la somme de 8,000 francs; Marconnet fut condamné à payer 400 francs. Montcharmont-Duvernois acquiesça à ce jugement, le 13 avril 1877, et fit écrire à M. Pinard plusieurs lettres lui témoignant de ses regrets et de sa nouvelle attitude.

Montcharmont-Nectoux et Marconnet interjetèrent appel le 1^{er} juin 1877, dernier jour du délai légal.

Cet appel vint à la Cour de Dijon, le 25 juillet suivant. Le 1^{er} août 1877, la Cour faisant droit à l'appel incident de M. Pinard et aux conclusions de M. le procureur général Boissard, ajoutant un considérant au jugement du 4 avril, éleva de 4,000 à 8,000 francs le chiffre des dommages-intérêts à la charge de Montcharmont-Nectoux.

Cet arrêt ne fut point l'objet d'un pourvoi. Les défenseurs l'acceptèrent et se soumirent à son exécution. *C'est aujourd'hui la chose souverainement jugée.*

« *de son entourage italien qui VAUT TRÈS PEU, SURTOUT SON GENDRE*¹
 « *ET LOBBIA, sous-chef d'état-major, connu par histoire des tabacs*
 « *italiens, peu avantageusement.* Quand Bordone est absent,
 « cet entourage commet, au nom de Garibaldi, des INEPTIES ET
 « DES TURPITUDES qui désorganisent et démoralisent armée.
 « IL SEMBLE QU'IL Y A PARTI PRIS DE NE PAS AGIR. Grâce aux
 « blancs-seings et délégations données à Lobbia, il se fait des
 « nominations et des tripotages qui scandalisent le public. Les
 « Français voudraient combattre et sont humiliés d'avoir des chefs
 « italiens, incapables et sans probité. Bordone a grand'peine à
 « empêcher démissions en masse et ne sauvera que difficilement
 « le nom de Garibaldi d'une tache qui rejaillira sur la République.
 « Trop long vous citer les faits. Si désirez adresserai rapport.
 « Préférerais Commission d'enquête.

« LE MIEUX SERAIT QUE GARIBALDI RENONÇAT A UNE PARTIE QUE
 « SON ÉTAT LE REND INCAPABLE DE JOUER, OU QU'UN COMMISSAIRE,
 « muni de pouvoirs suffisants, vienne NETTOYER ARMÉE et veiller
 « à ordre. » (Dép. n° 7220.)

Si la République seule eût été entachée, le mal n'eût pas été grand, mais au-dessus de la République, il y avait la France! La France, que sous prétexte de défendre, tous ces bandits étaient venus piller et achever de ruiner!

La Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon à la Méditerranée ayant pu procurer des trains à l'armée des Vosges, Garibaldi fait commencer le transport de ses troupes à Dijon, mais M. de Freycinet n'est pas prévenu, aussi enjoint-il à de Serres d'aller à Autun afin d'y régler les difficultés que le chef d'état-major continue à susciter, et d'arrêter, *s'il est possible*, un plan d'opérations.

« Le colonel Bordone, dit-il, me passe une dépêche doublement étonnante; d'une part il prétend que son armée n'a
 « jamais dû défendre Dijon, que vos instructions ne le portaient pas; et de l'autre il réclame la présence d'un délégué

¹ Il signor Stefano Canzio.

« pour régler les difficultés pendantes. En tout état, veuillez
 « aller à Autun et faire en sorte que *cette armée coopère réelle-*
 « *ment avec nous, ce qu'elle n'a pas encore fait*; vous arrêterez
 « donc avec Bordone un plan de coopération très précis que vous
 « ferez connaître à Bourbaki et à moi. Quant à toutes autres
 « difficultés, tâchez de les aplanir à l'amiable et indiquez-moi,
 « s'il y a lieu, les mesures à prendre. Il serait bon, pour pré-
 « venir tout malentendu ultérieur, que le plan arrêté avec
 « Bordone fût résumé par écrit, et que chacun deux en eût un
 « exemplaire » (*Dép. n° 7358*).

Nous sommes loin du 23 décembre 1870. A cette date, M. de Freycinet priait Garibaldi d'agréer l'expression de sa reconnaissance pour la *cordiale* COOPÉRATION que le chef de l'armée des Vosges était censé vouloir bien prêter à l'armée de Bourbaki! *Quinze jours venaient de s'écouler en pure perte!*

« Ce qui caractérise la conduite de Garibaldi et de son
 « état-major, *c'est un esprit constant d'antagonisme et un*
 « *mauvais vouloir persistant qui augmente chaque fois*
 « *qu'il est question d'agir*. Il avait fallu quinze jours de
 « négociations pour obtenir que l'armée des Vosges voulût
 « bien se transporter à Dijon. Un tel retard, que rien ne
 « motivait, était déjà grandement regrettable; il faisait
 « perdre un temps précieux pour les dispositions qu'il
 « était nécessaire de prendre, mais ce n'était là que le
 « prélude de faits plus graves, qui allaient signaler le
 « rôle de cette armée¹. »

Samedi 7. — A huit heures du matin, Bordone prévient M. de Freycinet que le quartier général de Garibaldi va quitter Autun pour se porter à Dijon. A midi, le délégué de la guerre, qui n'ose croire à la véracité de cette nouvelle si ardemment attendue, répond :

¹ *Rapport Perrot, t. II, p. 132, 133.*

« Votre dépêche de ce matin m'a fait plaisir *et je reconnais*
« *là votre science stratégique accoutumée.* Je crois, avec vous, que
« votre quartier général sera mieux placé à Dijon *et je serai*
« *plein de confiance en pensant que la ligne de Dijon à Autun est*
« *gardée par vous avec vigilance.* Je sais que si vous voulez, vous
« pouvez faire beaucoup ; *je vous conjure donc de vous mettre sans*
« *réserve à coopérer avec nous.* »

« Garibaldi arrive à Dijon avec son état-major et quelques troupes, dit M. Clément-Janin. A quatre heures, il va visiter les points propices à la défense, et spécialement Talant et Fontaine, où par ses ordres on arrête les travaux commencés. » Le colonel Bordone, Arvenjas et Sartorio l'accompagnent. Si Garibaldi était vraiment dans l'état comateux indiqué par Gauckler, et rien ne doit faire révoquer en doute son témoignage, ce serait donc l'ex-pharmacien Bordone, l'ivrogne Sartorio et cet Arvenjas qui auraient fait cesser les travaux et *cela uniquement parce qu'ils avaient été ordonnés par des officiers français de l'armée de Bourbaki.*

Cremer établit son quartier général à Ruffey-les-Echirey, au nord-est de Dijon.

Dimanche 8. — A Autun, le déménagement des garibaldiens continue rapidement, à la grande satisfaction des honnêtes gens.

A Dijon, Garibaldi est conduit au Mont-Afrique et à Corcelles-les-Monts, où les Allemands avaient commencé des ouvrages de défense.

Le quartier général de Bossack est à Fontaine, celui de Menotti à Talant ; ils sont reliés, ainsi que Bel-Air, télégraphiquement avec la préfecture, où loge Garibaldi.

Ricciotti quitte Semur, où il est menacé, et se dirige sur Montbard. A Crépand, il se trouve en face du 72^e et d'un détachement du 60^e, colonel Dannenberg. La lutte dure trois heures. Les garibaldiens ont trois hommes tués :

Malviol, de l'Aveyron; Ferry, des Vosges; Pougeol, de Toulouse, et une vingtaine de blessés. Ricciotti revient passer la nuit à Montfort.

Rendant compte de cet engagement à M. de Freycinet, Bordone dit, en parlant de l'ennemi : « NOUS LE GARDONS « A L'ŒIL SUR TOUTE LA LIGNE ».

Lundi 9. — L'armée des Vosges s'établit à Dijon, par petits détachements.

Le général Pellissier occupe plus de 1,200 terrassiers aux travaux qu'il a ordonnés à Bel-Air, à Fontaine, à Talant, à Mont-Chapet, au-dessus de Pouilly, à Montmuzard et sur la route de Quétigny. Bordone prend ombrage de la présence à Dijon de ce général, qui s'entend avec les autorités civiles pour que les garibaldiens ne se conduisent pas en cette ville comme ils l'ont fait à Autun; aussi essaie-t-il de lui nuire auprès de M. de Freycinet :

« *Général et commandant génie sont inférieurs à mission. Avons « visité positions où ils prétendent avoir établi ouvrages défensive. C'est navrant, on ne peut les prendre sérieusement. « Voulez-vous mettre Dijon en état de résister coup de main, « c'est facile, mais alors tracez limites exactes entre pouvoirs, « sans froisser personne... » (Dép. n° 7467.)*

C'est navrant, en effet, de voir des Bordone, des Sartorio et C^{ie} critiquer les mesures prises par des officiers français, et de constater qu'à peine à Dijon depuis quelques heures, l'état-major garibaldien recommence déjà ses récriminations et ses délations, ses conflits, etc.

Bartholdi, délégué du gouvernement à l'armée des Vosges, mécontent de l'appréciation de Gauckler au sujet de l'état de Garibaldi, prévient M. de Freycinet « qu'il « ne partage pas les conclusions de son ami ».

« Gauckler — c'est Bartholdi qui parle — se jette dans les « extrêmes; il y a deux mois, il demandait au ministre

« de mettre toutes les troupes de l'Est sous les ordres de
« Garibaldi ; maintenant, il propose d'éloigner le général
« au moyen d'une enquête fondée sur sa sénilité, ses
« abus et son inaction. Ce sera un acte grave, impopu-
« laire, que les faits apparents seraient insuffisants à
« justifier. Inciter Garibaldi à venir en France entraînait
« nécessairement des inconvénients ; ces inconvénients
« ont été acceptés avec la pensée d'utiliser le général le,
« mieux possible. » La santé de Garibaldi était le seul
motif qui pouvait amener sa retraite sans que l'on s'en
prît au gouvernement, et Bartholdi l'a trouvé mieux por-
tant, pouvant rendre encore de bons services. « Pour
« agir sur lui, continue Bartholdi, il faut que le gouverne-
« ment paraisse compter sur sa personnalité et le pousse
« vivement à une action en avant. Témoinnez de la con-
« fiance à Bordone, dont le rôle est essentiel en ce mo-
« ment ; il sera la partie agissante, soutenez son autorité,
« et malgré des tiraillements, cette armée peut donner
« des résultats. » (*Dép. n° 7342.*)

Une dépêche du général Haca, attaché au ministère de la guerre, règle les situations de Garibaldi et du général Pellissier.

« Garibaldi, commandant l'armée des Vosges, exerce le
« commandement en tout ce qui se rapporte à la défense de
« Dijon et aux opérations extérieures, y compris la désignation
« des points à fortifier. (La dépêche de Bordone avait porté ses
« fruits immédiatement.) Quant aux mobilisés qui seront ras-
« semblés dans le département, ils resteront sous les ordres de
« l'autorité territoriale représentée actuellement par le général
« Pellissier, sauf ceux de l'Isère et autres qui seront placés par
« le ministre de la guerre sous le commandement direct de
« Garibaldi. » (*Dép. n° 7102.*)

Ricciotti, cerné à Montfort par des forces ennemies

supérieures en nombre, leur échappe grâce au dévouement d'un habitant de cette localité qui se charge de le guider dans le vallon arrosé par le Dandarge. A quatre heures du soir, le fils de Garibaldi entrait à Flavigny, ainsi que sa brigade.

Bourbaki remporte la victoire de Villersexel.

Mardi 10. — Garibaldi accuse réception de la dépêche n° 7102 et remercie le ministre de sa confiance.

Une seconde dépêche part de Dijon, quelques minutes plus tard, également pour Bordeaux ; elle est du général Pellissier :

« Général Garibaldi a voulu entraver l'exécution des ordres
« que j'ai reçus de vous, l'envoi à Lyon des mobilisés de la
« Haute-Savoie. J'ai refusé d'obtempérer à ses ordres. Partirai
« demain pour Lyon suivant vos ordres, mais si votre intention est de donner au général Garibaldi le commandement
« de tous les mobilisés, vous pouvez dès maintenant disposer
« de mon commandement et accepter ma démission que je
« vous offre. J'ai repris du service pour être utile à mon pays ;
« du moment où ma présence à la tête des troupes, au lieu
« d'être un aide, devient pour vous un embarras et un obstacle,
« je me retire et rentrerai sans regret dans la vie privée. Répondez, s'il vous plaît. » (*Dép.* n° 7585.)

Beaucoup plus exigeant pour les troupes françaises que pour celles de Garibaldi, Gauckler télégraphie à M. de Freycinet :

« Serait bon de recommander à général Crouzat, à Montbard, de faire observer à troupes de l'ordre pendant la
« marche. Officiers doivent se tenir avec soldats, il y a eu du
« pêle-mêle complet à l'arrivée. » (*Dép.* n° 571.)

Gauckler, si soucieux de l'ordre pendant la marche, aurait dû, ce jour-là, empêcher la légion de l'*Égalité* (bri-

gade Delpech) de brûler, avant de quitter le couvent des R. P. Oblats, 200 matelas et paillasses mis à leur disposition, de vendre les taies aux gens peu scrupuleux et à des prix dérisoires, comme aussi empêcher ses collègues de l'état-major de déménager la sous-préfecture d'Autun!

Mercredi 11. — Après un engagement à Baigneux-les-Juifs, contre des soldats du 60^e allemand et du 7^e régiment de Brandebourg, Ricciotti se dirige sur Aignay-le-Duc.

Des francs-tireurs occupent Semur.

M. de Freycinet télégraphie à Bordone :

« *C'est pour moi une grande sécurité de savoir Dijon gardé par vous.* » (Dép. n^o 7963.)

Jeudi 12. — Un bataillon qui porte le nom d'*Enfants Perdus de la Montagne*, fort de 500 hommes, arrive de Vienne pour se mettre sous les ordres de Garibaldi.

Ricciotti entre à Aignay-le-Duc, vers six heures du matin.

Près de Semur-en-Auxois, un engagement a lieu entre des francs-tireurs du Doubs, d'Oran, et des mobilisés de l'Isère, commandés par Baghino.

Le général de Manteuffel arrive à Chatillon-sur-Seine et prend le commandement en chef de l'armée du Sud.

Bordone annonce à M. de Freycinet « *que le corps d'armée des Vosges est solidement éclairé sur toute la ligne et qu'il a fait pousser en avant de Langres, dans la direction du chemin de fer de Strasbourg* ».

Si cette dépêche ne constituait pas un mensonge de plus à l'actif du chef d'état-major de Garibaldi, elle aggraverait singulièrement la conduite de ce dernier, puisque ses éclaireurs auraient dû le tenir constamment au courant de la marche de Manteuffel.

Et si nous tenons pour vraie la dépêche de Bordone, si nous lui accordons qu'il est parfaitement informé des faits et gestes de l'ennemi, l'incident dont nous allons parler, consigné au *Rapport* Perrot, donne carrière à des conjectures qui tendent à l'établissement d'une connivence coupable avec l'ennemi :

M. de Laborie¹ avait prévenu déjà deux fois Garibaldi, lui-même, des mouvements de l'armée allemande du Sud, lorsqu'à cette date du 12 janvier, on vit arriver au château de Grancey, trois envoyés de Garibaldi, dont un chef d'escadron d'état-major, l'ancien forçat Castellaggi, qui cherchaient Ricciotti et Lobbia, auxquels ils avaient des instructions à remettre.

C'est après avoir reçu ces instructions que Ricciotti et Lobbia se mirent, avec empressement, hors de la portée de l'ennemi.

« Pourquoi donc vous en allez-vous ? » disaient les habitants aux garibaldiens.

« — Mais, répondaient-ils, parce que les Prussiens arrivent ! »

« Nous ne pouvons nous dispenser, continue M. Perrot, de signaler, à l'occasion de cet épisode, un singulier incident, que l'on trouve dans la déposition de M. de Grancey :

« Le major Castellaggi, envoyé par Garibaldi, se voyant exposé à tomber inopinément dans les mains des Prussiens, avoua tout à coup à son hôte qu'il était porteur de cent mille francs et il confia à son honneur cette somme pour qu'elle fût mise en sûreté.

« Un tel fait suffit pour indiquer ce que l'armée garibaldienne a dû coûter à la France, et pour faire com-

¹ M. de Laborie était ingénieur en chef des ponts et chaussées. à Dijon.

« prendre comment a pu être dépensé le crédit que la
« générosité de Gambetta avait ouvert pour les DÉPENSES
« DE CES AVENTURIERS. » (*Rapp. Perrot*, p. 177.)

Les Ours de Nantes sont désarmés à Dijon. Ils étaient accusés d'avoir réquisitionné illégalement. Le capitaine Corwillier et le lieutenant Hangery, appartenant à ce corps si grotesquement accoutré, sont arrêtés.

Pour dérober à M. de Freycinet l'inaction scélérate de l'armée des Vosges et faire croire que Garibaldi coopère enfin au plan de l'armée de l'Est, Bordone télégraphie à Bordeaux :

« Je vous supplie de ne plus croire que dans le passé, ni
« jamais questions personnelles puissent me faire oublier le
« but que nous poursuivons. Je crains pour service de la Ré-
« publique et je veux empêcher l'éveil, chez d'autres, de sus-
« ceptibilités fâcheuses et m'efforce de tout concilier ; ce n'est
« pas facile, surtout quand il faut défaire ce qui a été mal
« fait. Avais, avant votre dernier télégramme, informé de
« Serres que je ne l'attendais plus ; nous sommes, d'ailleurs,
« en relations et communauté d'action... » (*Dép. n° 7679.*)

Vendredi 13. — M. Misset, notaire, maire d'Aignay-le-Duc, conseiller général républicain, qui a vu de près les Garibaldiens pendant leur séjour dans sa commune, écrivit à M. Perrot :

« Il y avait parmi eux un certain nombre de mauvais sujets
« indisciplinés, insolents même pour leurs chefs. Nous n'a-
« vons remarqué dans cette troupe que 50 ou 60 Italiens por-
« tant la chemise rouge ; la plupart étaient des ivrognes. Nous
« avons appris qu'il y avait, dans cette troupe, un officier ou
« sous-officier qui faisait trafic des bons de fournitures. Ainsi
« quelqu'un avait-il fourni pour 10 francs, il offrait de remet-
« tre un bon de 30 francs, moyennant le paiement à même
« d'une certaine rétribution. Ce gaspillage a dû se faire sous

« différentes formes, car, malgré toutes mes précautions, ce
« passage a été très onéreux pour notre commune. »

Sans crainte de démenti nous pouvons affirmer qu'il en était ainsi partout où les Garibaldiens séjournèrent.

La déposition de M. Misset prend ensuite un cachet de gravité tel que nous reproduisons, *in extenso*, le passage de sa lettre :

« Dans la nuit du 12 au 13, je reçus plusieurs avis du can-
« ton de Recey, qui annonçaient l'apparition, sur plusieurs
« points, de corps d'éclaireurs de l'armée prussienne. Je les
« communiquai immédiatement à M. Thiébaut ¹, qui lui-même
« les soumettait à Ricciotti.

« Sur les deux heures du matin arriva, tout à coup, dans
« ma cour, une voiture à deux chevaux, amenant une dame
« anglaise, M^{me} Wyte-Marion ². Elle venait de Chatillon trai-
« ter, disait-elle, de l'échange de médecins pris par les Alle-
« mands, mais plutôt pour savoir ce qui se passait à Chatillon
« et le rapporter à Ricciotti. Cette dame faisait partie de la
« brigade en qualité de directrice des ambulances.

« Elle raconta aux chefs les mouvements des troupes prussiennes,
« qui se dessinaient du côté de l'Est, annonçant qu'il y avait à
« Chatillon et dans les environs une véritable armée de 50 à
« 60,000 hommes; elle donna d'autres renseignements que je
« n'ai pas entendus.

« Le général prussien devait bien connaître la marche de
« Ricciotti, car au moment de le quitter, M^{me} Marion, voulant
« le tromper, lui demanda un laissez-passer pour Saulieu.

« — Pour Saulieu, non, dit-il, allez à Aignay-le-Duc, où
« vous êtes attendue. »

.
« A cinq heures du matin, le 13, une dépêche préparée par
« Ricciotti, pour son père, fut remise et recommandée à Mortu-

¹ Secrétaire de Ricciotti, faisant fonction de chef d'état-major.

² Correspondant du *Times*? Une femme du même nom, qui suivait déjà Garibaldi en 1862, fut arrêtée cette année-là, à Milan, à la fin du mois d'août.

« *reux, conducteur de notre voiture de Dijon, qui se chargea de la porter et de la remettre dans la journée au général Garibaldi, à Dijon.* »

Ricciotti partit d'Aignay-le-Duc, à six heures du matin, se dirigeant sur Echalot. Ses troupes arrivèrent, le soir, à Avot. « *A quelque distance d'Echalot, dit encore M. Mis-set, Ricciotti quitta le gros de la troupe avec quelques cavaliers et se porta du côté de Saline, se rapprochant du vallon de l'Ource; il se rendit à Dijon par des chemins détournés.* »

Ainsi, dès que Ricciotti est renseigné sur les mouvements de l'ennemi, il laisse sa brigade et se replie, personnellement, bride abattue, ventre à terre, vers Dijon, pour y mettre son individu à distance de l'ennemi. Il est hors de conteste que la dépêche remise à Mortureux annonçait à Garibaldi cette cavalcade précipitée.

Le général Manteuffel expédie aux généraux sous ses ordres (Fransecky, 2^e corps, et Zastrow, 7^e corps) l'ordre de route qu'ils auront à suivre pour dégager Belfort, en passant par Vesoul. Leurs forces réunies sont de 56 bataillons, 20 escadrons, 28 batteries d'artillerie, environ 52,000 hommes et 160 canons. L'armée du Sud doit franchir le plateau de Langres sur trois colonnes :

Le 2^e corps, par la route de Montbard, Chanceaux, Is-sur-Tille; la 13^e division du 7^e corps, par Chatillon, Recey, Prauthoy; la 14^e division par Montigny, Arc-en-Barrois, Chameroi, Longeau.

Le général Kettler, avec sa brigade, renforcée du 1^{er} régiment de hussards et de plusieurs détachements des troupes de l'armée d'occupation de la Lorraine, a pour mission de garantir la marche de l'armée du côté de Dijon.

Les avant-gardes allemandes s'avancent jusqu'à Montbard, Saint-Marc, Leuglay, Aubepierre.

Des éclaireurs se montrent à Grancey-le-Château, dans la soirée.

Seul Bordone feignait d'ignorer tout cela et se permettait même de mal renseigner le gouvernement, en lui faisant toujours croire que l'armée des Vosges était sur le point de marcher en avant :

N° 7786.

Dijon, le 13 janvier 1871, 9 h. 5 soir.

« Chef d'état-major, à délégué Guerre de Freycinet à Directeur bureau reconnaissances, à Bordeaux.

« Dépêches émanant du sous-préfet de Semur sont généralement alarmistes, l'avons signalé depuis plusieurs jours. Nos éclaireurs sur trois routes parallèles surveillent de Montbard à Grancey et doivent continuer à pousser en avant sur le plateau de Langres et au delà, jusqu'à ce que les rejoignons et opérations en masse compacte. Plus de Prussiens à Montbard, Sainte-Reine et Darcey. Tous les mouvements de ces derniers jours étaient faits par troupes de Zastrow, il n'y en a pas d'autres ; elles se dirigent vers Baigneux en ce moment ; on les y attaquera, si elles semblent s'y arrêter. Les travaux de défense de Dijon marchent bien, activez l'envoi des canons promis à général Pellissier, à qui nous laisserons positions très faciles à défendre. »

A onze heures du soir, M. de Freycinet envoyait ces deux télégrammes :

N° 7252.

Bordeaux, 13 janvier 1871, 11 h. soir.

« Guerre à général Garibaldi, Dijon.

« Le Gouvernement de la République vient de nommer Bordone général. En conférant ce grade à l'homme que vous honorez de votre confiance, nous avons voulu vous prouver une fois de plus notre sympathie et notre respect. »

★
★ ★

N° 7253.

Bordeaux, 13 janvier 1871, 11 h. soir.

« *Guerre à général Bordone, Dijon.*

« Le Gouvernement vient de vous nommer général de brigade, chef d'état-major de l'armée des Vosges. En vous conférant ce grade, nous avons voulu augmenter votre autorité, « récompenser vos services militaires et faciliter ceux plus grands « encore que la République attend de vous. »

Nous lisons dans l'*Enquête parlementaire* :

« On espérait, dit M. Perrot, à l'aide de cette faveur si peu « justifiée, obtenir le concours de Bordone, on tâchait de s'en « faire un titre pour s'assurer de sa bonne volonté. Nous « allons voir que ni l'un ni l'autre de ces deux buts ne fut « atteint. Mais nous ne pouvons nous dispenser de faire remar- « quer, comme un des symptômes de l'esprit qui régnait alors, que « M. de Freycinet, le même M. de Freycinet qui faisait signer à « Gambetta cet étrange brevet, s'était posé, dans une autre circonstance, comme le défenseur de l'honneur de l'armée, et avait osé « reprocher à Gambetta, comme une concession au fétichisme militaire, la confiance qu'il montrait au général Bourbaki. »

« Malgré les graves préoccupations qui assiégeaient alors « tous les esprits, cette nomination de Bordone révolta l'opinion. A Bordeaux, la presse réclama énergiquement contre « ce qu'elle appelait un attentat à l'honneur national. « Eh « quoi, disait-on, peut-on récompenser cet homme, qui, depuis « trois mois, ne cesse d'insulter nos lois, nos mœurs, nos « sentiments religieux ? Était-ce pour avoir expulsé les Jésuites « de Dôle et envahi l'évêché d'Autun que Bordone était promu « au grade de général de brigade ? ¹ »

« Par une étrange ironie des événements, le jour même où « s'accomplissait cet acte si justement critiqué, le général de « Manteuffel se mettait en mouvement pour franchir les passages que Bordone, avec l'armée garibaldienne, aurait dû « défendre et qu'il ne chercha même pas à disputer à l'en-

¹ Voir la protestation publiée dans la *Patrie*, du 14 janvier 1871

« nemi. Voilà comment le nouveau général inaugurerait ses galons. »

Pour un peu plus, M. de Freycinet lui eût conféré une croix dans l'ordre de la Légion d'honneur ! C'eût été un comble !

Samedi 14. — A la première heure, le général Bordone remercie M. de Freycinet « pour la dépêche que Garibaldi vient de lui communiquer » et promet, ce qui ne coûte jamais beaucoup, de « faire tous ses efforts pour mériter cette marque de son estime particulière ». L'apothicaire d'Avignon devenu, *ipso facto*, bien supérieur à Vauban et aux officiers du génie ses imitateurs, annonce à M. de Freycinet que le commandant Chenot lui a communiqué une lettre du général Véronique, par laquelle il est chargé d'étudier et de proposer un projet de défense de Dijon.

« Ai ce projet dans les mains, dit Bordone ; quoique ren-
« fermant superflu, être bon théorie, a reçu commencement
« d'exécution, mais exécution tellement mauvaise, que sans
« froisser et réservant à commandant Chenot, positions du
« segment Est à Sud-Ouest, ai procédé immédiatement à con-
« fection travail partie principale de la défense... Si j'étais
« Prussien, hardi comme ont été quelques-uns de leurs géné-
« raux, dans la position actuelle de nos forces, pousserais en
« avant avec 50,000 hommes, serais d'avis que Dijon et
« troupes environs aillent environs Mouchard couper chemin
« et isoler les troupes de l'Est du centre approvisionnement. »
(*Dép. n° 7789.*)

C'est précisément ce que le général de Manteuffel allait faire, à la barbe de Garibaldi et de son fameux stratège et chef d'état-major !

L'arrivée des mobilisés de la Loire et de l'Isère donne lieu à de nouvelles récriminations de Bordone qui les

réclame au profit de l'armée des Vosges, afin de les soustraire à l'autorité du général Pellissier.

« On peut voir dans le livre de Bordone de quelle façon
« il s'évertuait chaque jour à déprécier le général Pellissier et le commandant Chenot, auprès du ministre, ne
« parlant d'eux que dans les termes les plus méprisants,
« se plaignant à tout propos de leur incapacité, les déclarant plus nuisibles qu'utiles, en un mot n'ayant
« qu'une pensée, celle d'obtenir qu'ils fussent sacrifiés
« comme l'avaient été MM. Frapolli et de Baillehache ;
« il voulait s'en débarrasser pour arriver ainsi à dominer sans partage. »

A une heure du soir, une colonne allemande envahit Bussy-le-Grand. Un fermier, M. Thévenot, est assassiné. Le maire, l'adjoint et plusieurs notables sont saisis, conduits les mains liées dans les rues de la localité et menacés d'être fusillés. Tout cela se faisait pour obtenir une plus forte somme d'argent.

Garibaldi télégraphie à Bordeaux : « Bien reconnaissant pour nomination du général Bordone. Il sera digne de votre confiance. » (*Dép. n° 7794.*)

M. de Freycinet, quel que soit son désir de voir porter plus au nord le quartier général de Garibaldi, prie Bordone de ne pas quitter Dijon avant de s'être mis d'accord par dépêche sur la nouvelle position à occuper. M. de Freycinet n'a aucune crainte à avoir, Garibaldi est rivé à Dijon comme il l'était à Autun. Les Prussiens seuls sauront l'en faire déloger, et promptement, dans la direction du midi.

Ricciotti est à Is-sur-Tille.

Autun est débarrassé des garibaldiens, auxquels il n'a pas fallu moins de 14 trains spéciaux pour aller à Dijon, et encore la plus grande partie de l'artillerie a-t-elle été conduite par voie de terre.

Pendant quarante jours de résidence à Autun, l'armée des Vosges, outre les dons en espèces et en armes qu'elle a reçus de tous côtés, a coûté à la Recette et à l'Intendance cinq millions. Cinq millions pour 18,000 hommes au maximum ! Tous les Italiens étaient officiers et les simples volontaires ne touchaient pas moins de trois francs par jour, nous ne saurions trop le répéter encore.

Malgré ses pantalonades oratoires et ses déclamations en faveur de la démocratie, Garibaldi et les siens aimaient le panache et tout l'attirail des mamamouchis ; l'habillement d'un soldat garibaldien coûtait dix fois plus que celui d'un soldat français : « Les chemises rouges, dit M. Blavoyer dans son rapport, coûtent 70 francs ; les pantalons 30 francs ; les vestons 80 et 90 francs ; d'autres, de 100 à 180 francs ».

Dimanche 15. — M. de Freycinet, plein de confiance dans les connaissances de Bordone, sur l'art de la fortification passagère ou permanente, invite le général Pellissier et le commandant Chenot à laisser aux garibaldiens le soin de défendre Dijon. Aucun obstacle ne doit être apporté aux mesures que Bordone, Sartorio et Gauckler auront adoptées. M. de Freycinet dit enfin expressément au chef d'état-major de l'armée des Vosges : « Vous ferez vous-même les travaux par vos ingénieurs ou officiers. » (*Dép. n° 7998 bis.*)

Le délégué à la Guerre confirme au général Bourbaki que Garibaldi est chargé de protéger sa gauche entre Langres et Dijon. (*Dép. n° 7801.*)

Le préfet de la Côte-d'Or, avisé de la marche continue de l'ennemi prévient le Gouvernement :

« Prussiens marchent en nombre considérable de Montbard
« par Frênes, Menetreux, Frôlois, Chanceaux. Ils occupent
« Lamargelle, Prenoix, menacent Is-sur-Tille. Au nord, ils

« occupent Grancey, Benaivre, menaçant Selonvey, Gray, Champlitte. » (*Dép.* 7910.)

Il informe Bordone, dont l'inaction lui paraît tout au moins singulière; celui-ci répond :

Dijon, 15 janvier 1871.

« Monsieur le Préfet,

« Trois mille hommes environ observent l'ennemi, qui n'a, dans les parages dont vous me parlez, que des avant-gardes destinées à masquer un mouvement considérable. L'attaquer dans ces circonstances serait une faute militaire. Notre devoir est de faire comme lui, de l'empêcher de voir au delà de la ligne de nos éclaireurs.

« Croyez bien que nous sommes plus désireux que quiconque ce soit d'en finir avec eux et leurs déprédations. Mais pour si pénible qu'il nous soit de n'opérer que de cette façon, nous sommes forcés, par la position des armées et des troupes ennemies dont nous connaissons maintenant la situation, de procéder comme nous le faisons.

« C'est un plaidoyer *pro domo sua* que nous engageons tous dans les circonstances où nous nous trouvons, et je vous supplie de croire qu'on ne saurait agir mieux que nous le faisons, dans l'intérêt de tous et de la République.

« Votre dévoué serviteur,

« BORDONE. »

Les garibaldiens avaient, le 15, quelque chose de plus important à faire que de s'occuper de l'ennemi, ils avaient à donner à la population dijonnaise, et parce que c'était un dimanche, le spectacle de l'enfouissement civil du lieutenant Lanzilotti, blessé mortellement, sous Dijon, le 26 novembre 1870, et qui avait été inhumé à Darois.

Garibaldi fit exhumer le cadavre, afin qu'on lui rendît, à Dijon, les honneurs militaires. Trois discours furent prononcés sur la tombe de Lanzilotti : un en français, par

Delpèch ; deux en italien, par Bordone et par Imbriani, fils du syndic de Naples.

L'escorte d'honneur fut fournie par le bataillon Tanara.

Il était bien plus urgent de faire du scandale que d'inquiéter les Allemands.

La première brigade de l'armée des Vosges occupe Pasques, Panges, les Bordes-Pillot, Étaules. Ricciotti quitte Is-sur-Tille, à la nouvelle de l'approche des Prussiens, et se dirige sur Dijon.

Les mobilisés de l'Ain et de Vaucluse arrivent en ville ; ceux du Jura sont envoyés à Savigny-le-Sec.

Le quartier général de Manteuffel est dans la Haute-Marne, à Germaine ; un régiment allemand est à Bligny-le-Sec, un autre à Lamargelle, un troisième à Grancey-le-Château.

Lundi 16. — Les têtes de colonne de l'armée de Manteuffel débouchent à Is-sur-Tille, à Selongey, à Prauthoy, à Longeau. Deux régiments occupent Is-sur-Tille et les environs ; le 42^e, colonel de Delitz, couche à Selongey. Les éclaireurs allemands s'avancent jusqu'à Mirebeau. Flavigny est pillé par un détachement ennemi.

Bordone met en garde le Gouvernement au sujet des communications du préfet de la Côte-d'Or, ayant trait aux mouvements de Manteuffel :

« Tenez-les en quarantaine, dit-il, il apprécie mal la situation. Nous n'avons sur notre gauche que le corps de Zastrow, quinze à seize mille hommes. Sa menace sur Saint-Seine et Mouchard n'est qu'une feinte, son objectif est toujours de masquer des mouvements de chemin de fer dans la direction de Chaumont et s'accroît vers le nord-est de Dijon. Sommes en forces et en ligne¹ pour l'observer et

¹ En forces, oui ; en ligne, pas le moins du monde. Bordone ment comme d'habitude.

« cacher situation de cette région, et préparés à le recevoir.
« A tous ces mensonges Bordone ajoute : « Une colonne d'ob-
« servation allant d'Is-sur-Tille, Grancey et Langres, forte de
« 2,500, opère de même et a instruction pour se maintenir sur
« le plateau de Langres et se réunir à sa garnison, avant de
« pousser plus avant, deux cas prévus de séparations, avec
« nous éclaireurs civils, télégraphiques et militaires, nous
« tiendront toujours en communication sitôt que seront in-
« formés des résultats de Bourbaki. » (Dép. n° 7912.)

Bordone eût été payé à tant par mot, pour envoyer de fausses dépêches, qu'il n'eût pas fait mieux.

Le préfet de la Côte-d'Or télégraphie à Bordeaux, à 6 h. 46 du soir :

« 3,000 Prussiens à Is-sur-Tille, éclaireurs à Épagny et Sa-
« vigny; Thil-Châtel occupé; éclaireurs sur Gemeaux et Lure.
« — Selongey occupé par 3 à 4,000 Prussiens; éclaireurs à
« Fontaine-Française. Colonne prussienne en marche par
« Chanceaux et Lamargelle.

« Ricciotti, qui occupait Is-sur-Tille avant-hier, est rentré
« hier soir à Dijon, où sont depuis dix jours Garibaldi et Me-
« notti. » (Dép. n° 7967.)

Les informations du préfet étaient exactes et le dernier paragraphe de sa dépêche incrimine justement la conduite de Garibaldi et de ses fils.

Gauckler confirme le télégramme du préfet, et sa dépêche (n° 7970), envoyée de Dijon à 9 h. 55 du soir, est plus précise encore que celle de Luce-Villard :

« Les 15,000 Prussiens sortis de Montbard se sont partagés
« en deux colonnes : l'une marchant sur Dijon par Baigneux,
« environ 7,000 hommes éparpillés entre Semur et Pouillenay.
« Les autres, environ 8.000, se dirigent sur Gray par Is-sur-
« Tille, Colay et Grancey; 3,000 se sont dirigés par Thil-Châtel
« sur Fontaine-Française. L'ennemi est à 6 kilomètres de

« Gray. On vient d'annoncer que 20,000 hommes et 30 canons ont occupé Saint-Seine, ce seraient 72°, 54°, 60° et 42° et 2° de ligne, 7° de cavalerie sous général Braman. Sous toute réserve le prince Frédéric-Charles couche à Bligny-le-Sec avec 15,000 hommes. Ignorance complète mouvements de Bourbaki et Cremer, veuillez nous en informer. »

De même que Bordone calomnierait jusqu'à la fin les officiers et les soldats de l'armée française, de même il mentira sans cesse, jusqu'à la fin. A 10 h. 10 du soir, il télégraphie à M. de Freycinet :

« *Sommes au milieu fonctionnaires et population alarmistes. On prend nos reconnaissances pour Prussiens et à chaque instant on revient à la charge pour nous détourner de mission confiée... défendrons toujours Dijon à outrance, en cas d'attaque, que nous ne redoutons pas pour le moment.* »

Et M. de Freycinet, accordant un crédit illimité aux Bordonnades, invite M. de Serres, le général Bourbaki, le gouverneur de Besançon à ne tenir aucun compte des avis du préfet de la Côte-d'Or!

Mardi 17. — A une heure, une fausse alerte se produit à Dijon. On court aux armes et on se masse aux portes Saint-Nicolas, Neuve, Saint-Pierre et Guillaume. Des troupes s'avancent en dehors de la ville, où elles rentrent tranquillement dans la soirée.

Voici quels sont les positions des forces de l'armée des Vosges :

1^{re} *Brigade*, général Bossack-Hauké. Quartier général Fontaine-les-Dijon.

Elle occupe : Pasques, Etaules, Prenois, Darois, Hauteville.

2^e *Brigade*, Delpech, à Dijon.

3^e *Brigade*, Menotti Garibaldi. Quartier général, Talant.

Elle a les francs-tireurs du Doubs, à Flavigny; les Chasseurs des Alpes-Maritimes, commandant Ravelli, à Velars; les francs-tireurs réunis, commandant Lhoste, à Sombernon; le 2^e bataillon des Alpes-Maritimes, commandant Monnic, à Plombières et à la ferme de la Cras.

Six compagnies du bataillon des Basses-Pyrénées, commandant Borel, sont aussi à Plombières; le reste du bataillon est à Talant.

Enfin, la Légion italienne, commandant Tanara et le bataillon des Basses-Alpes, commandant Barthélemy, occupent le faubourg Saint-Bernard, à Dijon.

4^e *Brigade*, Ricciotti Garibaldi, en marche.

5^e *Brigade*, Canzio, occupe le faubourg d'Ouche et la ferme de Bel-Air.

Le colonel Lobbia, avec 1,500 hommes, est à Fontaine-Française.

Le commandant Lhoste résiste pendant trois heures à un bataillon allemand du 49^e d'infanterie, à Bligny-le-Sec. Escarmouche à Verrey-sous-Salmaise; à neuf heures du matin les Allemands entrent à Verrey. Sept maisons sont incendiées, le village est pillé. Une femme tenant un enfant dans ses bras est tuée à bout portant; une autre, qui se cachait, et deux hommes ont le même sort. L'un des hommes est assommé à coups de crosse. M. l'abbé Frérot, blessé dans son presbytère, sort pour se faire panser. Il est poursuivi à coups de baïonnette et de crosse et meurt de ses blessures. Treize habitants de Verrey furent ainsi tués ou blessés. Engagement à Savigny-le-Sec entre les uhlands et les mobilisés du Jura. Escarmouche sur la route de Saint-Julien.

Les 21^e, 2^e, 12^e et 25^e régiments allemands ont couché à Montbard et aux environs. La brigade Dannenberg (60^e, 72^e et 5^e uhlands) s'établit à Gemeaux et à Chaignay,

pour protéger la marche du gros de l'armée de Mantuffel.

Positions des Allemands, le 17 :

7^e Corps (aile gauche), en avant de Longeau et de Prauthoy ;

2^e Corps (aile droite), de Lux à Lamargelle ;

Quartier général, Prauthoy ;

Général Kettler, à Montbard ;

Colonel Dannenberg, à Gemeaux.

A midi quarante, Luce-Villard avait télégraphié, à Bordeaux et aux autorités militaires de l'Est, pour confirmer les mouvements de l'ennemi autour de Dijon ; l'interruption du chemin de fer entre Gray et Auxonne, et il disait :

« Ici, 20,000 garibaldiens qui, depuis quatre jours, auraient pu, sinon arrêter, du moins contrarier le mouvement entre Chameaux et Is-sur-Tille. »

Oui ! Garibaldi avait cru devoir laisser dans l'inaction les 22,300 hommes composant son armée et auxquels, à la date du 17, nous pouvons ajouter 20,432 mobilisés sous les ordres du général Pellissier, ce qui fait un total de 42,732 combattants.

A quatre heures du soir, le général Pellissier télégraphie à M. de Freycinet, à Bourbaki, à Lyon, au directeur de l'artillerie à Toulouse, qu'un train d'artillerie et de munitions a dû revenir d'Auxonne à Dijon, Gray étant occupé ou au moins fort menacé par les Allemands.

Le Délégué à la Guerre demande des explications à Garibaldi, auquel il dit :

« Comment se fait-il que l'ennemi ose se montrer dans le voisinage de votre brave armée ? Est-ce que la vigilance du général Bordone sommeillerait ? Nous ne pouvons le croire. Nous vous prions de nous rassurer bien vite et de nous dire si nous

« devons faire garder Gray par des forces distinctes des
« vôtres. »

Garibaldi, ou mieux Bordone, sous le couvert de son chef, répond :

« Une colonne de 1,200 hommes, commandée par le colonel
« Lobbia, était hier à Fontaine-Française pour exécuter mis-
« sion confiée par vous au commandant Kauffmann. 2,500 hom-
« mes de nos francs-tireurs sont échelonnés depuis Vitteaux,
« Verrey, Saint-Seine et Val-Suzon. — Divers engagements
« ont eu lieu sur la route d'Is-sur-Tille, fortement occupée
« par les ennemis ; si je dois défendre Dijon, il m'est impos-
« sible d'occuper Gray. »

A neuf heures quinze du soir, une nouvelle dépêche du préfet de la Côte-d'Or ne permet plus à M. de Freycinet de révoquer en doute ce que Luce-Villard lui a communiqué et qui, parlant du rôle de Garibaldi, ne se gêne pas pour dire :

« AVAIS ICI 20,000 GARIBALDIENS PRÉVENUS PAR MOI DEPUIS CINQ
« JOURS. »

Enfin Gauckler annonce à M. de Freycinet que Dijon est menacé, et, deux minutes plus tard, il lance un second télégramme, qui se termine par cette phrase : « *Mouvement s'accroît dans la direction des Vosges.* »

C'en est fait de l'armée de l'Est ! *Voilà à quoi LA COOPÉRATION CORDIALE de Garibaldi a abouti !*

Et Bordone, toujours de bonne composition, selon le mot d'ordre de Gambetta, tout en fumant des cigares exquis, essaie encore de donner le change, en rédigeant cette dépêche :

N° 746.

Dijon, le 17 janvier 1871, 9 h. 45 soir.

« *Chef d'état-major de l'armée des Vosges, à de Freycinet,*
« *Guerre, Bordeaux.*

« *Gray n'a jamais été menacé, ce n'est pas pour l'heure objectif*
« *ennemi ; et sa possession ne compromettrait en rien approvision-*
« *nements armée Bourbaki.*

« *C'est parce que je veille trop que je n'en dis pas davantage*
« *ce soir, et les dépêches qui ont provoqué celle qu'avez en-*
« *voyée au général, et à laquelle il a répondu autrement que*
« *je ne l'aurais fait moi-même, ne m'ont pas troublé un seul*
« *instant ; ai répondu à ce sujet à Bombonnel, préfet, Pellis-*
« *sier, etc., mais surtout à administration de chemin de fer*
« *qui nous cause les plus grands ennuis. — L'ordre d'arrêter*
« *convois et évacuer gares était stupide, mais entre autorité, divi-*
« *sion, subdivision, préfet et tant d'autres, on ne sait à qui s'en*
« *prendre. — Soyez tranquille, à demain matin. »*

Ainsi le chemin de fer était cause de cela, et pour faire plaisir à Bordone, les agents de la Compagnie auraient dû laisser tomber les convois, même celui d'artillerie et de munitions, aux mains de l'ennemi. Quant aux autres récriminations elles ne sont que la répétition obligée de toutes celles que nous avons journellement signalées.

M. de Freycinet, s'apercevant enfin qu'il est la dupe de Bordone, le prend, un instant, sur un ton différent, et nous ne saurions trop l'en féliciter :

« *Le général Garibaldi me télégraphie que s'il doit défendre*
« *Dijon, il lui est impossible d'occuper Gray.*

« *Je respecte trop le général pour vouloir discuter avec lui*¹,
« *MAIS JE VOUS FERAI REMARQUER A VOUS-MÊME que sans occuper*
« *Gray, il est possible d'en faire respecter les abords, ET NAGUÈRE*

¹ Autant M. de Freycinet s'aplatissait devant Garibaldi, autant il était rogue pour les généraux français. (*Note de l'auteur.*)

« ENCORE VOUS ASSURIEZ QUE VOUS SAURIEZ COUVRIR LE PAYS,
« DE DIJON A LANGRES. Si, aujourd'hui, vous croyez ne pouvoir
« défendre que Dijon et s'il faut donner à Gray une garnison
« spéciale, *mieux vaut me le dire franchement*, j'aviserai, MAIS IL
« EST BIEN AVÉRÉ QUE VOS DÉPÊCHES ANTÉRIEURES ÉTAIENT ALLÉES
« TROP LOIN DANS LEURS PROMESSES. » (*Dép. n° 7212.*)

A onze heures cinquante, il s'adresse à Gauckler :

« Ta dépêche me prouve que le corps prussien qui passe près
« de vous, se rend à Gray sans que vous vous en soyez douté.
« Comment cela peut-il se faire ? *Hier encore le général Bor-*
« *done me disait que le préfet de Dijon était un ALARMISTE et que*
« *je pouvais être tranquille. Il résulte de là que vos reconnaissances*
« *se sont complètement mises dedans et vous y ont mis avec elles.*
« UNE AUTRE FOIS JE SERAI MOINS CONFIAINT. »

A minuit dix minutes, au reçu de la dépêche (n° 746) de Bordone, M. de Freycinet change de manière de voir vis-à-vis de ce dernier. Il espère encore que Bordone ne l'a pas aussi indignement trompé et lui télégraphie :

« Votre dépêche de ce soir, 9 h. 45, m'étonne. Néanmoins
« *je vous crois*, contre toute vraisemblance, *parce que vous avez*
« *montré une habileté supérieure.* J'attends donc tranquillement
« les renseignements promis pour demain. »

Ainsi le général de Manteuffel était sorti des défilés avec deux de ses corps d'armée, le 7^e et le 17^e; l'opération téméraire par laquelle il avait voulu aller au plus vite au secours du général de Werder se trouvait accomplie d'une façon inespérée, car elle n'avait coûté ni efforts, ni sacrifice. Garibaldi n'avait pas donné signe de vie dans les passages à traverser.

Dès lors, le général Manteuffel était le maître de joindre quand il le voudrait ses troupes à celles du général de

Werder; il ne devait pas trouver la vallée de la Saône mieux gardée que les défilés du Chatillonnais!

Nous lisons dans le tome II, page 179, du *Rapport* Perrot :

« Quant on apprit (à Dijon) que l'armée du général de Man-
« teuffel défilait en longues colonnes, et par petits groupes, à
« quelques lieues de la ville, sans rencontrer d'obstacles, tous
« les esprits s'émurent de l'inaction de l'armée des Vosges.
« L'émotion devint bientôt si vive que la presse la plus favo-
« rable à Garibaldi se crut obligée d'expliquer sa conduite;
« mais la façon dont elle essaya cette justification équivalait à une
« condamnation du général. « Il nous semble, disait le *Progrès*
« de la Côte-d'Or, le 17 janvier, qu'il était excessivement facile à
« nos braves et dévoués garibaldiens d'arrêter les minces colonnes
« ennemies, spécialement à Chanceaux et à Is-sur-Tille; ce sont
« probablement des raisons stratégiques qui les en ont détour-
« nés. Mais que les Dijonnais se rassurent, s'ils sont restés
« inactifs, c'est que probablement cela devait être... » Ce à quoi
« le *Progrès de Saône-et-Loire* ajoutait : « Que si on n'avait pas
« eu des motifs impérieux pour laisser passer ainsi les Prus-
« siens sans coup férir, ce serait une bien grande responsabilité
« pour nos auxiliaires ».

« Il fallait, dit M. Darcy, dans sa déposition, que l'exaspéra-
« tion publique fût bien grande pour que l'on fit de pareils
« aveux; mais la popularité de Garibaldi se rétablit plus tard.»

« La naïveté de ces justifications, continue le rapport, prouve
« que les amis confiants du général n'étaient pas dans le secret
« de ses pensées. Ils voyaient le fait, le parti pris de l'absten-
« tion, mais ils ne pouvaient pas supposer des MOTIFS COUPABLES
« à cette abstention, telle que ceux que l'*Enquête* a mis au jour. »

Cependant, nous allons voir Garibaldi se mettre à l'œuvre sous la pression de l'opinion publique, mais, à l'exemple de ses lieutenants et fidèle à la consigne qu'il leur a lui-même donnée, *il se retirera dès que les Prussiens s'approcheront.*

Mardi 18. — Le quartier général de Manteuffel est à Prauthoy. Le gros de l'armée allemande se masse entre Is-sur-Tille et Selongey. Les têtes de colonne atteignent Champlitte et Frettes.

A Dijon, le rappel des garibaldiens a lieu à six heures du matin. Lecture leur est faite du document suivant :

ORDRE DU JOUR DU 18 JANVIER 1871

« Le général Garibaldi à l'armée des Vosges.

« Tous les jours nos braves francs-tireurs présentent à la République de nouveaux trophées, en attendant que nous partagions tous, selon votre impatience et la mienne, leurs glorieuses fatigues.

« Jeunes miliciens de la sainte cause de la République, vous apprendrez à ses ennemis la différence qui existe entre l'esclave d'un despote et le champion de la liberté.

« Les redoutables soldats du roi de Prusse, jadis si fiers contre un tyran, commencent à plier devant les nobles défenseurs du droit et de la justice, et c'est à vous, génération prédestinée, que la fortune confie le soin, non seulement de débayer le sol de votre belle patrie, de l'envahisseur, mais d'établir sur des fondements solides les principes saints de la liberté et de la fraternité des Nations, que vingt siècles d'efforts des générations passées n'ont pu obtenir par la tenace et diabolique association du tyran et du prêtre.

« Les désastres sanglants que vient d'éprouver la France sont une dure et efficace leçon pour le sybaritisme que les rois voulaient imposer à votre noble pays.

« Mensonge et corruption, voilà le symbole de ces malfaiteurs; vérité et justice sont empreintes sur les oriflammes de nos jeunes légions, et le sang, les larmes, la désolation de deux grands peuples trompés, ont engendré cette ère nouvelle où la famille humaine oubliera ces pages ensanglantées de l'histoire qu'écriront avec le fer et l'encensoir, l'Empire et le noir reptile qui lui sert de piédestal.

« Presque à la fin de ma carrière, je suis bien fier de marcher à vos côtés pour servir la plus noble des causes, et
« confiant dans votre bravoure pour l'accomplissement de
« notre mission *humanitaire* ¹.

« 18 janvier 1871.

« GARIBALDI. »

Nous n'avons pas à relever ici toutes les sottises renfermées dans de pareilles élucubrations; mais nous ferons observer comme il messied à cet ignoble farceur et vieux scélérat de parler de *mensonge et de corruption* alors que ces mots sont l'exacte devise de sa bande éhontée.

Après audition de cet indigeste pathos, les troupes se divisèrent en trois colonnes et se mirent en marche sur les routes de Paris, de Langres et d'Is-sur-Tille.

Garibaldi se fit véhiculer jusqu'à Messigny; là, on le hissa sur une hauteur et dans le lointain il put apercevoir, au moins, les Allemands.

Laissons parler le commandant J. Garnier :

« Les officiers qui avaient faim et qui ne trouvaient rien à
« Messigny, dit-il dans son ouvrage intitulé : *Les Volontaires
« du Génie dans l'Est*, réclamaient à haute voix le retour. D'ail-
« leurs les paysans, dont la curiosité était saturée, n'admiraient
« pas leurs uniformes éclatants. Les ordres de retour à Dijon
« furent donnés et chacun s'y prépara. Mais il fallait que la
« dérision fût complète; ce fut en jouant, sur des airs faux,
« l'air patriotique de la *Marseillaise*, qui menait nos pères à
« la victoire, que nos défenseurs tournèrent volontairement le
« dos à l'ennemi.

« Toute la journée, les Allemands avaient suivi, non sans
« une évidente inquiétude, les mouvements de l'armée des
« Vosges, du haut des collines où ils étaient postés. Aucun

¹ « Mission humanitaire; humanité, » ce sont les mots de l'*Internationale*; nous les retrouverons encore dans d'autres documents émanant de Garibaldi.

« détail ne leur avait échappé; mais le soir, quand ils consta-
« tèrent d'une façon certaine la retraite de Garibaldi, quand
« ils entendirent surtout les sons joyeux de l'orchestre italien
« qui menaient la marche rétrograde, ils ne purent s'empêcher
« de rire comme des fous sur la place même du village, et s'éloi-
« gnèrent en haussant les épaules; ils allaient sans doute
« prévenir les généraux prussiens et les assurer qu'ils pou-
« vaient en toute sécurité continuer leur mouvement qui de-
« vait aboutir à la ruine de nos dernières espérances. »

Bordone n'était pas allé en promenade à Messigny; il avait à envoyer à M. de Freycinet les éclaircissements promis. Il se décida vers huit heures du matin et inventa deux dépêches, dont voici le résumé :

« On dit de Bordeaux qu'on n'admet pas qu'il y ait ici
« d'autre corps que celui du général Zastrow, et cepen-
« dant le 17, parmi les morts ennemis, se trouvaient des
« dragons du 15^e régiment qui font partie du 6^e corps.
« (*Dép.* n° 754.) — C'est parce que Bordone sait qu'on dé-
« fend mieux une ville en faisant respecter ses approches,
« qu'il n'a eu hier aucune crainte pour Gray. Il ne sait
« d'ailleurs qui a donné à Bombonnel le commandement
« de Gray; trop de gens commandent autour de lui. C'est
« une fausse alerte qui a motivé la suspension des trains
« et l'évacuation du matériel. L'administrateur supérieur
« du Chemin de fer de Paris-Lyon à la Méditerranée,
« M. Audibert, est mal intentionné, sinon dangereux. Gray
« n'est pas menacé. L'objectif de l'ennemi tend à enve-
« lopper Bourbaki et à le rejeter sur la frontière. Les dé-
« monstrations des Allemands ont eu pour but de masquer
« la marche lente et embarrassée de 40 à 45,000 hommes.
« Partout où l'ennemi a rencontré les garibaldiens, il a
« essuyé des échecs. »

Bordone a soin de ne pas indiquer où ces échecs imaginaires et imaginés ont eu lieu.

Il n'hésite pas à accuser les mobilisés de ne « *savoir ni se garder ni combattre* », visant par là le général Pellissier et oubliant que c'était là, au contraire, les reproches mérités que l'on pouvait adresser aux troupes de Garibaldi.

Il continue en prétendant qu'il espérait, la veille « *sur-* « *prendre de nombreux équipages de ponts, mais que la* « *panique des gens de Dijon, les obsessions des fonction-* « *naires sur lesquels il ne croit pas avoir d'autorité suf-* « *fisante et dont quelques-uns préparaient déjà leur re-* « *traite*, l'ont obligé à surveiller plus attentivement les « *environs et Dijon même* ».

Si nous ne partageons pas les idées politiques des magistrats et fonctionnaires dijonnais de 1870-1871, nous rendons néanmoins un sincère et impartial hommage à leur admirable patriotisme ainsi qu'à celui de leurs administrés. Peu de villes ouvertes ont résisté, comme Dijon, à l'invasion allemande, peu de magistrats et fonctionnaires ont su imposer le respect même aux cohortes prussiennes. D'un infâme trait de plume Bordone voudrait anéantir l'héritage glorieux qu'ils ont laissé à la génération future !

« *Ai en moi, dit-il, confiance nécessaire pour agir sans rien* « *compromettre, mais me défie aussi assez de moi, pour ne* « *pas rejeter autres avis, quand je les vois groupés et presque* « *systématiquement contraires aux miens. Ai dans événements* « *à venir plus de confiance que jamais et ne redoute pas juge-* « *ment final; raisonnant a posteriori, personne n'a encore* « *droit de dire que je me suis trompé, et si, à Besançon, Gam-* « *beta nous avait écouté, ces pays n'auraient pas été occupés* « *et aurions Vosges et duché de Bade, depuis longtemps.* »

Quelles calembredaines !

Enfin, la question de la dictature de Garibaldi revient sur le tapis :

« Ne veux pas plus me séparer de Garibaldi que lui de moi.
« On lui a, pour motifs que je ne veux pas discuter, *refusé*
« *autorité officielle sur chefs français*, qui ont toujours subi
« son autorité moralement quand ont été en contact avec lui.
« Il est temps encore, c'est peut-être plus utile que jamais.
« *Seul, avez su nous juger et nous apprécier; en sommes fiers et*
« *ferons honneur à notre parrain*. C'est demain matin que je
« fais mouvement; espère que vous serez satisfait. » (*Dép.*
n° 752; Dijon, 18 janvier 1871, 8 h. 40 matin.)

Seul, M. de Freycinet a su juger et apprécier Garibaldi, Bordone et leur troupe. Voilà qui ne prouve guère en faveur de sa perspicacité.

Cette seconde dépêche se croisa avec celle-ci répondant à la première expédiée, le 18, par le chef d'état-major de Garibaldi et portant le numéro 754.

N° 7290.

Bordeaux, le 18 janvier 1871, 10 h. 10 m.

« *Guerre à général Bordone, Dijon.*

« Vous m'avez annoncé des renseignements qui ne sont pas
« parvenus. En revanche, par une dépêche de ce matin 8 h. 50,
« vous me dites avec un calme parfait que « Bordeaux n'ad-
« met pas qu'il y ait là-bas d'autre corps que celui de Zastrow
« et que cependant parmi les morts, il y a des dragons du
« 6^e corps ». Vous avez oublié sans doute que c'est vous-même
« qui, hier, le souteniez en traitant d'alarmiste le préfet de
« Dijon, qui malheureusement y a vu plus clair que vous. Vous
« avez laissé passer deux corps d'armée, près de vous, sans les
« inquiéter, et on doit supposer à votre décharge sans les voir.
« Si vous ne devez pas faire un plus actif usage des troupes
« que vous avez, dites-le, et nous disposerons directement de
« vos mobilisés. Il est bien malheureux que l'illustre Garibaldi
« soit souffrant; car sûrement ces mécomptes ne nous arrive-

« raient pas. *En résumé, je vous demande si vous pouvez et voulez vous jeter au travers de l'ennemi qui circule entre Dijon et Gray, de manière à troubler sa marche et à protéger les positions de Gray et Dijon.* »

Bordone se sentant éperonné plus que de coutume, regimbe :

N° 774.

Dijon, le 18 janvier 1871, 1 h. 55 soir.

« *Chef d'état-major à de Freycinet, Guerre, Bordeaux.*

« Votre dépêche n° 7290, prouve que vous n'aviez pas encore reçu dépêche plus longue expédiée avant. Général est absent¹ ; à sa rentrée lui communiquerai votre dernière. S'il a été souffrant à Autun, sans jamais perdre activité et lucidité d'esprit², et si pendant ce temps moi et ceux qui l'entourent avons redoublé d'ardeur pour service de la République³, il est aujourd'hui plus valide et plus impatient que jamais de rendre de grands services. »

Bordone discute à propos du corps de Zastrow ; puis, il prétend que : « l'ennemi ne songe ni à *Dijon*, ni à *Gray*, et que les garibaldiens vont arrêter la colonne allemande qui est à Is-sur-Tille ».

M. de Freycinet n'a pas encore désarmé ; à trois heures du soir, il donne cette nouvelle leçon au général-apothicaire :

« Votre dépêche détaillée de 8 heures me fait plaisir. *Je persiste néanmoins à penser que vous auriez pu troubler davantage*

¹ Garibaldi était allé voir les Prussiens, depuis Messigny.

² Les allégations de Bordone ne concordent pas avec les dépêches de Gauckler, le récit du capitaine de vaisseau César Pradier, etc.

³ Bordone regardait-il comme un redoublement d'ardeur l'inaction de ses troupes pendant tout le mois de décembre et la première quinzaine de janvier ?

« *l'ennemi et nous aviser plus tôt de cette marche, que très cer-*
« *tainement vous n'avez cru ni si rapprochée de vous, ni si considé-*
« *rable. J'AI PLEINE CONFIANCE EN VOTRE TALENT, QUE JE RECON-*
« *NAIS MÊME EXCEPTIONNEL. Mais le talent ne suffit pas, il faut*
« *aussi vouloir. Je crois donc que si vous le voulez, et j'espère*
« *que vous le voudrez, vous pourrez faire plus de mal à l'en-*
« *nemi. Quant aux avis d'autrui qui vous déroutaient, je m'é-*
« *tonne que vous y ajoutiez foi. Un bon général comme vous croit*
« *à ses propres renseignements et non à ceux des autres. »*

Le talent de menteur du bon général était exceptionnel, en effet.

Bordone avise M. de Freycinet que désormais il rédigera avec Gauckler le résultat des reconnaissances de la journée et lui annonce une lettre de Garibaldi. Le chef d'état-major ne sera responsable que de ce qu'il signera.

Deux batteries de 12, mais sans attelages ni servants, sont arrivées par le chemin de fer, à Dijon.

Jeudi 19. — Conformément à la promesse contenue dans l'une de ses dépêches de la veille, Bordone envoie des troupes en marche militaire sur les routes d'Ahuy, de Messigny et Norges. Deux compagnies de francs-tireurs du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne ne consentent à partir qu'après avoir reçu des chaussures.

Un escadron de lanciers polonais est formé. La 1^{re} légion des mobilisés de l'Isère (colonel Bleton) arrive ; elle est incorporée dans la 1^{re} brigade.

Le 7^e corps de l'armée allemande est à Dampierre et à Vaite. La 5^e brigade du 2^e corps occupe Gray, qui ne résiste pas. Nous voudrions bien savoir ce que M. de Freycinet pensa des « bordonades » en apprenant cette nouvelle si grave et si peu conforme à ce que prétendait croire l'exceptionnel chef d'état-major de l'armée des Vosges.

Le général de Manteuffel établit son quartier général à

Fontaine-Française, d'où le colonel garibaldien Lobbia a détalé sans plus tarder.

Garibaldi et Bordone se préoccupent... de la question du commandement; M. de Freycinet perd patience et répond :

« Je ne comprends pas les incessantes questions que vous
« me posez pour savoir qui commande; *non plus que les diffi-*
« *cultés qui surgissent toujours au moment où, dites-vous, vous*
« *allez faire quelque chose.* La situation est bien simple, vous
« commandez l'ancienne armée des Vosges et les mobilisés de
« l'Isère. Vous avez pleins pouvoirs pour défendre tout le pays
« et vous jouissez exactement des mêmes prérogatives que tous
« les commandants en chef. *Vous êtes le seul qui invoquiez sans*
« *cesse des difficultés et des conflits pour justifier sans doute VOTRE*
« *INACTION.* Je ne vous cache pas que le Gouvernement est fort peu
« satisfait de ce qui vient de se passer. Vous n'avez donné à
« l'ARMÉE DE BOURBAKI AUCUN APPUI et VOTRE PRÉSENCE A DIJON A
« ÉTÉ ABSOLUMENT SANS RÉSULTATS pour la marche de l'ennemi de
« l'ouest à l'est. EN RÉSUMÉ MOINS D'EXPLICATIONS ET PLUS D'ACTES,
« VOILA CE QU'ON VOUS DEMANDE. » (*Dép. n° 7913.*)

Il y a longtemps que M. de Freycinet aurait dû tenir ce langage ferme et digne.

Bordone avait réclamé et obtenu, pour l'état-major garibaldien, la direction des travaux de fortifications destinées à la défense de Dijon et cela uniquement par jalousie vis-à-vis du général Pellissier et du commandant du génie Chenot.

Le 19, à quatre heures du soir, le général Pellissier, soucieux de couvrir Dijon, réclame au ministre le renvoi du commandant Chenot à Dijon, les garibaldiens ne s'occupant pas de ces ouvrages, d'autant plus nécessaires que l'ennemi se rapproche.

A neuf heures du soir, Gauckler est obligé d'annoncer à M. de Freycinet, que 1,500 Prussiens couchent à Is-sur-

Tille, tandis que 2,000, avec six pièces de position, ont passé à Semur, avec 80 voitures de réquisition, venant de Senailly; moitié ont pris la route de Semur, moitié la route de Vitteaux.

Telle était la situation le 19 à minuit!

« Prévenu dès le 9 janvier, comme cela est péremptoirement
« prouvé, de la marche des corps prussiens, Garibaldi, dit l'un de
« ses anciens officiers d'état-major, M. Middleton, pouvait, avec
« un corps de 20,000 hommes (pris parmi les 35,000 qu'il
« avoue lui-même avoir à cette époque sous son commande-
« ment dans la Côte-d'Or), écraser successivement, tous, ou
« une grande partie des détachements prussiens; en tous cas,
« il est certain qu'il pouvait arrêter au moins huit à dix jours
« la marche de Manteuffel, et cet arrêt, c'était le salut de
« l'armée de Bourbaki, ou tout au moins une retraite hono-
« rable vers Lyon, par la vallée du Jura, au lieu de l'épou-
« vantable désastre qui fut la conséquence des fautes de
« Garibaldi. »

Après avoir traversé la grande route de Dijon à Langres, avec ses troupes, le général de Manteuffel détacha la brigade Kettler vers la capitale de la Bourgogne. Ce général avait pour mission non de prendre Dijon, mais de garantir les troupes de Manteuffel contre l'armée des Vosges, en amusant celle-ci. Garibaldi ne se douta pas plus du motif pour lequel il était assailli que du nombre de ses adversaires. Il ne vit pas, ou ne voulut pas voir, que Manteuffel faisait exécuter à ses troupes un mouvement de conversion à droite de manière à porter successivement sur les deux lignes de chemin de fer qui remontent à Besançon, l'une par Dôle, l'autre par Lons-le-Saulnier et Mouchard.

Vendredi 21. — Par ordre de Garibaldi défense est faite de sonner les cloches à Dijon, sous prétexte que c'est

un moyen de correspondre avec l'ennemi ! Arrivée des mobilisés de l'Ain, de l'Hérault et de l'Isère (2^e bataillon).

A 6 heures du soir, Bordone télégraphie à M. de Freycinet :

« NE POURRIONS LAISSER DIJON ENTRE MAINS D'AUTORITÉS
« CIVILES ET MILITAIRES INCAPABLES ET MAL INTENTION-
« NÉES. » (*Dép. n° 7214.*)

C'est ainsi que Bordone ose accuser les chefs français et les représentants de l'autorité.

A 7 heures, le préfet de la Côte-d'Or signale au Gouvernement le passage des forces allemandes dans la région et dit :

« Ici 15 à 20,000 garibaldiens qui semblent inactifs et qui
« auraient pu défendre le passage de la Saône, de Gray à
« Auxonne. » (*Dép. n° 120.*)

Quelques minutes plus tard, Bordone se vante, auprès de M. de Freycinet, d'avoir, à très peu de « chose près », fait achever les travaux de défense de Dijon. Il a dû tout modifier ou défaire ; le commandant « Chenot lui est absolument inutile », pour ne pas dire autrement. Il envoie procès-verbal de ce qu'il a trouvé en arrivant et ce qu'il a ordonné d'exécuter. M. de Freycinet jugera.

L'histoire, elle aussi, a jugé Bordone, Garibaldi ; son verdict les a déclarés coupables de haute trahison.

La brigade de Kettler, l'incendiaire d'Avallon, arrive à Saint-Seine-l'Abbaye. Des coups de feu sont tirés sur ses éclaireurs par des francs-tireurs. Les Allemands font des perquisitions et fusillent devant sa porte M. Verrière, chez lequel ils ont trouvé un fusil de chasse. Ils mettent le feu à la maison de M. Maître.

Kettler reçoit l'ordre d'attaquer Dijon, dans la journée

du 21, pour masquer la marche du 2^e corps, qui doit s'avancer jusqu'à Dôle. La 7^e brigade (général du Trossel) est à Mirebeau.

Samedi 21. — En exécution des ordres qu'il a reçus, Kettler se dispose à inquiéter Dijon. Ses troupes s'avancent sur trois colonnes : la première, par Pasques et Neuvon, sur Plombières; la deuxième par la route de Paris sur Dijon; la troisième, par le Val-Suzon sur Messigny. Les avant-postes garibaldiens avaient tous été facilement refoulés par ces colonnes.

M. de Freycinet envoie à Bordone un télégramme, dans lequel il lui dit :

« Vos dépêches ne répondent nullement aux miennes. Je
« ne vous demande aucunement de quitter Dijon et de laisser
« les pièces de position sans canonniers. — Je vous ai seule-
« ment demandé, tout en conservant votre quartier général à
« Dijon, avec les éléments suffisants, de diriger de fortes expé-
« ditions en travers de l'ennemi pour l'inquiéter et peut-être
« rompre ses longues mais minces colonnes. — C'est ce que
« vous n'avez jamais voulu comprendre pour vous dispenser
« sans doute de le faire. En ce moment même vous pourriez
« faire d'utiles diversions sur votre gauche et vous ne bougez
« pas, vous bornant à m'annoncer avec persistance la pré-
« sence du prince Charles, lequel est notoirement au Mans.
« Cela prouve que vos éclaireurs n'éclairent pas et vous en
« font accroire. Si cela doit continuer, je déclinerais, quant à
« moi, devant le Gouvernement, toute responsabilité de votre
« coopération et le Gouvernement avisera. J'avoue que j'at-
« tendais autre chose de vous dans cette campagne et que je
« regrette d'avoir aussi chaudement pris votre parti, dans
« l'espoir où j'étais que cela vous déciderait à une action pa-
« triotique qui eût fait tout oublier. » (*Dép.* n° 7962.)

Si cette dépêche fut interceptée par Gauckler, qui prétendait qu'au moment où elle était arrivée à Dijon, Bor-

done était au feu, elle n'en a pas moins été envoyée et elle indique quels étaient les sentiments de M. de Freycinet, qui commençait à voir clair dans la comédie garibaldienne.

Laissant de côté les mensonges inventés par Garibaldi et ses historiens fantaisistes, nous empruntons au rapport de M. Perrot, c'est-à-dire à l'Enquête Parlementaire elle-même, le récit des combats livrés sous Dijon.

« Le 21 janvier, pendant que l'avant-garde du général de
« Manteuffel était à Dôle, Kettler se porta résolument sur la ville
« elle-même (Dijon), malgré la disproportion de ses forces, et
« franchissant le vallon escarpé du Val-Suzon, qui faiblement
« gardé fut à peine disputé. Un combat sérieux s'engagea à
« cheval sur la route de Chatillon, d'abord à Daix, puis à
« Talant et à Fontaine. L'attaque était plus audacieuse qu'ha-
« bile, car elle se présentait par le côté le plus fort de la ville.
« La nuit mit fin au combat. Bien que cette affaire n'eût rien
« de décisif et qu'on se fût battu bravement des deux parts,
« les Prussiens avaient obtenu un avantage relatif; le général
« Bossack avait été tué au commencement de l'action, et nous
« avions été forcés de nous replier assez près de la ville pour
« qu'à la faveur de la nuit les patrouilles allemandes se fus-
« sent rencontrées avec les nôtres à un kilomètre de l'octroi,
« et pour qu'on eût essayé d'intimider la municipalité par une
« menace de bombardement, menace restée sans effet. Dans
« la nuit une légion de mobilisés de Saône-et-Loire, laissée en
« l'air dans le village d'Hauteville, par la faute de l'état-major
« garibaldien, malgré les avis du général Pellissier, avait été
« surprise et ramenée dans le plus grand désordre. La bri-
« gade Kettler se sentant trop faible pour tirer parti de ce
« succès, le lendemain se reportait en arrière. Tous les docu-
« ments recueillis par l'Enquête sont d'accord pour prouver
« que cette attaque avait été faite par trois ou quatre batail-
« lons ennemis contre 20,000 hommes.

« Une autre fraction de la brigade Kettler revenant d'escorter

« un convoi vers Is-sur-Tille, avait pris part à l'attaque de
 « Dijon en s'avancant par la route du Nord. Déjà même pen-
 « dant que le corps principal entraînait en action sur la route du
 « Val-Suzon, ce détachement s'était emparé de l'importante
 « position de Messigny, qui n'était occupée que par des com-
 « pagnies de volontaires du génie; mais la brigade Ricciotti,
 « qui opérait une reconnaissance de ce côté, étant survenue à
 « propos, reprit bravement ce village. Le commandant auxi-
 « liaire du génie, M. Garnier, témoin et acteur dans cette
 « affaire (Voir son livre, pages 244 et suiv.), assure que le fils
 « du général Garibaldi, au lieu de mettre à profit cet avantage, fit
 « rebrousser chemin à ses 4,000 ou 5,000 hommes, regagnant pré-
 « cipitamment Dijon, comme s'il obéissait à ses instructions, ou
 « comme s'il craignait de se trouver engagé dans une lutte sérieuse.
 « Les Prussiens purent donc rentrer immédiatement à Messigny.
 « Intimidés par cette rencontre fortuite ils n'osèrent pas con-
 « tinuer leur mouvement offensif, qui au dire du commandant
 « Garnier, aurait pu devenir fort compromettant pour la ville,
 « et le soir même ils poussèrent la prudence jusqu'à retour-
 « ner en arrière, à Savigny-le-Sec. »

Le soir du 21, M. de Freycinet qui, deux heures aupa-
 ravant, adressait à Bordone une dépêche empreinte du
 plus vif mécontentement, informé du résultat (embelli à
 dessein) du premier combat sous Dijon, répondait ainsi
 qu'il suit :

N° 7271.

Bordeaux, le 21 janvier 1871, 10 h. 40 s.

« Guerre à général Bordone, Dijon. Urgence.

« Votre dépêche de ce soir, 6 h. 15, me réconcilie avec vous.
 « J'avoue que je commençais à perdre ma confiance, mais enfin
 « je retrouve la brave armée de Garibaldi et son habile chef
 « d'état-major. — Général Bordone, vous pouvez nous rendre de
 « grands services. Sutez vos inspirations naturelles et vous vous
 « en félicitez vous-même plus tard. — Remerciez de ma part
 « l'illustre Garibaldi de la lettre qu'il a bien voulu m'écrire
 « le 18. Je l'ai reçue ce soir seulement. »

Comme ce nouveau témoignage de la sincère naïveté du délégué à la Guerre dut faire rire Bordone! Gauckler, fidèle aux procédés garibaldiens, avait accusé les mobilisés de s'être mal conduits; le général Pellissier, pour réagir en leur faveur et rétablir la vérité, télégraphia à Lyon et aux préfet et sous-préfets de Saône-et-Loire qu'ils ont, au contraire, mérité l'approbation de tous ceux qui les ont vus. Il leur envoya ensuite ce second télégramme :

« Journée du 21 janvier glorieuse, mais sanglante pour les
« mobilisés de Saône-et-Loire. 1^{re} légion d'Autun en position,
« mais n'a pas été attaqué. — 2^e légion, 1^{er} bataillon, capitaine
« Mellinot, blessé grièvement, lieutenant Armangion, tué;
« 39 hommes morts, blessés ou disparus. — 3^e légion, Morin,
« docteur, chirurgien-major, Million, aide-major, 2 muletiers,
« 4 infirmiers avec brassard, tous les 8 assassinés par les Prus-
« siens au moment où ils pensaient les blessés ¹. Baudot, ser-
« gent-major, tué; Braconnier, chef de bataillon, disparu;
« 140 hommes disparus, officiers et soldats disparus. — 4^e lé-
« gion, 1^{er} bataillon, 10 hommes tués ou blessés. — 3^e batail-
« lon ne connaît pas encore ses pertes. »

La dépêche de Gauckler contraignit le général Pellissier à défendre encore ses mobilisés, les « *mendiants de Saône-et-Loire* », auprès du Gouvernement, et de lui dire :

« Celui qui accuse les mobilisés d'avoir joué un rôle nul
« dans la bataille de Dijon, journée du 21, est un infâme ca-
« lomniateur. J'en appelle à Garibaldi, au préfet de la Côte-
« d'Or, à tous ceux qui les ont vus à l'œuvre; les mobilisés
« ont conservé leurs positions toute la journée, toute la nuit...
« La 3^e légion des mobilisés de Saône-et-Loire, colonel For-

¹ Un officier allemand, dit M. Clément-Janin, présida à cette boucherie.

« nel, s'est établi, avec audace, sur le flanc gauche de l'en-
« nemi, s'y est maintenu jusqu'à minuit, il n'a pu être délogé
« que par des forces très supérieures, après une perte de
« 1 officier supérieur, 2 docteurs, 2 muletiers, 4 infirmiers,
« 140 officiers ou soldats; deux autres légions de Saône-et-
« Loire ont aussi fait des pertes sensibles, mais dont nous ne
» connaissons pas encore toute l'étendue. Toutes les autres
« légions, tant celles du Jura que celles de l'Ain, ont conservé
« leurs positions. Toutes n'ont pas été attaquées, mais celles
« qui l'ont été se sont bravement défendues... » (*Rapp. Perrot*,
t. II, p. 726.)

Les Prussiens avaient atteint leur premier but, car Dôle fut surpris par l'avant-garde du 2^e corps, qui captura plus de 200 wagons chargés pour l'armée de l'Est et se rendit maîtresse du grand pont du Doubs demeuré intact.

Avec un chef intelligent et habile, nos troupes auraient certainement fait échouer la manœuvre de Manteuffel. On rapporte que, en apprenant l'incurie et la bévue de Garibaldi, M. Friant, intendant de l'armée de l'Est, s'écria, en s'arrachant les cheveux : « *Comment peut-on confier de ces missions à un général aussi nul !* »

Dimanche 22. — Des canons sont installés à Bel-Air et à Montchapet. Plusieurs barricades sont construites. Les murs des clos situés du côté de Fontaine et de Talant sont crénelés.

« A onze heures du matin, « Kettler essaya de renouveler
« son attaque, en se portant plus à gauche, pour tourner les
« positions qui l'avaient arrêté. La lutte fut moins chaude et
« moins longue que la veille, mais elle donna lieu cependant à
« des combats partiels qui firent honneur aux francs-tireurs et
« aux mobilisés du général Pellissier. L'ennemi s'était avancé ré-
« solument jusqu'aux portes de la ville, il dut abandonner les
« positions dont il s'était emparé. La population voyant les

« assaillants s'éloigner vers la fin du jour, dut se croire délivrée
« et salua avec des cris de joie le général Garibaldi comme son
« sauveur.

« De même que la veille, on avait conduit, EN VOITURE, Ga-
« ribaldi à Talant, point culminant, d'où il pouvait suivre toutes
« les péripéties du combat.

« Il eût été facile de deviner la faiblesse numérique de l'as-
« saillant; il eût été facile au général Garibaldi, qui disposait
« de troupes fraîches, en assez grand nombre, d'inquiéter le
« général Kettler dans sa retraite. Il ne le fit pas et le général
« Kettler revint une troisième fois à la charge, accomplissant
« jusqu'au bout la mission qui lui avait été donnée d'occuper
« et de retenir, avec ses 6,000 ou 8,000 hommes, l'armée de
« Garibaldi tout entière, pendant que le général de Manteuffel
« exécuterait son opération dans l'Est. » (*Rapp.* Perrot, t. II,
p. 147-148.)

Le 22, M. de Freycinet, au nom du Gouvernement,
télégraphiait à Garibaldi :

« Le Gouvernement de la République est heureux de vous
« remercier par ma voix et de féliciter l'armée des Vosges de
« sa brillante conduite dans la journée d'hier. » (*Dép.* n° 7,483.)

*
* *

« Illustre général, je suis heureux de vous féliciter pour le
« magnifique succès que vous venez de remporter encore au-
« jourd'hui. Je n'oublie pas votre chef d'état-major qui, j'en
« suis sûr, vous a bien secondé. La République française vous
« est reconnaissante de ce que vous avez fait pour elle. C'est
« une belle page de plus à ajouter à votre histoire militaire
« déjà si glorieuse. » (*Dép.* n° 7,758.)

Le général Pellissier recevait aussi ces deux télé-
grammes :

« On m'apprend à l'instant que vos mobilisés ont été calom-

« niés hier et qu'ils se sont au contraire vaillamment battus,
« j'en suis extrêmement heureux et je m'empresse de vous en
« féliciter. — C. DE FREYCINET. » (*Dép.* n° 1,221.)

*
* *

« On m'annonce que les mobilisés que vous commandez se
« sont brillamment conduits. Je vous en félicite et je vous
« prie de féliciter vos troupes de la part du Gouvernement;
« proposez des récompenses pour ceux que vous en jugerez
« dignes. — C. DE FREYCINET. » (*Dép.* n° 7,759.)

Quelle était la conduite des garibaldiens, à Dijon ? La lettre suivante du général Pellissier, adressée à Garibaldi, va nous l'apprendre :

Dijon, 22 janvier 1871.

« Mon général,

« Investi du commandement de la subdivision militaire de
« la Côte-d'Or, chargé par conséquent de maintenir l'ordre
« dans la ville et la bonne discipline dans les troupes, il est
« de mon devoir de vous signaler des faits d'une gravité ex-
« ceptionnelle et que vous eussiez réprimés vous-même s'ils
« étaient venus à votre connaissance. Depuis plusieurs jours
« déjà, des rapports me sont adressés par les commandants
« de mes légions ou par des citoyens notables de la ville. Tous
« me signalent, avec une insistance croissante, des faits déplo-
« rables et qui dégénéreraient bientôt, s'ils ne sont pas poursuivis
« avec la dernière rigueur, en actes de véritable brigandage.
« Déjà j'ai donné aux chefs de corps sous mon commandement
« les ordres les plus sévères. Des rondes, des patrouilles doi-
« vent circuler toute la nuit et prévenir de nouveaux dé-
« sordres.

« Mais mes efforts seront inutiles, mon général, si vous ne
« me prêtez votre concours et si vous ne prenez pas à l'égard
« des soldats de votre armée, cantonnés à Dijon, des mesures
« promptes et énergiques. Depuis longtemps déjà, des hommes

« sous votre commandement sont devenus le scandale de la
« ville et en deviendront bientôt la terreur si vous n'y mettez
« ordre sans délai. Des demi-mesures ne sauraient suffire et
« l'indulgence serait une faute. Il ne s'agit pas seulement de
« faits isolés, mais d'actes multiples, répétés chaque jour. Le
« soir, les rues de la ville cessent d'être sûres pour les habi-
« tants ; des passants sont insultés, maltraités même, par des
« hommes portant l'uniforme de votre armée ; des maisons
« où vos soldats ont été accueillis avec empressement, ne sont
« pas même respectées par eux et deviennent le théâtre de
« désordres honteux, quelquefois même de graves violences.
« Des tentatives de vol sont commises, non seulement au pré-
« judice des particuliers, mais des colonels commandant les
« légions mobilisées ont failli en être victime ; des soldats de
« mes légions ont été attaqués et frappés ; bien plus, des balles,
« par imprudence, je veux bien le croire, ont été tirées, par
« des postes sous vos ordres, sur des officiers mobilisés.

« Vous comprendrez aisément, mon général, les consé-
« quences que peuvent avoir de si lamentables excès. On me
« signale de toute part une irritation croissante dans l'esprit
« de la population dijonnaise et qui menace de gagner les
« gardes nationaux mobilisés. Je ne puis répondre, si l'ordre
« le plus sévère n'est pas immédiatement rétabli, qu'il ne se
« produira pas des collisions déplorables entre des troupes
« poursuivant le même but, et qui ne devraient, dans les cir-
« constances où nous sommes, songer qu'à combattre l'ennemi
« commun. Je pourrais citer des faits nombreux ; les preuves
« sont entre mes mains...

« Agréé, etc.

Signé : « PELLISSIER. »

Les garibaldiens s'étaient trompés lorsqu'ils avaient cru pouvoir terroriser les Dijonnais comme l'avaient été les Autunois. Il en fut de même à Chalon-sur-Saône où, ainsi qu'à Dijon, les autorités civiles et militaires territoriales ne leur permirent pas de se livrer à leurs exploits favoris. Aussi le général Pellissier, le maire et le préfet

de Dijon, etc., furent-ils l'objet de toutes les dénonciations possibles de la part de l'état-major de l'armée des Vosges, dont les agissements malveillants à leur égard ont déjà été constatés plus d'une fois dans ce chapitre.

Non seulement le général Pellissier écrivit cette lettre à Garibaldi, mais, d'accord avec les autorités civiles, il fit remettre en liberté les sacristains qu'avaient incarcérés les gens de Bordone, sous prétexte qu'en sonnant pour les offices religieux ils communiquaient avec les Prussiens, et restituer à Sa Grandeur Mgr Rivet, de sainte mémoire, l'équipage qui lui avait été pris.

Lundi 23. — La journée débute par la communication d'une pantalonnade du *condottiere* :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Égalité. — Fraternité.

COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DES VOSGES

ORDRE DU JOUR

Du général Garibaldi.

Dijon, 23 janvier 1871.

« *Aux braves de l'armée des Vosges.*

« Eh bien ! vous les avez revus les talons des terribles soldats de Guillaume, jeunes fils de la Liberté !

« Dans deux jours de combats acharnés, vous avez écrit une page glorieuse pour les annales de la République, et les opprimés de la grande famille humaine salueront en vous, encore une fois, les nobles champions du droit et de la justice.

« Vous avez vaincu les troupes les plus aguerries du monde, et cependant vous n'avez pas exactement rempli les règles qui donnent l'avantage dans la bataille.

« Les nouvelles armes de précision exigent une tactique plus rigoureuse dans les lignes de tirailleurs ; vous vous

« massez trop, vous ne profitez pas assez des accidents de terrain, et vous ne conservez pas le sang-froid indispensable en présence de l'ennemi, de manière que vous faites toujours peu de prisonniers; vous avez beaucoup de blessés et l'ennemi, plus astucieux que vous, maintient, malgré votre bravoure, une supériorité qu'il ne devrait pas avoir.

« La conduite des officiers envers les soldats laisse beaucoup à désirer; à quelques exceptions près, les officiers ne s'occupent pas assez de l'instruction des miliciens, de leur préparation, de la bonne tenue de leurs armes, et enfin de leurs procédés envers les habitants qui sont bons pour nous et que nous devons considérer comme des frères.

« Enfin, soyez diligents et affectueux entre vous, comme vous êtes braves; acquérez l'amour des populations dont vous êtes les défenseurs et les soutiens, et bientôt nous secourerons jusqu'à l'anéantir, le trône sanglant et vermoulu du despotisme; et nous fonderons sur le sol hospitalier de notre belle France, le pacte sacré de la fraternité des nations.

« G. GARIBALDI. »

« Le Général chef d'état-major général,

« BORDONE. »

La fraternité des nations, telle était toujours la marotte du champion de la République universelle ! Les avis qu'il donne à ses troupes étaient inspirés par la démarche du général Pellissier, qui s'était courageusement fait l'interprète des griefs de tous les Dijonnais.

A deux heures, le général Kettler attaque une troisième fois Dijon; cette journée fut la plus sérieuse. Le rapport de M. Perrot est ainsi conçu :

« L'ennemi, gagnant à droite, prit pour objectif le côté de la ville où aboutit la route de Langres. Un moment le général Kettler put croire qu'il avait trouvé le point faible de la défense; ses troupes, après avoir refoulé celles de Ricciotti, commençaient à menacer sérieusement Dijon, lorsque les

« mobilisés du général Pellissier vinrent rétablir le combat et
« reprirent à la baïonnette le château et le parc de Pouilly ¹.
« La bataille, qui s'était étendue jusqu'au faubourg Saint-
« Nicolas, avait amené les assaillants si près des dernières dé-
« fenses de la cité, que toute la journée la population avait été
« sous l'empire de la plus cruelle anxiété. Quand la nuit vint,
« les Prussiens, après avoir fait ce suprême effort, se retirèrent
« battus et épuisés par leurs pertes, au point que le général
« Kettler dut borner désormais son rôle à occuper une posi-
« tion d'observation au nord de Dijon. »

Position, croyons-nous devoir ajouter, que les garibaldiens se gardèrent bien d'inquiéter dans la suite.

« Incontestablement, malgré quelques défaillances inévita-
« bles — avec la nature des troupes qui formaient l'armée de
« Dijon, — les trois journées de combat que nous venons de
« raconter avaient été honorables pour ceux qui y avaient pris
« part ; mais le retentissement exagéré que Garibaldi et son
« chef d'état-major donnèrent à cette affaire, dépassa toute
« mesure et chacun put croire, avec le Gouvernement de la
« Défense nationale, qui s'y laissa prendre, qu'il y avait eu une
« grande victoire remportée par Garibaldi sur une, et même
« sur plusieurs armées allemandes ² ; tandis qu'en réalité il

¹ Bordone avait, dans diverses publications, raconté les combats de Dijon de telle sorte, que le rôle des mobilisés s'y trouvait dénaturé au profit des troupes garibaldiennes. Il appartenait au général Pellissier de rétablir à cet égard la vérité, et c'est ce qu'il a fait dans une lettre adressée à Bordone. Il relève les inexactitudes commises et rappelle notamment que ce sont deux légions de mobilisés qui ont dégagé Ricciotti, au moment où, sans ce secours, il eût été sérieusement compromis. — Note du *Rapp.* Perrot.

² Bordone a affirmé dans son livre (page 227) que l'armée de Dijon avait eu affaire à *plus de 70,000 hommes*, et que, grâce aux habiles manœuvres du général Garibaldi, l'ennemi avait été obligé de se fractionner en trois colonnes, qui, réduites à l'attaquer séparément, furent successivement défaites!!

Il est difficile de présenter d'une manière plus inexacte des faits que tout le monde connaît ou peut connaître. Les 70,000 hommes dont parle Bordone sont ceux que le général Garibaldi

« n'y avait eu que le succès d'une armée de 30,000 à 40,000 combattants, défendant, dans de bonnes positions, une ville attaquée par 6,000 à 8,000 hommes ¹. »

Quoi qu'il en soit, la satisfaction fut grande à Bordeaux, quand on apprit ces succès inespérés dont le véritable caractère n'était pas connu ; l'explosion des félicitations officielles, auxquelles il donna lieu, fut d'autant plus vive qu'on venait d'éprouver une série de mécomptes qui commençaient à se traduire en récriminations.

Et puis comment ne pas y être trompé, lorsque l'on reçoit des dépêches pareilles :

« *L'ennemi se retire battu. Ricciotti a pris le drapeau du 61^e de ligne prussien...* — GAUCKLER. » (Dép. n° 7409.)

*
* *

« La déroute des Prussiens est complète... La brigade de Ricciotti Garibaldi s'est couverte de gloire. Elle a détruit le 61^e régiment d'infanterie prussienne. A son retour, j'ai embrassé Garibaldi avec effusion... L'héroïsme dans cette armée est à l'ordre du jour... Les mobilisés de la Haute-Savoie,

n'a pas voulu combattre; les habiles manœuvres dont il se vante, avaient consisté uniquement à se renfermer dans Dijon, dès que l'ennemi avait paru, et à le laisser passer.

¹ Tous les documents sont d'accords pour réduire à 6.000 ou 8,000 hommes, au plus, le chiffre des troupes prussiennes qui sont venues attaquer Dijon. Les livres allemands désignent les régiments qui ont pris part à l'opération. On peut aussi consulter les renseignements concordants qui se trouvent consignés notamment dans le livre de M. le colonel de Cognart, dans celui du commandant Jules Garnier, puis dans les dépositions du général Pellissier, de MM. Darcy, de Grancey et de Serres. La faiblesse numérique des troupes ennemies résulte d'ailleurs du fait même que le général de Manteuffel marchait en ce moment sur Dôle et Mouchard, avec tout son monde, et ne voulait ni ne pouvait faire à Dijon qu'une diversion sur laquelle Garibaldi n'aurait pas dû se méprendre.

« arrivés ce matin, sont allés au combat avec des fusils à percussion non rayés pour la plupart et y ont fait leur devoir.
« — SPULLER. »

*
* *

« Une troisième attaque du côté du nord depuis midi jusqu'à la nuit. Repoussée encore par nos braves. Notre quatrième brigade a enlevé un drapeau à l'ennemi, que je vous enverrai. — *Général GARIBALDI.* » (*Dép. n° 7421.*)

Dans son enthousiasme, Steenackers demandait, par le télégraphe, qu'on *embrassât*, pour lui, Garibaldi et Bordone. (*Rapport Perrot, t. II, p. 150.*)

L'ânesse de Balaam... non, le *juif* Crémieux voulut formuler lui-même ses félicitations au nom de la Délégation¹ :

« Ami, laissez-moi vous envoyer personnellement mes félicitations et mes joies sur votre belle victoire. Oui, vive la République! si bien défendue par le grand soldat qui porte si haut en ce moment le drapeau français, ajoutant une nouvelle gloire à tant de gloires. Honneur à vous, honneur à vos soldats garibaldiens, immobiles d'abord devant l'ennemi comme une muraille et se précipitant ensuite contre lui comme un flot, avec tous les nôtres, à qui vous avez communiqué votre fureur guerrière. Merci, cher Garibaldi, vous savez combien je vous suis affectionné! Continuez à vaincre! »

M. de Freycinet complimente Bordone :

« Vous m'aviez promis de me faire honneur, vous avez tenu votre parole largement. » (*Dép. n° 1250.*)

¹ Crémieux, dans sa déposition devant la Commission d'Enquête, a paru regretter les termes de cette dépêche qui n'était pas en harmonie avec la vérité des faits, tels qu'ils ont été connus ultérieurement; cette appréciation ne se retrouve pas dans le texte revu et corrigé de cette même déposition.

Et ce qui l'honore, il télégraphie presque en même temps au général Pellissier :

« En considération des succès qui viennent d'être rem-
« porté à Dijon par les troupes de Garibaldi et les vôtres,
« vous êtes nommé général de division à titre auxiliaire...
« — C. DE FREYCINET. »

Cette nomination devait atténuer les regrets cuisants qu'éprouva le général Pellissier contraint, par ordre formel de Bordone, de rester, pendant le combat, à la tête de la réserve sur la place Saint-Nicolas, à Dijon. En assignant ce poste au général français, le chef d'état-major de Garibaldi se flattait de prétendre ensuite que son rôle avait été absolument nul au moment du danger. Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur ce point.

Voici dans quelles circonstances le 61^e poméranien a perdu son drapeau :

« ... Dans une rencontre avec l'ennemi devant Dijon, la
« colonne dont M. Boismont ¹ faisait partie se trouva en pré-
« sence du 61^e prussien. Une lutte corps à corps s'engagea
« entre le porte-drapeau et le jeune maître d'études, qui, bien
« qu'agé de vingt ans à peine à cette époque, était doué d'une
« force peu commune. Le porte-drapeau fut terrassé. La lutte
« continua contre un officier supérieur prussien qui chargea
« quatre fois un « groupe de mobiles » pour reprendre le dra-
« peau et tomba enfin mortellement frappé.

« L'ennemi s'était retiré, et M. Boismont rentrait à Dijon
« avec ses camarades et son trophée, lorsqu'ils rencontrèrent
« Ricciotti, « à la tête de ses brillants écuyers de cirque, qui ac-
« couraient, comme presque toujours, lorsque la bataille était
« finie ». Avisant le drapeau, Ricciotti « s'en empara », jeta
« deux cents francs à M. Boismont, en lui proposant le grade de

¹ M. Boismont était, avant la guerre, maître d'études au lycée de Bourg. Il appartenait aux mobilisés et non aux garibaldiens.

« lieutenant dans une de ses compagnies. Le jeune homme
« refusa le grade; il ne réclamait que son drapeau; mais ce
« fut en vain, et la troupe empanachée rentra au galop dans
« la ville... » (*Lettre du capitaine de vaisseau César Pradier, faisant
alors fonction de général commandant les subdivisions de Saône-
et-Loire et de l'Ain.*)

Le témoignage de l'honorable marin ne peut être révoqué en doute; il est bien l'expression de la vérité; tous les mobiles et les mobilisés, si maltraités par Garibaldi, en déposeraient de même.

D'après le rapport du grand état-major prussien, la défense de ce drapeau coûta aussi la vie au sergent Pionke, au lieutenant en deuxième Schulze, à l'adjudant-major de Puttkamer. (*Guerre franco-allemande, 2^e partie, pp. 1143, 1144, 1145.*)

L'action eut lieu dans la cour de l'usine à colle forte ou à poudrette de M. Bargy, dont l'un des fils est maintenant député de Dijon et membre du comité de ladite statue à Garibaldi.

Gauckler, Bordone, Spuller, s'empressèrent de raconter ce brillant fait d'armes à leur manière et d'en rapporter tout l'honneur à Ricciotti.

Durant le cours de sa longue carrière, feu Victor Hugo négligea très rarement l'occasion de dire une ânerie. Il ne manqua pas à ce devoir de sa fonction de pontife révolutionnaire et garibaldien, le 8 mars 1871, à Bordeaux, pendant une séance de l'Assemblée nationale. Il osa, ce jour-là, dire — et combien d'autres l'ont répété après lui ! — que Ricciotti Garibaldi, fils du « héros des deux mondes », était le seul officier combattant pour la France qui eût pris un drapeau aux Prussiens.

A la page 257 de sa *Guerre en Province*, M. de Freycinet, qui sait le contraire, attribue aussi cette action à Ricciotti !!

Bordone a réédité tous ces mensonges, lors de l'entretien qu'il eut, en septembre dernier, avec M. Boyer d'Agen, rédacteur au *Gil Blas*. L'article que ce journal publia, le 24 septembre 1891, démontre combien Bordone était resté habile dans l'art de déguiser et de draper la vérité. Il aurait pu avoir moins de pudeur, d'autant plus qu'au *Gil Blas* on est bien habitué aux nudités !

Cette journée du 23 janvier valut à Gauckler la croix d'officier de la Légion d'honneur.

Garibaldi avait été complètement joué. Ce qui ne l'empêcha pas d'ériger en un triomphe magnifique la bévue grossière qu'il venait de commettre et qui coûtait à la France sa dernière armée : celle de Bourbaki.

Les rédacteurs du *Paris* ne sont pas plus ferrés que ceux du *Figaro* sur l'histoire de la guerre franco-allemande, au point de vue garibaldien du moins. Ainsi, dans le numéro du *Paris*, du 31 octobre 1890, M. E. Lepelletier, confondant Cremer avec Garibaldi, attribue à ce dernier le succès de la journée de Nuits, alors qu'il est resté bien paisiblement à Autun le 18 décembre 1870 !

M. E. Lepelletier dit, en propres termes, au sujet du condottiere :

« Les ruraux (Il s'agit des membres de l'Assemblée nationale et de la séance de la Chambre du 13 février 1871. — *Note de l'auteur.*) eurent une attitude indécente. Ce scandale (Le patriotique et légitime refus d'admettre parmi la représentation nationale Garibaldi. — *Id.*) et cette ingratitude envers le vainqueur de la bataille de Nuits motivèrent l'intervention de Victor Hugo. »

Ailleurs, M. E. Lepelletier prouve de nouveau son ignorance en écrivant :

« Certes Garibaldi n'a pas sauvé la France. Mais il a contri-

« bué à sauver l'honneur. Un seul drapeau prussien, durant toute la campagne, est resté entre nos mains, et c'est à Ricciotti Garibaldi *chargeant les Saxons à Chatillon-sur-Seine* que nous devons ce glorieux et unique trophée. »

Cette charge n'a existé que dans le cerveau de M. E. Lepelletier. Les Saxons, à Chatillon-sur-Seine, étaient au lit et furent, en grande partie, égorgés sans défense. (*Voir ici, page 143.*)

Quant au drapeau poméranien, nous avons établi comment il tomba aux mains de nos soldats pendant l'un des combats sous Dijon.

Là encore ne doit-on pas... admirer les nobles sentiments qui animent les thuriféraires de Garibaldi et M. de Freycinet? *Ce drapeau a été pris par un Français, et en quête de platitude ils s'empressent de mettre cette action au compte de Ricciotti!*

Décidément ces écrivains jouent de malheur quand ils veulent préciser un fait en faveur de leur idole. On serait presque tenté de croire qu'ils agissent constamment avec l'intention d'égarer l'opinion publique.

M. E. Lepelletier, qui a rapporté, en 1880, de Milan, un imprimé établissant « le culte, le fanatisme, la garibaldolâtrie », l'analyse ainsi :

« C'est un placard portant cet en-tête : « DOTTRINA GARIBALDINA », et ce sous-titre : « *Catéchisme dédié à la jeunesse italienne de quinze à vingt-cinq ans* ». C'est imprimé à Gênes, typographie Ricci, galerie Mazzini.

« Ce catéchisme est divisé en dix « *lezioni* » qui sont les « commandements de l'Eglise garibaldienne. C'est fort curieux comme parodie cultuelle.

« La première leçon est ainsi conçue par demandes et par réponses :

« D. *Faites le signe de la croix?*

« R. Au nom du Père de la patrie, du Fils du peuple, de l'Esprit de la liberté. Ainsi soit-il !

« D. Qui vous a fait soldat ?

« R. C'est Garibaldi qui m'a fait soldat.

« D. Pour quelle fin Garibaldi vous a-t-il créé soldat ?

« R. Garibaldi m'a créé soldat pour honorer l'Italie, l'aimer et la servir.

« D. Comment Garibaldi récompense-t-il ceux qui aiment et servent l'Italie ?

« R. Avec la victoire.

« D. Qui est Garibaldi ?

« R. Garibaldi est un esprit généreux, béni du ciel et de la terre.

« La « leçon » enseigne ensuite que Garibaldi s'est fait homme pour sauver l'Italie, battre les Autrichiens et chasser les Bourbons.

« La seconde leçon pose les commandements de Garibaldi qui sont vraiment extraordinaires en certains points.

« La leçon troisième débute ainsi :

« D. Quelles sont les vertus propres aux garibaldiens, sans lesquelles il est impossible de vaincre ?

« R. Il y en a trois : la foi, l'espérance et la charité.

« D. Dites la formule de l'acte de foi ?

« R. Je crois fermement en Garibaldi, qui récompense les vaillants et punit les lâches. Je crois en un seul Garibaldi, et qu'il est impossible qu'il en vienne un second.

« D. Dites la formule de l'acte d'espérance ?

« R. Mon Garibaldi, vous qui êtes puissant, généreux et bon, j'espère que vous me donnerez l'Italie libre que vous m'avez promise, et, pour la mériter, je serai un bon soldat sous votre direction et votre commandement.

« D. Dites la formule de l'acte de charité ?

« R. Mon Garibaldi, je vous aime plus que tout au monde, je vous aime pour toutes les victoires où vous m'avez conduit, pour celles où j'espère que vous me conduirez ; je vous aime principalement parce que vous êtes un héros digne par vous-même d'un

« amour infini, et pour l'amour de vous j'aime mes compagnons
« d'armes comme moi-même!... »

Salomon a déclaré, il y a bien des siècles, que : « Le nombre des sots est infini ! » La lecture d'un pareil catéchisme ne conduit-elle pas logiquement à cette conclusion : « La sottise humaine est sans limite ! » Nous en avons tiré, à dessein, du *Paris*, cette nouvelle preuve.

*
* *

L'armée de l'Est était tournée par Manteuffel. Plus de communications ! Plus de retraite possible ! il fallait capituler ou se jeter en Suisse. C'est ce dernier parti qui devait être adopté.

Les garibaldiens ne s'étaient battus à Dijon que parce que l'ennemi était venu les y chercher, et pendant les « victoires de l'armée des Vosges » le général de Manteuffel avait pu, tout à son aise, achever le mouvement prédit, chose singulière, par Bordone (*Dép.* n° 7758, reproduite ici, p. 254), et arriva jusqu'à Mouchard !

On sait maintenant comment les faits se sont accomplis ; on sait que Garibaldi aurait dû défendre d'abord les défilés de la Haute-Bourgogne, puis les passages de la Saône et les importantes positions qui se trouvaient en arrière de cette belle rivière. Après avoir commis la lourde faute de laisser passer l'ennemi sans essayer de l'arrêter, il aurait fallu au moins se jeter résolument sur les derrières du général de Manteuffel, afin de l'obliger à se retourner.

Garibaldi reste sans excuse, et les documents de l'Enquête parlementaire démontrent d'une façon péremptoire qu'il n'a ignoré ni les mouvements, ni les exigences militaires qui en résultaient pour lui, ni même la portée probable de la faute que volontairement il commettait.

La déposition de de Serres, écrasante pour Garibaldi, est, dit le Rapport de M. Perrot, *la condamnation de la combinaison imaginée par M. de Freycinet*, laquelle donnait à Garibaldi une action indépendante du commandement supérieur. C'était là la négation la plus absolue de tous les principes de la guerre : en supprimant l'unité de direction, on commettait une faute qui devait fatalement porter ses fruits.

M. de Freycinet, de son côté, n'a pas hésité non plus, en répondant aux questions qui lui étaient posées, à reconnaître devant la Commission d'Enquête que Garibaldi, en se bornant à attendre les Prussiens dans Dijon, *a manqué à une partie essentielle de sa mission, laquelle était d'empêcher, dans la mesure du possible, le passage des troupes allemandes à travers la Côte-d'Or.*

Nous avons reproduit toutes les dépêches échangées entre Garibaldi, son état-major et le gouvernement; elles ont fait connaître jour par jour, selon la succession des événements, l'impression produite au ministère de la Guerre suivant qu'elles étaient vraies ou fausses.

Nous avons montré l'imprudence commise par Gambetta et M. de Freycinet, lorsqu'ils remirent à Garibaldi un commandement indépendant; nous les avons vus obligés de compter avec les mauvais vouloirs de Bordone, obligés de céder devant un ultimatum de cet individu qui les menaçait de la retraite de son chef si on ne lui accordait pas toute satisfaction.

Nous avons raconté comment, le jour où il était absolument urgent que l'armée garibaldienne entrât en action, Bordone, se posant en mécontent, avait disparu, occupé à ses propres affaires et laissant son armée dans *un désarroi complet*. C'est l'expression de M. de Freycinet.

Au lieu d'intervenir sévèrement, vis-à-vis d'un homme qui se mettait au-dessus de toutes les règles de

la discipline, M. de Freycinet, subissant la situation qu'il avait créée, se borna à essayer de le rappeler à des meilleurs sentiments.

Enfin, en présence des exigences, des conflits, des difficultés qui se produisaient chaque jour, pour obtenir que l'armée des Vosges voulût bien enfin se transporter à Dijon, après des retards non motivés Gambetta et M. de Freycinet, à bout d'expédients, « avaient imaginé comme « dernier moyen de nommer général de brigade celui-là « même qu'on aurait dû punir, Bordone, qui s'était im- « provisé colonel de sa propre autorité ».

Le 23 janvier, le gouvernement crut à des victoires sérieuses, il en fut si heureux qu'il ne s'aperçut pas que la diversion ordonnée sur Dijon par le général de Mantouffiel consommait en ce moment même notre perte finale.

Rien ne démontre mieux l'erreur dans laquelle on était tombé à Bordeaux, que la dépêche adressée au général Bourbaki et lui demandant d'aller au secours de Garibaldi, comme si le véritable péril de la situation se fût tout à coup transporté à Dijon !

Mardi 24. — « Passant d'un extrême à l'autre et cé-
« dant une dernière fois aux écarts de son imagination,
« dit le Rapport Perrot, M. de Freycinet conçut une com-
« binaison nouvelle. Il manda ce qui suit à Gambetta,
« alors à Saint-Malô :

« Garibaldi a encore remporté un très grand succès hier.
« *C'est décidément notre premier général.* Cela fait un pénible
« contraste avec l'armée du général Bourbaki *qui piétine sur*
« *place* entre Héricourt et Beaumont. » (*Dép. n° 7278.*)

« Tout entier à son admiration, sans voir encore le danger
« de plus en plus menaçant de l'Est, il proposait de donner à
« son héros une partie des troupes de Bourbaki avec la direc-
« tion des opérations ultérieures ¹.

¹ Devant la Commission d'enquête sur les actes du Gouverne-

« Je crois, dit-il, que cette combinaison serait acceptée avec
« empressement par l'opinion, qui se montre très impressionnée
« des succès de Garibaldi. Je vous demanderai donc de m'au-
« toriser à prendre cette mesure, à laquelle j'attache une
« grande importance. » (*Id.*)

Enfin, s'enivrant de ses propres idées, M. de Freycinet terminait ainsi :

« *Je me fais fort, avec cette organisation, de reprendre les
« Vosges !* » (*Id.*)

ment de la Défense nationale, le général Chanzy a déclaré que
« Gambetta entendait volontiers raison ; c'était M. de Freycinet qui
« faisait les plans et les imposait aux généraux ».

La déposition du regrette général corrobore : 1° avec cette dépêche n° 7278 ; — 2° avec le télégramme n° 5586, reproduit également ici, page 118, et dans lequel M. de Freycinet dit à Cambriels : « JE VEUX CONNAITRE TOUS VOS MOUVEMENTS ET LES DIRIGER AU
« BESOIN » ; — 3° avec cette partie du *Rapport* Perrot. En 1888, à la suite de l'incident Camô, il a été une fois de plus prouvé que M. de Freycinet s'ingérait dans les opérations militaires en dehors des généraux en chef.

A cette époque, l'ex-délégué à la Guerre a été fort imprudent en accusant de mensonge le général Camô et en niant trois fois : 1° dans son livre *La Guerre en Province* ; — 2° chez M. de Mazade, son co lègue actuel à l'Académie française ; — 3° à la tribune de la Chambre des députés (séance du 23 avril 1888, dont nos lecteurs trouveront des extraits à l'APPENDICE), un fait absolument acquis à l'histoire. (Voir le *Figaro*, du 11 octobre 1888.)

N'oublions pas que sa *Guerre en Province* a été envoyée, par les soins du Gouvernement, à la plupart des bibliothèques scolaires, moyen facile d'écouler les éditions d'un ouvrage écrit par un homme qui, pour se disculper, n'a pas craint d'employer des moyens dont le public compétent a fait promptement bonne justice. Il eût été curieux de connaître l'appréciation d'un académicien indépendant sur cet ouvrage. Le recteur Gréard, fonctionnaire de la République, ne pouvait que casser le plus d'encensoirs possible sous le nez du récipiendaire, situation oblige ! Supposant qu'il parlait à un ministre de la Guerre appartenant ou ayant appartenu à l'armée, il s'est exprimé en ces termes :

« Votre nom est attaché à deux des plus grandes entreprises
« qu'il (le Gouvernement de la République) ait poursuivi : la réor-
« ganisation de l'armée et l'organisation des travaux publics. Vous

Le Rapport de M. Perrot continue :

« De quelle patriotique douleur n'est-on pas saisi chaque fois que l'on rencontre de pareilles illusions dans l'esprit de ceux qui dirigeaient nos armées avec un si grand pouvoir et une si grande légèreté ! Croyant aux mensonges des gari-baldiens, M. de Freycinet invectivait Bourbaki, en abusant singulièrement de sa situation de Délégué à la Guerre pour oser lui parler ainsi. Bourbaki était presque déclaré responsable de la prise de Dôle, de Mouchard et de la présence des

« aviez trop vécu de la vie même de l'armée (*Quatre mois environ !!* — *Note de l'auteur.*) pour n'en point connaître les intérêts les plus élevés... L'armée, elle aussi, a été heureuse de retrouver dans son chef l'infatigable puissance de travail, l'esprit de méthode, l'étendue des idées d'ensemble, unie au souci du détail, qu'elle avait connus dans les mauvais jours », etc.

Enfin, il termine sa péroraison en ces termes :

« Qu'un jour vienne où, hors de l'enceinte parlementaire, à la tête de l'armée, en présence de l'Europe attentive, vous aurez à établir ce que vous avez appelé « la situation nouvelle », cette parole maîtresse d'elle-même la marquera en traits gravés pour l'histoire... Vous avez été à la peine; il était juste que vous fussiez à l'honneur... »

Nous ignorons si l'armée a été aussi heureuse de se retrouver sous les ordres du Délégué à la Guerre de 1870-1871. Nous laissons à d'autres le soin de conclure et nous empruntons à Ranc les lignes suivantes : « En 1870, il (de Freycinet) organisa la défaite nationale, voulut jouer au général, dresser des plans, les faire exécuter et contribuer avec sérénité à nos désastres militaires. Les gens qui douteraient n'ont qu'à consulter l'Enquête sur les actes de la Défense nationale, tome VI, page 101. Et ils verront comment d'Aurelles et Chanzy habillaient M. de Freycinet ».

Nous nous plaisons à remarquer que Ranc approuve l'Enquête quand elle n'est pas favorable à M. de Freycinet et la trouve infâme lorsqu'elle relate les faits et gestes de Garibaldi. Dans ce dernier cas, il prétend « qu'on se sert du rapport d'un nommé Perrot, membre de la Commission d'enquête, pour bavarder sur Garibaldi ». Cette contradiction mérite d'être signalée.

À notre avis, l'ancien polytechnicien de Freycinet vaut bien le fabricant de bonnets de coton Barbey, qui présida aux destinées de la marine nationale et auquel avait succédé M. Cavaignac, un autre civil, mais fils de papa, remplacé bientôt par Burdeau, ancien professeur de rhétorique !

« Prussiens autour de Dijon ! M. de Freycinet obéissait, sans
« y prendre garde, aux insinuations malveillantes de de
« Serres, Spuller, etc. Bourbaki répondit dignement : « *Quand*
« *vous serez mieux informé, vous regretterez le reproche que vous*
« *me faites. Les hommes sont exténués de fatigue, les chevaux aussi.*
« *Je n'ai jamais perdu une heure, ni pour aller, ni pour revenir.* »

A Dijon, le général Pellissier, s'apercevant que Garibaldi a soin de ne pas parler des mobilisés dans ses ordres du jour, fait lire à ces braves gens ce qui suit :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« *Le général Pellissier aux officiers et soldats composant la garde*
« *nationale mobilisée de Saône-et-Loire, du Jura, de l'Ain et*
« *de la Haute-Savoie.*

« *Officiers et soldats,*

« Je suis heureux de porter à votre connaissance la dépêche
« suivante que m'adresse le gouvernement de Bordeaux :

« On m'annonce que les mobilisés que vous commandez se
« sont brillamment conduits. Je vous félicite et je vous prie
« de féliciter vos troupes de la part du Gouvernement. Pro-
« posez des récompenses pour ceux que vous en jugerez
« dignes. »

« Je m'associe du fond du cœur aux éloges qui vous sont
« donnés. Vous avez dépassé mon attente. Vous avez lutté
« bravement pendant trois journées consécutives; la nuit
« même n'a pas toujours suspendu le combat. Vous avez
« gardé ou repris toutes les positions qui vous avaient été
« assignées. Suppléant par votre bravoure à tout ce qui vous
« manque encore en armes, en vêtements, en équipements,
« vous avez résisté avec succès à l'une des armées les mieux
« organisées de l'Europe, et montré à l'ennemi que dans le
« danger du pays, tout Français peut s'improviser soldat.

« *Officiers et soldats,*

« Tout le monde a bien fait son devoir; ceux même qui n'ont
« pas été mêlés à la lutte ont prouvé, par leur attitude et par

« leur courage à supporter les fatigues des marches et des
« veilles multipliées, qu'ils étaient dignes de prendre part au
« combat¹. — PELLISSIER. »

C'en était trop, Bordone et Gauckler envoient leurs démissions à M. de Freycinet, motivées par la promotion au grade de divisionnaire du général Pellissier, qui, d'après ces deux compères, *est réellement insuffisant!*

Et eux donc, sont-ils assez suffisants ?

Le tome II du Rapport de M. Perrot est aussi fort édifiant.

« Si M. de Freycinet, y lisons-nous, page 13, avait mieux connu les responsabilités que la guerre entraîne, il aurait compris la nécessité de ne pas se fier dans de telles circonstances à sa seule imagination... Si avant de faire des projets, il avait cherché sérieusement à savoir sur quelles forces il pouvait compter, il se serait aperçu qu'il se trompait et qu'il induisait le général Bourbaki en erreur, en promettant ce qu'il ne pouvait réaliser...

« La France, hélas ! allait payer bien cher l'étrange confiance que Gambetta avait eue dans le trop célèbre Garibaldi, auquel un commandement avait été donné au mépris des règlements militaires qui interdisent de mettre à la tête d'une armée française un étranger. Le général Garibaldi, auquel on avait abandonné le soin de couvrir l'armée de l'Est, s'était abstenu de remplir cette mission

¹ Une dépêche du général Pellissier établit que les garibaldiens n'étaient même pas chargés du service de place et ne faisaient absolument rien à Dijon. « Depuis huit jours mes troupes occupent jour et nuit les positions qui défendent l'accès de Dijon, ville ouverte. Elles sont « épuisées par trois jours de combat et huit jours « de piquets et de veilles. Les postes de la place n'ont pu être renouvelés. Je ne puis trouver une nuit pour faire reposer un « bataillon. De grâce envoyez-moi du renfort pour que je puisse « les faire reposer tour à tour. » (*Dép.* n° 7554, 25 janvier 1871, 10 h. matin.)

et n'avait pas même essayé de retarder la marche des Allemands qui, au vu et au su de tout le monde, se jetaient sur nous. (*Id.*, p. 27.)

« Le 24 janvier, Bourbaki réunit au village de Château-Farine, près Besançon, différents généraux qu'il avait sous la main et parmi lesquels se trouvaient les généraux Clinchant, B. Ilot (plus tard duc de Frigolet), Cremer et Pallu de la Barrière. Il leur fit connaître qu'ayant signalé au ministre de la guerre la situation périlleuse où se trouvait placée son armée, bienôt enveloppée par les Allemands dont rien n'arrêtait plus la marche, il avait reçu le matin même de M. de Freycinet une dépêche portant « qu'il ne lui restait qu'un parti à prendre, celui de reconquérir immédiatement les lignes de communication *qu'il avait si regrettablement perdues*, et de prévenir la chute de Dijon que les tentatives renouvelées de l'ennemi pourraient amener, *malgré l'héroïsme de Garibaldi*.

« Dans cette dépêche, continue M. Perrot, M. de Freycinet, parlant, au nom de M. Gambetta absent, du ton le plus froissant, rendait le général responsable des malheurs qui arrivaient, par suite des lenteurs et des hésitations de ses opérations, et par suite de l'ignorance où il était resté des mouvements de l'ennemi.

« Ainsi, aux yeux de M. de Freycinet, le général Garibaldi, qui avait *refusé de marcher au-devant de l'ennemi*, *était un héros*, tandis que le vaillant homme de guerre, qui se dévouait corps et âme au salut de la patrie et qui avait livré trois grands combats, ne rencontrait que reproches et que blâmes...

« M. de Freycinet, sans chercher à s'éclairer sur les faits qui lui étaient signalés, et qui dérangeaient ses combinaisons, *persistait à ne s'en rapporter qu'à ses conceptions propres*. » (*Id.*, p. 51.)

C'est alors que le Délégué à la Guerre envoya au général Bourbaki ces trois dépêches, *sinon injurieuses*, dit M. Perrot, *du moins plus que dures*, qui eurent pour conséquence l'acte de désespoir de l'héroïque général.

Nos lecteurs comprendront le cri qui était sorti de son âme lorsqu'il avait envoyé à M. de Freycinet ces paroles :

« *Le commandement militaire est un martyr dans les conditions que vous me faites !* » (Rapp. Perrot, p. 89.)

Oui ! ils comprendront ce qu'il avait dû éprouver en voyant l'injustice dont on payait ses services, pendant qu'on glorifiait les fautes calculées d'un vieux bandit, cause de son désastre ¹.

¹ Dans ses *Mémoires*, le maréchal de Moltke (ce traître qui, né sujet danois, de parents danois, élevé à l'Ecole militaire danoise, officier danois, passa au service de la Prusse et porta les armes contre sa patrie), raille les ordres qu'il suppose avoir été donnés par le général Bourbaki, auquel on aurait enjoint d'adopter le plan d'attaque le plus propre à démoraliser l'armée allemande ; ces ordres provenaient du cabinet de la Guerre, de M. de Serres, etc.

Ailleurs M. de Moltke juge ainsi Gambetta et M. de Freycinet :

« Quelle n'est pas la puissance d'un homme animé par un enthousiasme patriotique mis en mouvement par une forte volonté ? Gambetta avait cet enthousiasme et cette volonté.

« Suivant le système français, il était, comme ministre de la Guerre, chargé de conduire l'armée française dans ses opérations, et il n'osait abandonner le pouvoir à des généraux. *car ce républicain savait que, dans son pays, un général vainqueur serait un dictateur.*

« Sous lui, un autre civil, M. de Freycinet, jouait le rôle de chef d'état-major.

« La France a payé cher les fautes commises par ces hommes énergiques, mais agissant en dilettantes.

« Avec une rare force de volonté, une éloquence inimitable, un feu vif et décidé, Gambetta remua la France ; il met sous les armes toute la population valide.

« Mais ces légions inexpérimentées ne sont pas dirigées d'après un plan arrêté, uniforme, bien conçu.

« Sans leur laisser le temps de se former en troupes solides, Gambetta lança, sans s'inquiéter des conséquences, cette jeune armée contre un ennemi bien organisé et supérieur en nombre.

« Il perdit en huit jours tout l'espoir de la France. Certes, il



Spuller aîné, *inspecteur des camps*, télégraphie à Gambetta et à M. de Freycinet, entre autres choses : « *Ce qu'on nous rapporte de tout côté sur Bourbaki rend son remplacement nécessaire par le général Clinchant.* » (Dép. n° 7525.)

Pourquoi ce Spuller, si prompt à juger nos généraux français, se contentait-il alors de son poste d'*inspecteur civil des camps* et ne combattait-il pas, mon Dieu, tout simplement comme les Français nés la même année que lui, ou à peu près à la même époque ? Cette question pourrait être aussi posée à son frère Eugène, calfeutré dans le cabinet de Gambetta.

Il nous semble que dans cette situation délicate, il leur eût été facile de témoigner autrement leur attachement au pays dans lequel le hasard les avait fait naître.

Ce jour-là, aussi, Bordone et *un autre inspecteur des camps*, le citoyen Loir, expédièrent à Bordeaux le drapeau du 61^e Poméranien, des armes, des fusils, des casques, *ramassés, après l'action*, sur les champs de bataille de Dijon. Les garibaldiens, porteurs de ces trophées et juchés sur des chariots, avaient parcouru, auparavant, les rues de la ville pour faire croire qu'ils avaient pris tout cela de vive force. Cette fumisterie ne dupa personne.

Mercredi 25. — Garibaldi insiste pour que sa position vis-à-vis du général Pellissier soit déterminée. M. de Freycinet répond d'abord à Bordone et à Gauckler par deux dépêches particulières, pour les prier de revenir sur leur décision de la veille et leur expliquer que la nomination de Pellissier n'avait rien de blessant pour eux et leur

prolongea cette lutte insensée au prix des plus durs sacrifices des deux côtés, sans rien changer à la fortune de la France. »

annoncer qu'il leur réservait, au contraire, une récompense qui les comblerait d'orgueil. (*Dép. n^{os} 1271 et 1272.*)

A la réception du tablier de Garibaldi, M. de Freycinet cherche à en renouer les cordons autour de la taille du *condottiere* et lui télégraphie qu'il lui donne le commandement total des forces réunies à Dijon et dans le département de la Côte-d'Or. Le général Pellissier est invité à se rendre à Lyon pour éviter tout conflit.

Toutefois, M. de Freycinet espère que cette nouvelle concession faite à l'amour-propre insupportable de Garibaldi et de son état-major, ne sera pas sans profit pour la défense du pays et s'exprime de la sorte :

« Vous savez mieux que moi, général, que *les grandes situations imposent de grands devoirs et vous avez habitué le monde à vous les voir remplir.* Ce que nous vous demandons aujourd'hui, en retour de l'unité de commandement que nous créons pour vous, *c'est à la fois d'assurer inébranlablement la défense de Dijon et de diriger sans délai une forte expédition sur Dôle et Mouchard,* en vous mettant en rapport avec le général Bourbaki, à Besançon, de manière à produire une diversion utile à ce général. La tâche est difficile, mais elle n'est au-dessus ni de votre courage, ni de votre génie. Répondez-nous et dites-nous si nous pouvons compter sur cet appui de votre part. » (*Dép. n^o 7919.*)

Garibaldi répond :

« Merci de la confiance. J'exécuterai vos instructions avec tout mon dévouement. » (*Dép. n^o 7,579.*)

Très froissé d'être envoyé à Lyon, le général Pellissier prévient M. de Freycinet que s'il a l'intention de donner à Garibaldi le commandement de tous les mobilisés, il peut dès maintenant disposer de son commandement et accepter sa démission.

Le Délégué à la Guerre sut faire avaler au général Pellissier cette coupe d'amertume, en l'ornementant avec des branches de chêne et de laurier. Pour se reconnaître envers leur chef, les mobilisés de Saône-et-Loire nommèrent le général Pellissier membre de la Chambre des députés aux élections de 1871.

Les garibaldiens donnent, à Dijon, le spectacle d'un nouvel enterrement civil, celui du général Bossack (Joseph, comte de Haucké, né à Varsovie, le 18 mars 1834, cousin de la czarine, avait pris le nom de Bossack à la dernière insurrection polonaise. Il avait servi dans l'armée russe. A 26 ans il était déjà colonel de hussards). Son corps avait été retrouvé sur le territoire de Daix, au Bois du Chêne, entièrement dépouillé. Ses lettres, bijoux, vêtements étaient devenus la proie des Allemands. Le sous-officier Regitz, du 61^e Poméranien, lui avait pris le sabre d'honneur qu'il reçut du grand-duc Michel, pour la bravoure et la témérité dont il fit preuve à la tête d'une brigade de l'armée du Caucase.

Bordone prononça devant le cercueil du chef de la 1^{re} brigade de l'armée des Vosges, les paroles suivantes :

« Chers frères d'armes !

« Celui que nous accompagnons est un des enfants de cette
« héroïque Pologne, qui toujours nous aida à combattre la
« tyrannie, et que nos gouvernements déchus ont si mal ré-
« compensée de ses efforts.

« *Pro-crit et condamné à mort par le vautour qui s'appelle le*
« *Czar*, il accourut au premier appel de la France en détresse,
« et commença avec nous cette lutte qui pour lui devait finir
« sitôt ¹.

¹ « *Ce vautour qui s'appelle le Czar !* » est digne du « *Vive la Pologne, Monsieur !* » Heureusement que les insultes des Bordone, Floquet et C^{ie} n'ont pas plus d'influence sur l'équilibre européen que celles d'un Sbarbaro !

En 1870, le Czar avait répondu à M. Thiers, allant de cour en

« Il n'avait qu'un défaut, il était trop brave, et c'est pour
« cela que nous le voyons gisant à nos pieds.

« Presque seul, à l'approche de l'ennemi, il a voulu en re-
« connaître la force et les dispositions, et il est tombé victime
« de sa témérité.

« Cher Bossack !

« Avant de te dire adieu, nous jurons de suivre ton exemple,
« et d'aller, quand nous aurons *purgé la France* de l'étranger
« qui la souille, poursuivre et combattre le despotisme par-
« tout où il se réfugiera, et de mourir comme toi pour la dé-
« fense des principes de l'humanité et de l'affranchissement
« des peuples. »

Après la cérémonie, les restes mortels de Bossack furent exhumés, transportés à l'hôpital de Dijon et embaumés. Ils furent ensuite déposés dans une chapelle, celle dite de Jérusalem, si nos souvenirs sont exacts, en attendant qu'il fût possible de les envoyer en Suisse, à la famille du défunt.

Jeudi 26. — A deux heures, grande revue au Parc de Dijon, passée par Garibaldi, qui adresse aux troupes cet ordre du jour :

« *Aux braves de l'armée des Vosges !*

« La Pologne, la terre de l'héroïsme et du martyre, vient de
« perdre un de ses plus braves enfants, le général Bossack.

cour mendier quelques sympathies pour la France : « *Je ne ferai
« pas la guerre pour vous, mais soyez convaincu que je vous aiderai
« de toute mon influence !* »

Quelques années plus tard, toute l'influence d'Alexandre II préservait la France, encore affaiblie, des dangers d'une nouvelle lutte avec l'Allemagne qui lui avait suscité, à dessein, une querelle.

Enfin n'est-ce pas à cette influence et à celle du czar Alexandre III qu'est due l'union de la Russie et de la France, union cimentée avec tant d'éclat l'an dernier !

« Ce chef de notre première brigade de l'armée des Vosges
« a voulu lui-même s'assurer de l'approche de l'ennemi vers le
« Val-de-Suzon, dans la journée du 21 courant, et lancé avec
« une douzaine de ses officiers et militaires de ce côté, il a
« voulu, bravoure inouïe, arrêter une armée avec une poignée
« de braves.

« Ce Léonidas des temps modernes, si bon, si aimé de tous,
« manquera à l'avenir de la démocratie mondiale, dont il était
« un des plus ardents champions, et il manquera surtout à sa
« noble patrie!

« Que la République adopte la veuve et les enfants de ce
« héros.

« Il y a longtemps que le bruit des crimes horribles commis
« par les Prussiens m'importunait, et je croyais toujours, en
« le désirant, qu'il y avait de l'exagération dans ces bruits.

« Dans les trois combats de ces derniers jours, où la victoire
« a souri à nos armes, la réalité des abominables méfaits de
« nos ennemis s'est montrée dans toute sa brutale et féroce
« évidence.

« Quelques-uns de nos blessés tombés dans leurs mains
« pendant la lutte ont eu le crâne broyé à coups de crosses de
« fusils.

« Nos chirurgiens restés, selon leur habitude, sur le champ
« de bataille pour soigner nos blessés et ceux de l'ennemi, ont
« été assassinés d'une façon horrible. Miliciens, hommes des
« ambulances et chirurgiens ont servi de cible à ces barbares
« et féroces soldats.

« Un de nos capitaines de francs-tireurs trouvé blessé dans
« le château de Pouilly, a été lié aux pieds et aux mains et
« brûlé vif. Le cadavre de ce martyr a été trouvé presque
« entièrement dévoré par les flammes, excepté à l'endroit des
« ligatures.

« Eh bien, noirs instruments de toutes les tyrannies, votre
« règne approche, le règne des bûchers; votre période chérie,
« le moyen âge, reparait; et votre héros de Sedan, tombé le
« sourire de Satan aux lèvres, vous tournez vos yeux de vipère
« vers le nouvel empereur souillé de sang et de carnage!

« L'indignation des preux miliciens de la République est au comble ; je ferai mon possible pour les empêcher d'user de représailles, mais j'espère que l'Europe et le monde entier sauront distinguer et apprécier la conduite loyale et généreuse des enfants de la République, et flétrir les féroces procédés des soldats d'un despote.

« G. GARIBALDI.

« *Le général, chef d'état-major général,*

« BORDONE. »

Vingt mille Allemands menacent la vallée de l'Ouche et dix mille autres sont signalés au-dessus de Messigny.

Notre vaillant Bourbaki, se voyant menacé par les troupes allemandes qui l'enveloppaient par suite des fautes de Garibaldi, envoyait à Bordeaux des dépêches désespérées.

Engoué de son protégé italien, M. de Freycinet lui répondait par des reproches aussi cruels qu'immérités (contenus dans les dépêches consignées à la partie documentaire du *Rapport* Perrot, t. II) et de concert avec Gambetta, lui enlevait brutalement son commandement. Spuller aîné pouvait se frotter les mains, sa délation avait réussi !

Le dernier télégramme adressé au ministre de la Guerre, par Bourbaki, le 26 janvier, à une heure du matin, était ainsi conçu :

« ... Vous me demandez de m'entendre avec Garibaldi. Je n'ai aucun moyen de m'entendre avec lui ; mais si vous ne faites pas attaquer l'ennemi sur mes communications, je me considère comme perdu... »

Le général promettait de tenir le plus longtemps possible de Salins à Pontarlier, aux monts Lomont, et terminait par ces lignes qui résumaient tout :

« CROYEZ-LE, EN NE ME FAISANT PAS ASSURER MES DERRIÈRES,
« VOUS M'AVEZ LAISSÉ AUX PRISES AVEC CENT QUARANTE MILLE
« HOMMES. »

Ce même jour, Bourbaki avait pris la résolution de sortir de l'impasse dans laquelle l'enfermait le général de Manteuffel qui, déjà, était à Salins, prêt à lui barrer le passage. Le soir de cette journée, après avoir assisté au défilé de son armée dont l'absolu dénûment contrista son cœur, il se tira un coup de pistolet à la tempe gauche. Quelques instants avant, il s'était écrié : « *Bourbaki ne peut pas reculer ! Bourbaki ne peut pas assister à un spectacle pareil !* » La balle heureusement le frappa au front et lui fit une horrible blessure, mais il n'en mourut pas. Remercions Dieu qui n'a pas voulu rappeler à lui dans un tel moment de défaillance l'un de nos généraux les plus chrétiens¹.

¹ Nous croyons devoir relater ici les états de services du général Bourbaki :

Né le 22 avril 1816, il entre à Saint-Cyr en 1834. Sous lieutenant de zouaves, 1836; lieutenant à la Légion étrangère, 1838; capitaine de zouaves, 1842; chef de bataillon aux tirailleurs indigènes (tirailleurs algériens), 1846; lieutenant-colonel au 7^e de ligne, puis aux zouaves, 1850; colonel, 1851; général de brigade, 1854; général de division, 1857.

Il fit partie pendant dix-huit ans de l'armée d'occupation de l'Afrique et y conquist un à un tous ses grades. En Crimée, il est cité pour sa conduite à l'Alma, Inkermann. A l'assaut de Sébastopol, il est blessé à la tête, pendant la prise de la tour Malakoff. Se distingue à la campagne d'Italie.

Remis de sa blessure de la campagne de France, il fut appelé, en juillet 1871, à la tête du gouvernement militaire de Lyon et au commandement en chef du 14^e corps d'armée. Il occupa ces fonctions jusqu'à sa retraite, en 1879. Le gouvernement de M. Grévy refusa de le maintenir sans limite d'âge dans la première section du cadre de l'état-major général, quoiqu'il ait exercé un commandement en chef devant l'ennemi. C'était une injustice de plus à ajouter à toutes celles que la République ne cesse de commettre.

La dépêche qui lui ordonnait de remettre ses troupes au général Clinchant, partie de Bordeaux à 5 h. 56, se croisait avec une dépêche du général Rolland, expédiée de Besançon à 50 h. 50 et qui annonçait au gouvernement la tentative malheureuse du chef de l'armée de l'Est. Et le général Rolland, franc comme tous les officiers de marine, parmi lesquels il comptait, télégraphiait formellement : « *L'impression du jugement porté sur ses opérations paraît avoir été la cause de cet acte* ». (Dép. n° 7221.)

M. de Freycinet comprit enfin qu'il avait outrepassé la mesure dans ses rapports avec le général Bourbaki et lui adressa le télégramme suivant :

N° 7973.

Bordeaux, 31 janvier 1871, 11 h. 30 soir.

« *Délégué à la Guerre à général Bourbaki (Extrême urgence).*

« C'est avec bonheur que j'ai appris de votre aide-de-camp, « M. de Massa, que votre vie était hors de danger. J'estime en « vous un brave et loyal soldat, qui a fait noblement son « devoir sur les champs de bataille, et il m'eût été extrême- « ment douloureux de vous voir enlevé à la patrie ; en vous « parlant ainsi, je crois être l'interprète du pays tout entier, « qui n'a jamais douté et certainement ne doutera jamais de « la parfaite loyauté de votre caractère. Je serais heureux « d'apprendre que cette dépêche vous trouve en bonne voie de « guérison. » (*Rapport Perrot, t. II, p. 794.*)

Et Garibaldi restait toujours à Dijon !

Vendredi 27. — Le ministère comprit enfin où était le danger, mais il s'en apercevait trop tard. C'eût été douze jours plus tôt, lorsque le général de Manteuffel était encore au delà du plateau de Langres, qu'il eût fallu prévoir ce qui allait arriver et obliger Garibaldi à agir.

Dans la nuit du 27 au 28, M. de Freycinet télégraphiait à Garibaldi :

« *Je viens confier à votre grand cœur la situation de notre armée*
« *de l'Est et vous demander VOTRE APPUI pour elle.* Vous seul,
« pouvez en ce moment tenter une diversion efficace. Le gé-
« néral Bourbaki vient d'attenter à ses jours. A l'heure où je
« vous écris, j'ignore s'il vit encore. L'armée fatiguée par la
« rigueur du froid et par des marches stériles, est en retraite
« sur Pontarlier. Elle abandonnera cette direction au point le
« plus favorable pour se rabattre vers le sud, sur Bourg par
« exemple. L'ennemi occupe actuellement Dôle, Mouchard,
« Arbois, Poligny, Andelot, Champagnoles. Il s'y renforce
« actuellement par des troupes qui suivent les routes de
« Pesmes à Gray et de Pesmes à Dampierre. Notre armée est
« donc menacée de voir sa retraite inquiétée et coupée lors-
« qu'elle descendra par les routes comprises entre la Suisse et
« la direction de Besançon à Lons-le-Saulnier. Le seul moyen
« de conjurer cette dangereuse situation me paraît de venir
« inquiéter les communications de l'ennemi lui même en
« s'installant solidement sur ses derrières dans la forêt de
« Chaux notamment. Pour cela il faudrait porter votre centre
« d'action à Dôle et enlever conséquemment cette place à
« l'ennemi qui s'y est soigneusement fortifié. Un tel résultat
« à atteindre exigerait selon moi que vous partiez de Dijon
« avec presque toutes vos forces disponibles, ne laissant dans
« Dijon qu'un chef très vigoureux et 8 à 10,000 mobilisés des
« moins aptes à faire campagne... Votre entreprise devrait
« commencer le plus tôt possible, le 30 courant ou même pré-
« férablement le 29... L'entreprise que nous vous demandons
« est très difficile, impossible pour tout autre que vous, puis-
« qu'il s'agit, avec de faibles forces, de préserver Dijon contre
« un coup de main et d'arracher Dôle à l'ennemi en même
« temps que de vous maintenir dans vos positions étendues,
« comme la forêt de Chaux que l'ennemi occupe déjà sans
« doute. — Cette entreprise est digne de votre génie. Croyez-
« vous pouvoir la tenter? Répondez-nous d'urgence, je vous en
« prie. — C. DE FREYCINET. » (*Dép. n° 78.*)

En même temps le délégué à la Guerre faisait amende

honorable au commandant du génie Chenot et lui télégraphiait :

« Contrairement à ce qui a pu être fait jusqu'ici, je vous prie, laissant de côté toute question personnelle, de vous mettre à la complète disposition du général Garibaldi. Des raisons de salut public l'exigent en ce moment. Nous vous tiendrons compte de votre abnégation. » (*Dép. n° 7225.*)

Le commandant Chenot avait des sentiments trop catholiques pour ne pas connaître le pardon des injures¹.

Samedi 28. — Des troupes partent sur Gray et sur Auxonne. L'artillerie et les munitions de la 4^e brigade sont chargées sur des wagons.

Les Allemands évacuent Clénay, Norges, Bretigny, Flacey; leur rassemblement a lieu aux baraques de Mar-

¹ Les sentiments de M. Chenot sont affirmés par le document suivant. Peut-être lui ont-ils valu d'être en butte aux méchancetés de l'état-major de l'armée des Vosges ?

AUXONNE

Ordre de la place, du 11 février 1871.

« Une messe militaire sera célébrée demain à 11 heures, pour rendre grâce à Dieu de la protection visible qu'il nous a accordée, et le prier humblement de nous continuer cette protection jusqu'au jour des épreuves qu'il lui plaira de nous infliger pour éprouver nos cœurs et en arracher ainsi tous les mauvais sentiments qui pourra ent s'y trouver encore.

« Un piquet de 50 hommes de la légion de la Loire, armé, sans sacs, assistera à cette messe; un piquet sans armes et d'égale force à peu près, ou autant que possible, sera fourni par tous les corps de la garnison.

« MM. les officiers, dont la présence rehaussera la solennité, sont invités à cette cérémonie.

« *Le Commandant de place,*

« CHENOT. »

« Pour copie conforme :

« *Le Maire d'Auxonne,*

« MAGNIEN. »

sannay-le-Bois ; ils se dirigent ensuite sur Thil-Châtel et Lux.

Dimanche 29. — L'armée des Vosges occupe : Orgeux, Messigny, Hauteville, Étaules, Darois, Val-Suzon, Malain.

Au nord : Sombernon, Saint-Seine-l'Abbaye, Blaisy, Précy, Nuits-sous-Ravières.

A l'est : Auxonne, Seurre, Saint-Jean-de-Losne, Verdun et le Mont-Roland, près de Dôle.

La moitié de la seconde brigade, sous les ordres de Lobbia, s'avancait vers le plateau de Langres. Dans la matinée, on placarda, à Dijon, ce nouvel échantillon de la prose de Garibaldi :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DES VOSGES

« Aux habitants de la Côte-d'Or,

« Appelé par le gouvernement de la République à la défense
« de votre beau pays, j'invoque votre coopération.

« Croyez-vous que ce que nous faisons étant dix, nous ne
« le ferons pas mieux étant cent ?

« Croyez-vous que, chassant l'ennemi d'ici à vingt jours,
« vous ne souffrirez pas moins qu'en le chassant dans vingt
« mois ?

« Il est inutile d'y penser si vous prêtez confiance aux pa-
« roles du *prêtre qui n'a point de patrie*, et qui fait aujourd'hui
« la cour à Guillaume, le nouveau chef du Saint-Empire, chef
« de la vieille rubrique *Trône et Autel*, c'est-à-dire chef des
« *imposeurs* et des *brigands*.

« Inutile aussi d'écouter ces riches et ces puissants, dont la
« majeure partie, énervés par vingt années de sybaritisme et
« habitués à vivre dans le luxe et la débauche, ont peur de

« voir leurs châteaux ruinés et leur cantine mise à sec par les
« insatiables soldats du Nord. Inutile!!!

« La France ne pliera pas le genou devant l'étranger, sur-
« tout quand cet étranger ravage, désole et souille le sol de la
« Patrie, quand les soldats du despotisme détruisent vos ré-
« coltes et votre bétail, brûlent vos villages, souillent votre
« foyer domestique, et violent vos femmes et vos filles.

« Il est inutile d'y penser et de se laisser bercer par les
« espérances d'une paix qui ne serait qu'un esclavage dé-
« guisé; la paix comme la veut Bismarck, c'est-à-dire avec la
« France à genoux, la France transformée en province du
« Saint-Empire d'Allemagne, ne se fera pas, et celui qui la
« conseillerait vouerait son nom à l'exécration de la postérité.
« Celui qui la conseillerait, cette paix infamante, serait déchiré
« comme sont déchirés par les chiens et les vautours les ca-
« davres dont Guillaume se plaît à couvrir le sol de la France.

« La Côte-d'Or, qu'on nomme à juste titre la Côte de Fer
« doit donner l'exemple aux populations sœurs de la France,
« et leur prouver que les envahisseurs ne dévastent que les
« pays dont les populations n'ont pas le courage de leur ré-
« sister et de les chasser.

« Vous m'avez honoré de votre confiance, et je compte sur
« vous comme sur l'acier des armes de nos braves.

« G. GARIBALDI.

« *Le général, chef d'état-major général,*

« BORDONE. »

On annonce que Garibaldi va prendre en personne le commandement des troupes qui marcheront au secours de l'armée de l'Est. Bordone doit rester à Dijon.

La nouvelle de l'arrivée, à Norges, du général allemand Kettler, et du général Hann von Veyhern à Mirebeau est confirmée; on suppose que c'est pour les éviter que Garibaldi veut quitter Dijon, sous prétexte de suivre ses troupes.

A ce moment, le préfet de la Côte-d'Or reçoit une dé-

pêche officielle annonçant qu'un armistice de vingt et un jours est conclu et qu'une Assemblée sera réunie à Bordeaux pour le 15 février. Les électeurs doivent être convoqués, dans leurs comices, le 8 février.

Ne perdant point de temps, Garibaldi rédige cet ordre du jour :

« Vous avez vingt et un jours d'armistice, et comme votre noble mission n'est point finie, pour la remplir jusqu'à la fin vous devez profiter du temps et vous instruire.

« Vous êtes braves; vous l'avez prouvé sur les champs de bataille. Il faut, dans ce temps d'arrêt, vous préparer par de laborieux exercices et une discipline inspirée par votre caractère sacré de miliciens de la République, à chasser du sol de la France les soldats du despote qui l'opprime. »

L'armistice, qui mettait un terme à la flibuste garibaldienne, fut l'objet de récriminations de la part de l'état-major de l'armée des Vosges, qui ne put utiliser tous ses bulletins de victoires et surtout ses bons de réquisitions préparés d'avance.

Lundi 30. — Le général Hann Von Veyhern prévient Garibaldi que les départements de la Côte-d'Or, du Doubs et du Jura n'étant pas compris dans l'armistice, il entend continuer les hostilités. Les garibaldiens sont frappés de stupeur.

Deux trains de mobilisés de l'Isère et deux batteries d'artillerie de douze sont amenés à Dijon.

Mardi 31. — Le général Hann Von Veyhern signifie à Garibaldi qu'il ait à déloger au plus vite, et met ses troupes en marche sur Dijon. La canonnade se fait entendre du côté de Saint-Apollinaire que défend jusqu'à la nuit close le colonel de Combarieu, avec la 3^e légion des mobilisés de l'Isère.

ÉPILOGUE

Les garibaldiens ont décampé prestement, *sur l'invitation* du général allemand. A huit heures du soir, il n'y a plus une seule chemise rouge à Dijon. Nous avons, en l'empruntant au général Pellissier, publié au commencement de cet ouvrage le récit de la débandade garibaldienne (pages 33, 34 et 35); nous n'avons donc pas à y revenir. Constatons seulement, à l'aide de la dépêche suivante, avec quelle promptitude les garibaldiens avaient abandonné leurs positions :

« Les garibaldiens ayant évacué Dijon cette nuit, viennent « jusqu'à Lyon, et nous commençons à *en être inondés*. Or-
« donnez au général Garibaldi de s'arrêter à Chagny et de retenir
« ses hommes.

« CHALLEMEL-LACOUR. »

Le lendemain matin, à six heures, les dragons allemands débouchent sur la place Saint-Nicolas. L'occupation prussienne recommence pour la noble et patriotique capitale de la Bourgogne. La rapidité de la fuite de l'armée des Vosges avait été tellement vertigineuse que le même jour, à 5 h. 35 m. du soir, le sous-préfet de Beaune télégraphiait au ministre de l'Intérieur :

« *Armée de Dijon a évacué la Côte-d'Or, que dois-je faire ?* »

C'est ainsi que se termina le *rôle actif* (nous employons ce mot par euphémisme) de l'armée des Vosges.

Gambetta, M. de Freycinet et de Serres ont reconnu, d'un commun accord, devant la Commission d'enquête, que Garibaldi *n'avait en aucune façon rempli la mission*

qui lui avait été confiée, et que même, [au dire de de Serres, il y aurait manqué de propos délibéré. Et ces témoignages émanent de républicains de grande marque!!!

Garibaldi et l'état-major de l'armée des Vosges ont constamment envoyé des informations au Gouvernement afin de dissimuler le plus possible leur conduite. L'administration de la Guerre a donc toujours raisonné et agi sur des données fausses pendant toute la durée de cette crise, ne pouvant même pas essayer de porter remède aux périls d'une situation qu'elle ignorait.

Les hauts faits de l'armée des Vosges se résument ainsi : *brigandage, dilapidation, délation, inaction volontaire, indiscipline constante, mensonges calculés, meurtres, pillage et vols!*

Examinons encore la déposition de M. de Freycinet, devant la Commission d'enquête, dont le rapporteur dit :

« Nous y trouvons d'abord l'aveu que ce sont uniquement
« des considérations politiques qui ont déterminé le Gouver-
« nement à faire concourir Garibaldi à la défense nationale.
« M. de Freycinet eût préféré ne pas s'en servir, mais il l'a
« reçu comme un outil qui lui était imposé et il a dû essayer
« d'en tirer parti. En ce qui concerne Bordone, il le considé-
« rait comme une portion de cet outil. — « *Oui, si vous le vou-*
« *lez*, répond M. de Freycinet, *Bordone était le manche de*
« *Garibaldi; mais celui-ci était très sensible à tout ce qui touchait*
« *Bordone, et quand il était mécontent, cela se traduisait dans son*
« *armée par une action moins vive... C'est pour donner satisfac-*
« *tion à Garibaldi que NOUS FUMES OBLIGÉS de nommer Bordone à*
« *un grade qui ne lui fut confié que pendant la guerre; c'était un*
« *moyen de tirer le plus grand parti de cet outil.* »

« Etrange justification d'un acte qui a vivement et à juste
« titre froissé l'armée !

« M. le président de la Commission ayant rappelé à M. de
« Freycinet les dépêches par lesquelles il avait caractérisé si

« sévèrement lui-même l'inaction de l'armée garibaldienne,
« M. de Freycinet répondait :

« *Oui, c'était un corps difficile à manier, il était sous nos ordres,
« sans y être d'une manière bien précise, et GARIBALDI, A CAUSE
« DE SA PERSONNALITÉ, ÉCHAPPAIT A LA HIÉRARCHIE; il fallait lui
« parler le langage italien, il fallait s'adresser à sa loyauté et
« mettre en jeu divers moyens qui ne sont pas dans nos habitudes
« françaises.* »

On a vu, hélas ! à quels tristes résultats le ministre et son délégué avaient été conduits par ces procédés italiens, et M. de Freycinet se trouve obligé d'avouer qu'en définitive il n'a pu aboutir qu'à constituer, avec les deniers de l'Etat, une force et un pouvoir dont il ne disposait pas.

Quant à la conduite de Garibaldi, M. de Freycinet la condamne aussi formellement que de Serres. « *Il y eut
« une période, dit-il, pendant laquelle le corps de Gari-
« baldi n'a pas rempli le rôle qui lui était assigné. Il avait
« ordre de défendre Dijon, ce qu'il a fait; mais il avait
« l'ordre aussi d'empêcher les passages de troupes qui
« pouvaient se faire au-dessus de Dijon.* » On sait qu'il ne tint pas compte de cet ordre et que cette désobéissance fut la cause déterminante de la perte de l'armée de Bourbaki.

« Il est vrai, continue le Rapport, qu'il eût fallu au général
« italien, pour faire son devoir en cette circonstance, un
« esprit de dévouement qu'on ne peut pas attendre d'un auxi-
« liaire étranger; *mais un général français qui y aurait manqué
« aurait été mis en jugement.* Ce qui prouve la sagesse de nos
« lois, qui interdisait au Gouvernement de donner un com-
« mandement à un général étranger. On a méconnu cette
« prescription, et de plus on a commis la haute imprudence
« de confier à ce général un poste qui mettait le sort de l'ar-
« mée de Bourbaki à sa discrétion.

« Tels sont, messieurs, les faits sur lesquels la Commission
« a fixé son attention.

« Vous en tirerez vous-même cette conclusion, c'est que si
« le général Garibaldi avait été un général français, nous aurions
« été contraints de vous demander que ce rapport et les pièces qui
« le justifient fussent renvoyés par l'Assemblée au ministère de la
« Guerre, afin d'examiner si le général Garibaldi NE DEVAIT PAS
« ÊTRE TRADUIT DEVANT UN CONSEIL DE GUERRE, pour y répondre
« de sa conduite, comme ayant abandonné à l'ennemi, DE PROPOS
« DÉLIBÉRÉ ET SANS COMBAT, des positions qu'il avait reçu mission
« de défendre, et comme ayant par là occasionné la perte d'une
« armée française et amené un désastre militaire qui n'aura de
« comparable dans l'histoire que les désastres de Sedan et de
« Metz. »

Nous recommandons l'examen de cette conclusion à ceux qui prétendent que l'érection d'une statue à l'homme de l'armée des Vosges constituerait une *réparation nationale* !

*
* *

« Mais parce que Garibaldi et ses illustres
« escouades sont retombés sous la surveil-
« lance de la police, la Révolution n'a pas
« désarmé. »

Le Guépier italien, par LOUIS VEUILLOT,
9^e édit., p. 23. — Paris.

L'armée de l'Est ayant été perdue, autant par le manque de talent que par la volonté de Garibaldi, en haine des dédaigneux chefs des troupes françaises régulièrement organisées, qui refusèrent de servir sous ses ordres, le *condottiere* et son digne état-major n'eurent plus d'autre souci que celui d'exciter les citoyens les uns contre les autres. Ils prévoyaient une guerre civile, la future Commune, sur laquelle ils

comptaient pour l'établissement de la République Universelle et la prolongation de leur ingérence, si néfaste, dans les affaires de la France.

Bordone commença cette nouvelle campagne, en annonçant aux directeurs du journal *l'Égalité*, de Marseille, du *Progrès de Lyon*, aux préfets de la Drôme, du Gard et de Vaucluse, que : « Le général de Manteuffel, de son droit
« *privé ou de connivence avec ceux qui trahissent la France*
« *et la République*, déclarait que l'armistice n'existait pas
« pour les départements du Jura, du Doubs et de la Côte-
« d'Or..... Signalez à vos concitoyens et au monde ce
« couronnement de toutes les infamies commises par nos
« ennemis du dedans et du dehors ». (Dép. n° 7899.)

L'armistice avait pour objet la nomination d'une Assemblée chargée de décider de la paix ou de la guerre, la France rentrait donc en possession d'elle-même. Un ordre de choses régulier allait enfin remplacer l'ère de désordre, de pillage et d'ineptie, qui avait commencé au lendemain du 4 Septembre. Cet armistice portait un coup décisif au pouvoir de Gambetta et aux visées de Garibaldi. Ils le dénoncèrent d'un accord commun, mais tacite, à l'indignation du pays et firent de nouveau appel à la guerre à outrance.

Dans une dépêche, datée du 1^{er} février et qui se terminait par le cri : « *Aux armes!! Aux armes!!!* » le Dictateur disait :

« On a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous con-
« sulter, un armistice dont nous n'avons connu que tardive-
« ment la coupable légèreté, qui livre aux troupes prussiennes
« des départements occupés par nos soldats et qui nous impose
« l'obligation de rester trois semaines au repos, pour réunir,
« dans les tristes circonstances où se trouve le pays, une
« Assemblée nationale. »

Par une autre dépêche, il développait davantage sa pensée :

« La convention qui est conclue porte exclusivement sur
« l'armistice, qui semble avoir surtout pour objet la formation
« et la convocation d'une Assemblée.

« La politique soutenue et pratiquée par le ministre de l'In-
« térieur et de la Guerre est toujours la même, *guerre à ou-*
« *trance jusqu'à complet épuisement...*

« Enfin, il n'est pas jusqu'aux élections qui ne puissent et
« doivent être mises à profit; ce qu'il faut à la France, *c'est*
« *une Assemblée qui veuille la guerre et soit décidée à tout pour la*
« *faire.* »

Ce langage inspirait à un écrivain républicain, George Sand, les lignes suivantes, que nous croyons devoir rééditer ici :

« *Alea jacta est!* La dictature de Bordeaux rompt avec celle
« de Paris. Il ne lui manquait plus, après avoir livré par ses
« fautes la France aux Prussiens, que d'y provoquer la guerre
« civile, par une révolte contre le Gouvernement, dont il est
« le délégué !...

« *Guerre à outrance, résistance jusqu'à complet épuisement!* En-
« tends-tu et comprends-tu, pauvre peuple? Le *complet épuise-*
« *ment* est prévu, inévitable, et le voilà décrété!

« Employez toute votre énergie, dit la dépêche en s'adres-
« sant à ses préfets, à maintenir le *moral* des populations !

« Le moyen est sublime ! Promettez-leur le complet épuise-
« ment ! Voilà tout ce que vous avez à leur offrir. Eh bien !
« c'est déjà fait. Vous avez tout pris, et cela ne vous a servi
« à rien. Il faut arriver au moyen de vider deux fois chaque
« bourse vide et de tuer une seconde fois chaque homme
« mort !

« Viennent ensuite des ordres relatifs à la discipline.

« Les troupes devront être exercées tous les jours pendant de
« longues heures, pour s'aguerrir.

« Il est temps d'y songer, à présent que celles qui savaient
« se battre sont prisonnières ou cernées, et que celles qui ne
« savent rien sont démoralisées par l'inaction et décimées par
« les maladies ! Ferez-vous repousser les pieds gelés que la
« gangrène a fait tomber dans vos campements infects ? Res-
« suscitez-vous les infirmes, les phthisiques, les mourants que
« vous avez fait partir et qui sont morts au bout de vingt-
« quatre heures ? Rétablirez-vous la discipline dont vous vous
« êtes occupé tout récemment et que vous avez laissé périr
« comme une chose dont *l'élément civil* n'avait aucun besoin ?

« Mais voici le couronnement du mépris pour les droits de
« la nation : après avoir décrété la guerre à outrance, le mi-
« nistre de l'Intérieur et de la Guerre, l'homme qui n'a pas
« reculé devant cette double tâche, ajoute :

« — *Enfin, il n'est pas jusqu'aux élections qui ne puissent et ne
« doivent être mises à profit.* »

« Et puis, tout de suite, vient l'ordre d'imposer la volonté
« gouvernementale, j'allais dire *impériale*, aux électeurs de la
« France...

« — Donc, patience ! fermeté ! courage ! union et disci-
« pline !

« Voilà comme M. Gambetta entend ces choses ! Quand il a
« apposé beaucoup de points d'exclamation au bas de ses dé-
« pèches et circulaires, il croit avoir sauvé la patrie...

« Ce déplorable enivrement d'orgueil qui conduit un homme,
« fort peu guerrier, à la férocité froide et raisonnée, est une
« note à prendre et à retenir. »

Néanmoins, la Délégation de Bordeaux fit promulguer
un décret portant :

« Art. 1^{er}. — Des assemblées électorales sont convoquées
« pour nommer les représentants du peuple à l'Assemblée
« nationale.

« Art. 2. — Elles se réuniront mercredi 8 février prochain,
« pour procéder aux élections dans les termes de la loi. »

Mais, en même temps, pour faire nommer une Assem-

blée de son choix, Gambetta prit divers arrêtés, marqués au coin du despotisme et de l'arbitraire. Le plus monstrueux fut celui qui déclarait inéligibles les anciens ministres, sénateurs, conseillers d'Etat et préfets de l'Empire, ainsi que tout candidat ou membre des Assemblées de 1851 à 1870, ayant été patronnés ou appuyés par le Gouvernement. Par contre, supprimant la loi des incompatibilités, il admettait à l'éligibilité les préfets dans leurs propres départements.

C'était le coup d'Etat de la folie !

L'effet de ces actes de tyrannie ne se fit point attendre : M. de Bismarck menaça de dénoncer l'armistice et arrêta le ravitaillement de Paris. En même temps, il envoya, « à M. Léon Gambetta, à Bordeaux », le télégramme suivant :

« Au nom de la liberté des élections stipulée par la convention d'armistice, je proteste contre les dispositions émanées en votre nom, pour priver du droit d'être élus à l'Assemblée des catégories nombreuses de citoyens français.

« Des élections faites sous un régime d'oppression arbitraire ne pourront conférer les droits que la convention d'armistice reconnaît aux députés librement élus. »

Il manquait à Gambetta cette dernière honte, d'être rappelé par le Chancelier prussien au respect du droit et de la liberté, comme il nous manquait aussi à nous, Français, cette suprême honte, d'être protégés par M. de Bismarck contre la tyrannie démagogique !

Dans les premiers jours, les prétoriens du Dictateur, tenant à conserver l'état de choses dont ils vivaient, publièrent des proclamations à leurs troupes et provoquèrent des manifestations.

De l'ordre du jour adressé par Bordone, le 2 février, à l'armée des Vosges, nous ne reproduirons que la fin, cela

nous paraît bien suffisant pour indiquer le but poursuivi :

« Ranimez vos courages, nous resterons debout, et quel que
« soit le sort que nous réserve la décision qui sortira d'une Assem-
« blée nommée dans de pareilles conditions, jurons de ne mettre
« bas les armes que lorsque le sol de la France sera PURGÉ de cette
« mêlée de renards et de loups qu'on appelle l'armée de l'em-
« pereur Guillaume et sur laquelle nous marcherons désormais
« comme sur des bêtes fauves, qu'on larde encore de coups de
« pieux et de fourche quand elles gisent expirantes et la bave
« sanguinolente aux lèvres. Pas de quartier !

« *Vive la République !* »

Nous ne mettons pas en doute le *talent purgatif* de l'ex-apothicaire d'Avignon, mais il est singulier qu'il n'ait émis de semblables idées qu'après l'armistice. Et si l'armée des Vosges, comme il le prétend au commencement de ce document, « n'a accepté aucune suspension d'armes », nous en sommes amené à lui demander pourquoi elle a lâché pied, aussi rapidement, à Dijon.

« Le mot de trahison fut prononcé. Le passé de Garibaldi
« ne le mit pas à l'abri d'un odieux soupçon. On connaissait
« sa haine pour la France et les Français, et l'accusation, dit
« le général Ambert, quelque injuste qu'elle puisse être, sem-
« blait se justifier. Un officier supérieur de la marine écrivait :
« Il est bon que la lumière se fasse sur tous ces malandrins
« et qu'ils soient bien et dûment couverts de l'infamie qu'ils
« ont si richement méritée. Il y a, avec le sieur Castellagi,
« major garibaldien, ami de Bordone, deux ou trois points sur
« lesquels il serait bon d'appeler l'attention. Quelles étaient
« par exemple les raisons qui pouvaient faire voyager ce per-
« sonnage dans nos environs, au moment où les Prussiens
« étaient partout, avec une somme de 100,000 francs sur lui ?
« — Qu'il y ait eu des traîtres et des espions dans l'armée de

« Garibaldi, nul n'en doit douter. Ces hommes n'étaient pas
« plus Français que Prussiens, et le mobile de leurs actions
« ne pouvait être que l'intérêt personnel. Venus de tous pays,
« ennemis du travail, de l'ordre, de la vie régulière, portant
« des noms d'emprunt pour se soustraire aux recherches de
« la justice, ces aventuriers ne pouvaient que nuire à la cause
« nationale. »

N'oublions pas qu'à la fin de juillet 1871, le général Trochu a déclaré que son gouvernement avait fait arrêter Dombrowski parce qu'on savait que cet étranger était à la solde de la Prusse. Avec M. Philibert Audebrand, on est en droit de se demander pourquoi l'ancien président du Gouvernement de la Défense nationale n'a pas fait plus tôt cette déclaration qui éclaire d'un jour particulier les agissements de Garibaldi réclamant l'envoi, par ballon, de J. Dombrowski. Ce général de la Commune était un aventurier de haute volée. Ancien élève des écoles militaires russes, il avait servi dans le Caucase et n'avait quitté l'armée du czar qu'en raison de sa nationalité polonaise. Il se recommandait à Garibaldi par les relations de vieille date qu'il avait avec les associations ténébreuses dont les ramifications s'étendent dans toute l'Europe. Il pouvait échanger le signe de reconnaissance et de ralliement des initiés avec les affiliations de politique mystérieuse que l'on rencontre en France, en Italie, en Irlande, en Allemagne et en Russie.

A Bordeaux, le chef du mouvement était un officier garibaldien, Milton. Il se rendit, à la tête de deux cents clubistes cosmopolites, en face de la Préfecture, monta sur un balcon et déclara que la France ne voulait pas des élections.

Garibaldi ne restait pas inactif et, comptant sur une partie des ouvriers du Creusot, s'empressait d'envoyer, de son autorité privée, au maire communard Dumay,

l'un des chefs de l'*Internationale* (aujourd'hui député), trois mille fusils environ et plusieurs milliers de kilogrammes de cartouches. » De sorte que, grâce à Garibaldi « et par les soins des autorités, toute la lie de la population fut armée, tandis que les hommes d'ordre étaient mis hors d'état de se défendre ¹. »

C'était la juste conséquence de l'ordre du jour de Bordone!

De son côté Gambetta qui tenait, dans un but bien facile à deviner, à se conserver les sympathies du chef de l'armée des Vosges et de ses hommes, lui télégraphiait :

« Cher et illustre ami, combien je vous remercie de tout ce que vous faites pour *notre* République! Votre grand et généreux cœur vous porte toujours là où il y a quelque service à rendre, quelque danger à courir... Vous savez maintenant par les mesures que j'ai prises ² comment je crois qu'il est encore possible de tirer parti de la situation qui nous est faite. Aidez-moi par votre action militaire et par votre influence persuasive. Évitions les complications et, en attendant la reprise des hostilités, conduisons-nous en républicains connaissant la politique et sachant la pratiquer. Je vous remercie de votre belle lettre. Elle m'est bien précieuse. Je vous embrasse. »

Il est bien aisé de lire entre ces lignes et de se rendre compte du sens amphibologique de cette dépêche. L'anarchie était à son comble. La délégation de Bordeaux se révoltait contre le Gouvernement, dont elle était une émanation. Gambetta, guidé par son ambition, se cramponnait au pouvoir, ne voulait pas l'abandonner, faisait parade d'un faux patriotisme et demandait à Garibaldi le concours de son action militaire et de son influence persuasive.

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 60; Dépos. de M. Mathieu, ingénieur du Creusot.

² Gambetta veut probablement parler des arrestations qu'il avait en vue.

On se souvient que les démagogues s'étaient abstenus d'aller présenter leurs poitrines aux Prussiens, se réservant pour la guerre civile. Le moment leur paraissait arriver de tenter un mouvement révolutionnaire auquel la France démembrée et meurtrie semblait ne pas pouvoir résister. Cette prise d'armes, organisée de longue main par les amis de Gambetta, devait s'appuyer sur Garibaldi et son armée, sur les ligues séparatistes du Midi, du Sud-Ouest et sur le Comité central de Paris.

En cette occasion, le Gouvernement de Paris, pour la première fois, fit preuve d'énergie et de résolution. M. Jules Simon, surtout, envoyé à Bordeaux, investi de pleins pouvoirs, déploya une vigueur inaccoutumée et une résistance dépassant les limites ordinaires de son caractère. Par la voie des journaux, il lança immédiatement une proclamation cassant les arrêtés électoraux de Gambetta et annonçant que, dans le cas imprévu où la Délégation de Bordeaux refuserait d'obéir aux ordres du Gouvernement, il exécuterait sans hésiter son mandat.

Allain-Targé, le préfet de la Gironde, et Ranc, le directeur de la Sûreté générale, de par Gambetta, saisirent les journaux qui avaient reçu communication du décret de M. Jules Simon. En même temps les citoyens Crémieux, Gambetta, Glais-Bizoin et Fourichon faisaient publier une proclamation contre le Gouvernement de Paris. Celui-ci, informé de la situation, dépêcha, à Bordeaux, MM. Emmanuel Arago, Garnier-Pagès et Eugène Pelletan, porteurs d'un décret qu'ils avaient mission de faire strictement appliquer.

Gambetta donna sa démission et fut remplacé par M. Emmanuel Arago dans ses doubles fonctions de ministre de l'Intérieur et de ministre de la Guerre.

Ainsi finit la Dictature de ce dominateur insolent, qui sacrifia le pays à ses caprices et dont le nom restera ineffaçablement attaché aux ruines de la patrie.

Comme complément de sa folie, il avait le dessein de faire arrêter un grand nombre de publicistes et d'hommes politiques, avec ordre de les conduire à la citadelle de Blaye. Au dernier moment, le courage manqua aux conspirateurs et les moyens firent défaut.

Toujours prudent pour lui-même, Gambetta s'en alla changer de peau sous les orangers espagnols de Saint-Sébastien où, nouvelle menace pour l'avenir, il attendit, dans une retraite opulente, l'explosion de la Commune de Paris.

Quant à ses complices, Allain-Targé, préfet de la Gironde, et Ranc, ils donnèrent leurs démissions pour éviter une révocation bien méritée.

« Les garibaldiens se considéraient, en France, comme « en villégiature, ils trouvaient cela fort agréable, « menaient, dit M. de Grancey, une vie joyeuse, buvaient « beaucoup et avaient beaucoup de ces officiers dont nous « parlions tout à l'heure (des femmes). Ils n'avaient donc « aucune raison de vouloir finir un tel état de choses ¹. »

L'association républicaine de l'Algérie fit placarder des affiches ainsi conçues :

ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE

CANDIDATS DU DÉPARTEMENT D'ALGER :

GAMBETTA,
GARIBALDI.

« GARIBALDI, le héros de la Liberté, le champion de la République Universelle.

« *L'Association républicaine de l'Algérie.* »

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 133; Dépos. de M. de Grancey.

Cette association joua un rôle important dans la tentative communaliste d'Alger.

Garibaldi fut porté aussi, dans plusieurs départements, notamment dans la Seine, la Côte-d'Or et Saône-et-Loire, comme candidat aux élections législatives. Ses miliciens italiens, grecs, espagnols, égyptiens, américains, nègres, recoururent à la tactique employée par les garibaldiens, après l'expédition des Deux-Siciles, lors du plébiscite de Naples : ils votèrent. C'était une violation flagrante de la loi. Une protestation fut aussitôt rédigée ; Garibaldi ayant démissionné, elle devint inutile et resta nulle, mais acquise à l'histoire. Les manœuvres les plus violentes furent mises en œuvre par les démagogues ; auprès d'elles, dit M. Domenech, la fameuse soupière et le veau de M. Rognat étaient des enfantillages.

Les urnes furent *surveillées* à Autun, au Creusot et à Épinac, par les garibaldiens ; ils y déposèrent autant de bulletins qu'ils le voulurent.

Le 8 février, Garibaldi fut élu :

1° A Paris, après Louis Blanc et Victor Hugo, avec la liste radicale, sur laquelle on remarquait les futurs communards : Delescluze, Félix Pyat, Gambon, Ranc, Brunel, Cournet, Arnaud, Razoua, Millière ; liste qui produisit un effet déplorable à l'étranger. Les élections provinciales remirent le pays en estime aux dépens de la capitale ;

2° Dans la Côte-d'Or, Garibaldi arriva le quatrième, à la suite du maire de Dijon, de l'ex-ministre Magnin et de M. Sadi Carnot, qui préside aujourd'hui aux destinées de la République *athée et judaïco-maçonnique*, parce que le Congrès a craint d'être rongé par la Souris Blanche aussi bien que dévoré par le Tonkinois. Entre Freycinet et Jules Ferry, le Congrès a choisi l'ingénieur des ponts et chaussées ;

3° Le département de Saône-et-Loire était infesté de garibaldiens, leur chef y fut naturellement nommé ;

4° Garibaldi obtint 10,606 voix pour le département d'Alger et Gambetta 12,423 voix.

Le *condottiere* reçut les dépêches suivantes :

Alger, 10 février 1871.

« *A général Garibaldi.*

« Général,

« Nous vous choisissons comme représentant, non pour
« signer une paix impossible, mais pour continuer la guerre,
« même contre la décision de telle Assemblée que ce soit.

« Point de paix d'aucune espèce !

« La guerre dût-elle durer vingt ans !

« Nous comptons sur vous, le cas échéant, pour vous replier
« sur l'Algérie avec les braves gens qui voudront vous suivre.

« Acceptez donc de nous représenter et optez pour le départe-
« ment d'Alger. Vous nous viendrez peut-être. Vous nous
« aiderez à garder, coûte que coûte, envers et contre tous,
« l'Algérie à la France et la République au monde.

« *Vuillermoz, Leroux, Crispo, Lormand, Juillet*

« *Saint-Lager, Léon Genella, Emile Genella,*

« *Marais, Bru, Basset, Paul Blanc.* »

(*Journaux d'Alger. — Avenir Algérien, 16 février.*)

Alger, 10 février.

« *Président Comité garibaldien à général Garibaldi,*
« *Chalon-sur-Saône.*

« Vous êtes élu avec Gambetta à immense majorité. Cela
« signifie guerre. Optez pour Alger ; l'Algérie peut devenir
« boulevard de l'indépendance. Réponse. Salut. Fraternité.

« *Crispo,*

« *Du Bouzet.* »

Le Tell (cité dans l'*Akhbar*, du 14 février) ramenait la question à ces termes :

« Les citoyens Vuillermoz, Lormand, Gastu et Paul Blanc
« voudraient donner à l'élection de Gambetta et de Garibaldi
« une signification politique qu'elle n'a pas; il n'y a qu'une
« imperceptible minorité en Algérie qui voudrait *séparer* ses
« destinées de la France; notre malheureuse patrie n'a jamais
« été cruelle pour nous, et ce n'est certes point au moment
« que sonne le glas de la mort qu'on devrait faire naître des
« idées de séparation ! »

Garibaldi, à qui on avait demandé quel était son programme, envoya au Gouvernement de Bordeaux la communication suivante, que nous trouvons dans : « *Le Siège de Paris, 1870-1871* », par Jules Lemelle, 2^e édition, pp. 232-233 :

« Mon programme le voici :

« 1^o Mon vote à la République, la République gouvernement
« des honnêtes gens, gouvernement qui tombe par la *corruption*
« et qui se soutient par la *vertu*, gouvernement qui seul
« peut empêcher la France d'avoir une révolution avant six
« mois;

« 2^o Comme condition de paix :

« Le *statu quo ante bellum*, les frais de guerre devant nécessairement être payés par les sept millions de *oui* qui l'ont
« voulue et particulièrement par les *impérialistes* et les *prêtres*
« qui ont provoqué les *oui*.

« Les frais de guerre devront être déterminés par l'arbitrage
« d'un nombre égal de puissances neutres d'un côté et de
« l'autre, au choix des contractants. — G. GARIBALDI. »

Que ces mots *corruption* et *vertu* font bien sous la plume d'un Garibaldi ! Quant au reste de ce pathos, il ne mérite pas d'être discuté.

Le 8 février, le général Pradier faillit être assassiné à Mâcon, par des *Enfants perdus de Paris*, servant dans l'armée de Garibaldi, et sur l'ordre du préfet Frédéric Morin. Le général Pradier était en uniforme au moment où il fut assailli; il était candidat à l'Assemblée nationale et porté par les comités conservateurs de Saône-et-Loire. La canaille voulait le faire disparaître.

Le 10 février, au château de Corcelles-les-Chalon, Garibaldi, devenu député français, laissait à son fils Menotti le commandement de l'armée des Vosges et se préparait à partir pour Bordeaux, où l'Assemblée devait se réunir le 12, pour recevoir le 13 les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale et, le 17, nommer Thiers chef du Pouvoir exécutif.

Garibaldi quitta la Bourgogne avec l'intime conviction qu'il ne reviendrait plus jamais à la tête de ses troupes. Nous avons consigné ailleurs les recommandations qu'il fit à Menotti, si les hostilités recommençaient, de suivre son exemple, « *de manœuvrer et éviter les combats autant que possible*¹ », afin de ménager ses troupes pour la défense d'une autre cause, c'est-à-dire de la Commune.

A son arrivée à Bordeaux, il fut avisé officieusement, de la part de M. Emmanuel Arago, ministre de la Guerre, que « le plus grand service qu'il pourrait nous rendre, « dans l'état des choses présentes, ce serait de donner sa « démission² ».

Profondément mortifié, quoique sans être surpris par cette invitation, Garibaldi souscrivit aussitôt au désir exprimé; nous disons désir, ordre conviendrait mieux.

A l'ouverture de la séance du 13, M. Benoist d'Azy,

¹ Bordone. *Garibaldi et l'armée des Vosges*, 3^e partie, p. 550.

² Bordone. *Garibaldi et l'Armée des Vosges*, 3^e partie, p. 389, note 1.

président d'âge, fit part à l'Assemblée de la lettre suivante, par laquelle Garibaldi donnait sa démission de député :

« *Citoyen président de l'Assemblée nationale,*

« *Comme un dernier devoir rendu à la cause de la République française, je suis venu lui porter mon vote que je dépose entre vos mains.*

« *Je renonce aussi au mandat de député, dont j'ai été honoré par divers départements.*

« *Je vous salue.*

« G. GARIBALDI. »

Le « héros », l'ancien marchand de chandelles à New-York, aurait pu se dispenser de résilier un mandat que sa qualité d'étranger rendait nul comme son élection !

Le *Moniteur* continue :

« La lecture de cette lettre fut accueillie, dit le compte rendu de la séance, par des « mouvements divers ». A vrai dire elle ne causa pas grande émotion. Il y avait en ce moment dans le cœur de tous des préoccupations autrement douloureuses ! Mais au moment où la séance était près de finir, on vit Garibaldi entrer dans la salle, s'asseoir un instant et puis se lever en demandant la parole ¹.

« Aussitôt des applaudissements éclatent dans plusieurs tribunes publiques. Evidemment il y avait « un coup » monté. Pour s'en convaincre, il suffisait de regarder ceux qui applaudissaient. Des rangs de la majorité — et la majorité pendant ces premiers jours s'étendait bien plus loin que les bancs de la droite et du centre, M. Thiers n'avait pas encore passé par là — on répond par des protestations indignées : « Il ne parlera pas... Il n'est pas député... Il n'est pas Français... L'armée de l'Est, l'armée de l'Est ! »

¹ Garibaldi était soutenu par Bordone et Basso.

« Dans une des tribunes, un homme était debout qui écumait de colère. Il montrait les poings à l'Assemblée, et au milieu de ses vociférations, ce cri revenait à chaque instant : « Tas de ruraux, majorité de ruraux ! » L'inventeur de cette épithète, dont les journaux républicains devaient dans la suite faire un si fastidieux usage, était Gaston Crémieux, qui, quelques jours après, s'en allait proclamer la Commune à Marseille et devait payer de sa vie, devant un Conseil de guerre, le crime d'avoir déchaîné la guerre civile dans cette grande cité ¹.

« La séance fut levée au milieu de ce violent tumulte et sans que Garibaldi eût pu prendre la parole. Cette agitation, qu'on avait cherché à provoquer, était aussi grande au dehors qu'au dedans, et sur la place du Théâtre, envahie par la foule, il était facile de distinguer les groupes de garibaldiens qui attendaient la sortie du « héros ». Il monta dans une voiture découverte; à côté de lui était Bordone, le général-apothicaire, et il nous semble le voir et l'entendre encore, se tenant debout et jetant aux membres de l'Assemblée qui passaient devant lui les outrages les plus grossiers et les menaces les plus violentes.

« Si nous rappelons le souvenir de ce qui se passa ce jour-là à Bordeaux, c'est parce que d'autres l'ont rappelé avant nous ; et hier encore un journal républicain présentait l'érection du monument à Garibaldi comme une œuvre de « *réparation nationale* », destinée à venger cette grande mémoire des « *insultes* » que l'Assemblée de Bordeaux ne craignit pas de prodiguer à l'incomparable soldat, au grand patriote ! « *Souscrivez donc pour la statue glorieuse, pour la statue réparatrice, pour la statue d'où descendra l'exemple.* »

« Dans cette scène du 13 février 1871, dans cette explosion de colères contre l'homme par qui le pays venait de perdre toute une armée et qui osait prendre la parole, c'était la France qui se faisait justice par la voix de ses représentants. »

¹ Gaston Crémieux avait été, nous l'avons déjà dit, secrétaire du citoyen Boyssset à Chalon-sur-Saône.

On rapporte que Bordone fit alors un geste paraissant dire qu'il fallait balayer l'Assemblée et la jeter dans la Gironde. L'armée des Vosges était trop éloignée de ses chefs : geste et menace furent inutiles. Garibaldi, en sortant de l'Assemblée, fut hissé sur sa voiture par ses acolytes et s'écria : « *J'ai toujours su distinguer la FRANCE « DES PRÊTRES DE LA FRANCE RÉPUBLICAINE, que je suis « venu défendre avec le dévouement d'un fils. Vive la « France Républicaine!* »

« Au moment de la conclusion de l'armistice, dit M. Hélot, alors préfet d'Alger, Alexandre Lambert s'était occupé d'organiser à Alger une compagnie garibaldienne. Il avait réuni 150 ou 200 hommes qui sont allés rejoindre Garibaldi aux environs de Lyon. Après la cessation des hostilités, ils sont revenus isolément par quatre ou cinq. Au moment de la réunion de l'Assemblée à Bordeaux, dans un club présidé par Vuillermoz, on a fait une collecte; on a pris bien entendu sur les fonds du comité de quoi armer une cinquantaine d'individus choisis parmi les garibaldiens, et ils sont partis avec Alexandre Lambert, dans le but d'enlever l'Assemblée. » (*Déposition* devant l'Enquête parlementaire, pp. 265 et 278.)

Trois délégués, chargés de contrôler et surveiller les députés algériens, furent envoyés aussi à Bordeaux : Alexandre Lambert, Calvnhac et le charpentier Lormand, adjoint au maire d'Alger. Ils obtinrent le *passage gratuit*, en France, sur un bâtiment de l'État.

Arrivés à Bordeaux, ils firent quelques démarches pour obtenir la validation de l'élection de Garibaldi. Durant l'insurrection de Paris, ils réparurent sur la brèche, en compagnie de Lucien Rabuel, ancien sous-préfet de Mostaganem. Ils firent cause commune avec les Fédérés et payèrent l'un de sa vie, les deux autres de l'exil et de la déportation leur folle et criminelle tentative.

Rabuel, ancien brigadier au train des équipages militaires, fut nommé capitaine d'état-major au titre de l'armée auxiliaire (19 décembre 1870); lieutenant-colonel d'infanterie, commandant en second *l'instruction* du camp de Toulouse; passa avec ce titre sous les ordres de Chanzy. Pendant la Commune il devint inspecteur des fortifications. Il avait vingt-huit ans!!

L'avant-dernier acte de la comédie garibaldienne consista dans la démission du « général », qui s'adressa en ces termes au ministre de la Guerre, le général Le Flô :

« Ayant été honoré par le Gouvernement national du commandement de l'armée de l'Est, et voyant que ma mission est terminée, je vous offre ma démission.

« Je vous salue.

Signé : « G. GARIBALDI. »

Le Gouvernement, qui allait céder la place à celui de M. Thiers, désireux de se ménager l'appui des loges maçonniques, voire même celle du rite juif de Misraïm, crut devoir se prosterner une dernière fois devant le vieux forban et eut l'infamie de le remercier pour les prétendus services qu'il avait rendus à la France !

Le lendemain, Garibaldi s'embarquait à Marseille et faisait voile pour Caprera, singulièrement déçu ! Peut-être comparait-il ce départ avec celui de Rome en 1849. Avant de quitter la Ville Éternelle, en compagnie de ses *bravi*, il avait saccagé le palais Farnèse, pillé la Monnaie, ayant bien soin d'emporter le numéraire et de laisser le papier; il avait razié les vases sacrés, les ostensoirs, les croix d'or et d'argent des églises; il s'était emparé de l'argent du pauvre, c'est-à-dire des sociétés charitables et des caisses du Mont-de-Piété ! Il avait jeté tout cela pêle-mêle dans ses fourgons et s'était enfui avec quatre mille bandits par la porte de Saint-Jean de Latran, tandis que les

troupes françaises débordant sur la rive droite entraient par les portes *Portese, Angelica, Cavaleggieri*, et de l'autre côté par celle *del Popolo*. Nous pourrions invoquer le témoignage de M. Tricoche et le prier de rafraîchir, au besoin, ces souvenirs historiques.

Le 13 février, Bordone télégraphiait au colonel Jolival, sous-chef d'état-major de l'armée des Vosges, à Chalon-sur-Saône :

« *Veillez mettre à l'ordre du jour les lignes suivantes que le général Garibaldi me laisse au moment de son départ :*

« *Je vous quitte avec bien de la peine, mes braves, et forcé à cette séparation par des circonstances impérieuses.*

« *En retournant dans vos foyers, racontez à vos familles les travaux, les fatigues et les combats que nous avons soutenus ensemble pour la sainte cause de la République.*

« *Dites-leur surtout que vous aviez un chef qui vous aimait comme ses propres enfants et qu'il était fier de votre bravoure.*

« *Au revoir, dans des circonstances meilleures.*

« **Général GARIBALDI.** »

Bordone avait ajouté un paragraphe à cette dépêche ; nous n'avons pas à l'insérer, parce que c'est la continuation de ses mensonges.

A la fin de février, des troupes françaises et de la gendarmerie sont envoyées au Creusot et à Luzy pour débarrasser ces localités des brigands de l'armée des Vosges qui menacent de troubler l'ordre au Creusot, incendient, pillent et volent à Luzy.

Il y avait à Autun une cinquantaine de malfaiteurs condamnés par des Cours martiales ; ils furent relâchés et dirigés probablement sur Paris pour grossir le noyau de la Commune.

Le vice-amiral Penhoat, les généraux de Busserolles

et de Jouffroy furent chargés du licenciement des garibaldiens, dès que les préliminaires de paix furent signés. Pour éviter une révolte de la part de ces malandrins, les officiers français eurent l'excellente idée de maintenir Bordone, Menotti et Ricciotti dans leurs grades pendant cette période critique. Puis, prenant les chefs subalternes et les soldats par l'endroit le plus sensible, ils leur payèrent un supplément de solde égal à ce qu'ils auraient gagné s'ils étaient restés au service de Garibaldi deux mois de plus. L'opération ne se fit pas sans difficultés, mais l'habileté de l'amiral et de ses lieutenants sut les surmonter.

Le 28 février, Menotti démissionne parce que l'autorité militaire lui a défendu de se rendre au Creusot où des troubles avaient lieu; troubles qui amenèrent l'arrestation du commandant de la garde nationale et la fuite de Dumay ¹.

Nous lisons dans l'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 91 (Dépos. de M. Castilhon):

« Le 1^{er} mars est jour de grande foire dans le pays; les do-
« mestiques des deux sexes viennent sur le marché (d'Autun)
« offrir leurs services. Les soldats de la légion Ravelli vinrent
« sur le marché, et là, en public, devant tout le monde, se
« permirent les outrages les plus odieux sur les femmes qui y
« étaient, et repoussèrent à coups de poing les pères et les
« maris outragés qui venaient au secours de leurs enfants ou
« de leurs femmes. Je citerai ce fait particulier que Menotti
« Garibaldi, qui avait donné sa démission, vint en costume
« bourgeois sur le marché pour rétablir le bon ordre et qu'on
« fut obligé de requérir un certain nombre d'hommes, pour

¹ Menotti Garibaldi était encore qualifié *général*, tout récemment, par la *Tribuna*, rapportant l'impression plus que défavorable que procura au fils aîné du *condottiere* son voyage aux possessions italiennes de la mer Rouge.

« forcer ces gens à évacuer le marché et à rentrer dans les
« casernes où on les consigna. La population était indignée. »

« Cette armée, dit M. Castilhon, était composée des
« mêmes éléments que celle de la Commune de Paris ; elle
« avait le même instinct de pillage, les mêmes idées, les
« mêmes mœurs, le même esprit. »

Les garibaldiens se conduisaient comme en pays ennemi, comme les Prussiens ; peut-être plus mal ? ¹

Nous recommandons à nos lecteurs la lecture du *Rapport* de M. de Sigur *sur les marchés de l'armée des Vosges*. Ils y verront que tous les garibaldiens, depuis les chefs jusqu'aux simples soldats, se sont enrichis aux dépens de la France avec un cynisme sans précédent.

* *

Examinons rapidement le rôle de Garibaldi et des garibaldiens pendant la Commune de Paris, et commençons par reproduire une partie de la déposition faite devant la Commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871, par M. Choppin, qui dirigea la Préfecture de police après la démission de M. Cresson, et vit naître le mouvement qui servit de prélude à cette révolution :

« Très peu de jours avant le 18 mars, dit-il, alors que les
« troupes des armées de province, qui sont devenues depuis
« l'armée de l'ordre, mais qui ne le furent pas le 18 mars,
« arrivèrent à Paris, il arriva des contingents pour l'insurrec-
« tion ; ils ont changé complètement la physionomie de Paris.
« C'étaient des hommes appartenant à des corps irréguliers
« dissous à Lyon ; c'étaient des garibaldiens. Nous vîmes arri-
« ver à Paris ces hommes à chemises rouges, avec des plumes
« de paon derrière la tête. C'était une mascarade, mais c'était

¹ ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Dépositions des témoins*, t. IV, p. 101, col. 2 ; Dépos. de M. Debuschère.

l'armée insurrectionnelle qui achevait de se former. » (EN-
« QUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II,
« *Dépositions des témoins*, p. 115.)

M. Macé, attaché à la Préfecture de police, s'exprime ainsi devant la même Commission :

« J'ai été chargé, comme commissaire de police de la Pré-
« vôté, de l'interrogatoire des détenus. J'ai trouvé sur Pesunc,
« âgé de 18 ans, et qui a assassiné le docteur Pasquier, une
« carte de la *Légion garibaldienne*¹, à laquelle il appartenait ;
« c'est cette légion qui a voulu piller les hôtels de M. de la Ro-
« chetulon, du prince de Wagram et du prince Murat, dans
« le pâté de la rue Blanche. J'ai saisi, sur Cypriani, un des
« aides de camp de Flourens², et qui a été blessé, le plan des

¹ La *Légion garibaldienne* avait été formée pendant le premier siège de Paris avec l'autorisation du général Trochu. Dombrowski commandait l'une de ses sections. Les statuts de cette bande se trouvent aux *Pièces justificatives*, t. III, de l'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*.

² La mort de Flourens a été le sujet de tant de récits inexacts, que nous croyons devoir raconter ici cet événement tel qu'il nous a été rapporté par le capitaine de gendarmerie Desmaret, chevalier de la Légion d'honneur et en retraite.

« Le 3 avril 1871, Flourens avait assuré à ses hommes qu'à la suite d'une entente entre lui et le commandant du Mont-Valérien (appartenant à l'armée du maréchal de Mac Mahon) on pouvait aller sans coup férir jusqu'à Versailles. Lorsque les communards arrivèrent à bonne portée, les canons du fort les mirent en déroute et ils s'enfuirent de tous côtés, en proférant contre Flourens des menaces de mort et des accusations de trahison.

« Flourens et Cypriani, son aide de camp, se réfugièrent à Chatou, dans une maison abandonnée sise au bord de la Seine, et se mirent aussitôt à se raser la barbe et à endosser des vêtements bourgeois, apportés dans une grande valise.

« A ce moment, le colonel de gendarmerie Roussel donna au capitaine Desmaret l'ordre de faire fouiller les maisons de Chatou, afin d'en retirer les fusils et les communards qui pourraient s'y trouver.

« Le maréchal des logis Meunier et les gendarmes Fusch, Kifer et Thiesse, arrivèrent au hasard à l'habitation qui cachait Flourens. Kifer ouvrit la porte et fut accueilli par un coup de revolver (Kifer

« hôtels à brûler; tout y était indiqué, jusqu'à la niche du « chien. Évidemment ces hôtels devaient être pillés par la « *Légion garibaldienne*. » (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE; INSURRECTION DU 18 MARS, t. II, *Dépositions des témoins*, p. 221 et 222.)

La déposition de l'ex-général Cremer n'est pas moins curieuse :

« Ce qu'il y avait de plus terrible dans Paris, c'étaient les « étrangers. Je suis sûr que les gens qui se sont battus d'une

était un père de famille, il avait cinq enfants); Fusch saisit l'individu qui avait feu et l'entraînant au dehors s'écria en voyant arriver le capitaine Desmaret au grand galop de son cheval : « *Ma gabitaine, foilà zelui qui a blezé ma gamarate!* » M. Desmaret, n'écoulant que sa colère, asséna un terrible coup de sabre sur la tête de l'homme, qui tomba la face en avant et le crâne entr'ouvert. Le gendarme Thiesse (qui habite aujourd'hui Reims), lui donna le coup de grâce en lui déchargeant son mousqueton dans l'oreille. La balle fit sauter la cervelle, qui sortit par l'ouverture produite par le sabre. On fouilla le cadavre et on trouva sur lui des lettres adressées au major Flourens. D'autre part, Hamilcar Cypriani venait d'être blessé et extrait de sa cachette par le maréchal des logis Meunier; mis en présence du cadavre il le reconnut aussitôt pour être celui de Flourens, confirmant ainsi les soupçons que la découverte des lettres avait fait naître dans l'esprit du capitaine Desmaret. »

Le 29 septembre 1888, le *Gaulois* publiait, dans ses *Echos de Paris*, la note suivante :

« Hamilcar Cypriani est à Paris depuis deux jours; mais en vieux révolutionnaire qu'il est, il se croit obligé de se cacher pour dé-pister la police.

« C'est ainsi qu'il a avisé de son arrivée M. Rochefort, qui d'ailleurs n'est pas allé le voir, et qu'il a passé toute la journée d'hier hors du *garni* dans lequel il est descendu, aux environs de la Bastille, en prenant un faux nom qui se trouve être précisément celui d'un marchand du quartier. »

En 1889, Cypriani fut reçu avec enthousiasme par les radicaux français, MM. Lockroy et Clémenceau en tête. Mais, en 1891, l'ex-forçat, que les radicaux italiens présentèrent à la députation de Pise, ne recueillit que 658 voix contre 5,830 données à son concurrent. On voit de quel crédit jouit en Italie cet aventurier qui, après avoir fait partie de la Commune de Paris, voulait tout simplement mettre le feu aux quatre coins de Rome, le 1^{er} mai 1891. Ce nouvel exploit vient de lui valoir vingt mois d'emprisonnement.

« façon si tenace étaient guidés par les étrangers. A ce moment il arrivait à Paris des bandes de Polonais, de *garibaldiens spécialement*. J'ai vu un garibaldien disant qu'il y avait 12,000 hommes; mais à part 2,000 hommes qui étaient des soldats, qui marchaient par conviction, le reste était un ramassis de misérables qui disparaissaient au premier coup de feu. Il y avait des compagnies formées comme toutes les compagnies de corps francs avec 100 hommes; elles s'appelaient les *Vengeurs* de n'importe quoi; elles avaient 40 officiers et 10 trompettes. Je me suis aperçu du trafic qui se faisait des entrées en campagne ¹... Tous les corps francs se composaient de petits corps ayant des noms différents plus ou moins baroques. On faisait passer un officier des *Vengeurs de la Mort* dans le corps des *Vengeurs de la Vie*, il changeait deux fois de corps et il touchait deux fois l'entrée en campagne et, au bout de quelque temps, un sous-lieutenant avait touché les appointements d'un général de division, ils touchaient en outre deux fois la solde de voyage. J'en ai vu arriver à Paris en corps constitué... au moins les *garibaldiens*. Après l'investissement de Paris, ils arrivaient par la ligne du Nord; ils traversaient les lignes prussiennes. » (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE; *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II, *Dépositions des témoins*, pp. 301 et 302.)

L'amiral Saisset, parlant de la solde des garibaldiens, dit :

« Tous les garibaldiens touchèrent, à Paris, une première mise de *soixante francs*, et chacun d'eux, pendant tout le temps du siège, avait *vingt francs par jour*. » (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II, *Dépositions des témoins*, p. 215.)

« Le 24 mars, le Comité central, considérant que la situation réclamait des mesures rapides, investit du commandement militaire, avec le titre de généraux, Brunel, Eudes et Duval, qui

¹ Le trafic des entrées en campagne était une réédition de ce qui s'était passée à l'armée des Vosges. Nous l'avons signalé ici, p. 64.

« devaient agir de concert, en attendant l'arrivée de Garibaldi, « acclamé comme général en chef. » (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. I^{er}, Rapport de M. Louis de Saint-Pierre, député de la Manche, p. 373.)

Quels étaient donc ces généraux qui devaient servir de lieutenants à Garibaldi ?

Brunel, ancien commandant du 107^e bataillon de la garde nationale, avait été, avant le 18 Mars, pourchassé par la mairie du X^e arrondissement et l'Hôtel de Ville, qui lui demandaient compte de sommes recueillies par souscriptions, pour faire soi-disant fabriquer des canons. (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II, *Déposition Dubail*, p. 350.)

Brunel, *espion prussien*, était marié à une femme allemande, *espionne aussi*. (ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II, *Déposition du colonel Barral de Montaud*, p. 271.)

Eudes était un assassin. Il avait tué un pompier à La Villette. Il était en prison au 4 Septembre et fut mis, ce jour-là, en liberté comme tant d'autres scélérats. (Voir la *Déposition du général Trochu*, ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, *Insurrection du 18 mars 1871*, t. II, p. 35.)

Duval était le fils de l'un des assassins du général Bréa; il fut fusillé par les troupes du général Vinoy.

A Marseille, des factieux, aidés par les garibaldiens, arrivés en cette ville, y installèrent aussi la Commune. Le 4 avril, le général Espivent de la Villeboisnet mit, de vive force, fin au règne des parodistes de la Commune de Paris. Il fut obligé de bombarder pendant sept heures la Préfecture, bâtiment carré formant une sorte de citadelle où se tenaient, défendus par des canons et des mitrailleuses, garibaldiens, gardes civiques et délégués à la Commune.

A Lyon, à Saint-Étienne, à Toulouse, au Creusot, à Limoges, le sang coula aussi, mais force resta bientôt à la loi et au droit.

Nous avons, dans les premiers chapitres, montré Garibaldi chaud partisan de la Commune, parce qu'il voyait en elle le prélude de l'établissement de la *République universelle*¹; nous devons enregistrer, ici, la lettre qu'il adressa au maire d'Alger :

Caprera, 7 mars 1871.

« Citoyen Maire,

« Dites à la brave et généreuse population d'Alger que je suis fier de compter parmi ses citoyens².

« Je suis, avec reconnaissance,

« Votre bien dévoué,

« G. GARIBALDI. »

¹ La Commune de Paris avait, en effet, à sa tête, une quantité d'étrangers et même des Allemands. L'Italie avait donné Garibaldi dont les soldats licenciés prirent la route de la capitale, au lieu de repasser les Alpes; la Pologne donna Dombrowski, le général en chef que réclamait Garibaldi et qui faillit écraser Versailles; l'Allemagne donna Léo Frankel et Simon Deutsch. Léo Frankel siégea parmi les membres de la Commune. Simon Deutsch, *juif allemand* très connu, qui faisait passer, déjà du temps de l'Empire, de l'argent au parti radical, rentra à Paris en février 1871 : il devenait conseiller de la Commune et l'*alter ego* du Délégué aux Finances. (Voir le *Rapport du 2 décembre 1872, de M. d'Arnim, sur la Presse radicale française et allemande.*)

Le rapport du général Appert signale aussi le nombre inouï d'étrangers qui se trouvèrent pour la première fois à Paris, au moment de la Commune : ils ne virent guère les Tuileries que pour y mettre le feu; ils prirent une part active au mouvement insurrectionnel. Ce rapport corrobore parfaitement avec le passage de la lettre que nous écrivait le général Cluseret (Voir ici, p. 44), et dans lequel il déclarait que sur les soixante-dix membres de la Commune, il en connaissait tout au plus une demi-douzaine ! Cette Commune, faite ainsi avec l'appoint de l'étranger, au lendemain de nos affreux désastres, est le digne couronnement de l'œuvre radicale commencée le 4 Septembre, continuée le 31 Octobre 1870, les 22 Janvier et 18 Mars 1871 !

² *Moniteur de l'Algérie*, 21 mars 1871.

Le lendemain, il télégraphia :

Caprera, 8 mars 1871.

« *A l'Association républicaine de Constantine.*

« Mes chers amis,

« J'accepte, avec reconnaissance, la présidence honoraire de
« votre Association républicaine ¹.

« Je serai avec vous toutes les fois qu'il faudra soutenir les
« Droits de l'Homme, et suis

« Votre dévoué,

« G. GARIBALDI. »

(*Cahier jaune.*)

Il s'agissait de troubler l'ordre, en Algérie : les encouragements du grand citoyen de la République Universelle ne devaient pas faire défaut.

Il s'agissait de troubler l'ordre, en Algérie : le grand révolutionnaire ne pouvait manquer d'encourager les communalistes ; la dépêche ci-dessous est pleine d'enseignements :

Alger, 22 mars 1871.

« *Commissaire extraordinaire à ministre de l'Intérieur,*

« On m'annonce l'imminente arrivée à Alger de Menotti
« Garibaldi.

« Après l'envoi à Alger de compagnies garibaldiennes licenciées, qui comptent beaucoup d'étrangers, ce serait une dangereuse coïncidence.

« Faut-il, le cas échéant, empêcher le débarquement de
« Menotti ?

« Faut-il envoyer à l'intérieur, contre les Arabes, les hommes des compagnies garibaldiennes qui le demandent ? »

¹ ENQUÊTE SUR LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, *Algérie*, t. I^{er}, *Rapport* de M. de la Sicotière, p. 519.

Le 4 avril 1871, Garibaldi écrivait à son cher Bignani, directeur de *La Plebe*, à Lodi :

« ... JE SUIS, AVEC VOUS, POUR LA COMMUNE ! »

La lettre à laquelle nous empruntons cette phrase fut insérée, *in extenso*, dans le *Journal Officiel de la Commune de Paris*, numéro du 17 avril 1871, page 205, colonne 1.

Voici, au surplus, deux dépêches du gouvernement légal, qui rendent tout commentaire superflu :

Versailles, le 20 avril 1871.

« *Intérieur à préfet Vaucluse.*

« Bordone est allé en Italie embaucher Garibaldi pour insurrection de France. Il faut le faire arrêter et instruire. Si vous craignez désordres et voyez difficultés d'exécution, avisez, mais surveillez toujours et assurez-vous qu'il ne vous échappera pas.

« PICARD. »

Versailles, le 20 avril 1871.

« *Chef du Pouvoir exécutif à Préfet Vaucluse.*

« Surveillez bien le nommé Bordone et n'oubliez pas qu'une instruction est ouverte par toute la France contre le complot communiste qui s'étend sur tout le pays.

« A. THIERS. »

Nous lisons dans le *Dictionnaire de Larousse*, au sujet du rôle de Garibaldi pendant l'insurrection du 18 Mars :

« *Il écrivit à ses amis de Paris des lettres dans lesquelles il leur recommandait, s'ils voulaient assurer le triomphe de leur cause, de concentrer la direction du mouvement entre les mains d'un*

« seul, et il désigna à leur choix pour la dictature : Félix Pyat, Louis Blanc et Edyar Quinet.

« QUE N'A-T-ON SUIVI SON CONSEIL ! » ajoute l'encyclopédie communarde.

Le 28 mars, Garibaldi conseillait, par lettre, à la Commune, de nommer un Dictateur, afin de ne pas « *laisser au despotisme l'avantage de la concentration des pouvoirs* », et il désignait entre autres Ranc. (CORRESPONDANT, livraison du 25 mai 1892 ; *Le Bilan de la Commune*, par A. CHEREST, pp. 681-689.)

Le citoyen Raoul du Bisson s'intitula chef d'état-major général et prétendit tenir sa commission de Garibaldi. C'est lui qui fit tirer sur le groupe pacifique et désarmé des « *Amis de l'Ordre* ».

Des francs-tireurs de marche s'organisèrent sous le commandement d'un Potigny, ancien chef de volontaires garibaldiens, etc., etc.

Nous avons constaté que Garibaldi ressentit des regrets cuisants de n'avoir pu servir la Commune, et que depuis ce moment il ne cessa d'outrager la France et de glorifier l'Allemagne ; nous achevons cette étude, rapide, mais sincère, par ces derniers traits :

Quelques mois après nos défaites, en décembre 1872, c'est encore en l'honneur de l'Allemagne que Garibaldi se faisait entendre. Il écrivait alors (3 décembre) à son ami Marchesi :

« Nous devons réellement déclarer protectrice de l'émancipation de l'humanité cette nation (*il s'agit de l'Allemagne*) qui frappe au cœur le monstre des ténèbres. »

*
*
*

En 1882, on célèbre à Palerme le six centième anniversaire du massacre des Français, connu sous le nom

de Vêpres Siciliennes. Notre *cher ami* Garibaldi n'a garde de manquer à une pareille fête. Un député au Reichstag prussien qui, lui, y était à sa place, prenait part à cette solennité. Au cours de l'entretien qu'ils eurent ensemble, Garibaldi prononça ces paroles qui ne tombèrent point dans l'oreille d'un sourd et furent reproduites avec des commentaires enthousiastes par la presse allemande :

« L'Allemagne a rendu un grand service à l'*humanité*¹ en abaissant ce peuple.

« C'est aujourd'hui mon opinion. »

* *

Nous croyons avoir fait acte de bon Français en cherchant aussi à mettre en pleine lumière cet individu, et nous concluons avec M. Auguste Roussel, de *l'Univers* :

« Tel est l'homme que MM. Schœlcher, Magnard et Jules Simon veulent glorifier, par une statue élevée dans la ville de France qui a le plus souffert de l'invasion des bandes garibaldiennes ! L'entreprise est de telle nature que ses partisans seraient mal fondés à réclamer si l'on disait d'eux qu'en agissant de la sorte, ils n'agissent pas autrement que ne le feraient des criminels convaincus d'être traîtres à la Patrie. »

* *

Si le *condottiere Giuseppe Garibaldi* appartient désormais à l'Histoire, son compère en 1870-1871, M. de Freycinet, n'est encore entré que dans l'immortalité académique ; un jugement personnel pourrait paraître risqué,

¹ « *Humanité* », c'est le synonyme d'*Internationale* ; Duval et Millièrre le prononcèrent au moment où ils allaient être exécutés.

aussi préférons-nous reproduire simplement, ici, et sous forme de conclusion, celui de la *Commission d'Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale* (T. VI, pp. 22 et suiv. — *Rapports*) :

« Quelque étrange que la chose ait pu et puisse encore paraître, ce fut un *ingénieur des mines*, M. de Freycinet, qui fut appelé à remplacer le général Lefort... *Ni ses études, ni ses travaux antérieurs ne pouvaient l'avoir préparé à la pratique de l'art militaire...* S'il y a eu une grande quantité de travail produite, l'effet utile n'en a été rien moins que satisfaisant... *La guerre autrement conduite aurait pu être plus profitable pour la France.* Il y a donc là un cas de haute responsabilité, et cette responsabilité devrait peser lourdement sur la conscience de ceux qui, même avec les meilleures intentions, ont voulu la prendre malgré leur évidente incompétence.

« Tous les généraux qui ont pris à la guerre une part un peu importante, ont témoigné que c'était lui (M. de Freycinet) qui avait toujours été pour eux le ministre effectif de la guerre... C'était bien lui qui concevait et dirigeait toutes choses, consultant parfois les généraux sur les plans qu'il imaginait, ou se concertant avec eux pour en assurer l'exécution, mais affichant sans cesse l'étrange prétention de leur enseigner les principes les plus élémentaires de leur métier ; puis entreprenant, lui qui n'avait aucune expérience des innombrables difficultés de la guerre, de diriger seul, du fond de son cabinet et à l'aide du télégraphe, des corps d'armée tout entiers, jour par jour, heure par heure, dans les opérations les plus hasardeuses ; ailleurs, prescrivant des entreprises ou des mesures tellement compromettantes que les généraux refusaient absolument de les exécuter ; enfin, distribuant sans la moindre hésitation le blâme et l'éloge en son nom personnel et donnant alors au blâme les formes les plus acerbes, avant même de pouvoir être certain qu'il fût mérité. On pourrait dire pour résumer cette appréciation que dans ses dépêches, il parle presque toujours comme s'il était le ministre lui-même et souvent comme s'il était le généralissime, ou tout au moins le major général des armées françaises....

« Sans cesse, enfin, on constate que M. Gambetta n'est informé
« qu'après coup, comme ministre, de choses souvent très im-
« portantes, qui ont été accomplies en son nom, et qu'il ne
« semble pas s'en étonner. »

*
*
*

Un dernier mot à propos du chef d'état-major général de l'armée des Vosges :

Veut-on maintenant savoir comment Bordone rentra en grâce auprès de Gambetta, Challemel-Lacour, Ranc et Spuller ?

Ce fut à l'époque de la fusion tentée en 1873 pour amener la restauration de la monarchie en France.

Pendant que la majorité conservatrice de l'Assemblée Nationale préférait les voies légales au retour du roi, les Loges maçonniques organisaient dans l'ombre une insurrection.

Bordone, qui était tenu en haute estime par la Franc-Maçonnerie, fut choisi comme général en chef de l'armée des conspirateurs, par les députés républicains du Midi.

Les Loges ourdirent admirablement le complot. L'armée insurrectionnelle était nombreuse. Outre les hommes valides affiliés au Comité central (en permanence à Lyon), qui avaient pour consigne de rejoindre, à la première injonction, tel point de leur quartier pour reconstituer les anciennes compagnies de la garde nationale, la Franc-Maçonnerie disposait de toute une armée territoriale prête à se grouper dans chaque ville, et aussi d'une grande partie de l'armée active en stationnement dans les diverses garnisons du bassin du Rhône.

On avait rallié, notamment, beaucoup d'officiers d'infanterie du 11^e, du 15^e, du 16^e et du 17^e corps d'armée, dont les sièges sont à Lyon, Nîmes, Marseille et Mont-

pellier ; par contre, on n'avait pas pu réussir auprès de la cavalerie ni auprès du génie.

Les fusils, en outre, ne manquaient pas. Un financier, ami de Gambetta, avait avancé des fonds considérables pour l'acquisition des armes et des munitions, qui furent passées clandestinement par la frontière des Vosges ; c'est pour récompenser ce banquier républicain que fut faite, plus tard, l'expédition de Tunisie : personne n'ignore que cette campagne a eu surtout pour but une spéculation financière sur la dette tunisienne mise à la charge de la France par suite du protectorat.

Bref, la conspiration de 1873 était gigantesque, et, si elle n'éclata pas, ce fut parce que le comte de Chambord préféra renoncer au trône plutôt que d'accorder certaines concessions.

Ce fut donc la Franc-Maçonnerie qui, à l'occasion de ce complot, réconcilia Bordone et les opportunistes.

Depuis lors, l'escroc, l'espion international, le mouchard glissé auprès de Garibaldi... Bordone, fut reçu à bras ouverts dans les salons parlementaires de la Gauche. Les députés et sénateurs passèrent l'éponge sur ses antécédents judiciaires et autres.

On le fêta, on le choya, aussi bien chez les modérés que chez les radicaux ; car la Franc-Maçonnerie l'imposa à tous ¹.

C'est ainsi que Bordone devint chroniqueur parlementaire de la *République Française* !

¹ *Confessions d'un Ex-libre-penseur*, 1^{re} édition, pp. 308-311.

APPENDICE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance du 29 avril 1888.)

INTERPELLATION DE M. DE MARTIMPREY SUR L'ATTRIBUTION DU PORTEFEUILLE DE LA GUERRE A UN CIVIL.

• • • • •

M. DE MARTIMPREY. — Ce qui est autrement grave, c'est que M. le Délégué à la Guerre ¹, au lieu de se contenter de créer des batteries, d'organiser des régiments et de les mettre à la disposition de ceux qui pouvaient et savaient les diriger, donnait lui-même des ordres ². *Il faisait aux généraux des cours de stratégie.*

Dans une dépêche du 17 octobre 1870, il dit :

« Dans le cas où votre marche sur Vierzon se trouverait contrariée et où les Prussiens vous auraient suivi, vous auriez eu à donner l'ordre précis au général Pourcet de se trouver avec des troupes, à une heure et dans un lieu déterminés, de manière à prendre l'ennemi entre deux feux et à lui infliger enfin une de ces surprises dont nous avons été si souvent victimes ». (*Rires ironiques à droite. — Mouvements divers.*)

M. PAUL DE CASSAGNAC. — *C'est sinistrement grotesque !*

¹ M. de Freycinet.

² Voir ici les dépêches nos 5,586, p. 118, et 7278, pp. 297, 298, et la note.

M. de Martimprey lit ensuite d'autres dépêches et rappelle la composition du conseil de guerre tenu à Saint-Jean-de-Ruelle; en faisaient partie : MM. de Freycinet; de Serres; le général d'Aurelles de Paladines, général en chef; le général Borel, son chef d'état-major, et le général Chanzy.

« Voici, continue M. de Martimprey, ce que dit le général Chanzy :

« M. de Freycinet expose un plan arrêté à Tours. Il s'agissait de « marcher sur Pithiviers. Malgré ce que purent faire les généraux, « pour exposer les dangers d'une pareille opération, l'idée générale du plan fut maintenue comme un ordre formel du Gouvernement et on ne discuta plus que sur les moyens d'exécution. »

« Le 5 janvier, au Mans, le général Chanzy proposa un plan de campagne qui consistait à faire converger sur Paris son armée, celle de Bourbaki et celle de Faidherbe. *Le ministre de la Guerre* ¹ *refuse* et substitue un autre plan : il expédie Bourbaki dans l'Est.

« Le général Chanzy, frappé des dangers de cette campagne excentrique, en plein hiver, dans un pays impraticable et tout couvert de neige, proteste... »

M. STEENACKERS ². — *Allons donc ! Ce sont les généraux qui ont refusé de marcher. (Bruit.)*

M. LE VICOMTE DE BÉLIZAL. — *Ces dépêches-là vous gênent !*

M. DE MARTIMPREY. — Le général Chanzy, dis-je, insiste dans une nouvelle dépêche, suppliant qu'on évite la dispersion des forces de la France; le Gouvernement répond par un plan définitif, dont le général Chanzy dit :

« Les ordres du ministre étaient formels, la deuxième armée de « la Loire n'avait plus qu'à suivre attentivement ce qui allait se « passer... »

¹ M. de Freycinet, sous le couvert de Gambetta.

² Sans avoir jamais auparavant franchi les divers échelons de la carrière consulaire, M. Steenackers, blackboulé aux dernières élections législatives, a été nommé vice-consul à Yokohama, poste créé pour lui !!

« Dans certaines opérations, continue M. de Martimprey, le Délégué à la Guerre intervient directement... dans le commandement des troupes. A la bataille de Villarceau, le général Camô occupait une position que le général Chanzy lui avait donné l'ordre impératif d'occuper et de n'abandonner à aucun prix, car elle couvrait Beaugency. Pendant la bataille, sur un ordre apporté de Tours par un capitaine du génie, ordre venant du Délégué à la Guerre, le général Camô dut occuper un autre point !... »

M. de Martimprey prouve, par deux citations : l'une appartenant à M. de Freycinet, l'autre empruntée au général d'Aurelles de Paladines, que le Délégué à la Guerre a donné des ordres directs à l'armée de la Loire.

« Tous les jours, dit d'Aurelles, les commandants de corps d'armée recevaient directement du Délégué à la Guerre, des instructions. avec recommandation expresse, chaque fois, d'attendre des ordres nouveaux. »

« Vous-même, monsieur le Ministre, continue M. de Martimprey en s'adressant directement à M. de Freycinet, vous avez écrit dans votre livre ¹ que les opérations de la Loire offrent ce caractère particulier d'être conduites par l'administration de la Guerre ². »

M. DE FREYCINET, *ministre de la Guerre*. — JE NE RÉTRACTE RIEN !

M. DE MARTIMPREY. — Le général d'Aurelles, devant la Commission d'enquête, disait :

« Je dois dire que M. Gambetta se rangeait plus facilement aux raisons qu'on lui opposait ; mais, quant à M. de Freycinet, c'était un homme absolu qui voulait imposer sa volonté. »

M. LÉON SEVAISTRE. — Gambetta a dit que c'était UN FUNESTE !

¹ *La Guerre en Province*, par M. de Freycinet.

² Ce n'est pas étonnant qu'elles aient si mal

M. de Martimprey cite encore ces paroles du général Chanzy devant la Commission d'enquête :

« Gambetta avait à côté de lui des gens qui voulaient à tout
« prix s'occuper de la direction des opérations militaires et
« imposer des plans. A leur tête était M. de Freycinet; peut-
« être a-t-il rêvé qu'il était un Carnot; je n'en rais rien, *lout-*
« *jours est-il* QU'IL FAISAIT DES PLANS, LES IMPOSAIT ET N'ACCEPTAIT
« PAS CEUX QU'ON PROPOSAIT... »

Se basant sur le passé, M. de Martimprey insiste sur le danger qui peut naître du choix particulier de M. de Freycinet à la Guerre, puis il achève en l'interpellant directement encore :

« Vous ne lui (à notre chère France) avez pas porté bonheur
« aux armées, l'histoire de la campagne de la Loire en
« témoigne ¹ !

« Vous ne lui avez pas porté bonheur en politique, la perte
« de l'Egypte le prouve. (*Vifs applaudissements et bravos à*
« *droite !*)

« Vous ne lui (au pays) avez pas porté bonheur en adminis-
« tration, car il vous doit le plan gigantesque qui a été le
« début de ses embarras financiers. (*Très bien, très bien, à*
« *droite !*)

« Jamais dans cette enceinte on n'a fait appel au patriotisme
« de ceux qui y siègent sans qu'il y fût répondu; je fais appel
« au vôtre, M. le Ministre, ET JE VOUS DEMANDE DE VOULOIR BIEN
« CONFIER A DES MAINS MILITAIRES LE PORTEFEUILLE DONT VOUS ÊTES
« TITULAIRE. » (*Rires et vifs applaudissements à droite. — Rires*
ironiques à gauche ².)

(*Journal officiel*, 1888; pp. 1294 à 1300, etc.)

¹ Et l'histoire de l'armée des Vosges et celle de l'armée de l'Est ne sont-elles pas aussi probantes ?

² Nous sommes en 1892, l'ingénieur de Freycinet a conservé
« conserve toujours le portefeuille de la Guerre. Bien plus, ne le

..

M. G. Cavaignac a éprouvé, par la perte de son portefeuille, qu'il y avait quelquefois du danger à jouer les Freycinet.

Questionné, le 11 juillet dernier, à la Chambre des Députés, par M. Pourquery de Boisserin, sur l'expédition du Dahomey, M. Cavaignac riposta *qu'il était le chef suprême et responsable des opérations.*

A la prétentieuse naïveté de ce ministre *civil* de la Marine, tout aussi ferré que son collègue de la Guerre en matière militaire, M. Pourquery de Boisserin, transformant sa question en interpellation, opposa les réflexions suivantes, que M. de Freycinet devrait méditer :

« Sur la responsabilité de la conduite des opérations, vous m'avez fait, Monsieur le Ministre, une réponse qui m'a fait frémir. Comment ! c'est de votre cabinet que vous dirigerez les opérations ! (*Rires et applaudissements*)

• Vous voulez, de votre cabinet, avec toute votre intelligence, votre bonne volonté, votre patriotisme, prescrire au colonel Dodds à quel moment il devra avancer, il devra reculer ! à quel moment il devra porter sa flottille sur l'Ouémé !

« Et s'il croit utile de se porter tout d'un coup sur Widdah, s'il le fait et qu'il échoue, que lui direz-vous ? Qu'il a eu tort !

« Et cet homme, qui a seul la possibilité de se porter là où est le danger, d'intervenir au moment favorable, s'il venait, par malheur, à ne pas réussir, vous le blâmeriez !

« Ne voyez-vous pas que c'est lui ôter toute force morale que de le mettre dans cette terrible alternative ? (*Très bien ! très bien !*)

« Pour commander des troupes, la condition essentielle, c'est

trouvant pas assez lourd, il avait accepté la présidence du Conseil des ministres !!!

Remarquons aussi que si M. de Freycinet avait embrassé, dans des conditions normales, la carrière militaire, comme plusieurs de ses camarades de l'Ecole polytechnique, et qu'il eût atteint le grade de général de division, il serait mis d'office à la retraite cette année, s'il n'avait pas commandé en chef devant l'ennemi ! Encore, pour jouir de cette disposition du règlement, faut-il, aujourd'hui, être, avant tout, *persona grata* de la coterie judaïco-maçonnique qui gouverne la France ! !

de savoir ce que valent ces troupes. Il faut ensuite savoir où est l'ennemi et quand il faut agir.

« Quand vous apprendrez au ministère que les amazones ont pillé, tué et fait des prisonniers qui seront échangés contre des armes, il sera trop tard pour agir. (*Très bien! très bien!*)

« Nos soldats sont, là-bas, dans des conditions déplorables; comme vous, Monsieur le Ministre, nous souhaitons qu'on les mette à l'abri des souffrances et des intempéries.

« Mais, ce que nous voulons aussi, c'est que l'expérience du passé nous profite (*Très bien! très bien!*), que ce ne soit pas de la rue Royale qu'on dirige les opérations, et que ce soit celui qui est en face de l'ennemi qui ait la responsabilité. (*Vifs applaudissements.*)

Après un débat très vif, où Clémenceau prit à partie la Marine, M. Le Provost de Launay déclara qu'on ne pouvait aller en vacances sans être renseigné sur ce qu'on ferait.

M. de Boisserin présenta un ordre du jour invitant le Gouvernement à confier à un seul chef la direction des forces de terre et de mer au Dahomey.

Le Gouvernement refusa de donner son avis et M. Cavaignac refusa d'accepter cet ordre du jour.

Vote : 287 voix contre 150; adopté, l'ordre du jour.

Expulsé du ministère de la Marine, M. G. Cavaignac fut remplacé par l'ancien professeur de rhétorique Burdeau qui, en fait d'art nautique, ne connaît guère que celui des classiques de l'enseignement secondaire et des *vogues*¹ de la Mulatière, de Serin, etc., puisqu'il est Lyonnais. Déférant aux ordres de la Chambre, Burdeau a confié la direction des opérations au colonel Dodds, commandant en chef l'expédition du Dahomey.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de la Chambre, vis-à-vis de M. Cavaignac, nous paraît bien étrange, puisqu'elle laisse, d'autre part, carte blanche au délégué à la Guerre de 1870-1871, que M. Cavaignac avait tout simplement imité.

Nous terminerons par cet emprunt à Saint-Genest (*Figaro*, 9 mai 1892), juste corollaire du jugement de l'*Enquête Parlementaire* reproduit, ici, pages 350 et 351 :

¹ *Vogue* est, dans le Lyonnais, synonyme de *Fête*.

« Hier encore, dans la grande chaîne démocratique, Ravachol touchait à Lafargue, qui était près de Basly, qui côtoyait Vailant, qui approchait Clémenceau... pour arriver à Ranc et finir par Constans, Ribot, Ferry, qui sont les chaînons réactionnaires.

« Voilà d'où vient le mal. Dans les autres pays, il y a peut-être des *passions pires* qui fermentent, mais la populace est d'un côté et le gouvernement de l'autre, tandis que chez nous tout est dans le même tas.

« Quand les anarchistes de Berlin aperçoivent le ministre de la Guerre, ils voient le représentant de l'ordre et de la force, tandis que quand nos démagogues voient passer M. de Freycinet, ils saluent *l'élu des Communards, le grand favori du Conseil municipal de Paris*.

« En un mot, les socialistes prussiens peuvent être plus terribles, mais en Prusse il y a un gouvernement, tandis que chez nous, il n'y en a pas. »

INDEX DES NOMS CITÉS

A

Adnet, 56.
 Alexandre II, 307.
 Alexandre III, 307.
 Aligny (M^{me} d'), 236.
 Allain-Targé, 328, 329.
 Alvensleben, 143.
 Ambert (Général), 11, 17, 33, 81,
 91, 94, 117, 325.
 Anaximandride, 90.
 Andlau (d'), 215.
 Andrieux, 53.
 Angani, 22.
 Anglas, 169.
 Angle-Beaumanoir (de l'), 99.
 Annita, 2, 67.
 Apat (D'), 108.
 Appert (Général), 345.
 Arago (Emmanuel), 328, 333.
 Arago (Etienne), 92.
 Arbillot (Général), 32, 122.
 Arbinet, 60, 222.
 Arène (Commandant), 11.
 Armangion, 280.
 Arnaud, 330.
 Arnim (D'), 11, 345.
 Arnold, 201.
 Arvenjas, 243.
 Astuto (Giuseppe), xxviii.
 Audebrand (Philibert), 326.
 Audibert, 106, 214, 269.
 Aulan, 136.
 Aulailles de Paladines (Général
 d'), 354, 355.
 Azy (Benoît d'), 333.

B

Bade (Guillaumedé), 110, 201, 204.
 Baghirno, 247.
 Baihaut, 11.
 Baillehache (De), 23, 24, 103, 129,
 134, 135, 138, 141, 172, 174, 205,
 215, 217, 219, 221, 225.
 Balsan (De), 11.
 Baraguey-d'Hilliers (Maréchal),
 222.
 Barbès, 181.
 Barbey, 299.
 Bary (Amédée), 11; 291.
 Bary père.
 Barodet, 11.
 Barré, 108.
 Barthélemy, 261.
 Bartholdi (Auguste), 94, 122, 127,
 139, 244, 245.
 Bartissol, 11.
 Basset, 331.
 Basso, 66, 334.
 Baudot, 280.
 Bauer, 171.
 Baumès, 197, 198, 211, 212.
 Belizal (De), 354.
 Benoît-Malon, xviii.
 Bérard, 11.
 Bernard, 116.
 Berthelot (M), v.
 Berthet, 145.
 Berthou (L.), 11.
 Bertrand (J.), v.
 Beyer (Général de), 110, 117.
 Beyer, 199.

Bignani, 347.
 Billard (Mgr), xxxiii.
 Billot (Ambassadeur), xxxi.
 Billot (Général), 53, 302.
 Bismarck (De), xiii; 11, 17, 19, 37, 315, 324.
 Bisson (Raoul du), 348.
 Bixio, 11.
 Bizouart, II.
 Blanc (Charles), v.
 Blanc (Louis), 330, 348.
 Blanc (Paul), 331-332.
 Blanchet, 29.
 Blandeau, 152.
 Blavoyer, 73, 256.
 Bleton, 273.
 Boggio, ix.
 Boismont, 290.
 Boissard (Proc. gén.), 240.
 Bombonnel, 264, 269.
 Bonaparte (Prince Pierre), 181.
 Bonnet (Général), 137.
 Bordeleben, 143.
 Bordier, 108.
 Bordone (Jean Bourdon, dit Giovanni), xxiv; 18, 24, 34, 41-61, 81, 93, 96, 103, 117, 122, 125, 126, 129, 130, 131, 135, 136, 138, 139-144, 149, 157-159, 161-163, 167-179, 182, 184, 190, 196, 199, 203, 206, 207, 209, 210, 211, 213-221, 224, 226, 230-249, 252-260, 263-265, 269-274, 276-280, 287, 289-297, 301, 304, 305, 315, 318, 320, 324, 325, 333, 334-336, 338, 339, 347, 351, 352.
 Bordone (fils ?), 66.
 Boreau-Lajanadie, 109, 208.
 Borel (Général), 354.
 Borel, 261.
 Bossack - Haucké, 55, 66, 68, 111, 136, 150, 151, 154, 243, 260, 278, 306, 307.
 Bossi, 86.
 Boulard, II.
 Boulay, 142.
 Bourbaki (Général), vi; 15, 27, 35, 40, 41, 206-208, 210, 211, 223-225, 227, 230, 234, 240, 242, 243, 246, 253, 256, 259, 260, 262, 264, 275, 297, 299, 300, 303, 305, 309, 310, 312, 319, 354.

Bourdon, 59.
 Bourras, 141, 142, 145-147, 149, 161, 174, 183, 199, 204.
 Bouzet (Du), 331.
 Boyer-d'Agén, 292.
 Boyssset, 107, 109, 181, 185-189.
 Braconnier, 280.
 Braman (Général), 260.
 Braun, 222.
 Bréa (Général), 344.
 Brébant, iv.
 Bressolles (Général), 8, 145, 150, 154, 180, 182-184, 192, 195.
 Bresson, 111.
 Brisson (Henri), i; 92.
 Bru, 331.
 Bruneau, 169.
 Brunel, 330, 343, 344.
 Burdeau, II; 299, 358.
 Burge (Amiral), xxiii.
 Bussierolles (Général de), 210, 338.
 Byse, 99.

C

Caire (François), 124.
 Calvinhac, II; 336.
 Cambriels (Général), 27, 103-105, 107, 110, 111, 115, 116, 118, 119, 298.
 Camô (Général), 298, 355.
 Canoveole, 87, 151.
 Canrobert (Maréchal), 222.
 Canzio (Stefano), xvii; 54, 66, 67, 102, 241, 261.
 Carayon-Latour (De), 150, 192, 200.
 Carnot (Lazare), 99, 356.
 Carnot (Sadi), xxiv; 330.
 Cartier, 209.
 Cassagnac (Paul de), 98, 352.
 Castelin (député de l'Aisne), 70.
 Castellagi, 248, 329.
 Castilhon, 60, 63, 68, 87, 88, 159, 240, 339, 340.
 Cavaignac (Godefroid), 299, 357, 358.
 Cavalier (dit Pipe-en-Bois), 97.
 Cavalotti, xvii.
 Cavour (Comte de), ix-xii, xxxiii; 11, 20.

Caze (E.), II.
 Celler, 148, 200, 203.
 Chalamet, II.
 Challamel-Lacour, I, II; 46, 47, 56, 74, 94, 173, 237, 238, 317, 351.
 Chambaud, 32.
 Chambord (Comte de), 351, 352.
 Chambord (Comtesse de), 3.
 Chanzy, 298, 299, 354, 356.
 Chaper, 14.
 Chauchard (Hippolyte), 32.
 Chautemps, II.
 Chavannes, 23.
 Chenet, 34, 55, 88, 131, 157, 174, 190-192.
 Chenot, 179, 256, 274, 276, 313.
 Cherest (A.), 348.
 Chevreul, 218.
 Choppin, 340.
 Cialdini (Général), x-xII.
 Clamageran, I.
 Claudel, 110.
 Clélia, 2.
 Clémendot, 145.
 Clémenceau, I; 342, 358, 359.
 Clémencey, 123.
 Clément-Janin, 111, 123, 125, 137, 158, 176, 204, 221, 223, 243, Clerc, 145.
 Clinchant (Général), 15, 302, 311.
 Clot, 142, 200, 201.
 Clotz (M.-D.), 117.
 Cluse, 232.
 Cluseret, 17, 44, 45, 74, 149, 345.
 Cochin (conseiller municipal de Paris), v.
 Cody, VII.
 Cognart (De), 288.
 Collot, 106.
 Combarieu (De), 316.
 Compant (L'abbé), XIX.
 Consenz, II.
 Constans, III, XX; 39, 53, 69, 359.
 Cornély (J.), VIII.
 Cornille, 187.
 Cornudet, II.
 Corwillier, 249.
 Costar (Blanche), 23.
 Coti, 150, 179, 180-186.
 Cournet, 21, 330.
 Cousset, II.

Cremer, 8, 14, 52, 60, 153, 154, 161, 165-168, 170, 172, 179, 180, 183, 184, 196, 197, 200, 202-205, 210, 222-225, 227, 292, 302.
 Crémieux (Adolphe), 23, 55, 85, 92-96, 99, 102, 135, 191, 289, 328, 342.
 Crémieux (Gaston), 189, 335.
 Cresson, 340.
 Crévisier (Général), 150, 154, 158.
 Crispi, VII, XXVI.
 Crispo, 331.
 Crouzat (Général), 33, 128, 132, 136-138, 140, 145, 246.
 Cruchet, 231.
 Cruchy, 123.
 Cudel, 59.
 Cumont (De), 128.
 Cypriani (Hamilcar), 341, 342.

D

Dandolo, 35.
 Dannenberg, 243, 261, 262.
 Danton, 83.
 Darcy, 266, 288.
 Dautel, 142, 145.
 Dayot (Armand), 3.
 Debuschère, 76, 82, 88, 340.
 Deffandre (Général), 106, 109, 188.
 Degenfeld (Général de), 199, 202.
 Delescluze, 19, 21, 330.
 Delitz (De), 258.
 Delmas, II.
 Deloncle, II.
 Delorme, 87.
 Delpesch, II; 55, 68-70, 82, 86, 87, 156, 161, 165, 175, 247, 258, 260.
 Demetz, 108, 110.
 Demôle, I; 239.
 Desmaret, 341-342.
 Desprès (S. E. le cardinal), XXIV.
 Deutsch (Simon), 345.
 Dodds, 357.
 Domalain, 115.
 Dombrowski (Jaroslaff), 19, 133, 134, 326, 345.
 Domenech, 330.
 Dorian, 92.
 Douai (Général), 121.

Douville-Maillefeu (De), II.
 Dreyfus (Camille), II.
 Drouhin (L'abbé), 112.
 Ducatel, 134.
 Dufraisse (Marc), 175.
 Dumay, 326, 327.
 Dupont, 146.
 Duval, 343, 344, 349.

E

Edmon (Charles), V.
 Engelhard, 62, 119, 127.
 Erlanger, 121.
 Espée (De l'), 33.
 Espivent de la Villeboisnet (Général), 344.
 Eu (S. A. R. Mgr le comte d'), 87.
 Eudeline, 138, 142.
 Eudes, 344.
 Eugénie (S. M. l'Impératrice), 98.
 Euzières, II.
 Eyraud (Commandant), 123.

F

Fabry, 123.
 Fallières, XXXIII, XXXIV.
 Fauconnet (Général), 107-109, 111-114, 121.
 aure (M.), II.
 Favre (Jules), 92, 100.
 Ferrand, 73.
 Ferré, 21.
 Ferrer, 153, 179.
 Ferrero Golo, 19.
 Ferrouillat, 31.
 Ferry, 244.
 Ferry (Charles), II.
 Ferry (Jules), III; 52, 92, 330, 339.
 Février (Général, Grand Chancelier de la Légion d'honneur), 191.
 Fiô (Général Le), 92, 337.
 Floquet, 70, 92, 306.
 Flourens, 19, 341, 342.
 Fontaine (La), 52, 55, 218.
 Fontana, 66.
 Fontenelle (Jacques de), 1.

Fornel, 280.
 Fortunato, 2.
 Foulc (Denis), 66, 134, 176, 220.
 Foulon (S. E. le Cardinal), XXIV.
 Fouquier (Henri), II.
 Four (Amable), 209.
 Fourichon (Amiral), 92, 94-96, 100, 328.
 Francesca, 2, 3.
 François II (Roi de Naples et des Deux-Siciles), IX.
 Frankel (Léo), 345.
 Fransecky (Général), 251.
 Fra Pantaleo, 66.
 Frapolli, 23, 24, 45, 47, 48, 96, 102, 103, 129, 135, 138, 139, 141, 174, 215-217, 219, 221, 255.
 Fréard, 23.
 Frédéric (Roi de Prusse), XIV; 83.
 Frédéric-Charles (Prince), 138, 260, 277.
 Frères des Ecoles chrétiennes, IV.
 Frérôt (L'abbé), 261.
 Freycinet (De Saulces de), III, XX, XXXI; 5, 6, 23, 25, 35, 39, 52, 53, 57-59, 61, 70, 81, 98, 99, 118-120, 126, 128, 129, 131, 132, 139, 144, 153, 154, 156, 158, 172, 174-176, 178, 180, 193-196, 206-208, 210-220, 223, 226, 227, 229, 231, 233-237, 241, 242, 244, 246, 247, 252-256, 260, 262-264, 269, 271-274, 276-280, 282, 283, 289, 291, 293, 296-299, 301-306, 309, 311, 312, 317-319, 330, 349, 353-357, 359.
 Friant (Intendant), 41, 281.
 Froben (Léopold), 137.
 Frogier de Ponlevoy, II.
 Fusch, 341, 342.

G

Galeozzi, 67.
 Gambetta (Léon), XXI, XXIV; 6, 23, 24, 31, 45, 46, 62, 74, 91, 92-100, 103-105, 115, 116, 119-121, 125, 127-133, 137-139, 152, 168, 173, 175, 180-182, 195, 207, 2 8, 211, 212, 214-216, 219, 220, 224,

227, 230, 237, 240, 249, 253, 263,
297, 301, 303, 321-324, 327-329,
331, 332, 351, 352, 355.
Gambon, 330.
Ganderax (Louis), 217.
Garets (Général Garnier des),
xxiii.
Garibaldi (Giuseppe), i, iii, v-
xviii; xxi, xxii, xxiv, xxxiv,
xxxv; 1, 3, 4, 8-16, 18, 19, 21-
24, 27-31, 33-38, 40, 46, 47,
49-52, 57, 58, 61, 62, 66, 67, 73,
75, 77, 78, 81, 83, 89, 93-96,
102-106, 109-111, 113-116, 119-
122, 125, 126, 129-135, 138, 139,
141, 145, 148, 150, 151, 153-155,
159, 161, 163-166, 169-173, 175,
179, 180, 183, 185, 189-191, 193-
199, 203-220, 223-225, 227, 228,
231, 232, 234-236, 238, 240-246,
251, 252, 254-257, 259, 262-269,
271-275, 280, 282, 283, 285-286,
287, 289, 292-295, 301, 304, 305,
307-309, 311, 312, 314, 315, 318-
321, 325-339, 344-349, 352.
Garnier (Commandant), 286,
279, 288.
Garnier Pagès, 328.
Gastu, 332.
Gatterno, 67.
Gauthier, 124.
Gauckler, 5, 6, 31, 42, 62, 63, 67,
71, 119, 121, 126, 128, 158, 161,
165, 172, 176, 196, 197, 206, 207,
219, 224, 231-233, 235, 237, 239,
240, 244, 246, 256, 259, 263, 265,
272, 274, 277, 280, 288, 291, 292,
301, 304.
Gebelin, 124.
Gemmingen (De), 171, 201.
Genella (Emile), 331.
Genella (Léon), 331.
Geneste, 73.
Gent (Alphonse), 47, 48, 62, 215,
216, 219, 220, 224.
Gérard, 142.
Gilles, 206.
Giraud, 136.
Glais-Bizoin, 17, 85, 93, 96, 100,
328.
Glumer (Général de), 179, 196,
201, 202.
Göbel, 200.

Gockel, 202.
Gœgg, 36.
Goncourt (Les frères de), iv.
Goncourt (E. de), v.
Goujon, ii.
Grancey (De Mandat), 76, 288,
325, 329.
Grazzadei (Vittorio), 2.
Gréard, 98, 99, 217, 218, 298.
Grévy (Jules), 67, 310.
Grillot, 163.
Grizot (père et fils), 146
Guichard, ii.
Guide, 169.
Guigot, 109.
Guillaume I^{er} (Roi de Prusse et
empereur allemand), 71, 176,
210, 267, 285, 314.
Guillaume II (Roi de Prusse et
empereur allemand), xiii.
Guillaumou, ii.
Guillemin, 126.
Guyon-Vernier (Général), 53.
Guyot (E.), ii.

H

Haca (Général), 97, 245
Hangery, 249.
Hecht, 200
Hélot, 336.
Hiriart, 177, 199.
Hochweber, 123.
Hoffman, 201.
Hubbard, ii.
Hugo (Victor), 4, 291, 292, 330.
Humbert I^{er} (Roi d'Italie), xxix.
Hurard, ii.

I

Isambert, ii.

J

Jacques, ii.
Jacquinot, 146.
Jamais, ii.
Janin (Jules), 111.
Jésuites (RR. PP.), iv; 13, 53, 77,
200, 253.

Jogan (Gabriel, dit Léo Taxil),
37, 38, 50, 51, 352.
Jolivalt, 338.
Jouffroy (Général de), 339.
Jourdan (Louis), 16.
Journault, II.
Juillet-Saint-Lager, 331.
Justin (Jean), 112.

K

Keller (Député et commandant
des Francs-Tireurs alsaciens),
115.
Keller (Général), 31, 48, 110, 137,
156, 166, 171, 174.
Kératry (De), 92.
Kergariou (De), 142.
Kersalunc (Général de), 95.
Kettler (Général, *incendiaire
d'Avallon*), 251, 262, 275-278,
281, 282, 286, 315.
Kifer, 341.
Kuhn (Général de), 27, 96.

L

Laborie (De), 248.
Lacreuze (L'abbé), 78, 135.
Lafargue, 358.
Lagnel, II.
Laguesse (Docteur), 111, 112.
Lambert (Alexandre), 336.
Lamourette, XII.
Landrieux (L'abbé), XIX.
Lanesson (Docteur de), II.
Langénieux (S. E. le Cardinal),
XIX, XXIV, XXXIV.
Lanziloti, 257.
Larousse, XXIV; 27, 35, 143, 347.
Larrieu (Amédée), 98.
Laur (Francis), 69.
Laurier, 96.
Lavagna, XIII.
Lavalie (Docteur et colonel), 13,
105, 107, 109, 114.
Lavertujon, II.
Lebœuf (L'abbé), 113.
Lécusson, 136.
Lefort (Général), 350.
Lemelle (Jules), 332.

Lemercier, 214.
Lemoine-Montigny, 36.
Léon XIII (Sa Sainteté le Pape),
XVIII, XIX, XXI, XXV, XXVI, XXXIII.
Lepelletier (E.), 292, 293.
Leroux, 331.
Letellier, II.
Leven, 29, 102.
Levraud, VI.
Leydet, II.
Leygues, II.
Lezaud (Albert), 186.
Lhoste, 123, 149, 261.
Liblin (M^{lle}), 137.
Limousin (La), 24, 215.
Lobbia, 48, 62-66, 141, 232, 241,
248, 261, 263, 274, 314.
Lockroy (E.), II; 342.
Loir, 232, 234, 304.
Longuet, V; 21.
Lormand, 331, 332, 336.
Lorme (De), 124.
Louchard (Charles), 112.
Louvois, 218.
Loverdo, 73, 97.
Luce-Villard, 103, 110, 115, 166,
174, 204, 205, 232, 256, 257, 259,
262, 263, 280, 315.

M

Macé, 341.
Mac-Mahon (Maréchal de), 19, 25,
133, 222, 341.
Magnard (Francis), III; 3, 349.
Magnier (Edmond), II.
Magnin (Joseph), I; 23, 32, 37,
92, 330.
Maître, 144, 276.
Malaussena (Comte de), VI, XXIII.
Malicki, 73.
Malval, 244.
Manlio, 2, 4.
Manteuffel (Général de), 14, 33,
40, 41, 53, 206, 247, 251, 253,
254, 258, 265, 267, 273, 275,
278, 280, 282, 288, 295, 297,
310, 311, 321.
Marais, XXIV; 49, 67, 159, 162,
165, 193, 230.
Marais (d'Alger), 331.
Marchand (Colonel), 66.

Marchesi, 348.
 Marconnet, 240.
 Maréchal de Bussy, 102.
 Marengo, 171.
 Marga (Commandant), 27.
 Marguerye (Mgr de), 78, 79.
 Marillier, 60.
 Marin (Enrico-Verani), 176.
 Martimprey (De), 353-356.
 Martin, 108.
 Martin (Félix), II.
 Massa (De), 311.
 Masséna (Maréchal), XXI.
 Mathieu (Ingénieur), 327.
 Mathieu (S. E. le Cardinal), 104, 131, 135.
 Maujan, II, 38.
 Mayer, XIX.
 Mazade (De), 75, 109, 298.
 Mazarin, 218.
 Mazure (Général), 94.
 Medici, II.
 Meignant, 202.
 Melacota (Vincent), XXVIII.
 Mellinot, 280.
 Ménard-Dorian, II.
 Menotti, XVIII, XXIV, XXV, XXXII;
 1, 35, 54, 67, 103, 150, 157, 176,
 177, 192, 198, 199, 203, 231,
 243, 259, 260, 333, 339, 340.
 Meslin, I.
 Mesny, 145, 146.
 Mesureur, II.
 Meunier, 341, 342.
 Meurice (Paul), 45.
 Michard, 86, 143.
 Michel (Grand-duc), 306.
 Michel (Général), 27, 118, 127-129.
 Mick, 136.
 Middleton (Robert), 9, 40, 50, 53, 59, 60, 78, 236, 237, 275.
 Mierolawski, 31.
 Millaud (Edouard), I, II.
 Millerand, II.
 Milliére, 330, 349.
 Million, II.
 Million (Aide-major), 280.
 Millot, 204.
 Milton, 326.
 Misset, 249-251.
 Moltke (Feld-Maréchal de), 71, 303.

Monnet (Général), 95.
 Monnic, 261.
 Montaud (Barrai de), 344.
 Montaut, II.
 Montcharmont - Duvernois, 240.
 Montcharmont - Nectoux, 239, 240.
 Moreau, 146.
 Morey, V.
 Morin (Frédéric), 137, 181, 186, 187, 239, 280, 333.
 Mornay (De), 69.
 Mortureux, 251.
 Moulinier, 73.
 Munier, II.
 Murat (Prince), 341.
 Myre de Vilers (Le), II.

N

Napoléon I^{er}, XII; 36.
 Napoléon III, IX; 12, 16, 44, 181.
 Naquet (Alfred), XVI.
 Niochi, 67.
 Norodom, 69.

O

Oblats (RR. PP.), 77, 86, 88, 151, 247.
 Ollivier (Emile), XVII.
 Ollivier (Lieutenant de vaisseau), 157.
 Olszewski, 199.
 Onnée (Jules), 78.
 Ordinaire, 71, 82, 159, 221.
 Orenze, 67.

P

Paget, 136.
 Palavicino (Marquis), XII.
 Pallu de la Barrière, 302.
 Pasqua, 67.
 Pasquier (Docteur), 341.
 Paya (Charles), 22, 228.
 Pazat, II.
 Peigné-Crémieux, 103.
 Pelletan (Camille), II.
 Pelletan (Eugène), 181, 328.

Pellissier (Général), xxiii : 17, 29, 35, 52, 77, 88, 89, 179, 180, 182, 184, 225, 244, 245, 252, 255, 256, 262, 264, 270, 274, 278, 280-283, 287, 288, 290, 300, 304-306, 317
 Pelloux (Général), xxxi.
 Penhoal (Amiral), 338.
 Perchet, 105.
 Perras, ii.
 Perreau-Pingaud, 112.
 Perron (L'Abbé), 111.
 Perrot (Louis), 5, 46, 47, 52, 53, 57, 59, 62, 64, 94, 106, 114, 116-119, 197, 212, 223, 248, 253, 266, 278, 286, 299, 301-303.
 Pesunc, 341.
 Pétting de Vulgrenant, xxiii.
 Peyrat, i.
 Peytral, ii.
 Picard (Ernest), 92, 97, 347.
 Pichon (S.), ii.
 Picot (Commandant), 25.
 Pie IX (Sa Sainteté le Pape), xxxi ; 7, 20, 22, 102.
 Pinard (Ernest), 236-239.
 Pionke, 291.
 Pisacano, 227, 228.
 Place (S. E. le Cardinal), xxiv.
 Placentini, 2.
 Poincaré, ii.
 Porbek, 123, 200.
 Potigny, 348.
 Pougeol, 244.
 Pourquery de Boisserin, 357, 358.
 Pradal (Georges), ii.
 Pradier (Capitaine de vaisseau, César), 4, 5, 7, 25, 30, 37, 41, 75, 122, 192-194, 197, 205, 207, 208, 272, 290, 332.
 Proben, 200.
 Proust (Antonin), ii.
 Provost de Launay (Le), 358.
 Puech (Amiral), xxiii.
 Puig y Puig, 69.
 Putkammer (De), 291.
 Pyat (Félix), 330, 348.

Q

Quilling, 124.
 Quinet (Edgar), 348.

R

Rabuel (Lucien), 336, 337.
 Raimondi (Marquise), 2, 3.
 Rambert (R. P.), 87.
 Ranc, ii, xxii, xxiii : 97, 299, 328-330, 348, 351, 359.
 Raoult (Général), xxiii.
 Rattot (L'Abbé), 221.
 Ravachol, 358.
 Ravelli, 88, 261, 339.
 Raymond, 124.
 Raynal, ii.
 Razetto, 169.
 Reck, 137.
 Regad, 108.
 Regitz, 306.
 Reinach (Joseph), ii.
 Remus, xv.
 Renan, iii-v ; 218.
 Renault, 23.
 Reutz (De), 201.
 Revel, 231.
 Revillon (Tony), ii.
 Riboli (Docteur), 72, 190.
 Ribot, xxi ; 359.
 Ricciotti, xxiii : 1, 14, 54, 66-68, 75, 96, 102, 141, 143, 144, 148, 158, 161, 180, 190, 192, 203, 236, 243, 245-248, 250, 251, 255, 258, 259, 261, 279, 280, 287, 288, 290, 291, 293, 339.
 Richard (S. E. le Cardinal), xxiv.
 Richard, 136, 149.
 Richaud, 69.
 Rigault, 21.
 Rivet (Mgr), 113, 285.
 Robespierre, 83, 185.
 Robillard (Général), xxiii.
 Rochefort de Luçay (Marquis Henri), 69, 342.
 Rochetulon (De la), 57, 86, 341.
 Röder, 137.
 Røder (Baron de), 201.
 Rognat, 330.
 Rolland (Capitaine de vaisseau), 194, 195, 311.
 Rollet, 110.
 Romulus, xv.
 Ronot, 32.
 Rosa, 2.

Rosen, 20.
 Rothschild, 134.
 Roussel (Auguste), III, v; 349.
 Roussel (Gendarme), 341.
 Rouvier, XIX-XXI, XXV; 12, 189.
 Roux (Charles), II.

S

Sachs (De), 171.
 Saint-Auge, 124.
 Saint-Genest (Bûcheron dit), 358.
 Saint-Pierre (Louis de), 344.
 Saint-Romme, II.
 Saint-Victor (Paul de), v, 23.
 Saint-Vincent (Sœur), 113.
 Saisset (Amiral), 133, 343.
 Salengre-Drabbe, 143.
 Salis, II.
 Salomon, 295.
 Salva, 158.
 Sand (George), 95, 152, 183, 322.
 Sarrien, II.
 Sartorio, 30, 138, 193, 194, 243, 244, 256.
 Saulles (De), 32.
 Sbarbaro, XXIV.
 Schérer, v.
 Schmidt, 124.
 Schmoll, 59.
 Schneider, 162.
 Schœlcher, I, II, v; 349.
 Schone, 16.
 Schulze, 291.
 Ségur (De), 50, 81, 340.
 Sénart, 93.
 Sevaistre (Léon), 355.
 Sicotière (De la), 346.
 Siegfried, II.
 Sordet (Félix), 43, 61, 73, 83.
 Sordoillet, 221.
 Sourdeaux, 125, 126.
 Spuller (Auguste), 32, 123, 172, 173, 288, 289, 291, 300, 304.
 Spuller (Eugène), I, XXIV; 32, 33, 96, 114, 304, 351.
 Steenackers, 92, 98, 120, 289, 354.
 Suisse (dit Jules Simon), I, II; 2, 3, 37, 92, 97, 328, 349.

T

Taille (De la), 140, 158, 159, 163, 165, 170, 198, 204, 210.
 Tanara, 261.
 Tappaz, 86.
 Tazzoni (Jules), XXVIII.
 Tcharénitch (Georges), 67.
 Tellier (Le), 218.
 Temple (Général du), 183.
 Térésita, 66.
 Terrier, II.
 Terron (Marius), 124.
 Thénard (Baron), 6.
 Thévenet, II.
 Thévenot, 255.
 Theyras (G.), 5, 6, 19, 24, 27, 28, 35, 48, 49, 51, 63, 68, 71, 169, 192.
 Thiébaud, 250.
 Thiers (Adolphe), 25, 36, 191, 306, 333, 334, 337, 347.
 Thiesse, 342.
 Thomson, II.
 Thurot, v.
 Tironi, 67.
 Tolain, II.
 Tomasi, 181.
 Tonnet, 32.
 Trecchi (Marquis), XII.
 Tricoche (Général et député Julien), I, II; 24, 25, 26, 33, 338.
 Tricornot (De), 32.
 Tridon, 21.
 Trochu (Général), 92, 125, 134, 326, 344.
 Trossel (Du), 277.
 Trouillebert, 121, 122, 130, 133.

U

Unger, 201.

V

Vacquerie (Auguste), 45.
 Vapereau, 3.
 Vauban, 254.
 Vène, 201.

Venière, II.
 Vermorel, 21.
 Verninac, II.
 Verrière, 276.
 euillot (Louis), 320.
 Veyhern (Hann von), 33, 315, 316.
 Vial, 108.
 Victor-Emmanuel (Roi d'Italie),
 XII, XIV, XVIII, XXI, XXVII, XXIX;
 20, 23, 44, 45, 93, 96, 139.
 Villani, 15.
 Vinoy (Général), 344.
 Vitteau (L'abbé), 137.
 Voltaire, 45, 83.
 Vossier, 193, 194, 206.
 Vuillermoz, 331, 332, 336.

W

Wagram (Prince de), 341.

Wechmar, 201.
 Werder (Général de, *incendiaire
 de Strasbourg*), 137, 143, 146,
 147, 150, 154, 157, 174, 200,
 202.
 Wiefczinski (dit de Serres), 14,
 57, 205-208, 210, 215, 219, 222,
 223, 225, 227, 230, 232, 260, 288,
 296, 300, 303, 317-319.
 Wilson (Daniel), 24, 111, 215.
 Wolf, 201.
 Wyte-Marion (Miss), 250.
 Wyts, 213.

Z

Zastrow (Général), 236, 251, 252,
 258, 269, 271, 272.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

A

Agencourt, 201.
 Ahuy, 273.
 Aignay-le-Duc, 247, 249-251.
 Alger, 171, 329-331, 336, 345, 346.
 Alise-Sainte-Reine, 252.
 Amiens, 95.
 Ancey, 150.
 Angers, 119.
 Arbois, 198.
 Arc-en-Barrois, 251.
 Argilly, 141, 142.
 Arnay-le-Duc, 48, 83, 158, 159, 161, 178, 231.
 Aspromonte, xv; 7.
 Aubepierre, 251.
 Auteuil, 133.
 Authume, 117.
 Autrey, 106.
 Autun, xxxiii; 4, 6, 7, 13, 14, 26, 28, 30, 31, 34, 46, 48, 49, 52, 53, 60, 63, 65, 66, 75, 76, 78-82, 86-88, 129, 131-133, 135-137, 140, 141, 143, 147, 148, 151, 153, 156, 157-161, 163-167, 169-174, 177-179, 185, 191-194, 196, 197, 199, 204, 207, 209-211, 216, 218, 219, 221, 223, 230, 232-237, 240-244, 247, 255, 256, 280, 284, 330, 338, 339.
 Auxerre, 95.
 Auxonne, 110, 111, 125, 126, 137, 179, 262, 276.
 Avignon, 49, 50, 96, 149, 173, 209, 231, 233.
 Avot, 66.

B

Baigneux-les-Juifs, 171, 221, 247, 252, 259.
 Balon, 142.
 Beaugency, 355.
 Beaune, 108, 109, 150, 180, 183, 184, 202, 203, 210, 222, 317.
 Bédarrides, 209.
 Bel-Air, 151, 243, 244, 261, 281.
 Belfort, 229, 251.
 Belleneuve, 176.
 Benaivre, 257.
 Besançon, 104, 105-107, 116, 118, 126, 131, 135, 136, 194, 195, 260, 270, 275.
 Bligny-le-Sec, 258, 260, 261.
 Bligny-sur-Ouche, 157-159, 167, 178.
 Bondy, 76.
 Bonifacio, 93.
 Bordeaux, x, xiii; 23, 36, 50, 73, 98, 182, 183, 209, 211, 214, 218, 219, 227, 233, 246, 249, 252, 253, 255, 259, 264, 271, 279, 322-324, 326-329, 332, 333, 335, 336.
 Bordes-Pillot (Les), 258.
 Bourges, 195.
 Brazey, 123, 125, 129.
 Broin, 142.
 Broindon, 179, 199.
 Bruxelles, xxii; 134.
 Bussy-le-Grand, 221, 255.

C

Cahors, xx.
 Capoue, xi.
 Caprera, xiii, xvi, xx; 3, 9, 11,
 12, 15, 16, 18, 35, 36, 43, 93, 337,
 345, 346.
 Cernans, 130, 131.
 Chagny (Saône-et-Loire), 34, 77,
 109, 127, 136, 138, 140, 145, 147,
 148, 150, 154, 158, 160, 161, 179,
 180, 182, 188, 204, 205, 215, 221,
 317.
 Chaignay, 261.
 Chalon-sur-Saône, 7, 33, 34, 54,
 59, 60, 73, 76, 88, 106, 107, 109,
 150, 154, 164, 180, 182, 184, 186-
 189, 210, 222, 230, 284, 331, 335,
 338.
 Chambéry, 76, 102, 134, 135, 138,
 141.
 Chambœuf, 142, 149.
 Chameroi, 251.
 Champplitte, 257, 267.
 Chanceaux, 231, 251, 256, 259,
 262, 266.
 Charolles, 226.
 Chateauneuf, 14, 170, 171, 172,
 179.
 Château-Villain (Haute-Marne),
 144.
 Chatillon-sur-Seine, 82, 142,
 143-145, 158, 235, 247, 250, 251,
 278.
 Chatou, 341.
 Chaumont (Côte-d'Or), 86.
 Chaumont (Haute-Marne), 258.
 Chaux (La), 146, 148, 201, 202.
 Cherbourg, 44.
 Cîteaux, 141, 192.
 Civitella, xi.
 Clemencey, 149.
 Clermont-Ferrand, 106.
 Colay, 259.
 Collonges-les-Premières, 110.
 Colmar, 138, 222.
 Cologne, xix.
 Concœur, 148, 201.
 Constantine, 346.
 Corcelles-lez-Chalon (Saône-
 et-Loire), 36, 54, 333.

Corcelles-les-Monts (Côte d'Or),
 151, 155, 243.
 Cordesse, 161.
 Corte, 181.
 Couhard, 31, 164, 169.
 Cras (La), 261.
 Crépand, 243.
 Crest (Le), ii; 25.
 Creusot (Le), 161, 162, 166, 167,
 170, 230, 327, 330, 338, 339,
 345.
 Cury, 78, 135.

D

Daix, 278.
 Dampierre, 273.
 Darcey, 252, 257.
 Darois, 260.
 Dijon, i, vii, xiv, xxv; 6, 13, 14,
 29, 30, 32, 33, 35, 40, 48, 52,
 54, 58, 66, 77, 81, 83, 86, 89,
 103, 107, 108, 110-117, 120,
 121, 124, 137, 138, 145, 147,
 148, 150, 151, 154-160, 165,
 169, 174, 178, 183, 184, 187,
 196, 198-200, 202-204, 210,
 211, 221, 224, 230, 232, 234,
 240-244, 246, 248, 249, 251-
 280, 283-288, 317, 319, 325, 330.
 Dôle, 14, 33, 45, 53, 75, 77, 96,
 103, 106, 108, 111, 114, 117,
 120, 125, 127-129, 133, 135,
 140, 176, 178, 275, 277, 278, 281.
 Dracy-Saint-Loup, 163.

E

Echalot, 251.
 Elven, 5.
 Ennevant, 123.
 Epagny, 259.
 Epernay (Côte d'Or), 179.
 Epinac, 29, 136, 158, 160, 161,
 170, 177, 179, 198, 203, 210.
 Etang, 140, 174, 194, 221.
 Etaules, 258, 260.

F

Fixey, 176.
 Fixin, 176.

Flacey, 149.
 Flavigny - sur - l'Ozerain, 213,
 246, 258, 261.
 Fleurey-sur-Ouche, 210.
 Florence, 2, 13, 93, 121.
 Fontainebleau, 27.
 Fontaine - lez - Dijon, 230, 243,
 244, 260, 278
 Fontaine - Française, 66, 106,
 259, 261, 263, 274.
 Frigolet, 53.
 Frasmes, 40.
 Frênes, 256.
 Frettes, 267.
 Frohsdorf, 3.
 Frôlois, 256.

G

Gaëte, xi.
 Gemeaux, 259, 261, 262.
 Gênes, 66, 103.
 Genlis, 110, 125, 126.
 Germaine (Haute-Marne), 258.
 Gevrey - Chambertin, 156, 174,
 179, 183, 210
 Gilly-lez-Cîteaux, 138, 149.
 Grancey-le-Château, 248, 252,
 257, 258, 259.
 Gray, 105, 106, 114, 150, 221, 224,
 257, 259, 260, 262-264, 269, 272,
 276.
 Grenoble, 94, 143.
 Grésigny, 221.

H

Havre (Le), 86, 143.
 Hauteville-lez-Dijon, 260, 278.

I

Is-sur-Tille, 111, 251, 255, 256,
 258, 259, 262, 263, 266-268,
 274, 275, 279.

J

Jancigny, 13, 106.
 Jérusalem, 99.

L

Labarre, 105.
 La Châtre, 56, 149.
 Lamarche-sur-Saône, 137.
 Lamargelle, 256, 258, 259, 262.
 Langres, 32, 251, 252, 256, 259,
 265, 268, 275.
 Lantenay, 150, 151, 155, 156, 158.
 Laperrière, 142.
 Le Mans, 95, 277.
 Leuglay, 251.
 Limoges, 345.
 Lodi, 347.
 Longeau, 251, 262.
 Longvic-lez-Dijon, 183, 196, 200.
 Lons-le-Saulnier, 106, 130, 198,
 275.
 Louhans, 128, 226.
 Losne, 142, 148.
 Lucenay-le-Duc, 231.
 Lucenay-l'Evêque, 65.
 Lure, 259.
 Lux (Côte-d'Or), 149, 262.
 Luzy, 338.
 Lyon, II, xxiv; 8, 46, 50, 60, 76,
 82, 93, 94, 123, 134-136, 140,
 141, 145, 148, 150, 154, 159, 163,
 165, 168, 173, 176, 178, 191, 195,
 199, 211, 214, 224, 226, 231, 235,
 236, 238, 246, 262, 275, 317, 340,
 345, 351.

M

Mâcon (Saône-et-Loire), 137, 150,
 186, 333.
 Magny (Côte-d'Or), 110.
 Malamacio, x.
 Malain, 150, 157.
 Marseille, xx; 23, 31, 47, 49, 50,
 86, 88, 93, 95, 102, 103, 189, 215,
 216, 220, 226, 321, 335, 337, 344,
 351.
 Meaux, xxiii.
 Meilly, 172.
 Ménetreux, 256.
 Mentana, 5, 83.
 Messigny, 268, 269, 272, 273, 277,
 279.
 Messine, xi.

Metz, 320.
 Mézières (Ardennes), 117.
 Milan, 250.
 Milazzo, x.
 Mirebeau-sur-Bèze, 110, 258, 277.
 Mongray, 200.
 Montbard, 158, 243, 246, 251, 252, 256, 259, 262.
 Montchanin les-Mines, 161.
 Montchapet-lez-Dijon, 244, 281.
 Montdidier, 95.
 Montélimar, 226.
 Montevideo, 121, 122.
 Montfort, 245.
 Montigny, 251.
 Montlay, 232.
 Montmançon, 105.
 Montmartre, xxii.
 Montmuzard-lez-Dijon, 244.
 Montot, 124.
 Montpellier, 351.
 Mont-Valérien, 341.
 Morey (Côte-d'Or), 156, 199.
 Mouchard, 198, 254, 258, 275.

N

Naples, xii, xxv, xxxii; 10, 37, 258, 330.
 Navilly, 180.
 Neuilly-lez-Dijon, 210.
 Neuven, 155, 277.
 Nevers, 126, 138, 158, 164, 170, 174, 215.
 Nice, vi, viii, ix, xiii-xxi, xxiii, xxiv, xxxv; 63, 88, 175, 176, 185.
 Nîmes, 50, 351.
 Nolay (Côte-d'Or), 136.
 Norges, 273.
 New-York, 334.
 Nuits-Saint-Georges, 123, 145-148, 161, 165, 183, 200, 201, 293, 204, 207, 210.

O

Oran, 88, 103, 148, 247
 Ouges, 210.

P

Palerme, xiii; 348.
 Palestro, xxviii.
 Panges, 258.
 Paris, i, iv, xxiv, xxxii; 17, 19, 25, 31, 44, 53, 56, 62, 92, 149, 237, 239, 268, 277, 324, 328-330, 336, 340, 342, 343, 345.
 Parme, 96.
 Pasques, 156, 258, 260, 277.
 Perrigny-lez-Dijon, 155.
 Pesmes, 105, 106.
 Pise, 342.
 Plombières-lez-Dijon, 150, 155, 261, 277.
 Poligny, 198.
 Point-du-Jour (Paris), 133, 134.
 Pontailler-sur-Saône, 106.
 Pont-d'Ouche, 159.
 Pont-de-Pany, 138, 147, 150, 199.
 Pouillenay, 259.
 Pouilly-en-Auxois, 171, 244, 287.
 Prauthoy, 251, 258, 262, 267.
 Précy-sous-Thil, 231, 235.
 Prenoys, 256, 260.

Q

Questembert, 5.
 Quétigny, 113, 244.

R

Recey-sur-Ource, 251.
 Reims, xix, xxiv; 176, 342.
 Reischaffen, 203.
 Rennes, xxiv, xxix.
 Rimini, 3.
 Rio-de-Janeiro, 22.
 Roche-Pot (La), 188.
 Rome, viii, ix, xii, xviii-xx, xxv-xxxiv; 3, 28, 51, 56, 93, 337, 342.
 Rouen, 95.
 Roustchouck, 192.
 Rouvres, 155.
 Ruages, 77.
 Ruffey-les-Echirey, 243.

S

Saint-Apollinaire, 110, 113, 223.
 Saint-Bernard, 174.
 Saint-Claude, 181.
 Saint-Denis, 17.
 Saint-Dié, 24, 25.
 Saint-Etienne, 33.
 Saint-Jean-de-Losne, 123, 137, 142, 148, 184.
 Saint-Jean-de-Ruelle, 354.
 Saint-Julien (Côte-d'Or), 261.
 Saint-Léger-Sully, 163.
 Saint-Martin (près Autun), 191.
 Saint-Seine-l'Abbaye, 110, 258, 260, 263, 276.
 Saint-Symphorien (Côte-d'Or), 142.
 Sainte-Sabine, 171.
 Salins, 130.
 Saulieu, 65, 144, 232, 250.
 Saumur, 128.
 Savigny-le-Sec, 258, 259, 261, 279.
 Schelestadt, 62.
 Sedan, xxv, xxix ; 36, 91, 320.
 Selongey, 257-259, 267.
 Semur-en-Auxois, 143, 171, 235, 236, 243, 247, 239, 275.
 Senailly, 275.
 Sérée (La), 146.
 Seurre, 32, 33, 110, 141, 148, 183, 199.
 Sèvres, 63.
 Sombernon, 32, 139, 157, 168, 261.
 Solférino, xxvii.
 Strasbourg, 26, 127.

T

Talant, 230, 243, 260, 278, 282.
 Talmay, 13, 106.
 Thorey-sur-Ouche, 157.
 Til-Châtel, 259.
 Tonnerre, 224.
 Toulon, 191.
 Toulouse, xxiv ; 50, 244, 262, 337, 345.

Tours, xii ; 12, 23, 46, 62, 85, 92, 93, 95, 96, 98, 99, 106, 113, 114, 122, 125, 131-133, 136, 138, 141, 144, 145, 149, 153, 154, 171, 173, 178, 182, 183, 209, 355.
 Tréclun, 124.
 Trouville, 36.
 Turin, ix, x, x i.

U

Uncey, 235.

V

Vaite, 273.
 Valence (Drôme), 94, 103.
 Val-Suzon, 224-227, 263, 277-279.
 Vannes, 5.
 Varois, 110, 113, 157.
 Venise, x ; 251.
 Velars, 150, 151, 155, 261.
 Verdun-sur-le-Doubs, 148, 160, 184.
 Verrey-sous-Salmaise, 261, 263.
 Versailles, 18, 19, 134, 341, 345, 347.
 Vesoul, 251.
 Vienne (Autriche), 95.
 Vienne (Isère), 89.
 Vierzon, 39, 353.
 Villarceau, 355.
 Villers-les-Pots, 137.
 Villette (Paris. La), 344.
 Vitteaux, 235, 263, 275.
 Vosne, 201.
 Voudenay, 161.
 Vougeot, 146, 149.

W

Widdah, 357.

Y

Yokohama, 354.

TABLE DES CHAPITRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	I à XXXV
CHAPITRE PREMIER. — Giuseppe Garibaldi.	1 à 42
CHAPITRE II. — Garibaldi et ses Grands Premiers Rôles.	43 à 71
CHAPITRE III. — Les Comparses (Corps francs garibal- baldiens, 84 à 89; — Entre Frères et Amis, 90 à 101).	72 à 101
CHAPITRE IV. — Octobre 1870.	102 à 119
CHAPITRE V. — Novembre 1870.	120 à 161
CHAPITRE VI. — Décembre 1870.	162 à 228
CHAPITRE VII. — Janvier 1871.	229 à 316
ÉPILOGUE.	317 à 352
APPENDICE.	353 à 359
 INDEX DES NOMS CITÉS.	 361 à 370
INDEX GÉOGRAPHIQUE.	371 à 375

GEORGE BASTARD

ARMÉE DE CHALONS

- | | |
|--------------------------|--------------------|
| I. Sanglants Combats | } ouvrage complet. |
| II. Un jour de Bataille | |
| III. Charges héroïques | |
| IV. Défense de Bazeilles | |

Quatre volumes ornés de dessins, de cartes et de plans

Chaque volume se vend séparément

ENVOI FRANCO AU REÇU DE 3 FR. 50 TIMBRES OU MANDAT

Intérêt de roman, fièvre de patriotisme, il y a de tout cela.

Le Figaro

Ce livre est bien vu, vivement conduit, il est tout entier empreint d'un sentiment très juste de patriotisme. Le détail est piquant, l'épisode amusant et les incidents fourmillent.

Le Gaulois.

On trouvera à côté de tout ce qui a été écrit sur ce sujet un grand intérêt au récit de cette journée : la précision, la variété des détails et des anecdotes dont l'auteur a su le parsemer.

Le Matin.

Si M. G. Bastard trouve et suscite des imitateurs, l'historien futur n'aura plus qu'à dégager la leçon qui ressort de tant d'incidents minutieusement décrits, sans qu'il risque d'encourir jamais le reproche d'inexactitude. M. G. Bastard est un écrivain doublé d'un apôtre qui

★

s'est épris d'une généreuse affection pour cette malheureuse armée de Châlons tant calomniée.

La République française.

Voilà un livre qui sent la poudre !

L'Illustration.

C'est l'histoire des combats par l'histoire des combattants. C'est très intéressant comme effet et d'un procédé qui n'est pas vulgaire. On conçoit quel intérêt cette forme d'exposition donne au livre et combien cela le rend vivant.

La Revue Bleue.

Rien de plus réconfortant, rien qui vous mette plus de rage au cœur et aussi vous donne plus d'espérance que cette lecture attachante et sombre.

La France.

Depuis plusieurs années un écrivain militaire consciencieux, M. G. Bastard, s'est attaché à retracer la minutieuse histoire de l'armée de Châlons. Il interroge les uns et les autres ; il ne s'en rapporte pas toujours aux pièces officielles ; il n'hésite pas à faire un voyage qui lui permet une conversation avec un survivant de ces combats ; il recueille les souvenirs des paysans ; bref, il se livre à une enquête poussée à fond qui est fort émouvante par la saveur de vérité des détails, par la notion exacte des plus petits épisodes.

Le XIX^e Siècle.

Sans phrases, par le simple énoncé des faits, par la rigoureuse exactitude du détail technique, par le minutieux exposé du mouvement des troupes, aussi bien que par le tableau de l'ensemble des opérations militaires, M. G. Bastard a composé une suite d'ouvrages qui, réunis, formeront ce que l'on peut appeler le livre d'or de l'armée française en 1870.

La Patrie.

A LA MÊME LIBRAIRIE

LUC GERSAL

L'ATHÈNES DE LA SPRÉE

CROQUIS BERLINOIS PAR UN BÉOTIEN

Quatrième édition

Un volume in-18 jésus. 3 fr. 50

Voici un livre amusant, nouveau, satirique sans parti pris et sans méchante humeur, exempt de déclamations, de tirades et d'invectives, riche de faits précis et tout à fait dégagé de cette *blague* un peu niaise qui échauffe la verve des commis-voyageurs, entre onze heures et minuit; dans les brasseries du Thiergarten... S'il y a dans cette description de Berlin beaucoup de détails amusants et d'anecdotes piquantes, on y trouve aussi beaucoup de leçons à méditer.

(*Journal des Débats*, 17 juin 1892.)

M. Gersal a étudié Berlin dans ses lignes générales et dans ses coins secrets, dans sa raideur extérieure d'aspects et dans son intimité, dans ses mœurs, ses coutumes, ses attitudes, ses ridicules, ses prétentions, et l'opinion qu'il manifeste de lui-même.

(*Libre Parole*, 29 août 1892.)

Voici sur Berlin et sur le caractère des Berlinoises un volume comme il ne nous a pas été donné d'en lire depuis les belles études de M. Victor Tissot. Avec M. Gersal nous changeons d'ailleurs complètement de système et d'impression.

(*Le Petit Caporal*, 12 juillet 1892.)

Une foule de livres ont été écrits en France sur Berlin depuis vingt ans. Il restait à faire un livre exact. Celui que nous signalons est plus robuste, plus nourri d'impressions neuves que la plupart de ceux qui l'ont précédé. Visiblement, il n'a pu être écrit qu'après un séjour de plusieurs années dans la capitale prussienne... Il y a là une forte garantie d'impartialité.

(*Le Temps*, 14 août 1892.)

A LA MÊME LIBRAIRIE

Édouard DRUMONT

LA

FIN D'UN MONDE

(70^e MILLE)

Un très fort volume in-18 jésus : 3 fr. 50

Dans la *Fin d'un Monde*, M. DRUMONT trace un portrait de la Société actuelle. Il la montre exploitée par les écumeurs d'affaires, et les écumeurs d'affaires protégés par les écumeurs de la politique.

Il y en a pour tous, dans son livre, mais principalement pour les Juifs et les Francs-Maçons.

A LA MÊME LIBRAIRIE
Envoi *franco* contre timbres ou mandat.

LA
RUSSIE JUIVE
PAR
KALIXT DE WOLSKI
TROISIÈME ÉDITION

Un volume in-18 jésus 3 fr. 50

Cette production forme pour l'Empire moscovite le pendant de la *France juive*.

(*Journal des Débats.*)

Ce livre a pour moi la valeur d'un témoignage.

(*Rappel.*)

C'est une œuvre de combat, mais c'est aussi et surtout un livre d'étude.

(*National.*)

Ouvrage documenté et curieux, qui a sa place marquée dans la bibliothèque de tous ceux qu'indigne ou simplement inquiète la conquête juive.

(*Pilori.*)

Curieux renseignements sur la vie et la condition sociale ou politique des Juifs d'Orient.

(*Écho de Paris.*)

Ce livre est une œuvre de combat, qui retrouvera la même faveur que la *France juive*.

(*Memorial diplomatique.*)

La *Russie juive* est un livre à méditer..., de tels livres ne sont pas assez nombreux.

(*Bibliographie catholique.*)

Toute la presse allemande et russe parle de ce livre étonnant, qui ressemble à la *France juive*, d'Edouard Drumont... L'auteur y peint au vif la Russie juive, c'est-à-dire l'influence immense et occulte que les juifs y exercent au moyen de l'usure, de la vente de l'alcool et d'autres infâmes spéculations.

(*Observateur catholique.*)

★★

BIBLIOTHÈQUE ANTI-SÉMITIQUE

ÉDOUARD DRUMONT

La Fin d'un Monde. Étude psychologique et sociale.
70^e mille..... 3 fr. 50

AUGUSTE CHIRAC

La Haute Banque et les Révolutions. 3^e édition.. 3 fr. 50

L'Agiotage sous la 3^e République 5^e édition.
Deux volumes..... 7 fr. »

KALIXT DE WOLSKI

La Russie Juive, *Monita Secreta* des Juifs. 3^e édition 3 fr. 50

GEORGES MEYNIÉ

L'Algérie Juive. 3^e édition..... 3 fr. 50

Les Juifs en Algérie. 3^e édition 3 fr. 50

KIMON

La Politique israélite. Étude psychologique..... 3 fr. 50

AUGUSTE ROHLING

Le Juif selon le Talmud, Préface d'Édouard Drumont.
2^e édition..... 3 fr. 50

H. DESPORTES

Le Mystère du sang chez les Juifs de tous les temps, avec une préface d'Édouard Drumont. 2^e édit. 3 fr. 50

Docteur MARTINEZ, Professeur de théologie.

Le Juif, voilà l'ennemi ! appel aux catholiques.
2^e édition..... 3 fr. 50

ALBERT SAVINE

Mes procès. 3^e édition..... 3 fr. 50

HONORÉ PONTOIS, Député, ancien Président
du Tribunal de Tunis, Ex-Président honoraire
de la Cour d'appel de Nîmes.

Les Odeurs de Tunis. 4^e édition..... 3 fr. 50

A. HAMON et G. BACHOT

L'Agonie d'une société. Histoire d'aujourd'hui. 2^e éd. 3 fr. 50

LÉO TAXIL

La Ménagerie politique, avec trente dessins de
Barentin et Blass. 3^e mille..... 3 fr. 50

LÉO TAXIL et PAUL VERDUN

Les Assassinations maçonniques. 3^e édition..... 3 fr. 50

FRANÇOIS BOURNAND

Le Clergé sous la troisième République. 2^e édit. 3 fr. 50

EUGÈNE BOUTOUX

L'Union générale, sa vie, sa mort, son programme.
8^e mille..... 3 fr. 50

L. NEMOURS GODRÉ

Les Cyniques.—Le dessus du panier.—Sous le pressoir 3 fr. 50

L'AGIOTAGE

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

par **Auguste CHIRAC**

5^e édition. — Deux volumes in-18, 7 francs.

L'auteur se propose de faire, à grand renfort d'anecdotes scandaleuses et de noms propres, l'histoire de tous les tripotages financiers qui ont, depuis dix-huit ans, mis à sec l'épargne publique et fait le vide dans les caisses de l'Etat ». Il suffit d'un mot pour définir le caractère de cette compilation : c'est pour la France financière le pendant de la *France juive*, de M. E. Drumont.

(*Journal des Débats.*)

Un pamphlet sanglant, mais aussi un ouvrage documentaire intéressant et instructif.

(*Indépendance Belge.*)

Deux volumes dont on peut dire qu'ils sont redoutables.

(*Gazette de France.*)

Le livre montre, dans une argumentation serrée et inflexible, jusqu'à quel cynisme imprévoyant peuvent aller des classes dirigeantes improvisées et sans éducation préalable. Il révèle la situation intolérable faite aux *petits* par la coterie juive qui draine le capital national, sans le moindre souci des intérêts des travailleurs... Je ne puis d'ailleurs ni ne veux analyser ici ces deux volumes bondés de faits et saisissants d'actualité douloureuse.

(*Observateur Français.*)

Pamphlet en deux gros volumes, où sont impitoyablement étalés, chiffres en main, les tripotages financiers qui ont scandalisé, depuis dix-huit ans, la morale publique.

(*Nouvelle Revue.*)

La grande volerie agiotreuse s'étant perpétuée et même étendue sous la troisième République, Toussinel et Duchêne devaient avoir des continuateurs et les ont eus en la personne d'Auguste Chirac et d'Edouard Drumont. Du moment où les agissements des monopoleurs et des accapareurs financiers constituent un véritable danger public et se traduisent en spoliations mongoliques, nous avons voulu appeler l'attention du public démocratique sur ces livres vengeurs.

(*L'Homme Libre.*)

Dans aucune œuvre contemporaine n'ont été dévoilés, analysés, catalogués, expliqués, flétris avec cette science certaine et cette maestria justicière, les tripotages financiers et les intrigues politiques de la bande rapace et malfaisante des tripoteurs.

(*Intransigeant.*)

A LA MÊME LIBRAIRIE

L'envoi franco au reçu du prix (mandat ou timbres-poste)

MARQUISE DE TAISEY-CHATENOIS

A LA COUR DE NAPOLEON III

Sixième mille

Un volume in-18 jésus : 3 fr. 50

Après les souvenirs en surface de l'indulgente madame Carette sur la cour de Napoléon III, voici les mémoires fort lestement retroussés de madame la marquise de Taisey-Chatenoy. On ne s'ennuyait pas aux Tuileries s'il faut en croire ces témoignages indiscrets. Ces révélations expliquent et justifient bien des regrets, et l'on comprend trop bien les retours de mélancolie dont ne peuvent se défendre, en traversant le Carroussel désert et vide, les survivants de ces temps joyeux.

Le Siècle, 26 novembre 1890.

C'est l'Empire intime que la gaie malveillance de la marquise de Taisey-Chatenoy nous dévoile crûment.

Revue du Cercle militaire.

La marquise de Taisey nous raconte aujourd'hui ses Mémoires. Elle parle peu d'elle; en revanche, elle est sur les autres d'une indiscrétion rare.

La Bataille, 4 novembre 1890.

Ce sont des souvenirs personnels sur les réceptions des Tuileries, et principalement sur l'élément féminin. En somme, livre amusant et bien instructif, bien qu'il nous reste peu à apprendre sur les intimités impériales.

Le Jour, 1^{er} décembre 1890.

La marquise n'engendre pas la mélancolie. Elle rafraîchit les événements avec esprit, pour n'en montrer que le côté plaisant ou ridicule, presque l'inénarrable; et elle réveille les personnages de leur oubli pour cingler leur mémoire d'une satire. Elle a du goût pour ce qu'un autre siècle eût appelé la chronique scandaleuse. Elle sait qu'elle n'écrit pas l'histoire, sa tâche comporte donc une partialité qui en fait le piquant, et elle ne dissimule pas ses sympathies et antipathies, surtout ses antipathies.

Le Soir, 9 novembre 1890.

A LA MÊME LIBRAIRIE

BARON A. DU CASSE

SOUVENIRS D'UN AIDE DE CAMP DU ROI JÉRÔME

Un volume in-18 jésus : 3 fr. 50

C'est sans doute un aimable vieillard que le baron du Casse, mais qu'il a de terribles souvenirs ! Il les conte dans un volume qui mérite par sa verdeur et la franchise du texte de prendre place à côté de ceux de M. de Viel-Castel. C'est plus honnête et ce n'est pas moins drôle.

Paris, 21 octobre 1890.

Ecrit avec verve, ce volume fait revivre avec agrément et sans méchanceté un coin de ce monde impérial où le laisser aller des aventuriers se mêlait si singulièrement avec la morgue des parvenus et l'étiquette obligée des cours.

Revue historique, janvier 1890.

Les lecteurs que n'effaroucheront pas les mots crus du prince Napoléon trouveront en ce livre ample matière à papotages sous le manteau. Tu-dieu ! il n'est pas bon d'avoir pour aide de camp un chef d'escadron bavard et qui écrit.

Art et Critique, 22 novembre 1890.

Ces souvenirs sont piquants, bourrés d'anecdotes et semés d'indiscrétions où, sans sortir de la réserve qui convient, l'auteur dit assez vertement leur fait à quelques-uns de ceux qu'il a pu voir de près.

Livre, 10 novembre 1890.

Ils sont amusants ces souvenirs. Le baron du Casse a la mémoire plus longue que tendre.

Liberté, 25 octobre 1890.

A LA MÊME LIBRAIRIE

Envoi franco au reçu d'un mandat-poste ou timbres

JOURNAL DE FIDUS

LE PRINCE IMPÉRIAL

Un volume in-18 jésus : 3 fr. 50

Ce qui assigne au nouveau livre une place à part dans cette série et lui donne un intérêt tout spécial, c'est l'abondance de documents relatifs au Prince Impérial que l'on y rencontre, et qui en justifie le titre. Le Prince honorait M. Loudun de sa confiance et de son amitié.

Le Triboulet, 9 novembre 1890.

Outre l'attrait du récit, on est charmé tout le long du livre par la touchante figure du Prince Impérial. M. Loudun expose les grandes lignes d'un projet de Constitution élaboré par le jeune Prince. Ces documents sont d'une haute curiosité.

Le Pilori, 16 novembre 1890.

C'est assurément le meilleur et le plus véridique de tous les récits qui ont paru sur cette navrante catastrophe.

Petit Caporal, 29 octobre 1890.

Fidus est un Saint-Simon plein de couleur, très sûr et très bien informé.

Salut public, 24 novembre 1890.

A LA MÊME LIBRAIRIE

J. PÈNE-SIEFERT

LA MARINE
EN DANGER
(1870-1888)

TROISIÈME ÉDITION, REVUE ET AUGMENTÉE

1 vol. in-18 jésus, broché. 3 fr. 50

DU MÊME

FLOTTES RIVALES
PROGRAMME DE DEMAIN

DEUXIÈME ÉDITION

1 vol. in-18 jésus, broché. 3 fr. 50

Sir Richard TEMPLE

L'INDE BRITANNIQUE
TYPE DE COLONISATION MODERNE

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLAIS ET ANNOTÉ

Par J. PÈNE-SIEFERT

Avec *Introduction* de J.-L. DE LANESSAN

Député de la Seine, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine
de Paris.

DEUXIÈME ÉDITION

1 fort vol. in-18 jésus, broché 5 fr.

LA REVUE INDÉPENDANTE

PARAIT MENSUELLEMENT A PARIS
EN 1 VOLUME IN-18 DE 180 PAGES

RÉDACTION ET ADMINISTRATION .

Chez Albert SAVINE, 12, rue des Pyramides, Paris

Rédaction les jeudis, de 2 à 5 heures.

ABONNEMENTS :

PARIS	Un an	18 fr.	Six mois	8 fr.	»
DÉPARTEMENTS...	—	16 —	—	8	50
ÉTRANGER.....	—	17 —	—	9	,

Les personnes à qui un numéro est adressé à titre d'essai sont priées de vouloir bien le retourner, si elles ne désirent pas continuer à recevoir la *Revue*.

Les abonnements partent des 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

Nous prions les abonnés en retard de vouloir bien nous faire parvenir le montant de leur réabonnement.

AVIS A NOS COLLABORATEURS

Nous rappelons à nos collaborateurs :

1° Que toute copie doit être au plus tard remise le 1^{er} du mois ;

2° Que nous nous réservons de donner le bon à tirer de tout article dont l'épreuve n'est pas retournée à notre administrateur quarante-huit heures après sa réception ;

3° Qu'aucune épreuve ne doit être envoyée directement à l'imprimerie.

MÊME LIBRAIRIE

Envoi franco contre mandat ou timbres-poste

ADRIEN PAPILLAUD		ELZÉAR ROUGIER	
<i>La Mort du Prince Impérial</i>	3 50	<i>Naufage d'Amour</i> , 2 ^e édition... ..	3 50
F. PÈNE SIEFERT		<i>Selon mon rêve</i>	3 50
<i>La Marine en danger</i> , 3 ^e édition... ..	3 50	CAMILLE DE SAINTE-CROIX	
<i>Les Flottes rivales</i> , 2 ^e édition.....	3 50	<i>La Mauvaise aventure</i> , 2 ^e édition... ..	3 50
EMILE PETITOT		<i>Contempler</i> , 2 ^e édition.....	3 50
<i>Autour du grand lac des Esclaves</i> ..	3 50	<i>Mœurs littéraires</i>	3 50
PAUL PONSOLLE		SHELLEY	
<i>Le Tombeau des Milliards. Panama</i> ,		<i>Œuvres poétiques complètes</i> , 3 vol..	10 50
4 ^e mille.....	3 50	MARC STÉPHANE	
<i>Autour de la lune de miel</i>	3 50	<i>A toute volée</i>	3 50
HONORÉ PONTOIS		SUTTER-LAUMANN	
<i>Les Odeurs de Tants</i> , 5 ^e édition.....	3 50	<i>Histoire d'un trente sous</i>	3 50
ARTHUR POUGIN		SWINBURNE	
<i>L'Opéra-Comique pendant la Révolution</i> , 2 ^e édition.....	3 50	<i>Poèmes et ballades</i> , préface de Guy de Maupassant.....	3 50
COMTE DE PUYMAIGRE		Marquise de TAISEY-CHATENOY	
<i>Les Vieux Auteurs Casillans</i> , 2 vol.	7 "	<i>A la Cour de Napoléon III</i> , 3 ^e édit.	3 50
<i>Jeanne d'Arc au théâtre</i>	2 "	SIR RICHARD TEMPLE	
THOMAS DE QUINCEY		<i>L'Inde britannique</i> , traduit par Pène-Siefert, 2 ^e édition.....	5 "
<i>Confessions d'un Mangeur d'opium</i> ..	3 50	Comte ALEXIS TOLSTOÏ	
FÉLIX RABRE		<i>La Mort d'Ivan le Terrible</i> , traduit du russe, 2 ^e édition.....	3 50
<i>Les Maîtresses authentiques de Lord Byron</i> , 2 ^e édition.....	3 50	Comte LÉON TOLSTOÏ	
<i>Shelley</i> , sa vie et son œuvre, 2 ^e édit..	4 "	<i>Dernières nouvelles</i> , 4 ^e édition, portrait.....	3 50
<i>Jeanne d'Arc en Angleterre</i>	3 50	<i>Que faire?</i> 3 ^e édition.....	3 50
RACHILDE		<i>Ce qu'il faut faire</i>	3 50
<i>Théâtre</i>	3 50	<i>Ma Confession</i> , 2 ^e édition.....	3 50
LIONEL RADIGUET		<i>Les Décembristes</i> , 3 ^e édition.....	3 50
<i>Le Ministère de la lâcheté extérieure</i>	3 50	<i>Le Progrès et l'instruction publique en Russie</i> , 3 ^e édition.....	3 50
<i>Flirts</i>	3 50	<i>Pour les Enfants</i> , 5 ^e édition.....	3 50
JEAN RAMEAU		<i>L'Ecole de Yasnaja-Polianna</i> , 2 ^e édit.	3 50
<i>La Vie et la Mort</i>	3 50	<i>La Liberté dans l'école</i> , 2 ^e édition... ..	3 50
<i>Nature</i> , édition in-18.....	3 50	<i>La Puissance des Ténèbres</i> , 3 ^e édit.	3 "
GASTON RAYSSAC		Comte NICOLAS TOLSTOÏ	
<i>La Marmite électorale</i>	3 50	<i>La Vie</i> , traduit du russe, 2 ^e édition..	3 50
TH. RECHETNIKOV		F. TUSQUETS	
<i>Ceux de Podlipnaia</i>	3 50	<i>La Nègre</i>	3 50
LOUIS DE REULLIE		JACINTO VERDAGUER	
<i>La Marquise folie</i>	3 50	<i>Le Canigou</i>	3 50
Général DE RICARD		<i>L'Atlantide</i>	3 50
<i>Autour des Bonaparte</i>	3 50	VASSILI VERESCHAGIN	
WILLIAM RITTER		<i>Souvenirs</i> , illustrés par l'auteur, 2 ^e éd.	3 50
<i>Aegyptiacque</i>	3 50	GIOVANNI VERGA	
AUGUSTE ROHLING		<i>Les Malavoglia</i> , mœurs sicilienes,	
<i>Le Juif selon le Talmud</i> , traduction française, préface de Drumont, 2 ^e éd.	3 50	3 ^e édition.....	3 50
J.-H. ROSNY		<i>Eva</i> , traduit de l'italien, 2 ^e édition.	3 50
<i>Vell Horn</i> , mœurs londoniennes, 2 ^e édition.....	3 50	JULIEN VILLECROSE	
<i>Le Bilatéral</i> , mœurs révolutionnaires parisiennes, 2 ^e édition.....	3 50	<i>Le Christ et sa réforme sociale</i>	5 30
<i>L'Immolation</i> , étude de paysans, 2 ^e édition.....	3 50	COLONEL VILLOT	
<i>Le Termité</i> , roman de mœurs littéraires, 2 ^e édition.....	3 50	<i>L'Empereur de demain</i>	3 50
<i>Les Nipheuz</i> , in-8 ^e	2 "	CHARLES VINCENT	
		<i>La Faim</i> , 2 ^e édition.....	3 50
		GEORGES VITOUX	
		<i>L'Agonie d'Israel</i> , 2 ^e édition.....	3 50
		Monseigneur ZALESKI	
		<i>Ceylan et les Indes</i>	3 50

